



TABLE RONDE DE RECHERCHE-ACTION

Création de liens transfrontaliers : Un recueil d'information sur la collaboration intergouvernementale Canada-États-Unis

**Table ronde de recherche-action de l'EFPC sur
la gestion des relations canado-américaines**

Présidée par Louis Ranger

**Réviseurs :
Dieudonné Mouafo
Nadia Ponce Morales
Jeff Heynen**

Pour obtenir des renseignements ou des exemplaires supplémentaires, veuillez communiquer avec le groupe de la Recherche et relations universitaires de l'École de la fonction publique du Canada.

Courriel : publications@cspc-efpc.gc.ca

Télécopieur : (613) 992-1736

Téléphone : (613) 943-8370

Cette publication peut être consultée gratuitement au:

www.mySCHOOL-monECOLE.gc.ca/research/publications/complete_list_f.html

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'École de la fonction publique du Canada ni du Gouvernement du Canada.

© École de la fonction publique du Canada, 2004

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Table ronde de recherche-action de l'EFPC sur la gestion des relations canado-américaines (Canada)

Création de liens transfrontaliers : un recueil d'information sur la collaboration intergouvernementale Canada-États-Unis

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche.

Titre de la p. de t. addit. : Building cross-border links.

Président : Louis Ranger.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 0-662-68449-4

N° de cat. SC103-6/2004

1. Canada – Relations extérieures – États-Unis.
2. États-Unis – Relations extérieures – Canada.
3. Canada – Relations extérieures – Administration.
- I. Mouafo, Dieudonné, 1957- .
- II. Ponce Morales, Nadia Karina, 1977- .
- III. Heynen, Jeff, 1972.
- IV. École de la fonction publique Canada.
- V. Titre.
- VI. Titre : Building cross-border links.

FC249.C35 2004

327.71073

C2004-980313-1F

Internet (PDF) :

N° de cat. SC103-6/2004F-PDF

ISBN 0-662-77893-6

Internet (HTML) :

N° de cat. SC103-6/2004F-HTML

ISBN 0-662-77896-0

Coût unitaire pour édition et impression : 25,00 \$ (CDN)

TABLE RONDE DE RECHERCHE-ACTION

Création de liens transfrontaliers :

**Un recueil d'information sur la collaboration
intergouvernementale Canada-États-Unis**

**Table ronde de recherche-action de l'EFPC sur
la gestion des relations canado-américaines**

Présidée par Louis Ranger

Réviseurs :

Dieudonné Mouafo

Nadia Ponce Morales

Jeff Heynen

TABLE DES MATIÈRES

- Introduction 3
- Remerciements 5
- Partie 1 : Ministères et organismes fédéraux 7**
 - Affaires étrangères Canada 8
 - Agence canadienne d’inspection des aliments 15
 - Agence des services frontaliers du Canada (Sécurité publique et Protection civile Canada) 21
 - Agence spatiale canadienne 26
 - Agriculture et Agroalimentaire Canada 31
 - Banque du Canada 36
 - Bureau de la concurrence 40
 - Bureau du Conseil privé 47
 - Citoyenneté et Immigration Canada 50
 - Commerce international Canada 55
 - Commission mixte internationale 63
 - Conseil canadien des normes 67
 - Environnement Canada 73
 - Gendarmerie royale du Canada (Sécurité publique et Protection civile Canada) 85
 - Industrie Canada 93
 - Ministère de la Défense nationale 101
 - Ministère de la Justice du Canada 108
 - Ministère des Finances du Canada 113
 - Office national de l’énergie 119
 - Parcs Canada 123
 - Pêches et Océans Canada 127
 - Ressources naturelles Canada 135
 - Santé Canada 142
 - Secrétariat de L’ALENA 152
 - Sécurité publique et Protection civile Canada (Portefeuille) 155
 - Sécurité publique et Protection civile Canada
(Secteur de la gestion des mesures d’urgence et de la sécurité nationale) 160
 - Statistique Canada 165
 - Transports Canada 172

Partie 2 : Gouvernements provinciaux et territoriaux	185
Alberta	186
Colombie-Britannique	193
Île-du-Prince-Édouard	198
Manitoba	204
Nouveau-Brunswick	210
Nouvelle-Écosse	216
Nunavut	222
Ontario	226
Québec	234
Saskatchewan	239
Terre-Neuve-et-Labrador	245
Territoires du Nord-Ouest	248
Yukon	253

INTRODUCTION

CONTEXTE

Ce recueil est l'un des deux documents finaux de la Table ronde de recherche-action de 2003-2004 sur la gestion des relations canado-américaines, organisée par l'École de la fonction publique du Canada. Il vient compléter le guide *Promouvoir les intérêts du Canada aux États-Unis : Guide pratique à l'intention des fonctionnaires canadiens*, qui propose une analyse prescriptive aux fonctionnaires et législateurs qui sont appelés à travailler régulièrement avec leurs homologues américains. Ce recueil, lui, dresse un tableau descriptif des principales voies de collaboration entre les administrations canadiennes et américaines (aux échelons fédéral, provincial et étatique).

L'idée qui a mené à la rédaction de ce recueil des liens bilatéraux vient de la nécessité de mieux comprendre la nouvelle diversité des intervenants qui participent aux relations bilatérales canado-américaines. Ceux dont le travail est axé sur les relations intergouvernementales avec les États-Unis – dans les ambassades et les missions, les ministères responsables et les organismes centraux – sont conscients, de façon très intuitive, de la grande variété des intervenants et de l'étendue des échanges, mais rares sont ceux qui en ont une idée vraiment juste. D'ailleurs, les participants à la Table ronde n'ont connaissance d'aucun travail fait récemment pour compiler les multiples voies de coopération bilatérale aux niveaux fédéral et provincial¹.

Les débats récents sur l'avenir des relations canado-américaines et l'intégration nord-américaine se sont articulés autour des institutions bi- et trilatérales. Certains chercheurs des milieux universitaires souhaitent des institutions internationales nouvelles et plus fortes² alors que d'autres soulignent l'utilité de travailler avec les institutions existantes, dont ils apprécient la flexibilité inhérente³. Malgré leurs différents points de vue, rares sont les théoriciens qui ne s'entendent pas sur la nécessité de mieux comprendre et évaluer les voies actuelles de collaboration avant de penser à en créer d'autres.

MÉTHODE

En août et septembre 2003, la Table ronde a envoyé une enquête aux sous-ministres de quelque 70 organismes et ministères fédéraux pour qu'ils demandent à leur organisation de dresser une liste des institutions, groupes de travail et autres voies de collaboration qu'ils utilisent dans leurs échanges avec les fonctionnaires américains. Une enquête semblable a été envoyée aux dirigeants de la fonction publique ou chefs de cabinet des administrations provinciales et territoriales.

Après avoir compilé l'information recueillie auprès des administrations fédérale, provinciales et territoriales, la Table ronde a envoyé en avril et mai 2004 des fiches récapitulatives à chaque organisation pour qu'elle l'examine et la mette à jour. Cette démarche s'est avérée essentielle, étant donné toutes les restructurations survenues dans l'appareil administratif en décembre 2003. Dans le cas de l'administration fédérale, on a sélectionné des fiches récapitulatives de 27 ministères et organismes qui entretiennent les relations les plus intensives avec leurs homologues au sud de la frontière.

1 La dernière compilation exhaustive des échanges entre les États et les provinces remonte à 1974. Elle avait été préparée pour le US Department of State. Voir Roger Swanson, *A Study of Relations Between US States and Canadian Provinces*, août 1974.

2 Parmi les défenseurs de cette opinion figurent, par exemple, Robert Pastor, auteur de *Toward a North American Community: Lessons from the Old World for the New* (Washington, D.C., Institute for International Economics, 2001), et le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes, qui a publié un rapport intitulé *Partenaires en Amérique du Nord : Cultiver les relations avec les États-Unis et le Mexique*, en décembre 2002.

3 Voir, par exemple, Robert Wolfe, « See You in Washington? A Pluralist Perspective on North American Institutions », *Choix*, vol. 9, n° 4, avril 2003 (Montréal, Institut de recherche en politiques publiques).

PORTÉE DU RECUEIL

Quand ils ont commencé à recevoir les premières réponses des organismes gouvernementaux à leur enquête durant l'automne 2003, les membres de la Table ronde se sont rendu compte qu'il serait impossible de dresser un tableau vraiment complet de toutes les voies de collaboration bilatérales entre les administrations canadiennes et américaines. Cette conclusion s'est imposée d'elle-même, devant la très grande diversité des formes de coopération canado-américaines, surtout celles qui sont officieuses. Des entrevues parallèles menées par la Table ronde avec des représentants fédéraux ont confirmé qu'une grande partie de la coopération bilatérale se faisait en dehors des mécanismes institutionnels. En fait, les membres de la Table ronde sont même d'avis que ces voies officieuses, qui vont du simple échange d'information par voie électronique entre les responsables de la réglementation à des réunions spéciales entre législateurs, constituent l'un des piliers de la relation entre le Canada et son voisin. Ces voies, qui se prêtent à une collaboration à l'abri des règles trop complexes, présentent aussi l'avantage de reposer sur des relations de personne à personne, ce qui encourage une coopération fiable de part et d'autre.

Par conséquent, il faut aborder ce recueil comme un échantillon représentatif des diverses voies institutionnelles de collaboration entre les administrations canadiennes et américaines. C'est aussi en quelque sorte une représentation ponctuelle d'une relation qui évolue très vite. Si certaines des institutions et des ententes énumérées existent depuis longtemps (p. ex. la Commission permanente mixte sur la défense), la plupart sont de nouvelles venues et n'ont pas plus de dix ans. En cette époque de mondialisation et d'intégration nord-américaine, l'entité qu'est l'État est loin d'avoir disparu. Mais comme l'illustre ce recueil, l'État s'est défusionné brusquement et se maintient en la personne de tous ses fonctionnaires qui ont établi des réseaux d'affiliation hautement spécialisés avec leurs homologues de par le monde.

Enfin, les membres de la Table ronde n'essaient pas d'évaluer l'efficacité des arrangements institutionnels énumérés dans le recueil. Cette tâche est plutôt revenue au guide d'accompagnement qui met en lumière les pratiques exemplaires et oriente la collaboration avec les fonctionnaires américains. Les lecteurs sont vivement encouragés à lire les deux documents.

Les membres de la Table ronde estiment qu'il reste encore beaucoup d'analyse à faire. En quoi certaines institutions sont-elles plus efficaces que d'autres quand vient le temps de faire valoir les intérêts canadiens? Faudrait-il renforcer certaines institutions, les regrouper ou les éliminer? Dans quelles circonstances faut-il passer par tel ou tel type d'institution (p. ex. protocole d'entente ou traité)? Les membres de la Table ronde espèrent qu'en attirant l'attention sur les liens les plus importants, d'une façon plus ou moins compréhensive, elle aidera les praticiens et les universitaires à mieux répondre à ces questions.

REMERCIEMENTS

Les membres de la Table ronde souhaitent exprimer leurs sincères remerciements aux nombreux fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux qui ont répondu à l'enquête initiale et revu l'exactitude de chacun des chapitres de ce recueil. Les réviseurs de ce recueil aimeraient remercier Leslie Krukoff et Charleine Coulombe-Murray du groupe de Recherche et relations universitaires de l'EFPC pour leur révisions avisées ainsi que leur patience continue. Enfin, les membres de la Table ronde tiennent à remercier les personnes ci-dessous qui ont aidé à coordonner les réponses de leur organisation :

ADMINISTRATION FÉDÉRALE

Ferhana Ansari (Statistique Canada)
Martin Benjamin (Défense nationale)
Peter Cameron (ministère des Finances du Canada)
Gisèle Cantin (Parcs Canada)
Paul Carpenter (Industrie Canada)
Annette Chambers (Transports Canada)
Kathryn Clout (Sécurité publique et Protection civile Canada)
Tanya Connolly (Conseil des normes du Canada)
Robert Day (Pêches et Océans Canada)
Anouk Desaulniers (ministère de la Justice du Canada)
Phillip Douglas (Agriculture et Agroalimentaire Canada)
Susan Dragan (Citoyenneté et Immigration Canada)
Michel Giroux (Agence spatiale canadienne)
Greg Goatbe (Agence des services frontaliers du Canada)
Anna Gray (Gendarmerie royale du Canada)
Nick Heisler (Commission mixte internationale)
Rob Hyde (Environnement Canada)
Sigrid Anna Johnson (Bureau du Conseil privé)
Peter Jones (Bureau du Conseil privé)
Julie MacKenzie (Sécurité publique et Protection civile Canada)
Pierre Marier (Industrie Canada)
John McCarthy (Office national de l'énergie)
Jennifer McLean (Agence canadienne d'inspection des aliments)
Luc Pamerleau (Santé Canada)
James Powell (Banque du Canada)
François Raynauld (Secrétariat de l'ALENA)
Robert Reade (Agence du revenu du Canada)
Shelley Rowe (Bureau de la concurrence)
Erwin Sippert (Affaires étrangères Canada)
Emmanuel Skoulas (Ressources naturelles Canada)
Colin Stacey (Transports Canada)
Michael Woof (Commerce international Canada)

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

Andy Bevan (Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest)
Nicolas Boulanger (Gouvernement du Québec)
Letia Cousins (Gouvernement du Nunavut)
Daryl Eisan (Gouvernement de la Nouvelle-Écosse)
Luci Grechen (Gouvernement du Manitoba)
Jackie Lawlor (Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard)
Blair Matthews (Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador)
Roisin McCabe (Gouvernement de l'Alberta)
Lynn McKay (Gouvernement du Nouveau-Brunswick)
Roy Norton (Gouvernement de l'Ontario)
Paul Osborne (Gouvernement de la Saskatchewan)
Sukumar Periwal (Gouvernement de la Colombie-Britannique)
Harley Trudeau (Gouvernement du Yukon)



Partie 1 :

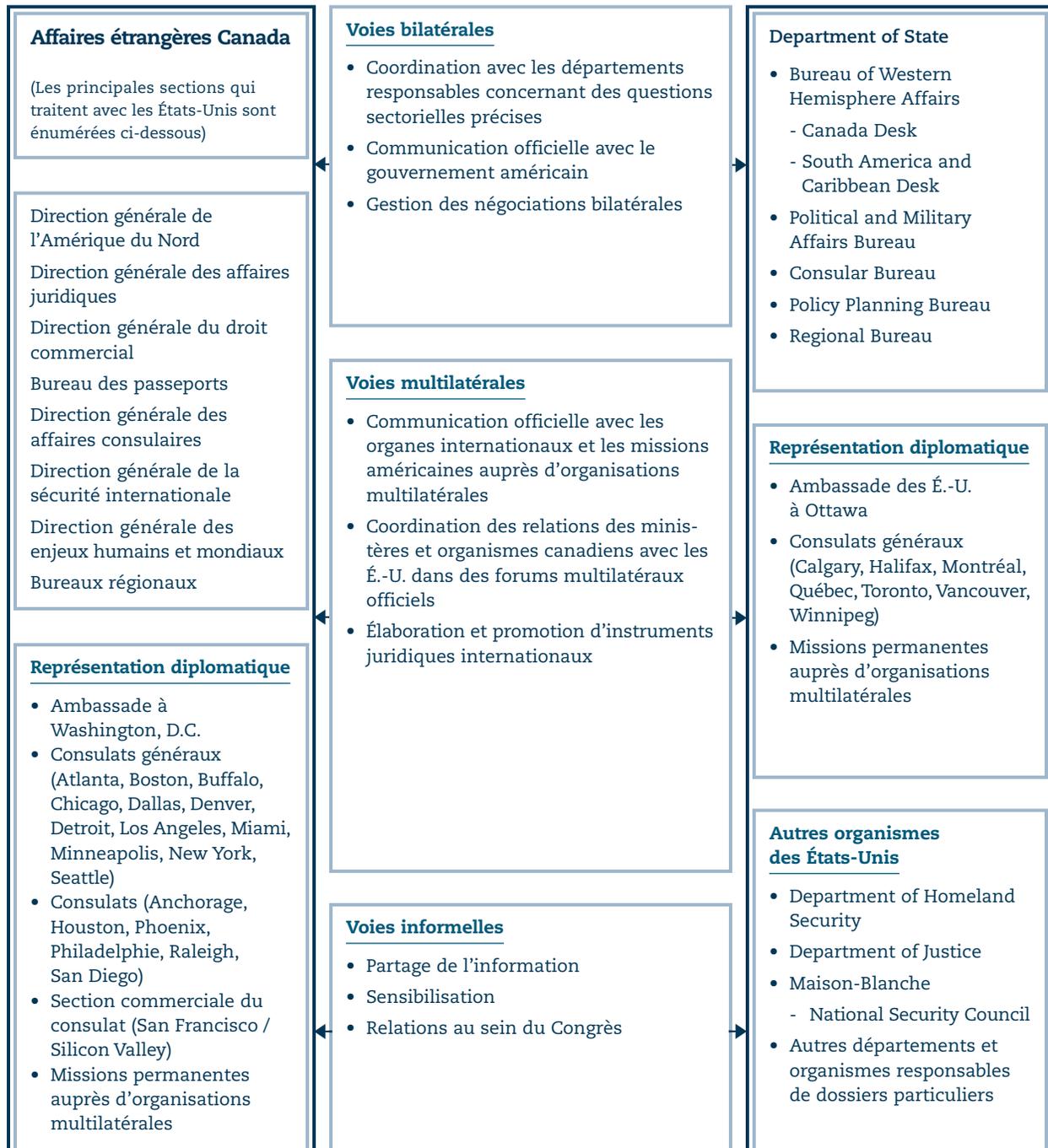
Ministères et organismes fédéraux

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

En décembre 2003, l'ancien ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a été scindé en deux ministères distincts : Affaires étrangères Canada (AEC) et Commerce international Canada (CICan). AEC joue un rôle coordonnateur dans la gestion des relations entre le Canada et les autres pays et la planification des politiques à cet égard.

Comme la plupart des ministères fédéraux ont un volet international, AEC remplit une fonction cruciale en s'occupant des communications officielles, afin que le Canada s'exprime d'une seule voix. De plus, il appuie les ministères dans leurs relations avec les institutions américaines, puisque la plupart d'entre eux n'ont pas de représentants à l'étranger. Divers secteurs d'AEC s'occupent de coordonner le vaste éventail d'intérêts des ministères et organismes fédéraux pour assurer la cohérence de la politique étrangère canadienne. Dans bien des cas, AEC fait fonction de négociateur en chef dans les négociations bilatérales avec les États-Unis et au sein d'organisations multilatérales. AEC fournit des services de soutien importants au premier ministre, principalement en rapport à ses contacts avec le président américain et ce, à travers le Bureau du Conseil privé.

De plus, le Ministère joue un rôle consultatif en fournissant de l'information et des avis concernant les faits nouveaux à l'étranger, qui peuvent servir à la formulation de la politique dans des secteurs précis. Le Ministère peut aussi bien fournir des avis juridiques sur des traités et protocoles d'entente qu'aider des organismes fédéraux à établir des relations officielles avec des institutions américaines. AEC donne des avis dans un grand nombre de domaines présentant un intérêt pour les États-Unis, tant sur les plans bilatéral que multilatéral, comme la sécurité à la frontière, les relations en matière de défense, le programme de policiers des airs, le pré-contrôle, les enquêteurs étrangers au Canada et les questions relatives à la lutte contre le terrorisme.

Étant donné l'importance primordiale des relations avec les États-Unis, les contacts avec les représentants américains se font à presque tous les niveaux et dans presque chaque secteur du Ministère. La Direction générale de l'Amérique du Nord à l'Administration centrale d'AEC aide à coordonner les activités des autres directions générales d'AEC, y compris des missions diplomatiques aux États-Unis et au Mexique, ainsi que celles des autres ministères et organismes canadiens. Trois de ses quatre directions sont consacrées aux États-Unis (Direction des relations générales avec les États-Unis, Direction des relations transfrontalières avec les États-Unis et Direction de l'expansion des affaires aux États-Unis), l'autre s'occupe du Mexique.

Les missions canadiennes aux États-Unis jouent un rôle crucial dans l'obtention de renseignements politiques et la défense des intérêts canadiens. Elles travaillent en étroite collaboration avec les ministères et organismes sectoriels fédéraux sur les dossiers touchant les États-Unis. En fait, un grand nombre d'entre eux ont du personnel en poste à l'ambassade (Service canadien du renseignement de sécurité, Gendarmerie royale du Canada; le ministère de la Défense nationale, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Citoyenneté et Immigration Canada). Les missions offrent aussi un moyen de faire connaître aux sociétés canadiennes les débouchés qui s'offrent à elles sur le marché.

Les représentants d'AEC entretiennent des contacts informels quotidiens avec leurs homologues américains, qui sont tout aussi importants que les relations et les communications officielles. Ces contacts se font par l'intermédiaire de l'ambassade des États-Unis à Ottawa ou de l'ambassade du Canada à Washington ou, encore, directement avec le Department of State ou d'autres institutions américaines.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES (OÙ AEC EST LE MINISTÈRE RESPONSABLE)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Commission permanente mixte de défense Canada-États-Unis (PJBD)	Déclaration d'Ogdensburg de 1940; questions relatives à la défense nord-américaine	Réunions officielles deux fois par année; autres réunions au besoin; entretiens téléphoniques hebdomadaires ou plus fréquents	Hauts fonctionnaires : Department of State, Department of Defense, Armed Forces, Homeland Security et autres organismes	Hauts fonctionnaires d'AEC et du ministère de la Défense nationale; ministères fédéraux au besoin
Department of State : questions relatives au droit criminel (extradition ou autres)	Traité d'extradition (signé en 1971, puis modifié en 1974 et en 1988), traité d'entraide juridique; collaboration constante	Réunions bilatérales ponctuelles. La Direction générale des affaires juridiques est le principal intermédiaire recevant les demandes d'extradition et d'aide pour l'application de la loi. Il s'agit du contact officiel pour les demandes émanant directement de l'ambassade des É.-U. Des canaux de communication directe existent avec le chef des Affaires consulaires de l'ambassade américaine.	Ambassade des États-Unis	Avocat principal, JLAA (Section du droit criminel, des privilèges et immunités); Direction générale des affaires juridiques; Ministère de la Justice; Gendarmerie royale du Canada; autres services de police; Direction générale des affaires consulaires
Department of State : immunités; traits	<i>Loi sur l'immunité des États</i> , droit international	Réunions bilatérales ponctuelles	Ambassade des États-Unis; Department of State	Directeur adjoint, JLAA, Direction générale des affaires juridiques; le ministère de la Justice est aussi impliqué
Groupe consultatif bilatéral : questions relatives au terrorisme	Collaboration constante	Réunions multilatérales et bilatérales	Department of State; Department of Justice	Directeur, JLAA, Direction générale des affaires juridiques; ministère de la Justice Canada et le Bureau du Conseil privé

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Ambassade des É.-U. à Ottawa: questions relatives au terrorisme	Collaboration dans la lutte contre le terrorisme. Mise en œuvre des obligations au titre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU	Réunions bilatérales; entretiens téléphoniques réguliers; réunions ponctuelles	Section économique de l'ambassade des États-Unis	Direction générale des affaires juridiques, AEC; autres ministères fédéraux, y compris le Bureau du surintendant des institutions financières, le ministère des Finances, le Bureau du Conseil privé, Sécurité publique et Protection civile Canada et le Service canadien du renseignement de sécurité
Department of State : questions relatives aux réfugiés	Accord sur les pays tiers sûrs	La Direction générale des affaires juridiques a donné des avis et participé aux négociations bilatérales qui ont conduit à l'adoption de l'accord sur les pays tiers sûrs et a fourni des avis juridiques à cet égard	Department of State; Legal Bureau	Direction générale des affaires juridiques, AEC; Citoyenneté et Immigration Canada
Department of State; Legal Bureau : questions environnementales	Collaboration constante	Entretiens téléphoniques fréquents et environ une réunion par année	Avocat affecté à des dossiers précis	Direction générale des affaires juridiques; Ambassade du Canada à Washington
Ambassade des É.-U. à Ottawa : énergie, pêches et environnement	Collaboration constante	Entretiens téléphoniques et réunion annuelle	Agents responsables de l'environnement et de l'énergie	Direction générale des affaires juridiques; Direction générale de l'Amérique du Nord, AEC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Groupe de travail sur le fonctionnement du ch. 19 de l'ALENA	Groupe de travail trilatéral formé en vertu de l'ALENA en 1994	Réunions et entretiens téléphoniques ponctuels sur les révisions et le règlement des différends concernant les droits antidumping et compensateurs	Office of the US Trade Representative, Legal Services	Direction générale du droit commercial sous la direction du coordinateur de l'ALENA
Relations multilatérales				
US Agency for International development : aide humanitaire et dans le cadre de conflits	Partage de points de vue communs sur les priorités stratégiques du système humanitaire et d'institutions individuelles. Ce dialogue aide à renforcer les messages communs dans les forums internationaux. En cas de divergence d'avis sur des points précis, cet échange d'idées favorise une meilleure compréhension de nos positions respectives et réduit les perturbations au minimum.	Réunions bilatérales deux fois par an; consultations bilatérales portant sur des questions ponctuelles et des processus précis, au besoin, dans le cadre de forums multilatéraux ou par téléphone. Collaboration en prévision de réunions des grands donateurs et dans le contexte de celles-ci.	Department of State, Bureau for Population, Refugees and Migration; Agency for International Development, Bureau for Democracy, Conflict and Humanitarian Assistance	Directeur adjoint, Droits de la personne, des affaires humanitaires et de la promotion internationale de la femme (AGH); Ambassade du Canada à Washington, D.C.; Mission permanente du Canada auprès de l'ONU à New York et à Genève; Agence canadienne de développement international, Citoyenneté et Immigration Canada et ministère de la Défense nationale
Conseil de l'Arctique : coopération circumpolaire	Le Canada a fondé le Conseil en 1996 et y participe depuis, y compris comme président (1996-1998). Le Canada joue un rôle clé en cherchant à faire adopter des déclarations fermes et efficaces sur les peuples autochtones à l'ONU et à l'OEA.	Réunions multilatérales et bilatérales deux ou trois fois par année pour discuter des restrictions à l'importation imposées par les É.-U. sur les produits de mammifères marins, qui touchent les Inuits canadiens.	Department of State: Arctic National Wildlife Refuge; Department of Commerce: <i>Marine Mammal Protection Act</i> (MMPA)	Conseiller principal en politiques, Affaires circumpolaires, AEC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Conseil de la Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord	Établi en 1993 par traité (Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement – accord parallèle de l'ALENA)	Réunions trilatérales et entretiens téléphoniques réguliers avec les homologues américains et mexicains	Environmental Protection Agency	Avocat, Direction générale des affaires juridiques, AEC; Environnement Canada
Groupe de travail multilatéral sur les affaires consulaires (Canada, É.-U., R.-U., Australie, Nouvelle-Zélande)	Collaboration constante sur des questions consulaires d'intérêt commun	Réunion multilatérale annuelle	Department of State, Consular Bureau	Directeur général, Affaires consulaires
Conférence des Cinq Nations sur les services et politiques en matière de passeport	Collaboration constante des agences sœurs (É.-U., Australie, Nouvelle-Zélande, R.-U.)	Réunion multilatérale annuelle des dirigeants des agences	Department of State, Consular Affairs, Passport Services	PDG du Bureau des passeports
Groupe de travail multilatéral sur les situations d'urgence et la gestion de crise (Canada, É.-U., R.-U., Australie, Nouvelle-Zélande)	Collaboration constante sur des questions d'intérêt commun	Réunion annuelle et conférences téléphoniques hebdomadaires	Directeur, American Citizen Services and Crisis Management, Department of State	Directeur, Services d'urgence, Direction générale des affaires consulaires
Divers accords multilatéraux sur la non-prolifération et le contrôle des armements	Collaboration constante; stratégies conjointes	Consultations ponctuelles dans les capitales et au sein d'organisations multilatérales (Bruxelles, Vienne, Genève, New York)	Department of State, Political-Military Affairs Bureau; Department of Defense	Direction générale de la sécurité internationale; Défense nationale

III) AUTRES OBSERVATIONS

Initiative de représentation accrue (IRA)

En septembre 2003, le gouvernement du Canada a annoncé l'ouverture de sept nouveaux consulats aux États-Unis, le renforcement de deux consulats qui deviendraient des consulats généraux et la nomination de 20 consuls honoraires. Cette décision a pour but de rendre le Canada plus à même de défendre ses intérêts dans des dossiers cruciaux sur les plans économique et politique ou en matière de sécurité, et de nouer des partenariats stratégiques novateurs dans des centres économiques en plein essor des États-Unis. En vertu de l'IRA, les ministères partenaires peuvent combler des postes spécialisés dans tout consulat général ou consulat du Canada aux États-Unis.

L'Initiative de représentation accrue sera achevée à l'automne 2004. Le Canada ouvrira un nouveau consulat général à Denver et de nouveaux consulats à Houston, Raleigh-Durham, San Diego, Philadelphie, Phoenix et Anchorage. Les consulats actuels à Miami et à San Francisco deviendront des consulats généraux. Une fois l'IRA terminée, le Canada disposera de 22 bureaux aux États-Unis. Des consuls honoraires seront nommés dans d'importantes villes américaines pour faire valoir les intérêts canadiens là où le gouvernement n'aura pas de bureau. Cette initiative renforcera la présence du Canada aux États-Unis et comblera d'importantes lacunes dans la représentation canadienne actuelle, en particulier dans le Sud-Est, le Sud-Ouest et le Midwest américain.

Collaboration intergouvernementale

Même si la politique étrangère relève principalement du gouvernement fédéral, les gouvernements des provinces et des territoires jouent un rôle actif dans les affaires internationales. Par exemple, les traités conclus par le gouvernement fédéral ne peuvent être mis en application dans les lois nationales que si les provinces les mettent en œuvre dans leurs domaines de compétence. Plus important encore, le chevauchement des responsabilités dans certains domaines (comme l'agriculture, l'immigration et l'environnement) fait en sorte que les représentants d'AEC demeurent en communication régulière avec les responsables provinciaux et territoriaux. Pour faciliter ces interactions, AEC a un bureau consacré aux relations fédérales-provinciales-territoriales.

Le secrétariat qui doit ouvrir à l'automne 2004 à l'ambassade canadienne à Washington aura le double mandat de faciliter les relations interparlementaires et d'appuyer les provinces dans leurs activités de rayonnement dans la capitale américaine. Des représentants provinciaux (en premier lieu de l'Alberta) seront nommés à l'ambassade en vertu d'une entente avec les provinces. D'autres ententes prévoient également une représentation provinciale au sein des consulats du Canada aux États-Unis.

Liens utiles

www.fac-aec.gc.ca (Affaires étrangères Canada)

www.dfait-maeci.gc.ca/can-am (Relations canado-américaines)

www.state.gov (US Department of State)

www.state.gov/p/wha (Bureau of Western Hemisphere Affairs, US Department of State)

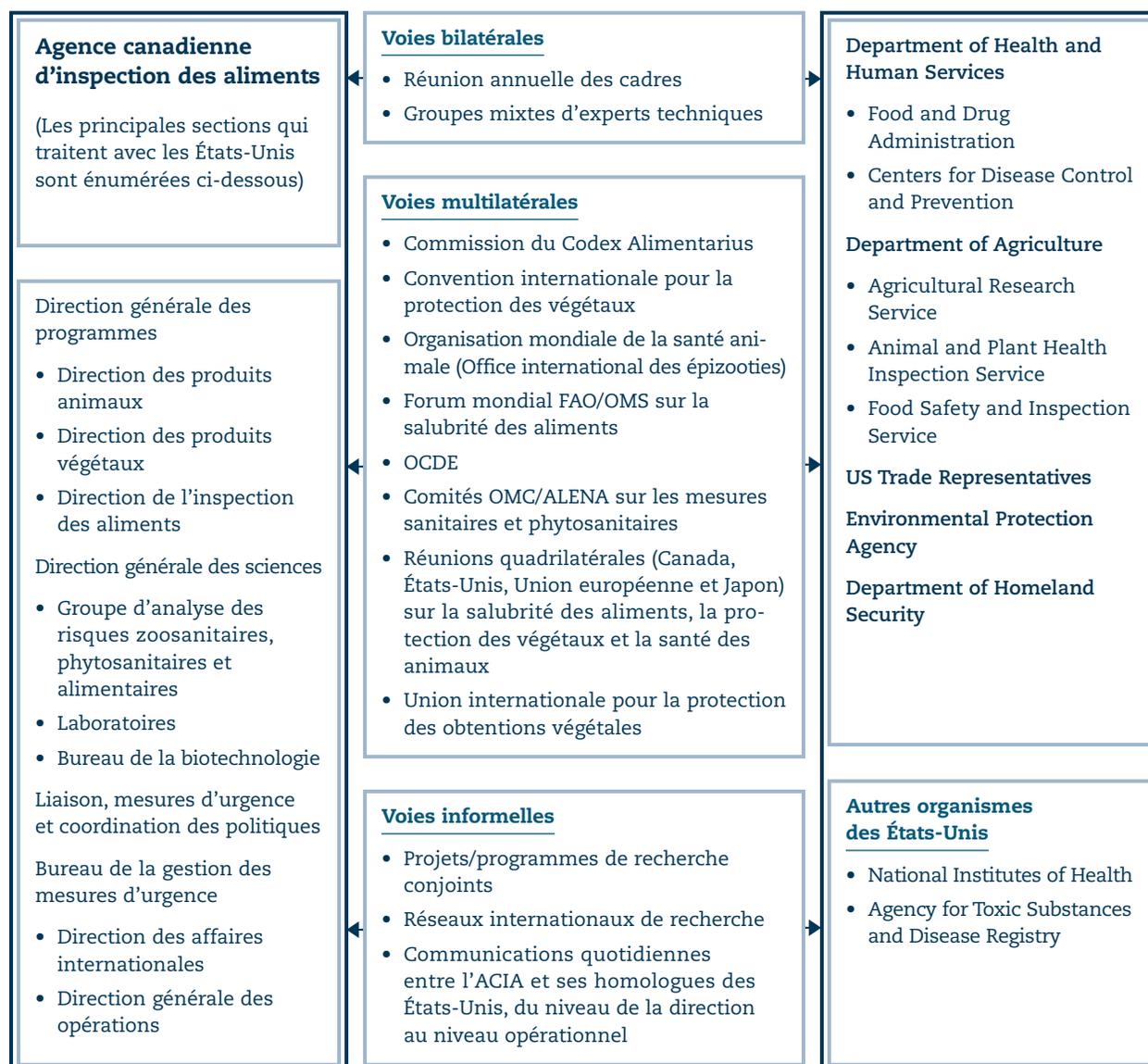
www.usembassycanada.gov (Ambassade des États-Unis à Ottawa, Canada)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) relève du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, conformément à la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*. L'ACIA est responsable de l'inspection des aliments ainsi que de l'élaboration et de la mise en œuvre des règlements touchant la santé des animaux et la protection des végétaux à l'échelle nationale.

L'ACIA collabore régulièrement avec les organismes de réglementation des États-Unis afin d'assurer la coordination et la surveillance des questions de salubrité des aliments, de santé des animaux et de protection des végétaux à l'échelle internationale. Les homologues de l'ACIA aux États-Unis en matière de salubrité des aliments sont la US Food and Drug Administration (FDA) et le Department of Health and Human Services, ainsi que les Food Safety and Inspection Services (FSIS) du US Department of Agriculture en ce qui a trait aux viandes. Pour ce qui est de la santé des animaux et de la protection des végétaux, l'ACIA collabore de près avec deux agences de réglementation des É.-U. : l'Animal and Plant Health Inspection Service du US Department of Agriculture (USDA-APHIS) et la US Environmental Protection Agency (EPA). Chargé de coordonner la participation du gouvernement aux accords sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires pris dans le cadre d'ententes avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'ALENA et autres, l'ACIA consulte régulièrement l'Office of the US Trade Representative (USTR). L'ACIA collabore également avec de nombreux départements, organismes et centres de recherche fédéraux des É.-U. sur certains programmes, projets ou aspects réglementaires. L'ACIA interagit également avec le gouvernement des É.-U. lors de conventions internationales et au sein d'organisations : OMC SPS, Codex, Office international des épizooties (OIE), Convention internationale de protection des végétaux, FAO, ALENA, OCDE, etc.

Les discussions bilatérales Canada-États-Unis sur la biotechnologie agricole sont un exemple de coopération bilatérale entre l'ACIA et les É.-U. Les agents de réglementation de l'ACIA, de Santé Canada, du USDA-APHIS et de l'EPA se sont réunis en juillet 1998 pour comparer et harmoniser, dans la mesure du possible, les informations touchant la caractérisation génétique moléculaire des végétaux transgéniques révisée par ces agence avant la commercialisation. Ces discussions ont mené à la production d'annexes portant sur les éléments liés à la structure moléculaire et aux activités génétiques des végétaux transgéniques, dans le but de fournir le niveau réglementaire approprié nécessaire afin de faciliter l'introduction sécuritaire de ces végétaux au sein de la production agricole et du commerce.

Comme exemple de collaboration internationale avec des partenaires des É.-U., l'ACIA, le US Department of Agriculture et l'université de l'État du Colorado collaborent avec des sociétés européennes sur un projet de recherche conjoint (2003-2004) visant à évaluer les épreuves de détection de la protéine prion de la tremblante du mouton dans les tissus cérébraux d'animaux soupçonnés d'être atteints de l'encéphalopathie spongiforme transmissible. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un effort conjoint international visant à concevoir des outils de dépistage, de surveillance et d'éradication à grande échelle des maladies du bétail.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Groupe de travail du comité de direction de la protection des infrastructures essentielles – Interdépendances	Groupe de travail formé en vertu du Plan d'action n° 21 pour une frontière intelligente, coprésidé par Sécurité publique et Protection civile Canada et le Department of Homeland Security	Réunions semestrielles, conférences téléphoniques	Department of Homeland Security	Agence canadienne d'inspection des aliments; Ressources naturelles Canada; Industrie Canada; Transports Canada
Coopération Canada-É.-U. sur les questions phytosanitaires	Quatre groupes de travail abordant les questions d'aujourd'hui et de demain sur certains groupes de produits (foresterie, horticulture, pommes de terre, céréales et cultures de grande production)	Réunions régulières afin de mettre les données en commun et d'améliorer les consultations et la coopération sur tous les sujets avant de mettre en œuvre des restrictions réglementaires; harmonisation des mesures phytosanitaires	Department of Agriculture, Animal and Plant Health Inspection Service	Agence canadienne d'inspection des aliments
Relations trilatérales (ALENA)				
Cinq groupes de travail techniques relevant du comité ALENA SPS	Les groupes de travail techniques relèvent du comité ALENA SPS conformément à l'article 7.22 de l'ALENA.	Réunions annuelles alternant entre chaque pays	Department of Agriculture, Animal and Plant Health Inspection Service; Department of Agriculture, Food and Safety Inspection Services; Office of the US Trade Representative	Agence canadienne d'inspection des aliments; Santé Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations trilatérales (ALENA)				
Initiative nord-américaine de biotechnologie (INAB)	Tribune permettant l'échange d'information ainsi que des discussions de haut niveau sur les politiques liées à la biotechnologie entre le Canada, les É.-U. et le Mexique. L'objectif principal est de cerner et de résoudre les problèmes communs et de cibler les domaines nécessitant une plus ample coopération.	Réunions semestrielles en plénière ou séparation en groupes de travail sur la réglementation, la recherche et la commercialisation	Department of Agriculture (Animal and Plant Health Inspection Service, Foreign Agricultural Service, Agricultural Research Service); Food and Drug Administration; Environmental Protection Agency; Department of State	Agence canadienne d'inspection des aliments; Agriculture et Agroalimentaire Canada; Santé Canada; Environnement Canada; Conseil national de recherche du Canada; Commerce international Canada
Relations multilatérales				
Convention internationale pour la protection des végétaux	Traité international déposé à la FAO en 1951 et portant sur la protection des végétaux	Établissement de normes internationales en matière de protection des végétaux. Tribune pour l'échange d'information et le règlement de disputes à caractère non obligatoire. Réunions de groupes de travail, de commissions et de comités experts.	Department of Agriculture, Animal and Plant Health Inspection Service	Agence canadienne d'inspection des aliments; Santé Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada; Ressources naturelles Canada
Organisation mondiale de la santé animale	Organisation intergouvernementale créée par la Convention internationale de 1924	Établissement de normes internationales en matière de santé animale Réunions annuelles Réunions régionales annuelles. Collaboration continue avec les commissions spécialisées de l'Office international des épizooties	Department of Agriculture, Animal and Plant Health Inspection Service	Agence canadienne d'inspection des aliments; Pêches et Océans Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Commission du Codex Alimentarius (CCA)	Programme conjoint FAO/OMS sur les normes en matière d'alimentation créé en 1963. Le Canada (Santé Canada ou l'Agence canadienne d'inspection des aliments) agit comme secrétariat du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires.	Établissement de normes internationales en matière de salubrité des aliments; réunion annuelle de la Commission du Codex; réunions régionales selon les besoins; collaboration continue avec les comités du Codex (p. ex. Comité du Codex sur les additifs alimentaires)	Food and Drug Administration; Department of Agriculture, Food Safety and Inspection Services	Agence canadienne d'inspection des aliments; Santé Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada
Comité sanitaire et phytosanitaire de l'Organisation mondiale du commerce	Entente de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures sanitaires et phytosanitaires en matière de salubrité des aliments, de santé des animaux et de protection des végétaux	Réunions quadri-mestrielles portant sur la mise en œuvre de l'entente	Office of the US Trade Representative	Agence canadienne d'inspection des aliments; Santé Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada; Commerce international Canada; Pêches et Océans Canada; Ressources naturelles Canada; Agence canadienne de développement international; Environnement Canada
OCDE - Système de certification des semences - Groupe de travail sur l'harmonisation de la réglementation en biotechnologie - Groupe de travail sur l'innocuité des aliments nouveaux	Groupes de travail de l'OCDE relevant des Comités de l'agriculture et de l'environnement	Réunions annuelles	Department of Agriculture, Animal and Plant Health and Inspection Service; Food and Drug Administration; Environmental Protection Agency	Agence canadienne d'inspection des aliments; Santé Canada

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

À titre d'agence fédérale responsable de l'application des règlements en matière de salubrité des aliments ainsi que de l'élaboration et de l'application des règlements en matière de santé des animaux et de protection des végétaux au Canada, l'ACIA participe au Plan d'action pour une frontière intelligente, de concert avec d'autres ministères et organismes fédéraux et les provinces. La stratégie de gestion des frontières de l'Agence se concentre sur l'amélioration des mesures de sécurité alimentaire, le contrôle des maladies animales et des phytoparasites et les préparatifs d'urgence, afin de trouver un juste milieu entre la sécurité et l'ouverture des frontières.

De plus, elle fait partie de plusieurs comités de direction et groupes de travail techniques canado-américains, établis en vertu de la Déclaration sur la frontière intelligente, avec lesquels elle travaille sur la protection des infrastructures essentielles, la protection civile et l'intervention en cas d'urgence. La majorité de ces groupes, coprésidés par Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC), anciennement le Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile, et par le US Department of Homeland Security (DHS), ont été mis sur pied afin de se pencher sur les questions de sécurité frontalière. Les autres partenaires clés de l'ACIA rassemblent les provinces ainsi que plusieurs organismes de niveau fédéral (Santé Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Ressources naturelles Canada, le ministère de la Défense nationale, Transports Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada).

Afin de remplir son mandat, l'ACIA doit s'assurer d'être en constante collaboration avec les provinces, principalement dans le but d'identifier les besoins en matière d'information et de coordonner la recherche et l'éducation, et ce, non seulement à travers le Canada, mais aussi de l'autre côté de la frontière. Ces activités permettent d'augmenter le niveau de sécurité aux points d'entrée frontaliers, d'améliorer les systèmes de surveillance reliés à la sécurité alimentaire et d'hausser les capacités scientifiques et laboratoires.

Liens utiles

www.inspection.gc.ca (Agence canadienne d'inspection des aliments)

www.agr.gc.ca (Agriculture et Agroalimentaire Canada)

www.hc-sc.gc.ca (Santé Canada)

www.hc-sc.gc.ca/hpfb-dgpsa (Direction générale des produits de santé et des aliments)

www.nrcan-rncan.gc.ca (Ressources naturelles Canada)

www.fda.gov/default.htm (US Food and Drug Administration)

www.hhs.gov (US Department of Health and Human Services)

www.fsis.usda.gov/index.htm (US Food Safety Inspection Service)

www.cdc.gov (US Center for Disease Control and Prevention)

www.nih.gov (US National Institutes of Health)



AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

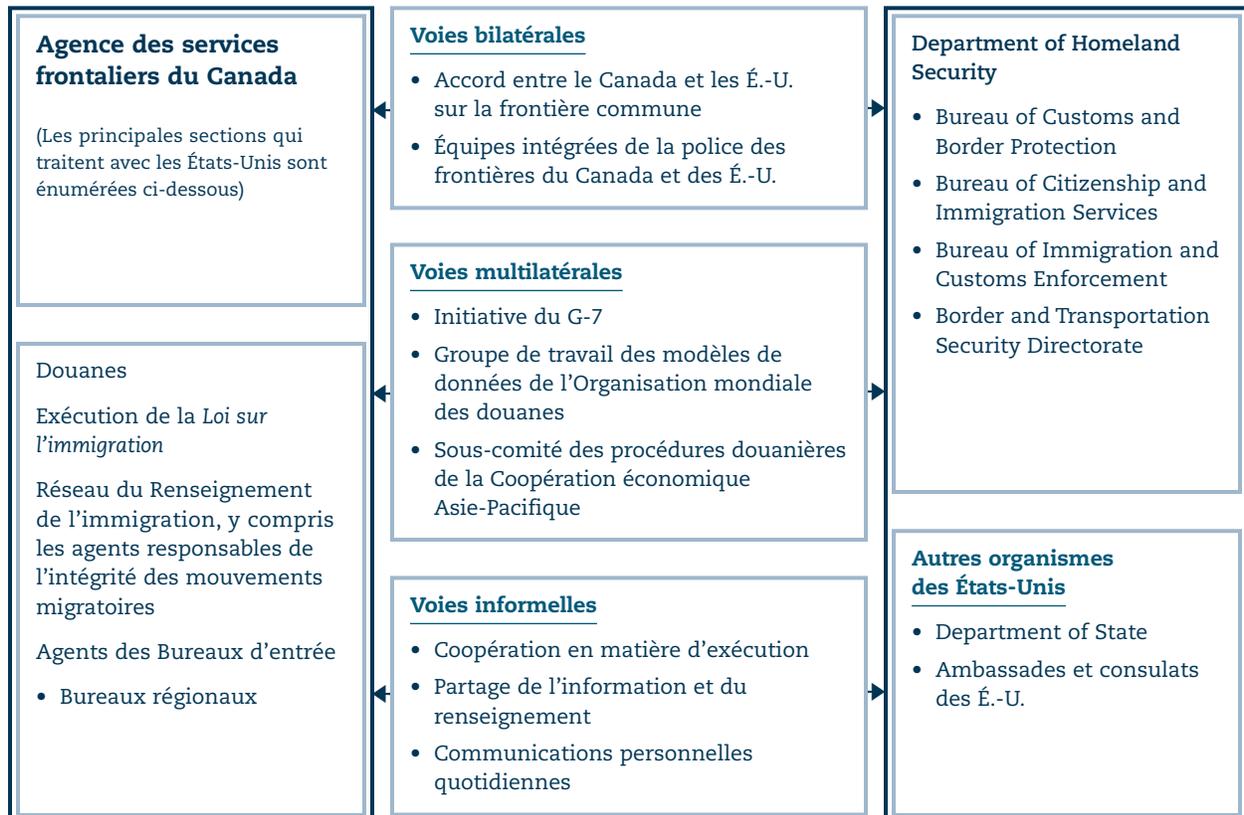
(SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE CANADA)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a été créée en décembre 2003 et fait partie du nouveau portefeuille de Sécurité publique et Protection civile Canada. L'ASFC regroupe les principaux intervenants qui contribuent à faciliter et à gérer la circulation des marchandises et des personnes au Canada. Elle intègre plusieurs fonctions clés réparties auparavant dans trois organisations : le Programme des douanes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, les programmes Renseignements, interception et exécution de Citoyenneté et Immigration Canada et le programme Inspection des importations aux bureaux d'entrée de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Le mandat global de l'ASFC consiste à gérer les frontières du Canada en administrant et en appliquant environ 75 lois canadiennes qui régissent le commerce et les voyages ainsi que des ententes et conventions internationales.

Depuis sa création, l'ASFC a renforcé ses liens avec son principal équivalent aux É.-U., le Department of Homeland Security, afin de s'acquitter de ses fonctions qui consistent : 1) à traiter les marchandises, les voyageurs et les moyens de transport et à identifier et à intercepter les voyageurs et les marchandises à risque élevé; 2) à collecter des renseignements et à travailler avec les organismes chargés de l'exécution de la loi pour assurer l'intégrité de la frontière et la sécurité nationale; 3) à exercer des activités d'exécution, y compris des enquêtes, détentions, interrogations et évacuations; 4) à appuyer les négociations de libre-échange; et 5) à effectuer des examens de vérification de l'observation et des enquêtes sur le dumping et le subventionnement. Le tableau ci-après décrit plusieurs des liens bilatéraux avec les États-Unis dans le contexte des programmes intégrés à l'ASFC.

Une communication transfrontalière constante et le partage de l'information sont essentiels à la réussite de ces fonctions. Les employés de l'ASFC entretiennent d'excellentes relations de travail avec leurs homologues américains et un bon nombre d'entre eux ont des contacts quotidiens. Un exemple de ces relations est l'interaction qui existe entre les autorités américaines et le réseau du Renseignement de l'immigration de l'ASFC qui participe à la planification, à la collecte, à l'analyse et à la diffusion des renseignements relatifs aux menaces à l'intégrité des programmes canadiens visant l'immigration, les visiteurs, les réfugiés et la citoyenneté.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Déclaration sur la frontière intelligente et Plan d'action	Le 12 décembre 2001, le Canada et les États-Unis ont signé la Déclaration sur la frontière intelligente. La Déclaration énonçait un Plan d'action en 30 points, reposant sur quatre piliers, qui prévoient une collaboration permanente dans le repérage et le traitement des risques relatifs à la sécurité tout en accélérant la circulation légitime des voyageurs et des personnes à la frontière.	Le Plan d'action repose sur quatre piliers : la circulation sécuritaire des voyageurs, la circulation sécuritaire des marchandises, l'infrastructure sécuritaire et le partage et la coordination de l'information dans le cadre de la réalisation de ces objectifs.	Department of Homeland Security: Bureau of Customs and Border Protection; Bureau of Citizenship and Immigration Services; Bureau of Immigration and Customs Enforcement	VP, Stratégie et coordination, ASFC; Coopération avec plus de dix organisations à la frontière
Partage des renseignements	Il existe un bon nombre de mesures de partage de renseignements entre l'ASFC et ses homologues américains, y compris l'Accord des douanes sur l'assistance administrative mutuelle, le protocole d'entente sur l'échange de renseignements avec les États-Unis (renseignements d'immigration), etc.	L'ASFC partage des renseignements avec ses homologues américains sur une base quotidienne, ces renseignements vont de la vérification des demandes d'admission au programme EXPRES aux enquêtes.	Department of Homeland Security: Bureau of Customs and Border Protection; Bureau of Citizenship and Immigration Services; Bureau of Immigration and Customs Enforcement	Actuellement répartis au sein de l'ASFC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Initiative du G-7	En 1996, les pays du G-7 ont convenu de simplifier leurs procédures douanières en harmonisant les données dont ont besoin les négociants pour les transactions commerciales entre les pays du G-7.	Les pays du G-7 ont élaboré des ensembles de données et des messages électroniques normalisés pour l'Échange de données informatisées (EDI) afin de simplifier les exigences relatives à la déclaration des échanges commerciaux.	Customs and Border Protection Agency	VP, Stratégie et coordination, ASFC; Agent, Initiative internationale, ASFC
Groupe de travail des modèles de données de l'Organisation mondiale des douanes (OMD)	L'Organisation mondiale des douanes prend des mesures visant à simplifier et à harmoniser les exigences de données et à mettre en place une norme internationale basée sur l'initiative du G-7.	Participation de spécialistes canadiens à des projets axés sur la simplification et l'harmonisation des exigences relatives aux données douanières internationales et des procédures douanières afin de réduire les coûts pour les négociants.	Customs and Border Protection Agency	VP, Stratégie et coordination, ASFC; Agent, Initiative internationale, ASFC
Sous-comité des procédures douanières de la Coopération économique Asie-Pacifique	Établi en 1994, le SCPD travaille à appuyer le programme de libéralisation et de facilitation du commerce et de l'investissement (LFCI) de la Coopération économique Asie-Pacifique.	Efforts visant à élaborer des méthodes plus discrètes pour que les négociants puissent satisfaire aux exigences des douanes et à réduire le nombre de données requises. En participant à ces projets, l'ASFC partage aussi les pratiques exemplaires du Canada avec d'autres administrations douanières.	Customs and Border Protection Agency	VP, Stratégie et coordination, ASFC; Agent, Initiative internationale, ASFC

III) AUTRES OBSERVATIONS

Même si l'information ci-dessus énonce les principales activités de l'ASFC, il est important de se reporter aux activités des nombreuses organisations à la frontière et aux bureaux d'entrée qui collaborent avec l'ASFC pour mettre en œuvre la Déclaration sur la frontière intelligente et son Plan d'action. Au Canada, les principaux collaborateurs de l'ASFC comprennent : Affaires étrangères Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Commerce international Canada, Industrie Canada, Infrastructure Canada, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Gendarmerie royale du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité, Protection des infrastructures essentielles et Protection civile du nouveau portefeuille de Sécurité publique et Protection civile Canada et Transports Canada.

Liens utiles

www.cbsa.gc.ca (Agence des services frontaliers du Canada)

www.cic.gc.ca (Citoyenneté et Immigration Canada)

www.irb-cisr.gc.ca (Commission de l'immigration et du statut de réfugié)

www.psepc-sppcc.gc.ca (Sécurité publique et Protection civile Canada)

www.customs.ustras.gov (US Bureau of Customs and Border Protection)

www.uscis.gov (US Citizenship and Immigration Services)

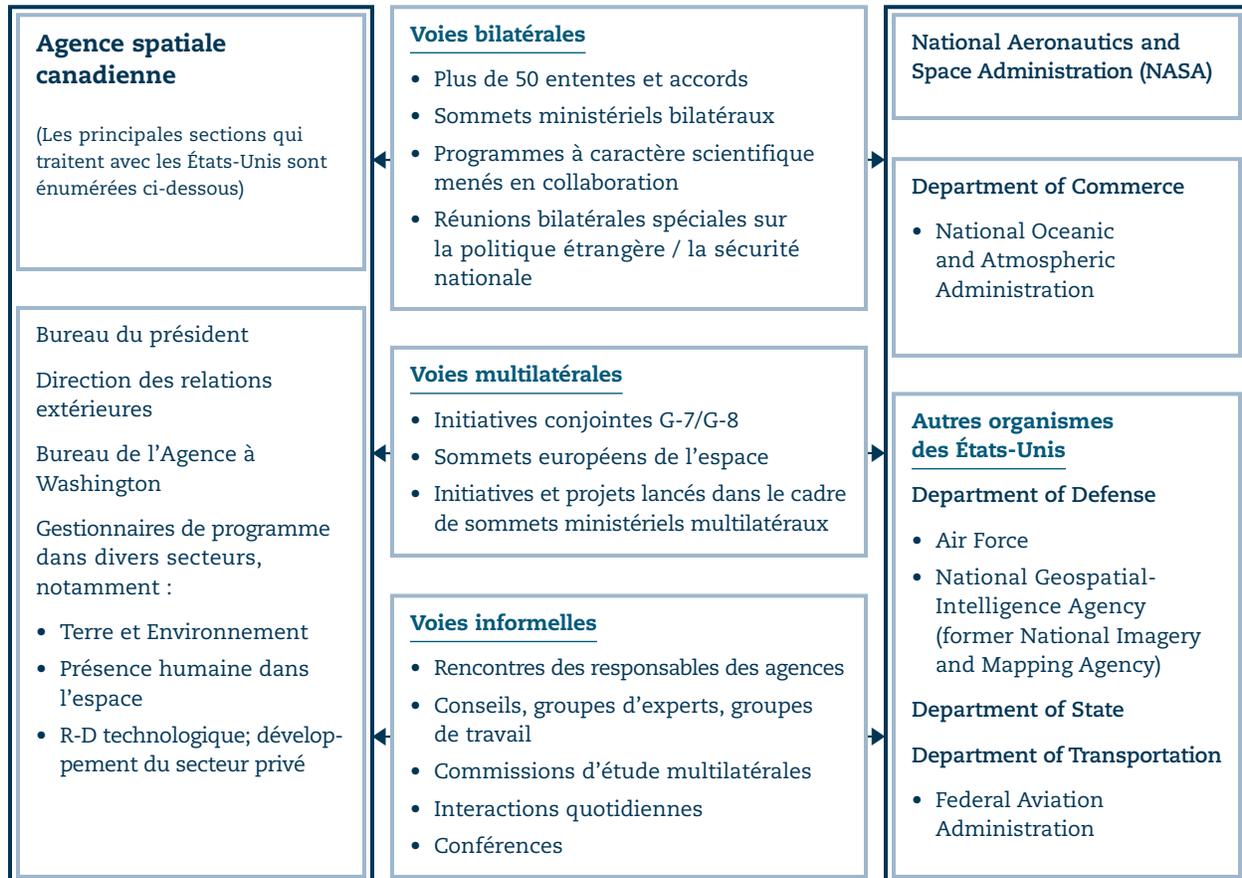
www.ice.gov (US Immigration and Customs Enforcement)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

L'Agence spatiale canadienne (ASC), dont le président se rapporte au ministre de l'Industrie, est l'organisme du gouvernement canadien responsable du programme spatial civil du Canada.

Depuis plus de 40 ans, le Canada entretient des relations de coopération soutenue avec les États-Unis relativement aux questions spatiales civiles. Les principaux partenaires de l'Agence spatiale canadienne dans cette coopération sont la National Aeronautics and Space Administration (NASA) et la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA). Cependant, l'ASC travaille également avec d'autres départements et organismes dont le Department of Defense (DOD), y compris l'Air Force (principale responsable des questions spatiales au DOD) et la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA), le Department of State (DOS), le Department of Commerce (DOC), qui chapeaute la NOAA, et le Department of Transportation – Federal Aviation Administration (DOT-FAA).

Les activités de coopération sont menées par la voie de divers canaux : des sommets bilatéraux et multilatéraux auxquels participent les ministres et autres dirigeants; des forums multilatéraux et bilatéraux à l'échelle des agences et aux niveaux des SM, des DG et des directeurs (essentiellement pour les programmes scientifiques menés en collaboration) et des réunions spéciales pour traiter, par exemple, de cas spécifiques portant sur la politique étrangère ou la sécurité nationale. Ces activités sont menées à tous les niveaux par la voie d'une variété de forums formels et informels dont des réunions entre les responsables des agences concernées, des comités, des commissions d'étude, des groupes de travail et au moyen d'interactions au quotidien.

L'Agence spatiale canadienne compte plus de 50 ententes/accords conclus directement avec des organismes américains ou sous forme d'accords d'exécution en vertu d'instruments juridiques gouvernementaux. Ces accords couvrent l'exécution de projets bilatéraux et multilatéraux qui peuvent comprendre deux ou plusieurs institutions au Canada et aux États-Unis. Certains accords sont conclus avec le secteur privé.

Compte tenu de l'étendue et de la complexité des ententes de l'Agence et des interactions avec les États-Unis, l'ASC possède un bureau à Washington, D.C. Ce bureau supervise presque toutes les interactions de l'Agence dans le domaine spatial civil avec ses homologues américains et entretient une étroite relation avec l'ambassade du Canada à Washington. De plus, il travaille avec des partenaires non américains dont les bureaux se trouvent à Washington, comme l'Agence spatiale européenne et les organismes spatiaux civils multinationaux qui sont représentés ou possèdent un bureau central à Washington.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Station spatiale internationale Examen de la coopération inter-gouvernementale	Mandaté par traité	Tous les deux ans ou plus souvent, selon les besoins	Department of State	Responsable du bureau de l'ASC à Washington (Le DG pour l'ASC appuie les Affaires étrangères)
Contrôle d'accès à la télédétection commerciale	Mandaté par entente, depuis 1999	Examen de l'application de l'entente, 3 à 5 fois par année	Department of State	Responsable du bureau de l'ASC à Washington (Le DG pour l'ASC appuie les Affaires étrangères)
Contrôles à l'exportation – ad-hoc	Résoudre les problèmes se rapportant aux règlements régissant les contrôles à l'exportation aux É.-U. et au Canada, de même qu'aux activités associées aux exemptions de l'International Traffic in Arms Regulation au Canada.	5 à 10 fois par année	Department of State; Department of Defense	Responsable du bureau de l'ASC à Washington (Le DG pour l'ASC appuie les Affaires étrangères)
Entente-cadre de coopération dans le domaine spatial civil	En négociation, pour permettre que les ententes de mise en œuvre au niveau des agences soient obligatoires en droit	En négociation	Department of State	Responsable du bureau de l'ASC à Washington; coopération avec l'ambassade du Canada, à Washington
Station spatiale : Examen par les chefs des agences, Commission de contrôle multilatérale, Commission de contrôle de la station spatiale, panels divers, groupes de travail, etc.	Accord intergouvernemental (traité), protocole d'entente et ententes de mise en œuvre; collaboration continue et gestion des crises. Depuis 1984	Bilatérale et multilatérale – la fréquence dépend du sujet abordé.	Tous les niveaux correspondants de la NASA	SM / président, DG, directeur, gestionnaires de programme, autres à tous les niveaux (coopération avec Washington, D.C.); Conseil national de recherches du Canada et d'autres au besoin

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Téledétection/RADA RSAT : comité directeur international, groupes de travail, groupes ad hoc	Protocole d'entente, collaboration continue depuis 1991	Bilatérale avec la NASA et multilatérale avec la National Oceanic and Atmospheric Administration	Tous les niveaux correspondants de la NASA, de la National Oceanic and Atmospheric Administration, du US Ice Center (National Oceanic and Atmospheric Administration et marine américaine)	DG, directeur, gestionnaires de programme (coopération avec l'ambassade du Canada à Washington, D.C.); Ressources naturelles Canada (Service canadien des glaces)
Ententes variées sous le Programme des astronautes pour la station spatiale internationale, dont l'entente d'entraînement	Protocole d'entente, collaboration continue; occasions de vol pour les astronautes canadiens; depuis 1980 (environ)	Bilatérale avec la NASA et multilatérale pour les questions se rapportant aux astronautes à bord de la Station spatiale internationale. Hebdomadaire / mensuelle et plus souvent au besoin	Tous les niveaux correspondants de la NASA et des agences partenaires du projet de la Station spatiale internationale	DG, directeur, gestionnaires de programme, astronautes (coopération avec l'ambassade du Canada à Washington, D.C., au besoin)
Sciences spatiales (Atmosphère, astronomie, exploration robotique, microgravité / sciences de la vie) Divers protocoles d'entente et lettres d'accord. Application par des groupes de travail, des panels, etc.	Protocole d'entente, lettre d'accord, collaboration continue	Bilatérale avec la NASA et multilatérale avec la NASA et d'autres agences spatiales non américaines dans le cadre de missions scientifiques multilatérales. Mensuelle et annuelle	Tous les niveaux correspondants de la NASA et des agences partenaires non américaines	DG, directeur, gestionnaires de programme ainsi que l'ambassade du Canada à Washington, D.C., au besoin.; Comités / groupes consultatifs en sciences spatiales
Technologies spatiales, développement des entreprises dans le secteur privé. Lettre d'accord et comités ad hoc	Collaboration continue	Bilatérale et ad hoc	Tous les niveaux correspondants de la NASA (d'autres ministères selon les besoins) et d'entreprises privées américaines du secteur spatial	DG, directeur, gestionnaires de programme ainsi que l'ambassade du Canada à Washington, D.C.; Consulate canadiens aux États-Unis

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Système spatial pour les recherches des navires en détresse (COSPAS) / Système de poursuite par satellite (SARSAT) Entente de coopération entre les États-Unis, le Canada, la France et la Russie – Services de recherche et de sauvetage	L'ASC devra s'engager plus activement pour appuyer le développement de nouvelles technologies pour ce système. En vigueur depuis 1988.	Ne s'applique pas	National Oceanic and Atmospheric Administration; Department of Defense	Chef, bureau de Washington, Agence spatiale canadienne ainsi que l'ambassade du Canada à Washington, D.C.; Centre de recherches sur les communications; Industrie Canada et le ministère de la Défense nationale

III) AUTRES OBSERVATIONS

Les politiques américaines peuvent avoir une influence marquée sur le Programme spatial canadien. Par conséquent, le bureau de l'Agence à Washington suit et analyse de près l'évolution des politiques spatiales américaines élaborées à la Maison-Blanche et au Congrès, ainsi que les points de vue des divers organismes de politiques d'intérêt public établis à Washington. Cette activité découle des interactions avec ces entités sur une base informelle.

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Les principaux ministères canadiens avec qui l'ASC collabore sont : Industrie Canada, Ressources naturelles Canada, Environnement Canada, le ministère de la Défense nationale (MDN), Affaires étrangères Canada (AEC), Commerce international Canada (CICan). Cependant, l'ASC s'efforce actuellement d'établir des liens plus étroits avec 15 autres ministères qui ont récemment répertorié de nombreux moyens par lesquels les programmes de l'ASC pourraient faciliter l'exécution de leurs propres mandats. En outre, l'ASC entretient des relations étroites avec les gouvernements provinciaux, les universités et l'industrie.

De plus, l'ASC travaille en collaboration avec AEC et CICan, l'ambassade du Canada à Washington, les consulats du Canada aux États-Unis, Industrie Canada et d'autres organismes à la promotion des entreprises canadiennes dans les secteurs public et privé américains.

Liens utiles

www.espace.gc.ca (Agence spatiale canadienne)

www.nasa.gov (National Aeronautics and Space Administration)

www.ec.gc.ca/ozone/fr/index.cfm (Environnement Canada sur l'ozone stratosphérique)

www.noaa.gov (US National Oceanic and Atmospheric Administration)

www.nima.mil (US National Geospatial-Intelligence Agency)

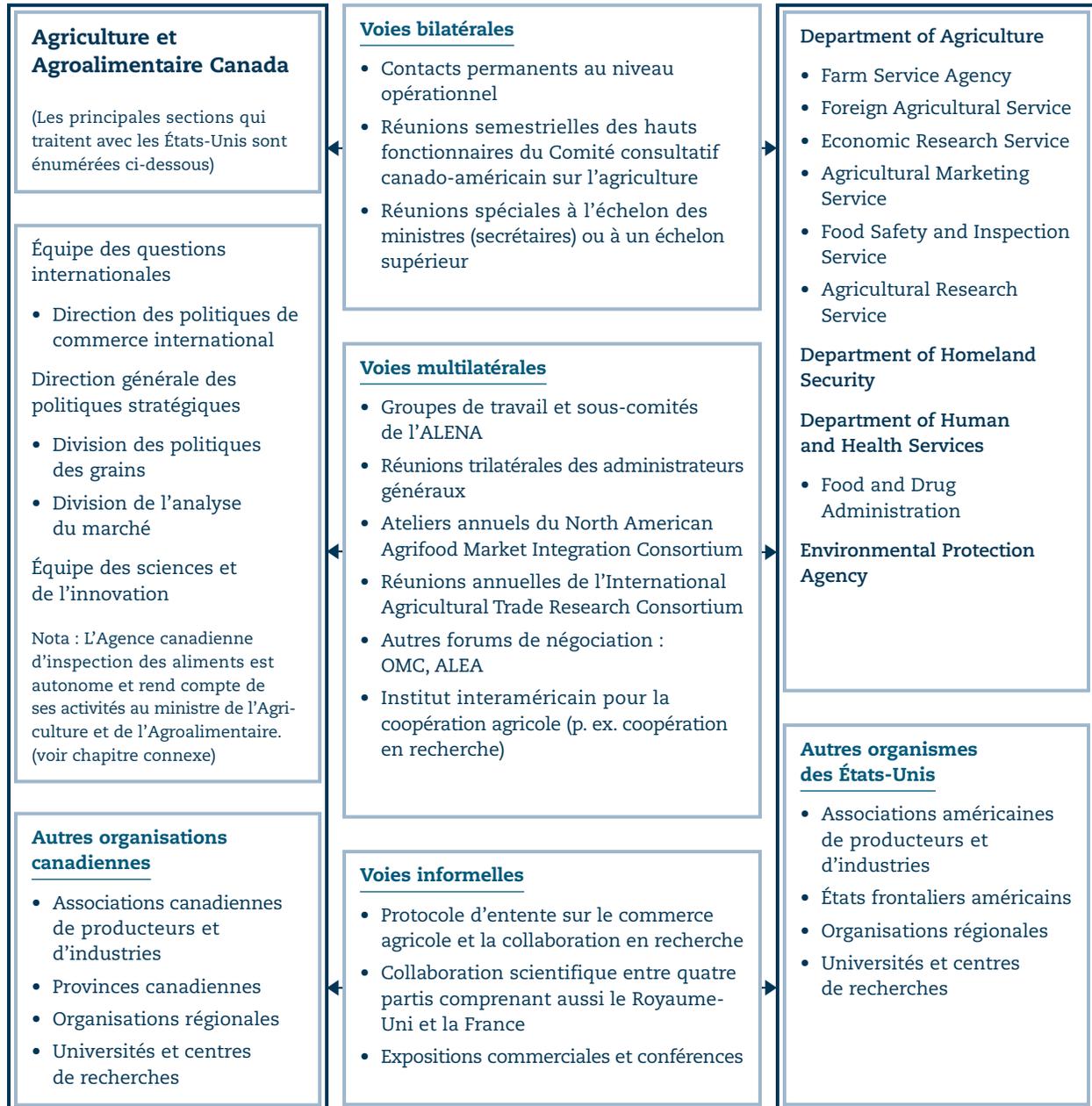
www.faa.gov (US Federal Aviation Administration)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire entretient des relations de travail étroites avec ses principaux homologues de l'administration américaine, notamment avec le Secretary of Agriculture et le Secretary of Human and Health Services. Selon un protocole d'entente conclu entre les principaux ministres canadiens et américains en 1998, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le US Secretary of Agriculture se rencontrent au moins une fois par année pour examiner l'état des relations bilatérales en agriculture. Dans la pratique, le ministre et le Secretary ont habituellement plusieurs occasions de se rencontrer au cours d'une année et s'entretiennent plus fréquemment. Les représentants se rencontrent deux fois par année afin d'assurer l'avancement de certaines questions affectant leurs marchés respectifs.

Ces dernières années, le sous-ministre de l'Agriculture du Canada et le Deputy Secretary of Agriculture des États-Unis se sont réunis au moins une fois annuellement avec leur homologue mexicain pour partager leurs points de vue sur l'établissement de politiques agricoles de plus large portée dans leurs pays respectifs.

Depuis 1999, le Comité consultatif canado-américain sur l'agriculture (CCA) représente la principale tribune bilatérale du dialogue canado-américain sur les questions de commerce agricole. Il est dirigé par des hauts fonctionnaires d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), d'Affaires étrangères Canada (AEC) et de Commerce international Canada (CICan) ainsi que par leurs homologues américains du Department of Agriculture (USDA) et de l'Office of the US Trade Representative (USTR). Les participants habituels comprennent des fonctionnaires de l'ACIA et des organismes de réglementation homologues américains. Des représentants d'autres ministères et organismes fédéraux comme Santé Canada peuvent participer aux réunions du CCA s'il y a lieu. Les membres du CCA se réunissent deux fois par année pour examiner certaines questions de commerce agricole. Le CCA dresse un compte rendu officiel de ses réunions qu'il affiche sur Internet et distribue aux gouvernements des provinces et des États.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Comité consultatif canado-américain sur l'agriculture (CCA)	Protocole d'entente de décembre 1998; mandat dont ont convenu le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le Secretary of Agriculture en avril 1999	Réunions semestrielles du CCA à l'échelon des hauts fonctionnaires	Department of Agriculture; Office of the US Trade Representative; Autres ministères et organismes fédéraux s'il y a lieu	Direction des politiques de commerce international d'Agriculture et Agroalimentaire Canada; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Agence canadienne d'inspection des aliments; Autres ministères et organismes fédéraux s'il y a lieu
Groupe consultatif étatique-provincial	Établi en 1999 à titre de forum de consultation du Comité consultatif canado-américain sur l'agriculture	Le Groupe consultatif se réunit annuellement et ponctuellement pour examiner les questions agrocommerciales urgentes.	Directeurs de départements d'État de l'Agriculture (De hauts fonctionnaires fédéraux américains assistent habituellement aux réunions en qualité d'observateurs ou de personnes-ressources.)	Ministres / ministères provinciaux de l'Agriculture (De hauts fonctionnaires fédéraux canadiens assistent habituellement aux réunions en qualité d'observateurs ou de personnes-ressources.)
Protocole d'entente concernant la recherche	Établi afin de soutenir les efforts conjoints visant à résoudre les problèmes communs et s'entendre sur des collaborations en recherche	Les recherches conjointes seront effectuées projet par projet	Department of Agriculture, Agricultural Research Service	Équipe des sciences et de l'innovation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Accord trilatéral de 1994 sur l'agriculture (Canada-États-Unis-Mexique)	Accord entre les provinces canadiennes, les États américains et les États mexicains	Réunions ministérielles annuelles depuis 1994 pour discuter des relations bilatérales en agriculture; consultations continues avec le Groupe consultatif étatique-provincial qui agit en tant que groupe de travail bilatéral au cours des réunions de l'Accord trilatéral	Directeurs de départements d'État de l'Agriculture (De hauts fonctionnaires fédéraux assistent en qualité d'observateurs ou de personnes-ressources.)	Ministres / ministères provinciaux de l'agriculture (De hauts fonctionnaires fédéraux canadiens assistent en qualité d'observateurs ou de personnes-ressources.)

III) AUTRES OBSERVATIONS

Le Canada utilise les tribunes internationales (OMC, Organisation de coopération et de développement économiques, institutions de l'ALENA, etc.) pour aider à gérer les questions commerciales bilatérales et à réaliser les objectifs canado-américains applicables aux pays tiers dans les domaines du commerce et de l'agriculture. Dans le domaine de l'agriculture, la relation entre le Canada et les États-Unis au sein de l'OMC est complexe. Le Canada a certains objectifs communs avec les États-Unis (p. ex. dans le dossier de l'élimination des subventions à l'exportation et de l'accès des OGM aux marchés de l'UE), mais aussi des divergences d'opinions sur d'autres questions (p. ex. dans le dossier des régimes de commercialisation des produits agricoles comme la Commission canadienne du blé et les organismes de gestion de l'offre des industries du lait et de la volaille). Par conséquent, le Canada et les États-Unis peuvent être à la fois partenaires (p. ex. dans la contestation du processus d'approbation de l'UE pour les produits issus de la biotechnologie) et adversaires (p. ex. dans l'instance des États-Unis contre la Commission canadienne du blé) au sein des groupes spéciaux d'examen de l'OMC.

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Le Groupe consultatif étatique-provincial (GCEP) a été créé en 1999 à titre de tribune de consultation du Comité consultatif canado-américain sur l'agriculture (CCA). Comme nous l'avons mentionné plus tôt, le CCA a été établi officiellement en mai 1999 lorsque le ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le US Secretary of Agriculture en ont approuvé le mandat. Les provinces et les États ont ensuite créé le GCEP avec l'appui des deux gouvernements fédéraux et l'ont investi de responsabilités en agriculture. La plupart des ministères provinciaux de l'agriculture et plus du tiers des directeurs provinciaux ou secrétaires d'État responsables de l'agriculture participent activement aux travaux du GCEP. Ce dernier a pour mandat d'aider à mieux informer les gouvernements des États et des provinces des questions bilatérales et de leur fournir un moyen de communiquer directement et régulièrement avec les hauts fonctionnaires fédéraux des deux pays.

Dans la foulée des crises récentes comme celle de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), AAC a entrepris des démarches structurées aux États-Unis, en collaboration avec AEC/CICan, pour contrer la perception négative que bon nombre de groupements agricoles et de leaders d'opinion des États-Unis ont des politiques et des producteurs canadiens. Bien que ces démarches en soient à un stade préliminaire, des stratégies et des initiatives de défense des intérêts commerciaux sont élaborées et appliquées de façon énergique dans les dossiers comme celui des propositions américaines relatives à l'étiquetage du pays d'origine.

Les représentants d'AAC consultent régulièrement leurs homologues provinciaux et territoriaux sur les dossiers de l'agriculture (y compris le commerce agricole avec les États-Unis). Ces échanges se font à l'intérieur du Cadre de la politique agricole, une initiative fédérale-provinciale-territoriale lancée en 2001 pour améliorer la rentabilité du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada. Les mécanismes de consultation mettent en cause un large éventail d'intervenants dont des éleveurs (bovins, porcs), des horticulteurs et des exploitants de grandes cultures. En outre, un Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur fait connaître les points de vue de l'industrie agricole et agroalimentaire sur les dossiers stratégiques du commerce agricole aux ministres du Commerce international et de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Le Groupe consultatif des négociations sur le commerce agricole fournit aux négociateurs du commerce agricole des conseils plus pointus sur l'industrie. De nombreuses consultations ponctuelles ont lieu entre les responsables fédéraux et les représentants de l'industrie à mesure que les questions se posent.

Collaboration informelle

Au fil des ans, le Canada s'est constitué un vaste réseau de relations de travail officieuses entre les décideurs, les chargés de réglementation et les chercheurs canadiens et américains pour appuyer les relations officielles. Les échanges entre AAC et les États-Unis comprennent le partage de renseignements et de résultats de recherches dans le cadre d'initiatives conjointes et par le truchement d'organismes et de réseaux régionaux et internationaux comme le North American Agrifood Market Integration Consortium (NAAMIC) et l'International Agricultural Trade Research Consortium (IATRC).

Il existe des relations de travail analogues, établies souvent par des personnes, entre les groupes sectoriels des deux pays (tomates, pommes de terre, bovins, céréales, etc.). Ces relations officieuses peuvent s'avérer utiles en permettant de créer des coalitions de groupes d'intérêts transfrontaliers pour régler les différends et les crises. Néanmoins, les tensions entre producteurs canadiens et américains peuvent nuire à la création de telles coalitions (p. ex. quand une faction cherche à prendre des mesures commerciales contre l'autre).

Liens utiles

www.agr.gc.ca (Agriculture et Agroalimentaire Canada)

www.inspection.gc.ca (Agence canadienne d'inspection des aliments)

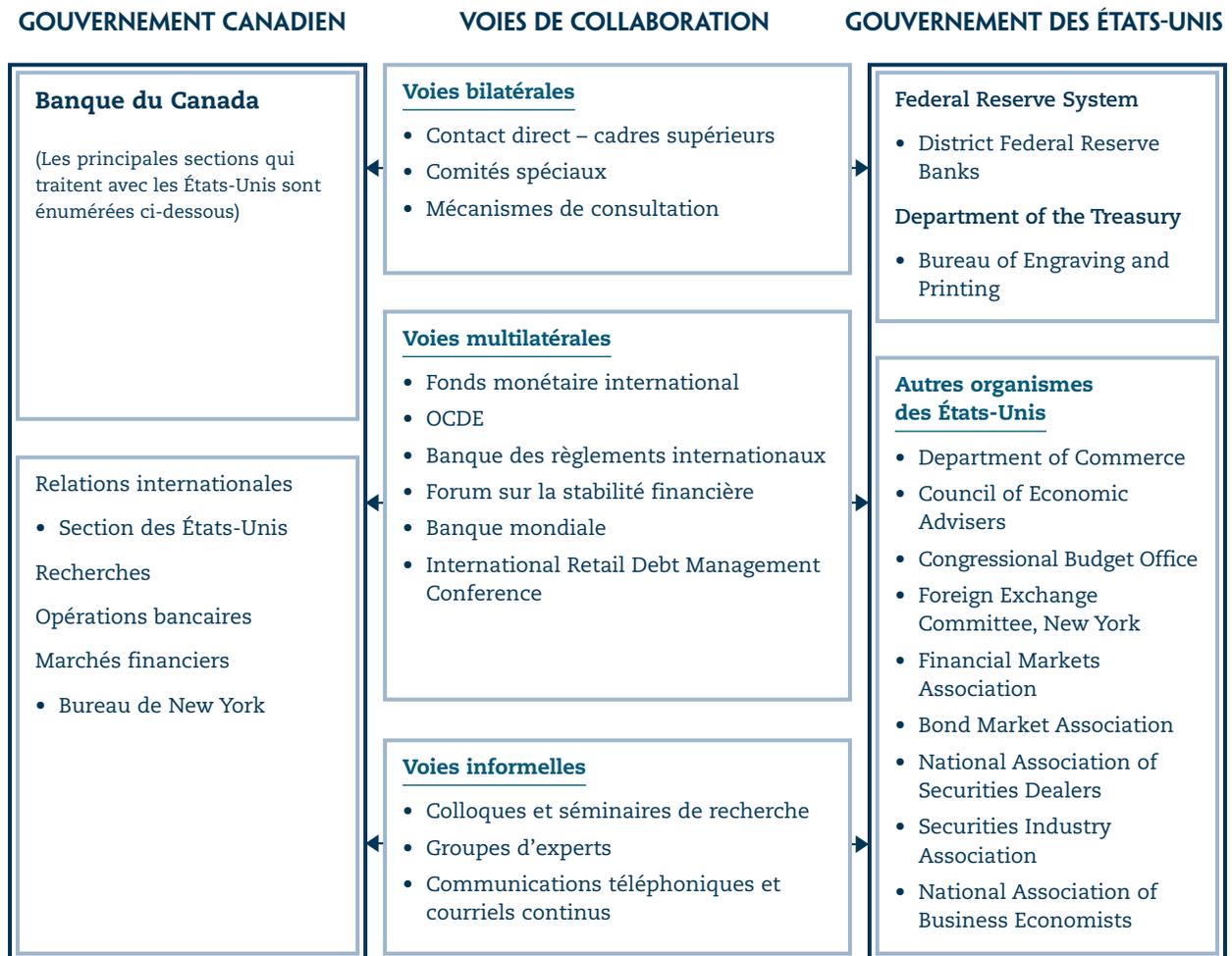
www.usda.gov (US Department of Agriculture)

www.fas.usda.gov (US Foreign Agricultural Service)

www.fsis.usda.gov (US Food Safety Inspection Service)

www.dhhs.gov (US Department of Health and Human Services)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS



Observations générales

Aux États-Unis, le principal équivalent de la Banque du Canada est le US Federal Reserve System et ses banques fédérales de réserve de district. La Banque du Canada entretient des rapports avec son homologue dans les domaines suivants : surveillance économique et financière, gestion des crises financières, surveillance générale des systèmes de paiement, opérations bancaires, gestion de fonds et partenariats de recherche. En outre, depuis 1962, la Banque du Canada et la Federal Reserve Bank de New York sont liées par un accord bilatéral de swap de devises. La coopération est pratiquée à de nombreux niveaux à la Banque et par bon nombre de ses départements.

La Banque du Canada collabore aussi avec le US Department of the Treasury dans divers champs d'activités, dont la surveillance économique et financière, la gestion des crises, la gestion de la dette et des réserves, les opérations de change. Elle entretient également des relations avec d'autres organismes publics comme le Council of Economic Advisers et le Congressional Budget Office.

La Banque possède un bureau au consulat du Canada à New York depuis la fin 2002. Ce bureau est en étroite liaison avec les ministères et les agences du gouvernement américain, les organismes sectoriels et les acteurs du système financier.

Dans les domaines de la surveillance économique et financière et de la gestion des crises, la Banque collabore également avec les agences et ministères américains par l'entremise de divers forums multilatéraux, dont la Banque des règlements internationaux, le Fonds monétaire international, l'OCDE, le G-7, le G-10, le G-20 et le Forum sur la stabilité financière.

Elle intervient à l'occasion sur les marchés des changes en s'associant à d'autres banques centrales. C'est ce qui s'est passé, par exemple, le 22 septembre 2000 lorsque la Banque du Canada, la Banque centrale européenne, la Federal Reserve Bank de New York, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre ont mené une action concertée pour soutenir le cours de l'euro.

La Banque du Canada entretient des relations informelles avec les chercheurs des banques fédérales de réserve dans le cadre de partenariats et d'échanges. Elle est par ailleurs engagée activement aux côtés d'autres banques centrales (dont la US Federal Reserve) et d'institutions nationales et internationales dans des projets de recherche sur la sécurité des billets.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Federal Reserve System : politique monétaire, gestion des crises, partenariats de recherche, gestion de fonds, accord bilatéral de swap de devises	Collaboration suivie et échange de vues et de renseignements avec la communauté financière internationale depuis 1945	Rencontres bilatérales : séminaires, colloques, cours, visites spéciales; Mécanismes de surveillance communs au sein de la Continuous Linked Settlement Bank : réunions régulières; Groupe de surveillance du réseau SWIFT (Society for World Interbank Financial Telecommunication) : réunions régulières; Rencontres multilatérales et conférences téléphoniques régulières : G-7, G-10, G-20; Comité monétaire et financier international; Forum sur la stabilité financière; OCDE; Banque des règlements internationaux	Divers contacts au sein de la US Federal Reserve	Départements des relations internationales, des recherches, des marchés financiers et des opérations bancaires, Banque du Canada; Ministère des Finances; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Consulat du Canada à New York
Department of the Treasury : gestion des crises, échange de points de vue, production de monnaie, gestion de la dette et des réserves	Échange de vues et gestion des crises internationales; consultations régulières sur des questions économiques	Rencontres multilatérales et conférences téléphoniques régulières : G-7, G-10, G-20, Comité monétaire et financier international, Forum sur la stabilité financière, OCDE, International Retail Debt Management Conference	Divers représentants du Department of the Treasury	Département des relations internationales de la Banque du Canada; Ministère des Finances; Ambassade du Canada à Washington, D.C.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Council of Economic Advisers	Consultations régulières sur la politique économique	Rencontres multilatérales de l'OCDE; rencontres bilatérales : visites spéciales	Divers représentants du Council of Economic Advisers	Département des relations internationales de la Banque du Canada
Congressional Budget Office	Obtention de prévisions sur la politique budgétaire américaine	Contacts téléphoniques informels	Divers représentants du Congressional Budget Office	Département des relations internationales de la Banque du Canada

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Les activités de la banque centrale sont du ressort exclusif du gouvernement fédéral. À ce titre, les principaux partenaires de la Banque sont le ministère des Finances, le Bureau du surintendant des institutions financières, la Société d'assurance-dépôts du Canada, Affaires étrangères Canada, Commerce international Canada, Statistique Canada et la Monnaie royale canadienne. Dans le secteur privé, les grands partenaires de la Banque sont l'Association des banquiers canadiens, l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, le Comité canadien du marché des changes, l'Association des marchés financiers du Canada et diverses institutions financières.

Liens utiles

www.bank-banque-canada.ca (Banque du Canada)

www.fin.gc.ca (Ministère des Finances Canada)

www.cfec.ca (Comité canadien du marché des changes)

www.osfi-bsif.gc.ca (Bureau du surintendant des institutions financières Canada)

www.ny.frb.org (US Federal Reserve Bank of New York)

www.commerce.gov (US Department of Commerce)

www.ustreas.gov (US Department of the Treasury)

www.ny.frb.org/fxc/ (US Foreign Exchange Committee, New York)

www.whitehouse.gov/cea (US Council of Economic Advisors)

www.cbo.gov (US Congressional Budget Office)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Le Bureau de la concurrence (BC) est un organisme fédéral indépendant d'application de la loi qui relève d'Industrie Canada. Il est dirigé par le commissaire de la concurrence qui est chargé de l'administration et de la mise en application de la *Loi sur la concurrence*, de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, de la *Loi sur l'étiquetage des textiles* et de la *Loi sur le poinçonnage des métaux précieux*. La *Loi sur la concurrence* vise à préserver et à encourager la concurrence au Canada afin notamment de favoriser l'efficacité et la souplesse de l'économie canadienne et de faire en sorte que les Canadiens profitent de prix concurrentiels et d'un choix de produits. Dans le cadre de son mandat, le commissaire est souvent appelé à examiner des activités anticoncurrentielles menées à l'extérieur du Canada.

La collaboration du BC avec ses partenaires américains lui permet d'étendre ses mesures de mise en application de la loi aux agissements transfrontaliers qui portent préjudice au marché canadien. Ses principaux homologues aux États-Unis sont la division Antitrust du Department of Justice et la Federal Trade Commission. La coopération officielle entre le BC et les États-Unis s'appuie sur l'*Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995)*.

Sur le plan bilatéral, le BC communique régulièrement avec les États-Unis, tant au niveau des hauts fonctionnaires qu'au niveau des agents. En ce qui concerne les relations multilatérales, il interagit avec les É.-U. sur les questions stratégiques débattues dans les forums internationaux tels que le Réseau international de la concurrence, le Comité du droit et de la politique de la concurrence de l'OCDE, le Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE et le Réseau international de contrôle et de protection des consommateurs, de même que dans les négociations ayant trait à la politique de la concurrence dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain, de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et d'autres accords de libre-échange bilatéraux.

Le BC entretient des liens de coopération officieux avec différents organismes américains de mise en application de la loi, y compris les agences du Department of Homeland Security, par la voie de partenariats régionaux d'application de la loi. Il maintient également une relation de collaboration permanente avec le Forum sur la prévention des fraudes, groupe établi au Canada et réunissant des entreprises du secteur privé, des groupes de consommateurs et de bénévoles, des organismes publics et des organisations de mise en application voués à la lutte contre les fraudes ayant pour cibles des consommateurs et des entreprises.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales	Article 1501 de l'ALENA : les parties reconnaissent l'importance de l'accord de coopération et de coordination de 1995	Rencontres semestrielles; communications par téléphone ou par courriel, au besoin, parfois chaque semaine	Antitrust Division, Department of Justice; Federal Trade Commission	Direction générale de la politique de la concurrence, Bureau de la concurrence; Commerce International Canada; ministère de la Justice; Affaires étrangères Canada
Protocole de communication de renseignements entre le Bureau de la concurrence et la Federal Trade Commission	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995); Protocole signé en 2002	Conférences téléphoniques bimensuelles; coopération régulière entre les bureaux régionaux et la US Federal Trade Commission	Federal Trade Commission	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence
Groupe de travail Canada-États-Unis sur les pratiques commerciales déloyales transfrontalières	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995)	Rencontres annuelles; conférences téléphoniques bimensuelles entre l'administration centrale et la FTC; coopération régulière entre les bureaux régionaux et la FTC : Vancouver-Seattle, Toronto-Chicago et région de la capitale nationale-Cleveland	Bureau of Consumer Protection, Federal Trade Commission	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Alliance stratégique de Toronto	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995); Protocole d'accord signé en 2000	Rencontres au besoin; coopération régulière; communication de renseignements; coordination des enquêtes transfrontalières	Bureau of Consumer Protection, Federal Trade Commission; Postal Inspection Service	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence; Service de police de Toronto; ministère ontarien des Services aux consommateurs et aux entreprises; Police provinciale de l'Ontario; Centre national d'appels Phone Busters
Forum canado-américain sur la criminalité transfrontalière, Groupe de travail binational sur les fraudes transfrontalières par télémarketing de masse	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995)	Rencontres semestrielles et deux conférences téléphoniques; Assemblées annuelles du Forum; Assemblée annuelle des participants canadiens	Différents participants américains au forum	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence
National Association of Consumer Agency Administrators La NACAA soutient les organismes publics offrant des services aux consommateurs. Elle représente plus de 160 organismes de protection des consommateurs à tous les niveaux de gouvernement aux É.-U. et dans plusieurs autres pays.	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995)	Rencontre annuelle; communications officielles régulières avec les membres américains de la National Association of Consumer Agency Administrators	Membres américains de la National Association of Consumer Agency Administrators	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence
North American Consumer Protection Investigators	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995)	Conférence annuelle	Différents participants établis aux É.-U., en particulier les enquêteurs criminels	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Projet Emptor, partenariat régional d'application de la loi (Vancouver)	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995); Protocole d'accord signé en 2001	Rencontres au besoin; coopération continue; communication de renseignements; coordination des enquêtes transfrontalières	Federal Trade Commission; Federal Bureau of Investigations (FBI)	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence; Gendarmerie royale du Canada; Sécurité publique et Protection civile Canada; Solliciteur général de la Colombie-Britannique
Partenariat régional d'application de la loi (Alberta)	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995); Protocole d'accord signé en 2003	Rencontres au besoin; coopération continue; communication de renseignements; coordination des enquêtes transfrontalières	Bureau of Consumer Protection, Federal Trade Commission; Postal Inspection Service	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence; Division « K » de la Gendarmerie royale du Canada; Service de police de Calgary; Service de police d'Edmonton
Projet Colt, partenariat régional d'application de la loi (Montréal)	Accord Canada-É.-U. concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales (1995); Protocole d'accord signé en 2002	Rencontres au besoin; coopération continue; communication de renseignements; coordination des enquêtes transfrontalières	Postal Inspection Service; Federal Bureau of Investigation; Department of Homeland Security	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence; Gendarmerie royale du Canada; Sûreté du Québec; Service de police de Montréal; Agence des services frontaliers du Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Sous-comité de l'étiquetage des produits textiles et des vêtements (ALENA)	Chapitre 9, Mesures normatives, Annexe 913.5.a-4 de l'ALENA	Élaboration d'un programme de travail sur l'harmonisation des exigences en matière d'étiquetage; rencontres en vue d'élaborer des dispositions uniformes en matière d'étiquetage. Un accord entre les organismes est en négociation et pourrait être signé en 2004-2005.	Bureau of Consumer Protection, Federal Trade Commission; Office of the Trade Representative	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Fédération canadienne du vêtement; Conseil canadien du commerce au détail
Consumer Sentinel, programme international de lutte contre la fraude transfrontalière dans le monde	Accord Canada-É.-U. de 1995 concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales	Collaboration permanente entre les organismes d'application de la loi, y compris concernant le suivi des plaintes et les tendances en matière de fraudes	International Division of Consumer Protection, Federal Trade Commission	Direction générale des pratiques loyales des affaires, Bureau de la concurrence

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

L'Alliance stratégique de Toronto est un bon exemple de collaboration fédérale-provinciale; elle regroupe le Service de police de Toronto, le ministère ontarien des Services aux consommateurs et aux entreprises, le Bureau de la concurrence, le Bureau of Consumer Protection de la US Federal Trade Commission et le US Postal Inspection Service. Elle lutte contre les activités commerciales transfrontalières illégales. En mars 2004, le BC a lancé sa première campagne internationale d'information et de sensibilisation antifraude en vue d'aider les consommateurs à identifier les fraudes, à les signaler et à les enrayer. Adoptée par les États-Unis et le Royaume-Uni, cette campagne est le fruit d'un partenariat entre la Police provinciale de l'Ontario, la Gendarmerie royale du Canada, le secteur privé et des groupes de consommateurs dans toutes les régions du Canada, y compris le Forum sur la prévention des fraudes. Le BC participe également au Groupe de travail binational sur les fraudes transfrontalières par télémarketing de masse du Forum canado-américain sur la criminalité transfrontalière, une organisation binationale regroupant des organisations non gouvernementales des deux pays de même que les gouvernements provinciaux et territoriaux au Canada.

Liens utiles

www.ic.gc.ca (Industrie Canada)

www.cb-bc.gc.ca (Bureau de la concurrence)

www.fac-aec.gc.ca (Affaires étrangères Canada)

www.itcan-cican.gc.ca (Commerce International Canada)

www.ftc.gov (US Federal Trade Commission)

www.ftc.gov/ftc/consumer/home.html (US Bureau of Consumer Protection)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

La principale responsabilité du Bureau du Conseil privé (BCP) est de faire en sorte que la fonction publique seconde efficacement le premier ministre, les ministres qui se rattachent à son portefeuille ainsi que le Cabinet, et de veiller au bon fonctionnement du gouvernement du Canada. La structure et les opérations du BCP émanent directement du rôle central du Bureau dans l'organisation et la coordination du soutien au premier ministre et au Cabinet. Les composantes de base du BCP sont les secrétariats, chacun sous la direction d'un sous-secrétaire du Cabinet, sauf celui des Affaires intergouvernementales qui est dirigé par un sous-ministre. Deux d'entre eux, à savoir le Secrétariat de la sécurité et du renseignement et le Secrétariat Canada – États-Unis, ont d'importantes liaisons avec le gouvernement américain.

Le bureau du Conseiller national pour la sécurité a divers liens avec les États-Unis relativement à de nombreux dossiers différents. Essentiellement, il incombe au conseiller national de veiller à ce que nos relations avec la collectivité de la sécurité et du renseignement des États-Unis soient harmonieuses et efficaces au niveau stratégique. Les éléments individuels de la collectivité S et R du Canada (Sécurité publique et Protection civile Canada, Service canadien du renseignement de sécurité, Centre de la sécurité des télécommunications, Affaires étrangères Canada, le ministère de la Défense nationale, etc.) assurent la liaison directement avec leurs homologues au sujet des questions opérationnelles. Au niveau plus élevé de politique stratégique, cependant, le conseiller national veille à établir une position canadienne unifiée par la voie d'un processus interministériel présidé par lui-même et son personnel.

La communication de cette position de politique stratégique aux États-Unis se fait principalement par l'intermédiaire de l'agent de liaison et de renseignements du Canada en poste à l'ambassade du Canada à Washington. Le Secrétariat communique également par l'entremise des diplomates américains qui s'occupent de ces dossiers à l'ambassade des États-Unis à Ottawa. Enfin, il y a un flot régulier de visites dans les deux sens entre le conseiller national et ses homologues américains au cours de l'année. De telles visites comportent souvent des discussions avec des intervenants précis de la collectivité S et R du Canada et le tout est organisé par le personnel du conseiller national.

Le conseiller principal des politiques étrangères auprès du premier ministre, qui est aussi le chef du Secrétariat Canada – États-Unis au BCP, appuie la participation du premier ministre à l'élaboration et à l'exécution de la politique étrangère et de la politique de défense du pays. Il traite directement au besoin, au nom du premier ministre, avec les hauts représentants de l'ambassade des États-Unis ou avec les hauts fonctionnaires à la Maison-Blanche. Ces communications jettent les bases des enjeux pour lesquels des décisions doivent être prises par les deux chefs, et elles définissent le cadre des discussions bilatérales directes.

Le conseiller principal des politiques étrangères, dans son rôle supplémentaire de secrétaire adjoint du Cabinet, donne son avis au premier ministre sur les grands dossiers de politique étrangère et de défense, y compris les dossiers afférents aux États-Unis. Les rôles actifs du premier ministre, du ministre des Affaires étrangères, du ministre du Commerce international, du ministre de la Coopération internationale et du ministre de la Défense nationale nécessitent une coordination et une interaction étroite entre les représentants qui secondent les ministres.

En décembre 2003, un nouveau comité du Cabinet sur les relations canado-américaines, présidé par le Premier ministre, a été mis sur pied pour instituer une nouvelle approche coordonnée de nos relations à l'échelle des gouvernements.

II) AUTRES OBSERVATIONS

Outre ses liens généraux avec les États-Unis à titre de conseiller national pour la sécurité du Canada, des relations spéciales se sont nouées, depuis le 11 septembre 2001, à la suite des dossiers précis afférents au Comité du Cabinet sur la sécurité publique et l'antiterrorisme (SPAT) et au Groupe d'étude sur les questions des frontières. Ce sont deux organismes dont le conseiller national est responsable, bien qu'ils lui rendent compte au titre de mandats légèrement différents.

Dans la foulée des événements du 11 septembre, le Comité SPAT a eu pour tâche d'élaborer un plan d'intervention canadien et de garantir des décisions concertées, réfléchies et appropriées. Il a étudié toute une panoplie de lois, de politiques, de programmes et de documents de communications qui concernaient la sécurité publique et la lutte contre le terrorisme. Le Comité spécial a également supervisé l'élaboration de nombreuses initiatives législatives en ce sens, notamment le projet de loi C-36 (proclamé depuis sous le titre de *Loi antiterroriste*), pour accroître la sécurité publique.

Le Groupe d'étude sur les questions des frontières a été mis sur pied au sein du BCP pour conseiller le vice-premier ministre, coordonner les efforts de nombreux ministères et assurer la liaison avec le US Department of Homeland Security dans le but de maintenir une frontière ouverte et sécuritaire avec les États-Unis.

Liens utiles

www.pco-bcp.gc.ca (Bureau du Conseil privé)

www.ambassadeducanada.org/border/declaration-fr.asp (Déclaration sur la frontière intelligente)

www.dhs.gov/dhs/public (US Department of Homeland Security)

www.whitehouse.gov (Maison-Blanche)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

À l'administration centrale, dans les régions et les représentations du Canada à l'étranger, les représentants de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) ont de solides relations de travail avec bon nombre de leurs homologues américains. Les représentants des deux gouvernements collaborent et échangent quotidiennement des renseignements sur différentes questions, siègent à des groupes de travail, résolvent ensemble des problèmes et bâtissent des programmes présentant un intérêt pour les deux pays. Ils discutent entre autres des réfugiés, de la migration clandestine, de l'exécution de la loi et de la lutte contre le terrorisme.

Comme on peut le constater dans le tableau précédent, l'homologue principal de CIC est maintenant le Department of Homeland Security. CIC entretient également des liens importants avec le Department of State, particulièrement par l'intermédiaire des représentants américains au Canada et des employés en poste dans les ambassades du Canada, les hauts-commissariats et les consulats canadiens à l'étranger.

Ce tableau montre la diversité des voies par lesquelles CIC oriente ses relations avec les É.-U. Premièrement, sur le plan bilatéral officiel, CIC travaille avec les représentants des É.-U. à divers dossiers tels que l'Accord sur la frontière commune et le Forum sur les crimes transfrontaliers. À titre d'exemple de collaboration horizontale, l'Accord sur la frontière commune implique CIC, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), le US Bureau of Customs and Border Protection du Department of Homeland Security et plusieurs autres organisations gouvernementales dans les deux pays. Le Forum sur les crimes transfrontaliers intéresse les organismes d'immigration, de douanes et d'exécution de la loi des deux côtés de la frontière.

Deuxièmement, CIC rencontre ses homologues américains lors de forums multilatéraux tels que le G-8, la Conférence intergouvernementale, la Conférence des quatre nations (CQN), le processus de Puebla, la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le Centre européen d'information de réflexion et d'échange en matière de franchissement des frontières et d'immigration, le Réseau de l'Union européenne pour les praticiens de l'asile (EURASIL) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Troisièmement, au Canada, à l'administration centrale, dans les régions et les missions à l'étranger, les employés de CIC ont des contacts personnels quotidiens avec bon nombre de leurs homologues américains. En effet, les employés de CIC les appellent pour obtenir des renseignements et des précisions, siègent à des groupes de travail locaux et règlent ensemble des problèmes et bâtissent des programmes qui intéressent les deux pays.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord sur la frontière commune	Accord entre le Canada et les É.-U. sur leur frontière commune signé par le premier ministre Chrétien et le président Clinton en 1995 (continu)	Réunions trimestrielles continues afin de développer une vision des frontières qui conjugue sécurité et ouverture	Bureau of Customs and Border Protection du Department of Homeland Security	Administration de la politique frontalière de CIC (Parmi les organismes partenaires, on trouve l'Agence des services frontaliers du Canada, Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada, Sécurité publique et Protection civile Canada)
Corridor de commerce Rocky Mountain	Collaboration continue pour ce qui est des règlements sur les entrées d'entreprises pour aider les entreprises à prendre de l'expansion de l'autre côté de la frontière	Réunions semestrielles; étroite collaboration avec le bureau de CIC à Coutts	Department of Homeland Security	Frontières et Ports d'entrée, CIC (avec l'Agence des services frontaliers du Canada)
Tri Border Peace Officers Association	Collaboration continue afin de promouvoir une bonne élaboration et administration de la loi	Réunions bimestrielles, en étroite collaboration avec les bureaux de CIC d'Emerson et de Winnipeg	Department of Homeland Security; police d'État du Dakota du Nord, police d'État du Minnesota, shérifs de comtés	Frontières et Ports d'entrée, CIC (avec la Gendarmerie royale du Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada, le Service de police de Winnipeg)
Relations multilatérales				
Conférence des quatre nations	Forum sur les programmes humanitaires, économiques et sur les non-immigrants ainsi que sur les migrations clandestines	Une fois par année	US Citizenship and Immigration Services; Department of Immigration and Multicultural and Indigenous Affairs de l'Australie; Immigration and Nationality Directorate du R.-U.	Division de la coordination des politiques internationales, CIC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Experts en migration du G-8	Contact informel continu à l'appui de réunions et initiatives	Réunions multilatérales, habituellement trois fois par année.	Department of State; Department of Homeland Security; Department of Justice; White House Office of Science and Technology	Direction générale de l'admissibilité, CIC (avec l'Agence des services frontaliers du Canada et le Bureau des passeports)
Consultations inter-gouvernementales sur les politiques en matière d'asile, de réfugiés et de migration en Europe, en Amérique du Nord et en Australie	Consultations inter-gouvernementales	Plusieurs groupes de travail portant sur les retours, l'asile, les données, la technologie et la contrebande	Department of Homeland Security	Division de la coordination des politiques internationales, CIC
Processus de Puebla et plans d'action associés	Gestion de la migration, protection des droits des migrants et lutte contre le trafic des migrants dans l'hémisphère	Réunion ministérielle régionale annuelle entre les É.-U., le Mexique, le Canada, le Belize, le Costa Rica, l'El Salvador, le Guatemala, le Honduras le Nicaragua et le Panama	Department of Homeland Security	Division de la coordination des politiques internationales, CIC
Dialogue trans-atlantique du Conseil de l'UE avec les groupes de travail du Conseil de l'UE (p. ex. Groupe « Frontières » [y compris les faux documents])	Réunions commencées en 2002 à l'initiative de la présidence espagnole de l'UE. Se tiennent deux fois par année (une fois par présidence de l'UE).	Réunions multilatérales officielles des experts du Canada et des É.-U. avec les représentants de tous les États membres de l'UE, de la Commission de l'UE et du Conseil de l'UE	Department of Homeland Security	La délégation comprend le conseiller de CIC, la mission canadienne à Bruxelles et les représentants des unités appropriées à l'administration centrale de CIC, dans les missions ou autres ministères fédéraux

III) AUTRES OBSERVATIONS

Les attentats terroristes aux États-Unis du 11 septembre 2001 et la création du Department of Homeland Security (DHS) ont eu des répercussions sur les relations de CIC avec les É.-U. En créant le DHS, on a restructuré l'exécution de la loi et les fonctions de service de l'ancien interlocuteur de CIC dans le système américain, l'Immigration and Naturalization Service (INS) des États-Unis. Le 1^{er} mars 2003, la responsabilité des services et avantages liés à l'immigration tels que la naturalisation et les permis de travail a été transférée de l'INS aux Citizenship and Immigration Services (USCIS) de DHS.

Les responsabilités en matière d'enquête et d'exécution de la loi pour ce qui est des lois fédérales d'immigration, des lois douanières et des lois de la sécurité aérienne ont été transférées au Bureau of Immigration and Customs Enforcement (ICE) de DHS. Le Bureau of Customs and Border Protection (CBP) assure la protection des frontières américaines au sein du Department of Homeland Security.

À l'instar de la plupart des organisations du gouvernement du Canada, CIC a adapté ses relations avec les É.-U. en réponse aux préoccupations croissantes liées à la sécurité publique. Il est donc essentiel d'avoir de solides relations de travail avec les homologues américains afin de s'assurer que le Ministère obtienne des renseignements sur les enquêtes criminelles et de sécurité, et sur les dossiers susceptibles de miner l'intégrité des programmes tels que la migration clandestine, la contrebande et la fraude.

En outre, avec la signature de la Déclaration de la frontière intelligente et de son plan d'action visant à assurer la sécurité de la frontière canado-américaine, CIC fait maintenant partie des quatorze équipes intégrées de la police des frontières (EIPF) actuellement déployées le long de la frontière canado-américaine, qui servent à identifier les personnes posant un problème pour la sécurité nationale et à enquêter sur celles-ci. Le 12 décembre 2003, deux ans après la signature de la Déclaration de la frontière intelligente, le gouvernement du Canada a annoncé la création de l'ASFC, qui regroupe les fonctions de renseignement, d'interception et d'exécution de la loi, auparavant rattachées à CIC. Cependant, la politique d'immigration incombe encore à CIC, tout comme la gestion des demandes des visiteurs, étudiants, travailleurs et immigrants au Canada.

Enfin, par suite de l'adoption de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* en 2002, CIC a acquis de nouvelles responsabilités pour s'assurer que l'accès au Canada est refusé aux personnes qui ont été impliquées dans des crimes graves ou qui constituent une menace pour la sécurité du Canada. Ces nouvelles responsabilités vont probablement ajouter de nouvelles dimensions à la relation bilatérale, comme en fait foi l'Entente sur les pays tiers sûrs, qui permet à tous les pays de renvoyer les demandeurs d'asile passés par l'autre pays sans avoir à statuer sur leur demande d'asile.

Liens utiles

www.cic.gc.ca (Citoyenneté et Immigration Canada)

www.fac-aec.gc.ca (Affaires étrangères Canada)

www.irb-cisr.gc.ca (Commission de l'immigration et du statut de réfugié)

www.dhs.gov (US Department of Homeland Security)

www.customs.ustras.gov (US Bureau of Customs and Border Protection)

www.uscis.gov (US Citizenship and Immigration Services)

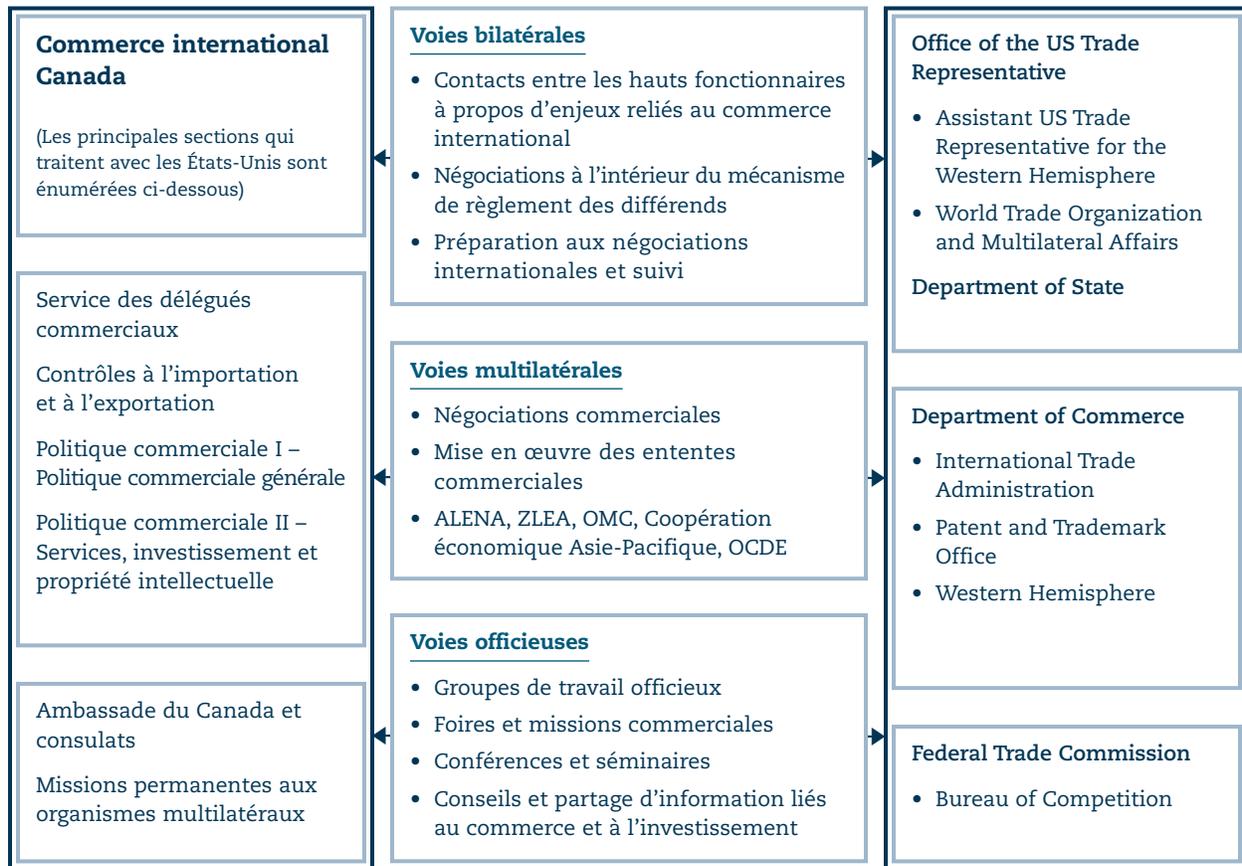
www.ice.gov (US Immigration and Customs Enforcement)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

En décembre 2003, l'ancien ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a été divisé en deux ministères : Affaires étrangères Canada (AEC) et Commerce international Canada (CICan). CICan appuie l'expansion du commerce en offrant des services aux exportateurs, en élaborant des politiques et en attirant des investissements au Canada.

Les questions multilatérales et bilatérales sont au centre des échanges entre CICan et ses homologues de l'administration américaine. La plupart des divisions entretiennent des relations régulières et étroites avec leurs homologues américaines en rapport avec les dossiers commerciaux particuliers qu'elles suivent, notamment les investissements, les services, la propriété intellectuelle, les télécommunications et les services informatiques et connexes, le commerce électronique et la culture. Ces échanges se font au cours de rencontres régulières des diverses institutions (OMC, Zone de libre-échange des Amériques [ZLEA], ALENA, OCDE, Coopération économique Asie-Pacifique [APEC], Organisation mondiale de la propriété intellectuelle [OMPI]), de séances de groupes de travail officieuses et de rencontres bilatérales. La plupart des contacts se font avec l'Office of the US Trade Representative (USTR) et le Department of State. Les échanges se font aussi avec l'ambassade des États-Unis à Ottawa et par l'entremise de l'ambassade, des consulats et des missions canadiens.

Le personnel de mission à Washington et à Genève contribue aussi de manière importante à maintenir les relations entre le Canada et les États-Unis et à faire avancer les intérêts canadiens. Les responsables canadiens à l'ambassade à Washington, par exemple, jouent un rôle essentiel dans la défense des positions du Canada dans des dossiers tels que les effets extraterritoriaux sur le Canada des décisions unilatérales américaines. D'autres ministères et organismes gouvernementaux communiquent avec l'ambassade du Canada pour préparer des mises à jour sur la politique commerciale américaine, surtout en vue de mini-rencontres ministérielles, de réunions des hauts fonctionnaires et de conférences ministérielles. En ce qui concerne les organisations multilatérales telles que l'OMC, les hauts dirigeants canadiens à la mission permanente participent à des réunions officielles et officieuses au cours desquelles on traite d'un large éventail de questions. Ils communiquent aussi continuellement avec leurs homologues américains. Les activités de CICan sont aussi tributaires du réseau de consulats généraux pour assurer un lien direct avec l'Administration, le Congrès et l'industrie américains.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES (OÙ CICAN EST LE MINISTÈRE RESPONSABLE)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales	Accord en vigueur depuis 1995 visant à examiner la coopération et la coordination dans le contexte des activités d'application des lois sur la concurrence	L'Accord est mis en œuvre principalement par les organismes canadiens et américains responsables de la concurrence; les avis de mesures que veulent prendre les organismes anti-trust / responsables de la concurrence sont transmis par les voies diplomatiques	Ambassade des États-Unis à Ottawa; Department of State; Federal Trade Commission; Department of Justice	Direction de la politique commerciale sur l'investissement, CICan; Bureau de la concurrence
Différend sur le bois d'œuvre résineux	Entente du bois d'œuvre de 1996-2001; des négociations se sont poursuivies après l'échéance de l'entente.	Rencontres bilatérales, communication hebdomadaire par téléphone, réunions ad hoc lorsque la situation l'exige, parfois des négociations intensives	Department of Commerce; Office of the US Trade Representative	Directeur, Contrôles à l'importation et à l'exportation, CICan; Gouvernements provinciaux; de nombreux autres ministères fédéraux participent.
Relations multilatérales				
Convention sur les armes chimiques (CAC) Déclarations des importations / exportations de produits chimiques contrôlés	Collaboration continue Mandatée par traité (CAC)	Réunions bilatérales et communications par téléphone; groupe de travail multilatéral	Department of Commerce; Office of Nonproliferation Controls and Treaty Compliance	Autorité nationale canadienne pour la CAC; Direction des contrôles à l'exportation (EPE) de CICan

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Zone de libre-échange des Amériques – Comité des représentants gouvernementaux sur la participation de la société civile	Fait partie du processus continu de la Zone de libre-échange des Amériques	Réunions multilatérales au moins quatre fois par an	Office of the US Trade Representative	Direction des consultations et de la liaison – Politique commerciale, CICan; Direction générale de la politique commerciale et Agriculture et Agroalimentaire Canada
Négociations pour l'accès au marché à l'Organisation mondiale du commerce / Accord général sur le commerce des services (GATS)	Négociations ininterrompues depuis 2001 avec divers groupes, notamment les Amis des services d'énergie, les Amis de la livraison postale et de la livraison par exprès, les Amis de la réglementation nationale, les Amis des services de transport maritime, etc.	Conversations bilatérales, courriels et réunions; conférences multilatérales, courriels et rencontres	Office of the US Trade Representative	Direction de la politique commerciale sur les services, CICan; Ressources naturelles Canada; Industrie Canada; Transports Canada; la collectivité interministérielle et les provinces
Groupe de travail de l'ALENA sur l'admission temporaire	Mandaté en vertu du chapitre 16 de l'ALENA sur l'admission temporaire des gens d'affaires	Rencontres multilatérales; communication entre sessions par téléphone et courriel; une fois par année	US Citizenship and Immigration on Services (Department of Homeland Security); Office of the US Trade Representative; Department of Labour; Department of Commerce	Direction de la politique commerciale sur les services, CICan. Aussi Citoyenneté et Immigration Canada, Industrie Canada et Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Groupe des services de la Coopération économique Asie-Pacifique	Collaboration continue et soutien des négociations de l'Organisation mondiale du commerce sur les services	Rencontres multilatérales; communication bilatérale entre les sessions (téléphone, courriel) trois fois par année	Department of Commerce; Office of the US Trade Representative	Direction de la politique commerciale sur les services, CIGan. Aussi ministère des Finances, Environnement Canada, Industrie Canada, Transports Canada et Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Comité des échanges de l'OCDE	Collaboration continue	Officielle, multilatérale, quatre fois par année; Officieuse, bilatérale, communication entre sessions	Office of the US Trade Representative; Department of Commerce	Direction de la politique commerciale sur les services, CIGan; ministère des Finances; Environnement Canada; Industrie Canada; Citoyenneté et Immigration Canada; Transports Canada; Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Groupe de travail sur la facilitation du commerce	Fait partie de Vision de la frontière	Bilatérale; les membres ne se sont réunis qu'une seule fois à ce jour	Department of State; US Citizenship and Immigration Services (Department of Homeland Security); Department of Labour; Department of Commerce; Office of the US Trade Representative	Direction de la politique commerciale sur les services, CIGan

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Pays de la quadri-latérale (États-Unis, Royaume-Uni, Union européenne et Canada)	Services, investissement et commerce électronique	Un à deux fois par année, rencontres en personne au niveau ministériel	Office of the US Trade Representative	Direction de la politique commerciale sur les services, CIGan; Industrie Canada
Négociations des services de la Zone de libre-échange des Amériques	Négociations continues de la Zone de libre-échange des Amériques depuis 1998	Rencontres régionales, rencontres bilatérales officielles; environ tous les deux mois	Department of Commerce; Office of the US Trade Representative	Direction de la politique commerciale sur les services, CIGan
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	Fait partie de l'élaboration continue de politiques dans le domaine de la propriété intellectuelle	Assemblée générale tous les ans	US Patent and Trademark Office	Direction de la politique commerciale sur la propriété intellectuelle, l'information et la technologie, CIGan; Industrie Canada; Patrimoine canadien; Agriculture et Agroalimentaire Canada
Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Développement des obligations incontournables comme membres de l'Organisation mondiale du commerce depuis 1995	Rencontres 4 fois par année et séances extraordinaires supplémentaires	Office of the US Trade Representative	Direction de la politique commerciale sur la propriété intellectuelle, l'information et la technologie, CIGan; Industrie Canada; Patrimoine canadien; Agriculture et Agroalimentaire Canada; Santé Canada; Agence canadienne de développement international

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Groupe d'experts sur l'investissement	Officiellement mandatée par la Commission du libre-échange au mois de mai 2002 pour examiner l'interprétation et l'exécution du chapitre sur l'investissement de l'ALENA (chapitre 11)	Rencontres tri-latérales (quatre en 2003), communications régulières afin de formuler des recommandations pour la Commission du libre-échange	Office of the US Trade Representative; Department of State	Direction de la politique commerciale sur l'investissement, CICan; ministère des Finances; Industrie Canada; Environnement Canada; les provinces et les territoires lors des rencontres du Comité c-commerce
APEC : Groupe d'experts sur l'investissement, Sous-comité de la politique de la concurrence et de la déréglementation, Groupe d'experts des marchés publics	Le mandat de collaboration s'aligne sur les objectifs de Bogor, soit d'un libre-échange et d'investissements ouverts d'ici à 2010 pour les économies développées et d'ici à 2020 pour les économies en développement.	Rencontres multilatérales prévues dans le cadre de la Coopération économique Asie-Pacifique	Office of the US Trade Representative; Department of Justice; Federal Trade Commission	Direction de la politique commerciale sur l'investissement, CICan; Industrie Canada; ministère des Finances; Bureau de la concurrence; Conseil du Trésor; Travaux publics et Services gouvernementaux

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Le ministre du Commerce international rencontre régulièrement ses homologues provinciaux et territoriaux afin d'explorer les stratégies de coopération servant à promouvoir le commerce et les investissements. Les consultations avec les provinces et les territoires sont essentielles, car elles permettent de s'assurer que les politiques et les stratégies commerciales du Canada reflètent les intérêts nationaux collectifs.

À l'heure actuelle, CICan collabore avec les provinces et les territoires afin d'aider les entreprises canadiennes à exporter leurs produits partout dans le monde. Entre autres, les missions diplomatiques du Canada aident les provinces désireuses d'organiser des missions commerciales à l'étranger. La toute récente Initiative de représentation accrue aux États-Unis (se reporter à Affaires étrangères Canada) est un autre moyen d'accroître les efforts de défense des intérêts et de développement international des affaires du gouvernement fédéral et des provinces et des territoires aux États-Unis.

De plus, les missions d'Équipe Canada sont un partenariat unique à l'appui des efforts de développement des affaires internationales du Canada. Le premier ministre, le ministre du Commerce international, les premiers ministres des provinces et les chefs des gouvernements des territoires participent à ces missions.

Liens utiles

www.itcan-cican.gc.ca (Commerce international Canada)

www.dfait-maeci.gc.ca/can-am (Relations entre le Canada et les États-Unis)

www.canadainternational.gc.ca (Information sur la participation actuelle et passée du Canada aux organisations, commissions, conférences et projets internationaux)

www.state.gov/p/wha (Bureau of Western Hemisphere Affairs, US Department of State)

www.ftc.gov (US Federal Trade Commission)

www.ustr.gov (US Trade Representative)

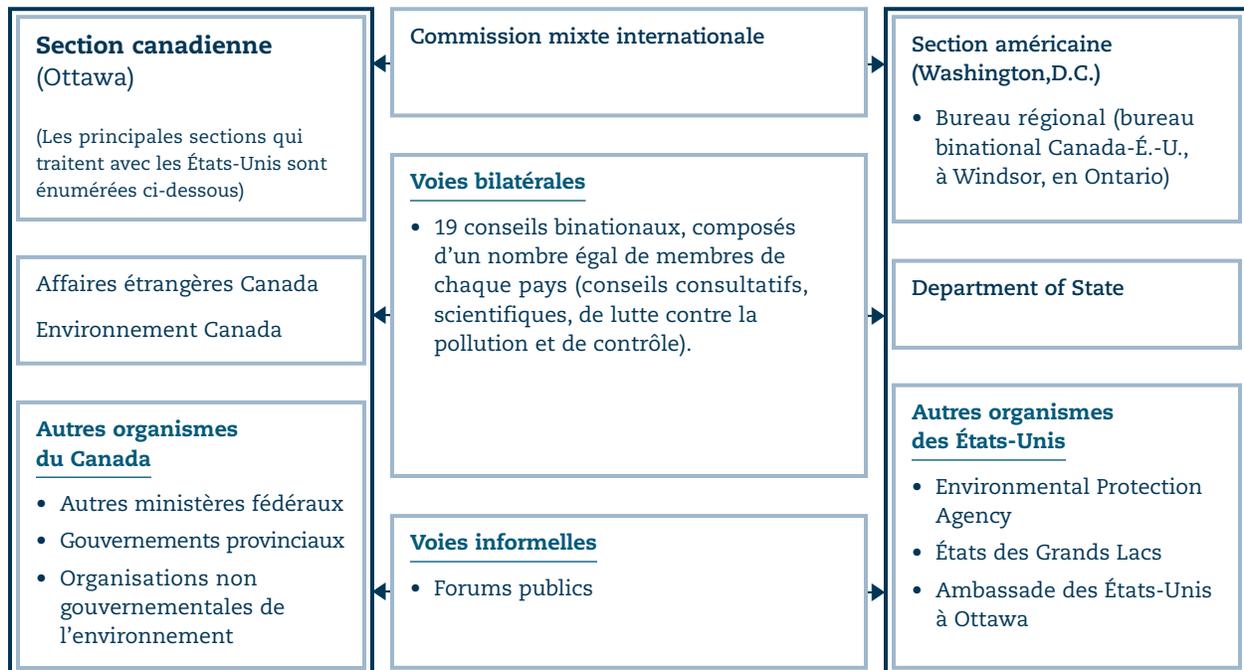
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

La Commission mixte internationale (CMI) est un organisme indépendant et binational établi en vertu du Traité des eaux limitrophes de 1909. Elle aide le Canada et les États-Unis à protéger l'environnement transfrontalier, à mettre en œuvre l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs et à améliorer la qualité de l'air transfrontalier.

La CMI communique officiellement avec les deux gouvernements par l'entremise d'Affaires étrangères Canada et le Department of State aux États-Unis. Toutefois, c'est un organisme autonome, qui agit indépendamment et ne reçoit pas de directives des gouvernements.

La CMI a six commissaires : trois des États-Unis et trois du Canada. Chaque pays a son coprésident. Les commissaires de la CMI se fondent sur une approche d'égalité absolue et prennent leurs décisions par consensus.

La Commission a trois grandes responsabilités en vertu du Traité des eaux limitrophes. D'abord, à la demande du Canada et des États-Unis, la CMI examine et formule des conclusions ou des recommandations sur les questions transfrontalières : c'est la fonction de « renvoi ». Ensuite, elle agit à titre d'organe quasijudiciaire, qui approuve les projets influant sur les niveaux et les débits des eaux limitrophes et transfrontalières. Les décisions liées à ces projets sont régies par les dispositions du Traité. Bien que peu de projets aient été renvoyés à la CMI à des fins d'approbation ces dernières années, la Commission conserve sa compétence à l'égard des projets qu'elle a approuvés dans le passé et peut réglementer leur exécution. Enfin, la CMI informe les gouvernements des nouveaux enjeux touchant les eaux limitrophes qui peuvent causer des disputes bilatérales.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Traité des eaux limitrophes internationales	Traité des eaux limitrophes internationales de 1909	<p>Contacts quotidiens</p> <p>Un organisme, deux sections et un bureau régional traitent des questions sur les Grands Lacs. Le Bureau régional est composé de représentants canadiens et américains</p> <p>19 conseils consultatifs et de contrôle qui relèvent de la CMI</p>	Bureau de la Section américaine, à Washington, D.C.; Bureau régional des Grands Lacs, à Windsor; les conseils sont composés d'un nombre égal de membres de chaque pays	Bureau de la Section canadienne, à Ottawa; autres ministères : Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada, Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, Transports Canada, Santé Canada, Conseil national de recherches du Canada; toutes les provinces canadiennes partageant des eaux transfrontalières avec les États-Unis; Ambassade / consulats du Canada aux États-Unis
Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (1972)	Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (1972), renouvelé en 1978 et 1987 (Protocole)	Le Conseil de la qualité de l'eau des Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs et le Conseil des gestionnaires de recherche des Grands Lacs agissent comme des organes consultatifs en ce qui concerne les questions liées aux Grands Lacs.	Les conseils sont composés d'un nombre égal de membres de chaque pays.	Les membres sont pour la plupart des représentants des ministères, détachés auprès des conseils pour leurs compétences personnelles et professionnelles.

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

La CMI est également responsable, aux termes de l'Accord canado-américain relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, d'aider les gouvernements à mettre en œuvre cet accord et à faire état des progrès dans la restauration de l'intégrité biologique, physique et chimique des Grands Lacs. Environnement Canada dirige l'application de l'Accord, en partenariat avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales. Les engagements pris par le gouvernement fédéral et les provinces au Canada sont coordonnés par la voie de l'Accord Canada-Ontario concernant l'écosystème du bassin des Grands Lacs. Cet accord a été signé pour la première fois en 1971; son dernier renouvellement remonte à 1994. Les principaux ministères et organismes canadiens qui collaborent avec la CMI sont : la Garde côtière canadienne (Pêches et Océans Canada); Environnement Canada (EC); le Centre Saint-Laurent; Transports Canada; Santé Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada, Ressources naturelles Canada et Affaires étrangères Canada.

L'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, l'Ontario, le Québec et la Saskatchewan sont les provinces qui participent le plus aux activités de la CMI.

Collaboration informelle

Quelques experts travaillent au sein des administrations centrales de la CMI, à Ottawa et à Washington, D.C., ainsi qu'au Bureau régional des Grands Lacs de Windsor. Au besoin, les gouvernements allouent des ressources pour les travaux touchant les renvois. La Commission ne gère ni ne finance aucun programme directement, et elle n'est pas dotée de sa propre capacité de recherche scientifique. Toutefois, plusieurs conseils et groupes de travail scientifiques relèvent de la CMI, et d'autres groupes sont constitués au besoin pour étudier les renvois. Les conseils d'experts sont composés d'un nombre égal de Canadiens et d'Américains, qui sont des spécialistes détachés de ministères ou de services gouvernementaux. Ces personnes siègent aux conseils de la Commission à titre personnel et professionnel et non pas à titre de représentants de leurs organismes d'appartenance ou de leurs employeurs.

Liens utiles

www.ijc.org (Commission mixte internationale)

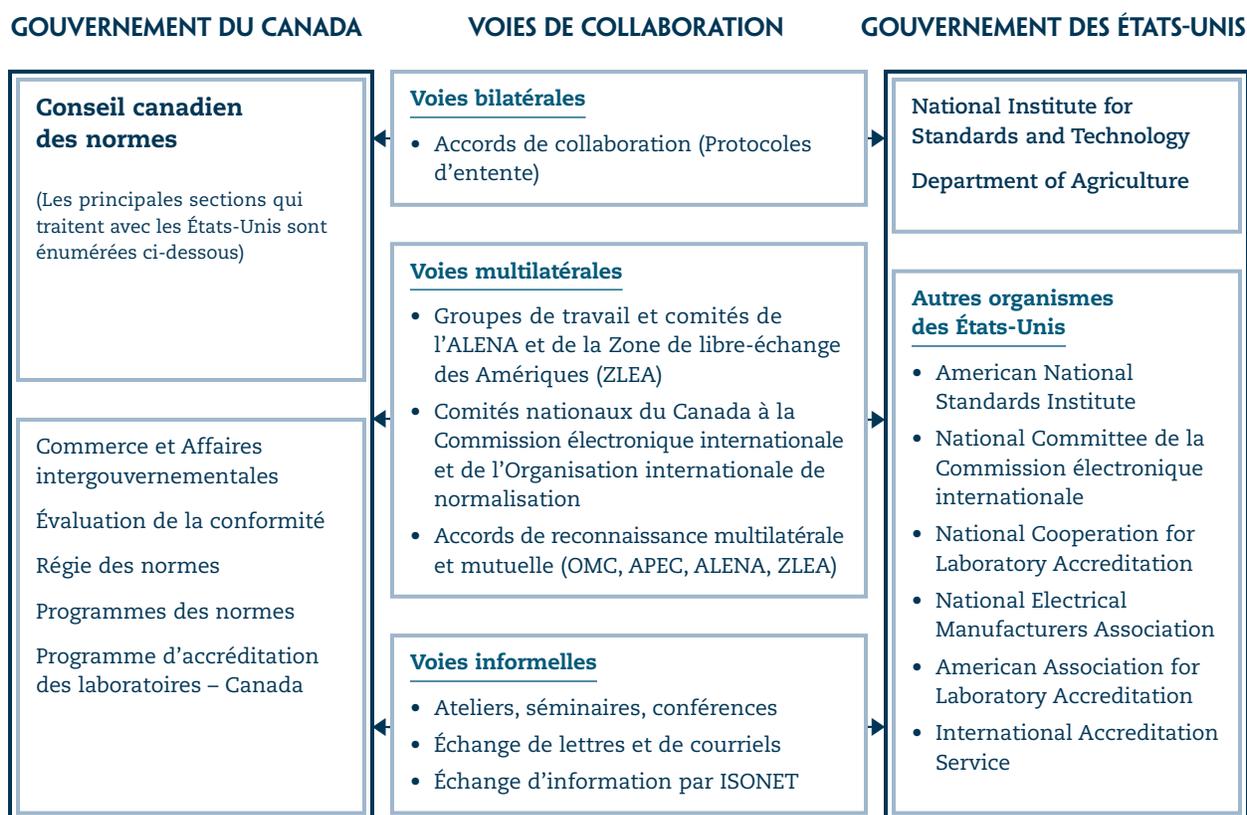
www.great-lakes.net (Great Lakes Information Network)

<http://ri.ijc.org> (Great Lakes-St. Lawrence Research Inventory)

www.ijc.org/rel/agree/fquality.html (Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs)

www.losl.org (Étude internationale sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS



Observations générales

Le Conseil canadien des normes (CCN), société d'État fédérale, est engagé dans diverses activités internationales visant à encourager la normalisation et à faire ressortir les avantages de celle-ci pour le commerce mondial. La normalisation couvre à la fois l'élaboration et l'application des normes, les publications établissant les pratiques acceptées, les exigences techniques ainsi que la terminologie liée aux produits, aux services et aux systèmes. En sa qualité d'organisme national d'accréditation, le CCN participe à des accords multilatéraux d'évaluation de la conformité fondés sur la reconnaissance volontaire au nombre desquels figurent les Accords de reconnaissance multilatérale (AML) et les Accords de reconnaissance mutuelle (ARM) liant officiellement les parties. L'organisme gère en outre le Système national de normes (SNN). Il relève du Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie.

Le CCN a des échanges avec les É.-U. du fait de l'appartenance des deux pays à l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à la Commission électrotechnique internationale (CEI) et à leurs nombreux groupes de travail, comités et sous-comités, dont le Réseau d'information de l'ISO (ISONET). Voici quels sont les principaux partenaires américains du CCN : l'American National Standards Institute (ANSI), une organisation privée comprenant des membres du gouvernement des É.-U., et, par-dessus tout, le National Institute for Standards and Technology (NIST). Le membre américain de l'ISO est l'American National Standards Institute (ANSI) et celui de la CEI est un comité de l'ANSI, le US National Committee (USNC). Ce comité est en majeure partie composé de fabricants, appartenant à diverses associations industrielles, et de représentants de différents ministères et organismes, tels que le NIST. Le CCN a établi d'excellentes relations avec l'Office of the US Trade Representative, qu'il consulte régulièrement pour s'entretenir de questions liées au commerce international et avec lequel il examine les questions liées aux normes qui seront soumises à l'attention de l'OMC, de l'ISO et de la CEI.

Le CCN aide les ministères des Affaires étrangères et du Commerce international à formuler au sein de l'OMC la position stratégique du Canada sur les questions de normalisation, en particulier pour ce qui a trait à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et à l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP). Le CCN travaille avec les organisations américaines en participant aux travaux des comités de l'OMC/OTC et de l'OMC/MSP. Il communique en outre directement avec ses homologues des É.-U. avec lesquels il échange régulièrement de l'information sur les exigences relatives aux obstacles techniques au commerce et aux mesures sanitaires et phytosanitaires.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
US National Committee on the International Electrotechnical Commission's Scheme for Certification of Electrical Equipment (USNC/IECEE)	Entente de collaboration; discussions communes menées depuis 1985 au sein de l'IECEE et, depuis 2001, au sein de l'IECEX	Le Conseil canadien des normes-IECEE et l'USNC/IECEE se rencontrent une fois par année, en présence d'un représentant du Mexique, chez l'un ou l'autre, à tour de rôle. Les deux parties communiquent régulièrement par courriel et par téléphone et discutent à l'occasion d'autres réunions.	National Electrical Manufacturers Association (NEMA)	Régie des normes, CCN; Programmes des normes, CCN; Comité consultatif sur la sécurité électrique composé de représentants des organismes de réglementation de toutes les provinces et des territoires; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada, dans le cadre des accords de reconnaissance mutuelle passés avec divers pays
USNC for Certification of Electrical Equipment Used in Hazardous Locations (USNC-IECEX)				

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
<p>Protocole d'entente avec l'ANSI pour une coopération dans le domaine de l'harmonisation des activités de normalisation et d'évaluation de la conformité</p> <p>Accords de reconnaissance mutuelle avec le Registration Accreditation Board de l'ANSI pour la reconnaissance de l'accréditation des organismes registraires des Systèmes de management de la qualité (SMQ)</p> <p>Protocole d'entente avec la National Cooperation for Laboratory Accreditation (NACLA) pour l'amélioration des données techniques d'essais aux É.-U. et au Canada</p>	<p>Entente de collaboration; responsabilités du CCN en tant qu'organisme membre de l'ISO et parrain du membre canadien de la Commission électronique internationale</p>	<p>Réunions</p> <p>Collaboration constante et échange d'information</p>	<p>ANSI</p> <p>ANSI Registration Accreditation Board (RAB)</p> <p>National Cooperation for Laboratory Accreditation</p>	<p>Direction des normes, CCN; Direction de l'évaluation de la conformité, CCN; Direction du commerce et des affaires intergouvernementales, CCN</p>

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Réseau des autorités de notification des Accords sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de l'OMC Points d'information	Le CCN exécute pour Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada un contrat lié à la coordination du Point d'information de l'OMC / ALENA, en vertu des exigences des Accords de l'OMC / OTC et de l'OMC / MSP, ce qui fait de lui l'autorité nationale en matière de notification. Il coordonne le Point d'information national, à partir duquel il répond aux demandes d'information soumises par les autres membres.	Les Points d'information de l'OMC / OTC et de l'OMC / MSP se réunissent (séparément) tous les deux ans pour discuter des questions qui les intéressent; échange d'information régulier par téléphone et par courriel sur les normes, les règlements techniques, les systèmes d'évaluation de la conformité et les questions liées au MSP	National Center for Standards and Certification Information (NCSCI) du National Institute of Standards and Technology (NIST); Department of Agriculture	Direction du commerce et des affaires intergouvernementales, CCN; consultation des autorités de réglementation canadiennes. Le CCN demeure également en communication avec les ministères fédéraux et provinciaux, les organismes d'élaboration de normes et les associations industrielles.
American National Standards Institute (ANSI) et ses organisations d'élaboration des normes affiliées avec qui le Canada négocie des accords nationaux et internationaux d'exploitation des droits d'auteurs depuis 1970	En sa qualité de membre de l'ISO et de secrétariat du Comité national canadien de la Commission électrotechnique internationale, le CCN a pour tâche de s'assurer que la propriété intellectuelle de ces organisations est protégée.	Discussions 3 ou 4 fois par année, suivant les besoins; le CCN et l'ANSI négocient au nom de leur client l'utilisation de la propriété intellectuelle de l'ISO et de la Commission électrotechnique internationale au Canada et aux États-Unis.	American National Standards Institute (ANSI)	Direction du commerce et des affaires intergouvernementales, CCN

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Réseau des Centres d'information sur les normes des Organismes membres de l'ISO (ISONET) pour l'échange d'information entre les organismes membres	En tant qu'organisme membre de l'ISO, le CCN est chargé de coordonner un point de contact central au Canada répondant aux demandes d'information sur les normes, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité	Conférence tenue tous les 12 à 18 mois; Échanges réguliers d'information par téléphone, par télécopieur et par courriel sur les normes, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité	National Center for Standards and Certification Information (NCSCI) du National Institute of Standards and Technology (NIST)	Direction du commerce et des affaires intergouvernementales, CCN
International Accreditation Forum (IAF) International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC)	Responsabilités du CCN en tant qu'organisme membre de l'ISO	Réunions générales multilatérales impliquant fréquemment des groupes de travail	IAF : Registration Accreditation Board de l'ANSI; ILAC : American Association for Laboratory Accreditation, International Accreditation Service, National Voluntary Laboratory Accreditation Program	IAF : Direction du commerce et des affaires intergouvernementales, CCN; ILAC et Asia-Pacific Laboratory Accreditation Cooperation : Programme d'accréditation des laboratoires – Canada (PALCAN), CCN

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Le Conseil canadien des normes (CCN) facilite l'accès des provinces et territoires au Système national de normes (SNN) pour permettre à ces derniers une meilleure intégration dans l'économie nord-américaine. Le Comité consultatif des provinces et territoires (CCPT) et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) jouent un rôle essentiel dans les échanges entre le CCN et les provinces et territoires. Le CCPT est formé de 13 membres (dont un représentant de chaque province et territoire), qui conseillent le Conseil du CCN et lui soumettent ses recommandations, et encouragent la coopération de tous les membres. Passé entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, l'ACI vise à réduire, voire éliminer, les obstacles techniques au commerce et à maintenir un marché intérieur à la fois ouvert et stable.

Liens utiles

www.ccn.ca (Conseil canadien des normes)

www.iso.org (Organisation internationale de normalisation)

www.ansi.org (American National Standards Institute)

www.nist.gov (National Institute for Standardization Technology)

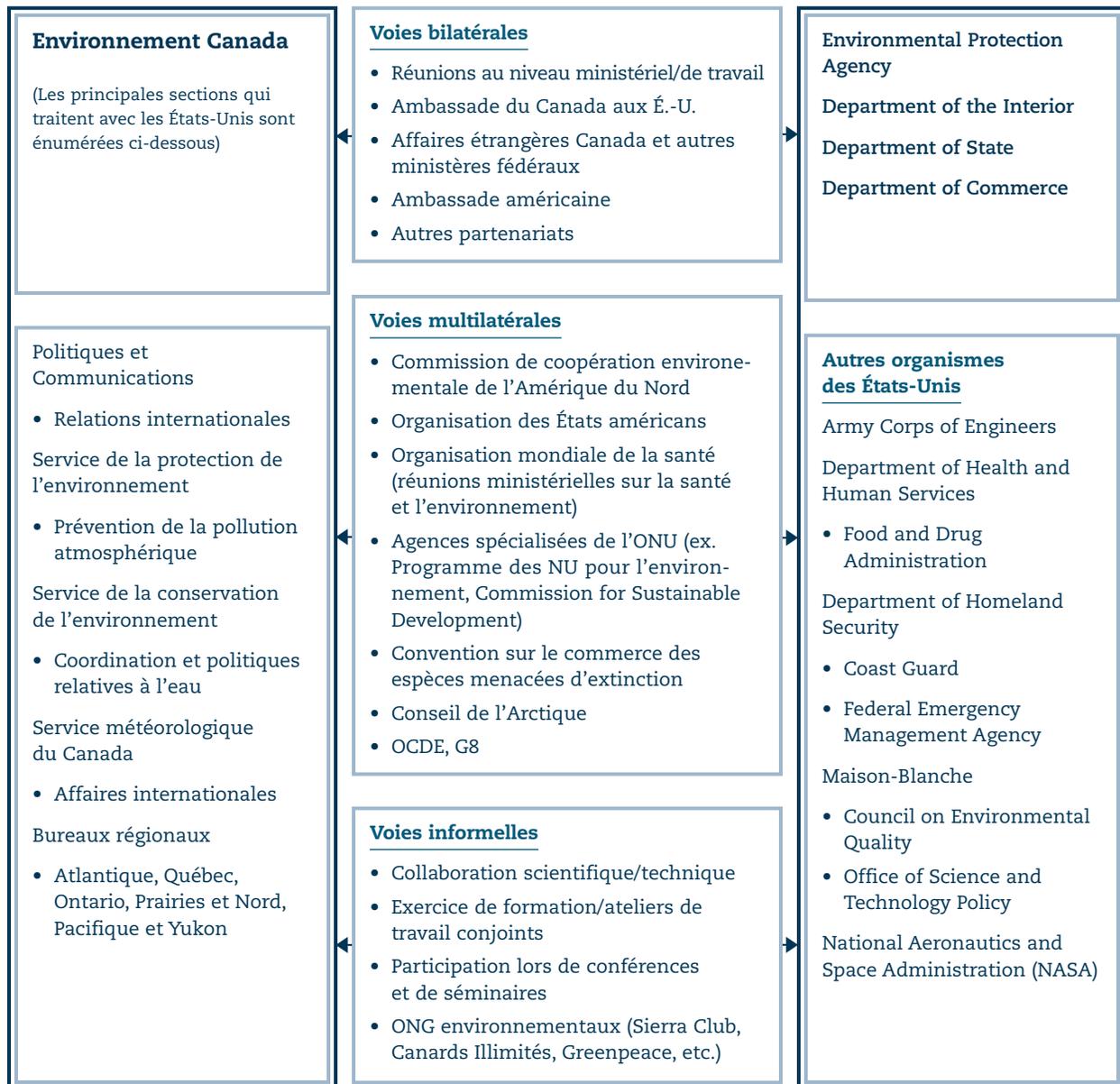
www.a2la.org (American Association for Laboratory Accreditation)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Le Canada et les É.-U. partagent une longue et fructueuse histoire de collaboration sur les questions environnementales. Il existe une cinquantaine d'accords bilatéraux, représentant une vaste gamme de questions y compris les changements climatiques, la météorologie, la recherche et le développement connexes au modelage atmosphérique, l'air transfrontalier, l'eau, la faune et les déchets. Environnement Canada (EC) collabore avec plusieurs départements et organismes clés américains afin d'atteindre ses objectifs. Bien qu'Environnement Canada entretient ses principales relations avec l'Environmental Protection Agency, le Department of the Interior, le Department of Commerce et le Department of State, il entretient également des relations importantes avec divers autres organismes tels que l'Army Corps of Engineers, la National Aeronautics and Space Administration (NASA), le Department of Homeland Security et d'autres encore.

Les relations formelles entre Environnement Canada et les É.-U. ont été établies aux niveaux national, provincial/territorial et régional. Au sein d'Environnement Canada, la Direction des relations internationales, qui relève des Politiques et Communications, en étroite collaboration avec Affaires étrangères Canada, sert souvent d'interlocuteur dans les relations avec les É.-U. En même temps, le Service météorologique du Canada coordonne la recherche et la surveillance de la météo, de l'eau et du climat de concert avec diverses agences américaines. En outre, chaque bureau régional et d'autres directions sont les représentants du Ministère dans le cadre de comités, d'ententes, d'institutions et de protocoles d'entente lorsque les questions à l'étude relèvent de leurs compétences. Par conséquent, les relations formelles et informelles avec les homologues américains s'effectuent à différents niveaux, dans l'ensemble du Ministère. Le tableau suivant fournit un échantillon des institutions et des ententes qui se situent dans le sphère relations d'Environnement Canada avec les États-Unis.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord Canada-É.U. sur les mouvements transfrontaliers des résidus dangereux, 1986 (modifié en 1992 pour les déchets municipaux)	Coopération sur la gestion et la surveillance des mouvements transfrontaliers des résidus dangereux; élaboration des mécanismes d'évaluation des risques environnementaux et pour la santé; partage d'information et de méthodes	Réunion annuelle; conférences téléphoniques ad hoc et autres réunions; des activités d'application de la loi sont entreprises aux niveaux régionaux selon les besoins.	Environmental Protection Agency	Direction de la prévention de la pollution du Service de la protection de l'environnement, EC; Bureaux régionaux d'EC; autres ministères, y compris Affaires étrangères Canada, Gendarmerie royale du Canada, le ministère de la Justice et Ressources naturelles Canada
Convention sur les oiseaux migrateurs (Traité de 1916 avec révisions considérables en 1995)	Coopération pour la protection des oiseaux migrateurs contre les captures abusives et la destruction	Vaste gamme d'interactions, y compris le programme d'examen annuel	Fish and Wildlife Service, Department of the Interior	Service canadien de la faune, Service de la protection de l'environnement d'EC; North American Bird Conservation Council
Traité des eaux limitrophes internationales (TELI), 1909 (modifié plusieurs fois depuis 1909, y compris en 2002 pour protéger les Grands Lacs et autres eaux frontalières contre les prélèvements massifs de l'eau)	Du Traité est née la Commission mixte internationale en 1909 pour prévenir et résoudre les conflits relatifs à l'utilisation et à la qualité des eaux transfrontalières, et fournir des conseils aux deux gouvernements sur les questions connexes	Réunions semestrielles; audiences publiques et groupes de consultation tenus périodiquement afin de promouvoir la participation du public; vaste gamme d'interactions par le truchement de seize commissions de surveillance actives et de deux commissions d'étude	De nombreuses agences fédérales, d'États et locales représentées auprès des divers commissions et groupes de travail de la Commission mixte internationale	Affaires étrangères Canada a dirigé l'administration des obligations aux termes du Traité; EC agit en tant que conseiller scientifique et technique auprès d'Affaires étrangères Canada; Direction des relations internationales, Politiques et Communications d'EC (avec le concours actif d'autres services); bureaux régionaux d'EC; autres ministères, y compris Transports Canada, Pêches et Océans Canada et le ministère de la Justice

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
<p>Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (AQEGL), 1972 [modifié en 1978, révisé en 1987 protocole]</p> <p>Sous l'égide de la Commission mixte internationale. Comprend aussi la Section internationale du Saint-Laurent</p>	<p>Cet accord vise à restaurer et à maintenir l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux de l'écosystème des Grands Lacs; modèle pour la coopération et la coordination inter-gouvernementales pour les programmes binationaux; activités coordonnées par le Comité exécutif binational dans les Grands Lacs</p>	<p>Réunion régulière des conseils des Grands Lacs de la Commission mixte internationale (Conseil de la qualité de l'eau, Conseil consultatif scientifique, Conseil des gestionnaires de recherche et Conseil consultatif international sur la qualité de l'air); les conseils rencontrent les commissaires tous les six mois; collaboration scientifique et technique continue par la voie de conférences téléphoniques, de commissions d'étude ou de groupes de travail selon les exigences des programmes tels que les plans d'aménagement panlacustres et le plan canado-américain de gestion des toxiques de la Niagara</p>	<p>De nombreuses agences fédérales, d'États et locales américaines</p>	<p>Bureau régional de l'Ontario d'EC; Commission mixte internationale, Bureau régional des Grands Lacs (Windsor); Ambassades et consulats pertinents du Canada; Partenariat des autorités de conservation fédérales / provinciales / municipales pour la mise en œuvre des plans d'assainissement et des plans d'aménagement panlacustres; Accord Canada-Ontario de 1971 (concernant l'écosystème du bassin des Grands Lacs auquel participent huit ministères / organismes fédéraux et trois ministères provinciaux, renouvelé en 1994 et en 2002); participation des citoyens en vertu du Forum public sur l'Accord</p>

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Mesures d'hygiène dans les industries de mollusques, Protocole d'entente, 1948 (mise en œuvre par le Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques)	Selon l'entente, les É.-U. et le Canada utilisent le même manuel des opérations, font des rapports mutuels sur le niveau de conformité et peuvent vérifier leurs programmes et responsabilités mutuels à l'égard des mesures d'hygiène relatives aux mollusques.	Réunions régulières de coordination des Comités régionaux sur l'étude et la classification des secteurs coquilliers; réunions interministérielles pour l'échange de renseignements, techniques, l'élaboration de la politique nationale et de la réglementation	La US Food and Drug Administration est l'agence désignée du Programme.	Direction générale de l'évaluation des risques, Service de la protection de l'environnement d'EC; EC collabore avec Pêches et Océans Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments et certains gouvernements provinciaux. Santé Canada a signé le protocole d'entente pour la première fois en 1948.
Plan d'urgence bilatéral États-Unis – Canada en cas de pollution des eaux (comprend cinq annexes régionales) Mandaté à l'origine dans le cadre de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, 1972. Révision la plus récente en 2003	Collaboration continue afin que les interventions en cas de déversement ayant un impact sur les eaux côtières des deux pays soit efficace et efficiente et que les environnements marin et côtier soient protégés	Exercice conjoint biennal; avertissement verbal d'incidents d'émission de substances nocives dans les eaux limitrophes (selon le besoin); équipes d'intervention conjointe pour répondre aux situations d'urgence dans les eaux limitrophes (selon le besoin); communications téléphoniques, réunions, etc.	Coast Guard, Department of Homeland Security	Direction générale des programmes nationaux, Service de la protection de l'environnement d'EC; Bureaux régionaux d'EC (Atlantique, Pacifique et Yukon); Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada
Entente Four Corners, 1996.	Entente administrative bilatérale entre les deux gouvernements et l'industrie chimique des deux pays qui traite de la gestion des nouvelles substances	Les participants se rencontrent une fois par année et communiquent régulièrement par courriel et téléconférence.	Environmental Protection Agency; Industrie chimique américaine	Direction générale de la prévention de la pollution, Service de la protection de l'environnement d'EC; Santé Canada; Industrie chimique canadienne

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord Canada-É.-U. sur la qualité de l'air, 1991 (Annexe sur l'ozone en 2000)	Accord visant à contrôler les émissions transfrontalières d'oxyde d'azote, d'oxyde de soufre et autres attaquant l'ozone en établissant des normes de qualité de l'air et en partageant l'information	Réunion annuelle des participants; réunions téléphoniques plus fréquentes pour achever le travail conjoint; dirigé au niveau des sous-ministres adjoints des deux pays, mais l'adhésion est fédérale et provinciale / d'État. Les activités conjointes se font au niveau opérationnel des experts.	Fonctionnaires de l'Environmental Protection Agency membres d'un comité ou sous-comité sur la qualité de l'air	Direction générale de la prévention de la pollution atmosphérique, Service de la protection de l'environnement d'EC; autres ministères, y compris l'ambassade du Canada à Washington, consulats canadiens selon les cas
Stratégie sur la qualité de l'air transfrontalier, 2003 (selon l'Accord sur la qualité de l'air de 1991)	Annonce publique conjointe de 2003 des projets pilotes par les ministres canadiens et américains de l'Environnement pour faire avancer les objectifs de l'Accord sur la qualité de l'air de 1991	La responsabilité globale relève du sous-ministre adjoint, Service de la protection de l'environnement.	US Environmental Protection Agency, divers dirigeants régionaux et de l'administration centrale au niveau des directeurs	Direction générale de la prévention de la pollution atmosphérique, Service de la protection de l'environnement d'EC; autres ministères, y compris Santé Canada, Industrie Canada, Ressources naturelles Canada, Affaires étrangères Canada, l'ambassade du Canada à Washington et les consulats canadiens selon les cas

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Protocole d'entente entre le US Department of Commerce (National Oceanic and Atmospheric Administration) et Environnement Canada (Service météorologique du Canada) sur la coopération pour l'acquisition et l'utilisation des données environnementales, 2003 (Annexe sur l'Ice Service)	L'entente encourage les agences météorologiques à trouver des solutions de collaboration ou communes afin de recueillir, de traiter, d'exploiter et d'archiver les données et les produits d'information issus des observations par satellites.	Le Comité directeur de la coopération se rencontre annuellement en personne ou par téléconférence; les groupes techniques se rencontrent deux fois par année.	National Oceanic and Atmospheric Administration, US National Weather Service, Department of Commerce; US Geological Survey, Department of the Interior	Service météorologique du Canada, EC; autres ministères, y compris certaines provinces et industries
Protocole d'entente entre le Department of Commerce (National Oceanic and Atmospheric Administration) et Environnement Canada (Service météorologique du Canada) sur la coopération dans le domaine de la météorologie, de l'hydrologie et des services et programmes des prévisions météorologiques, 2002	Ce protocole rehausse et porte au maximum les capacités des programmes des deux pays, encourage les efforts conjoints pour résoudre les problèmes communs, évite le chevauchement de l'effort et fait en sorte que la cueillette, l'analyse, l'archivage et la diffusion des données soient compatibles pour que les résultats puissent être comparés et regroupés au besoin.	Réunions annuelles des principaux dirigeants; la responsabilité globale relève du SMA du Service météorologique du Canada.	National Oceanic and Atmospheric Administration, Department of Commerce	Service météorologique du Canada, EC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACE), 1994	Représente le côté environnemental de l'ALENA qui a établi comme organisme directeur la Commission de la coopération environnementale afin de traiter les questions environnementales régionales, d'aider à prévenir les différends commerciaux et environnementaux et de promouvoir l'application efficace des lois et règlements environnementaux.	La Commission de la coopération environnementale tient des réunions régulières au niveau ministériel où le plan opérationnel annuel de la Commission de la coopération environnementale est approuvé. Le Comité consultatif public mixte se rencontre pendant la session régulière de la Commission de la coopération environnementale et trois autres fois durant l'année. La Commission de la coopération environnementale organise aussi des ateliers de travail, des colloques et des réunions d'experts scientifiques. L'Accord intergouvernemental canadien (AIC) est un mécanisme créé en 1995 afin de permettre la participation des provinces et des territoires à l'ANACE. Gestion rationnelle des substances chimiques	Environmental Protection Agency	Direction générale des relations internationales, Politiques et communications, EC; Service de la protection de l'environnement, EC; Secrétariat du Comité consultatif national, Bureau canadien de l'ANACE; l'Alberta, le Québec et le Manitoba sont les provinces signataires de l'Accord intergouvernemental canadien en date de 2003.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	La création du PNUE remonte à 1972, après la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain; principal organisme responsable de l'environnement dans le réseau de l'ONU	Préparation en collaboration aux réunions du PNUE; coordination de la participation du ministère au rapport des perspectives mondiales sur l'environnement pour l'Amérique du Nord; préparation de la participation du ministre ou des hauts fonctionnaires aux réunions du PNUE. Les représentants du Canada et des É.-U. participent également à la négociation d'accords multilatéraux sur l'environnement.	Environmental Protection Agency	Relations internationales, EC; Affaires étrangères Canada
Commission du développement durable (CDD) des Nations Unies	La CDD a été créée en décembre 1992 pour assurer un suivi efficace de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue à Rio de Janeiro en juin 1992.	Les représentants ministériels et le ministre participent à la plupart des activités de mise en œuvre découlant de la CNUED de 1992. Ils prennent part à la négociation et à la mise en œuvre d'accords multilatéraux sur l'environnement, ainsi qu'à des mesures environnementales au pays.	Environmental Protection Agency	EC (participation aux réunions de haut niveau); préparation des réunions dirigées par EC, en collaboration avec Affaires étrangères Canada, l'Agence canadienne de développement international et les ministères concernés (Pêches et Océans Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, etc.)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Organisation météorologique mondiale (OMM)	L'OMM vise à faciliter la coopération internationale dans l'établissement de réseaux d'observation générale de la température, de l'eau, du climat, des composantes chimiques dans l'atmosphère (p. ex., les gaz à effet de serre) et d'autres paramètres environnementaux.	L'OMM veille à l'échange rapide de données météorologiques, à la normalisation des observations météorologiques et à la publication uniforme des observations et des statistiques.	National Weather Service; National Oceanic and Atmospheric Administration; US Dept of Commerce	Bureau météorologique canadien, EC
Fondation économique pour un développement durable (processus du Sommet des Amériques)	Déclaration de Santa Cruz signée lors du Sommet des Amériques sur le développement durable (1996). La mise en œuvre exige une participation active d'institutions interaméricaines, comme l'Organisation des États américains et l'Organisation panaméricaine de la santé.	Suivi de la collaboration hémisphérique dans les questions relatives au développement durable. La Déclaration de Santa Cruz a intégré le thème du développement durable au processus du Sommet des Amériques.	Environmental Protection Agency	Relations internationales, EC; Affaires étrangères Canada
Réunion annuelle des ministres de l'Environnement du G-8, avant la réunion des chefs des pays membres au Sommet. Il s'agit d'une réunion informelle, qui ne fait pas partie du processus officiel du Sommet.	Réunion informelle tenue à la discrétion du pays hôte du Sommet. Son but est d'informer les chefs des pays membres des questions relatives au développement durable.	Rencontre des ministres de l'Environnement pour discuter du programme élaboré par le pays hôte du Sommet.	Le Sommet de 2004 sera présidé par les États-Unis.	Direction des politiques et de la coopération internationales des Relations internationales, EC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Comité des politiques d'environnement (COPE) de l'OCDE	Créé en 1971, le COPE offre une tribune pour promouvoir la collaboration entre les pays de l'OCDE dans le règlement des questions environnementales.	Le COPE se réunit deux fois par année, au niveau officiel, et irrégulièrement, à intervalles de deux ou trois années, au niveau ministériel. Quatre principaux groupes du COPE et leurs sous-groupes s'occupent des activités.	Environmental Protection Agency	Relations internationales, EC
Autres partenariats				
Gulf of Maine Council on the Marine Environment	Ce Conseil travaille à maintenir et à rehausser la qualité de l'environnement dans le Golfe du Maine et à permettre l'utilisation durable des ressources.	Le Conseil se rencontre deux fois par an; réunions trimestrielles du groupe de travail; rencontres en personne ou conférences téléphoniques fréquentes entre les comités et les commissions d'étude	Les conseillers comprennent des dirigeants : de la National Oceanic and Atmospheric Administration / National Ocean Service, de l'Environmental Protection Agency (Région 1), des États du Maine, du New Hampshire et du Massachusetts, d'ONG et du secteur privé	Les conseillers comprennent des dirigeants : du Bureau régional de l'Atlantique d'EC, de Pêches et Océans Canada, des provinces de la N.-É. et du N.-B., d'ONG et du secteur privé
Washington-British Columbia Environmental Cooperation Council	Coordonne le partage des mesures et de l'information en matière de questions environnementales de préoccupation mutuelle.	Le conseil se rencontre annuellement; rencontres fréquentes en personne et/ou conférences téléphoniques parmi les membres des commissions d'étude	Dirigé par l'État; l'Environmental Protection Agency en est membre	Dirigé par les provinces; la région du Pacifique et Yukon d'EC en est membre; Pêches et Océans Canada en est membre.

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Environnement Canada travaille en étroite collaboration avec Affaires étrangères Canada ainsi qu'avec Pêches et Océans Canada, Santé Canada et Ressources naturelles Canada. Essentiellement, le Ministère possède une « boîte d'outils » de différentes approches. Les hauts fonctionnaires choisissent l'approche la plus efficace selon les circonstances. Cela implique souvent une collaboration directe avec l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères et l'ambassade du Canada à Washington. Le Ministère peut également soulever une question auprès de l'ambassade des États-Unis à Ottawa ou par l'entremise du ministre qui aborde la question directement avec son homologue américain.

La coopération avec les provinces est d'une grande portée. Le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) a pour mission de promouvoir la coopération entre les organismes fédéraux et provinciaux responsables de l'environnement. Il représente la principale tribune intergouvernementale pour discuter et trouver des solutions en collaboration aux problèmes environnementaux soulevant des préoccupations aux échelles régionale, nationale et internationale; il n'est cependant pas en mesure de créer ou de faire appliquer des lois. Ces dernières années, il s'est consacré aux mesures visant à atteindre les objectifs de l'Accord pancanadien sur l'harmonisation environnementale, signé en janvier 1998 (le Québec n'a toutefois pas ratifié l'Accord et ses ententes auxiliaires). L'Accord stipule que les gouvernements doivent travailler en partenariat pour atteindre le meilleur niveau de protection environnementale possible au profit de tous les Canadiens, en plus d'opter pour des approches coordonnées afin de régler les questions de gestion environnementale de nature intergouvernementale ou d'intérêt commun.

Liens utiles

www.ec.gc.ca (Environnement Canada)

www.nrcan-rncan.gc.ca (Ressources naturelles Canada)

www.anace.gc.ca (Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement – Bureau du Canada)

www.cec.org (Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord)

www.epa.gov (US Environmental Protection Agency)

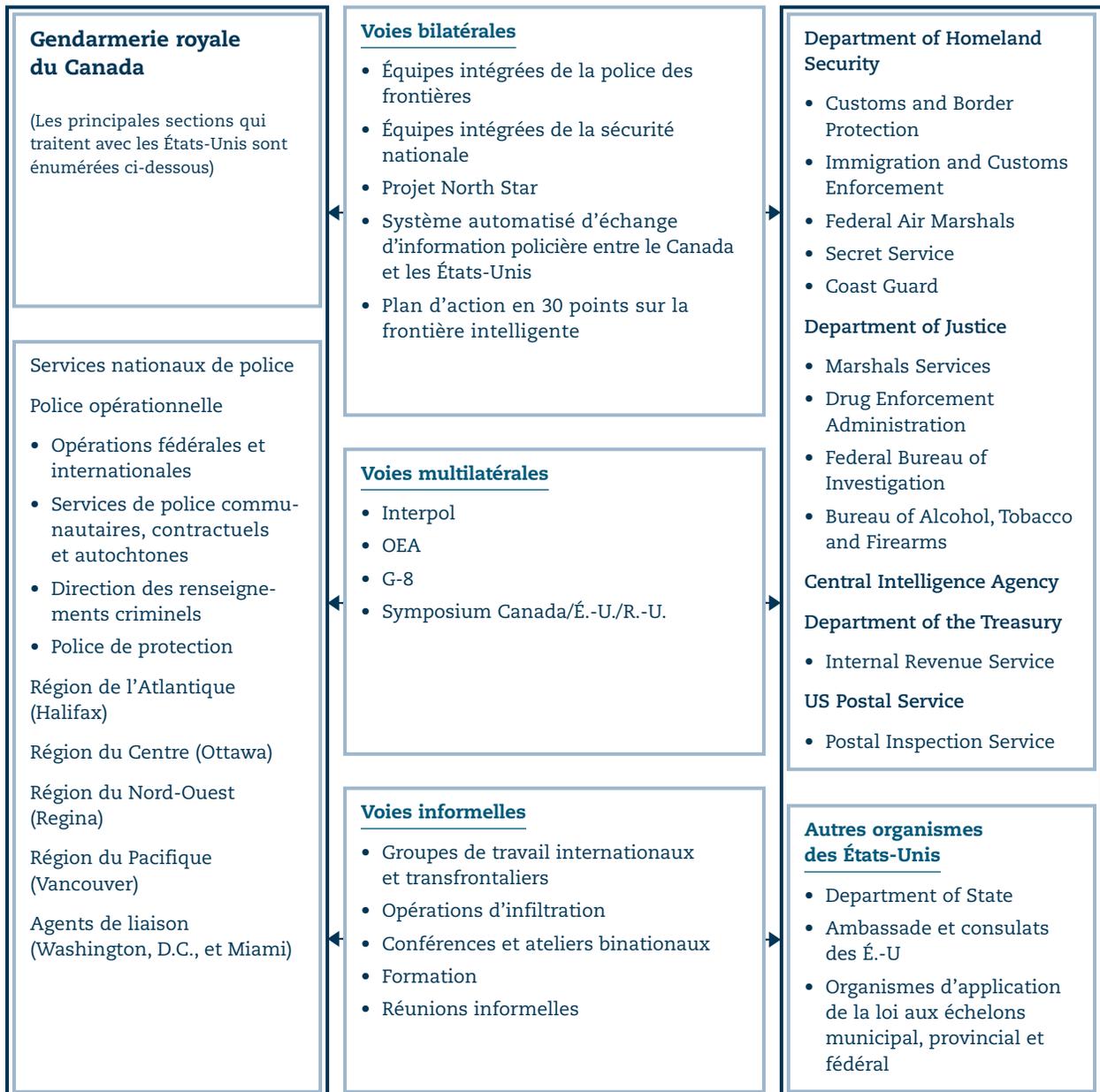
www.doi.gov (US Department of the Interior)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Service national de police, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) relève de la ministre de Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC). Elle offre des services de police fédéraux importants aux échelles nationale et internationale, ainsi que des services de police contractuels à trois territoires et huit provinces (exception faite de l'Ontario et du Québec), de même qu'à plus de 200 municipalités et à 163 communautés des Premières nations en vertu d'ententes distinctes.

La coopération entre la GRC et les organisations d'application de la loi et du renseignement des É.-U. aux niveaux national, des États et local dure depuis longtemps; cette coopération englobe la gamme complète des activités policières et d'application de la loi, de la protection à la prévention, en passant par le renseignement, les enquêtes et l'application de la loi. Au niveau fédéral, les principaux homologues de la GRC sont les organismes de police et d'application de la loi qui relèvent du Department of Homeland Security (DHS) et du Department of Justice (DOJ). Étant donné la nature transnationale de la criminalité et de la sécurité, la GRC entretient des relations étroites avec ses partenaires du DHS (Immigration and Customs Enforcement [ICE] et Customs and Border Protection [CBP]), de la Drug Enforcement Administration (DEA) et du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms (ATF) et avec les US Marshals (qui relèvent du DOJ) pour l'arrestation des fugitifs outre-frontières. En ce qui a trait à la sécurité nationale et aux crimes graves, la GRC a resserré ses liens avec le FBI et la CIA. Elle collabore également avec divers autres organismes spécialisés d'application de la loi dans l'ensemble de l'administration américaine. Les contacts sont amorcés par l'intermédiaire des agents de liaison de la GRC ou des attachés juridiques des É.-U., bien qu'ils puissent se faire par l'intermédiaire des attachés de la DEA au pays dans le cas des affaires de lutte antidrogue.

De même, la GRC communique avec ses nombreux homologues américains soit réciproquement entre policiers, soit par la voie d'ententes bilatérales plus officielles. Dans certains cas, des efforts coordonnés locaux ou à court terme se sont transformés en initiatives à plus long terme sous forme de groupes de travail, d'organes de consultation ou de coordination comme les Équipes intégrées de la police des frontières (EIPF). Ces dernières, maintenant établies à 23 endroits dans 14 régions, sont le résultat d'un partenariat réunissant des organismes canadiens et américains actifs le long des frontières maritimes et terrestres entre le Canada et les É.-U. L'équipe de gestion conjointe internationale des EIPF est un partenariat à représentation égale de tous les participants et dans lequel chaque organisme participant observe ses propres procédures opérationnelles. La GRC joue également un rôle de chef de file au sein de trois des six groupes de travail du Forum sur la criminalité transfrontalière, dirigé par la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

La GRC coordonne les arrangements en matière de sécurité préventive concernant les visites du président des É.-U. au Canada ou les visites du premier ministre du Canada aux É.-U. ainsi que les visites d'autres personnes de marque et de personnes jouissant d'une protection internationale; elle coordonne en outre les arrangements en matière de sécurité des missions des É.-U. au Canada, de concert avec le US Secret Service, le FBI et le Department of State (ambassade).

Depuis plusieurs années, les organismes d'application de la loi des deux pays peuvent consulter le Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et le National Crime Information Center (NCIC) des É.-U. au moyen d'une interface appelée ACUPIES (Système automatisé d'échange d'information policière entre le Canada et les États-Unis), contrôlée et exploitée par le CIPC à Ottawa. Le système a été conçu pour automatiser le format des messages échangés entre le Canada et les États-Unis; il permet réciproquement aux organismes d'application de la loi des deux pays de consulter le NCIC et le CIPC ainsi que les fichiers des propriétaires de véhicules immatriculés, des permis de conduire et des casiers judiciaires de 50 États. Des messages narratifs peuvent en outre être échangés directement entre les services de police canadiens et américains grâce à cette interface.

Pour aider la communauté policière canadienne à effectuer des enquêtes criminelles aux É.-U. et inversement, la GRC a trois agents de liaison internationaux en poste aux É.-U. (deux à Washington, D.C., et un à Miami). Un analyste du renseignement est également en poste à Washington, D.C., et il fait partie actuellement du groupe de travail des É.-U. de repérage des terroristes étrangers.

La GRC collabore également avec les organisations américaines au sein de forums multilatéraux. On peut citer par exemple le travail effectué avec les É.-U. et le R.-U. visant l'échange d'informations et de connaissances sur les systèmes d'information sur la justice pénale, par le biais du symposium Canada / É.-U./ R.-U. La GRC collabore également activement avec Interpol de Washington, dans le contexte de la participation d'Interpol d'Ottawa à la coopération internationale en matière de police criminelle, à des mesures d'application de la loi ayant des ramifications internationales dans tous les secteurs de l'activité criminelle. Au sein de l'Organisation des États américains (OEA), la GRC a établi un partenariat avec la DEA des É.-U. concernant des programmes de formation. Finalement, la GRC joue un rôle actif au sein du G-8 relativement à nombre de sujets clés, de la pornographie juvénile au blanchiment d'argent.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Équipe de coordination internationale des Équipes intégrées de la police des frontières de l'administration centrale	L'Équipe de coordination internationale a été constituée après la signature du plan d'action en 30 points Ridge-Manley (décembre 2001).	Favorise l'interaction continue entre les fonctionnaires canadiens et américains et permet la résolution rapide et efficace des problèmes soulevés au niveau local	Détachements du US Bureau of Immigration and Customs Enforcement et du US Bureau of Customs and Border Patrol	L'Équipe de coordination internationale de l'Équipe intégrée de la police des frontières de l'administration centrale comprend des détachements de l'Agence des services frontaliers du Canada et de Citoyenneté et Immigration Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Équipe de gestion conjointe internationale	Établie après la signature du plan d'action en 30 points Ridge-Manley. La structure de l'Équipe de gestion conjointe internationale est reproduite au niveau du groupe, s'il y a lieu. Localement, elle englobe aussi des organismes d'application de la loi aux niveaux des provinces ou des États et des municipalités.	Rencontres régulières afin de régler des problèmes stratégiques relativement au programme des Équipes intégrées de la police des frontières	Bureau of Immigration and Customs Enforcement (ICE); Bureau of Customs and Border Patrol (CBP) et Coast Guard. Au niveau des Équipes de gestion conjointe locales, les points de contact sont constitués de tout organisme américain qui fait partie de l'Équipe de gestion conjointe locale.	La GRC est l'organisme directeur. Le directeur des Équipes intégrées de la police des frontières est le représentant de la GRC au sein de l'Équipe de gestion conjointe internationale; des cadres supérieurs de l'Agence des services frontaliers du Canada et de Citoyenneté et Immigration Canada font également partie de l'Équipe de gestion conjointe internationale et de l'Équipe de gestion conjointe locale.
Projet North Star	D'abord proposé dans le cadre de la Drug Control Strategy de 1989, le projet a vu le jour officiellement à Buffalo (N-Y) en juillet 1990. La participation se limite aux organismes d'application de la loi canadiens et américains aux niveaux fédéral, provincial, des États et des municipalités	Forum binational multi-organismes créé pour améliorer les communications, la coopération et les partenariats en place entre les organismes d'application de la loi le long de la frontière canado-américaine afin de mieux lutter contre le crime transfrontalier	US Border Patrol (fait partie du groupe de coordination du projet North Star)	Le directeur des Équipes intégrées de la police des frontières est le coprésident canadien au plan fédéral. Le projet North Star se divise en cinq régions ayant chacune quatre co-présidents (répartis également entre le Canada et les É.-U.).

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Groupe de travail d'analyse FBI-GRC sur le crime organisé – Évaluation conjointe FBI-GRC de la menace que pose le crime organisé	Comble un besoin identifié par le Forum sur la criminalité transfrontalière. L'évaluation initiale de la menace mènera à une coopération plus poussée au chapitre des analyses ou des enquêtes.	Rencontres de travail régulières (aux six semaines ou deux mois); contact téléphonique au besoin	FBI Office of Intelligence, Organized Crime Division	Sous-direction des analyses criminelles, Direction des renseignements criminels, GRC
Groupe de travail mixte Canada-É.-U. sur les armes à feu et les explosifs	Comble un besoin identifié par le sous-groupe du renseignement du Forum sur la criminalité transfrontalière. Le rapport a donné lieu à un plan d'action et à un groupe consultatif permanent.	Réunions bimensuelles; détachement du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms	Attaché du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms à Ottawa; International Programs Branch du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms	Sous-direction des analyses criminelles, Direction des renseignements criminels, GRC; Opérations fédérales et internationales, Sous-direction des douanes et de l'accise, GRC
Groupe de travail mixte Canada-É.-U. sur le tabac	Collaboration continue sur un sujet commun. Le projet initial de 2 ans a donné lieu à des ateliers et conférences mixtes, à un détachement permanent du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms.	Réunions de travail bimensuelles; détachement de 6 mois d'un analyste du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms	International Programs Branch du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms; US Bureau of Customs and Border Patrol	Sous-direction des analyses criminelles, Direction des renseignements criminels, GRC; Opérations fédérales et internationales, Sous-direction des douanes et de l'accise, GRC
Groupe de travail mixte sur le renseignement anti-drogue de la Drug Enforcement Administration / GRC	Collaboration continue (3 ans) sur des sujets d'intérêt mutuel donnant lieu à des évaluations mixtes permanentes du renseignement	Assemblées plénières semi-annuelles (Drug Enforcement Administration chief of Intelligence / commandant adjoint aux Renseignements criminels de la GRC); réunions spéciales d'analyse	Office of Intelligence de la Drug Enforcement Administration	Sous-direction des analyses criminelles, Direction des renseignements criminels, GRC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Tobacco Diversion School du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms	Visé à échanger les meilleures pratiques et les techniques d'enquête entre le Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms, la GRC et d'autres organismes	Formation sur la répression du tabac offerte environ quatre fois par an aux É.-U.	Détachement du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms au sein de la Sous-direction des douanes et de l'accise de la GRC	Opérations fédérales et internationales, Sous-direction des douanes et de l'accise, GRC
FBI/GRC Interface ACUPIES National Crime Information Center / Centre d'information de la police canadienne	Offrir l'accès automatisé au National Crime Information Center et au Centre d'information de la police canadienne aux organismes d'application de la loi aux É.-U. et au Canada.	Les représentants de la GRC assistent aux réunions du groupe de travail du National Crime Information Center à titre de membres à part entière et votants et aux réunions du comité consultatif d'orientation; les représentants du FBI assistent aux réunions du comité consultatif d'orientation du Centre d'information de la police canadienne et d'autres sous-comités. Contacts téléphoniques fréquents.	Criminal Justice Information Services Division (CJIS) du FBI	Services nationaux de police de la GRC par le biais de l'officier responsable du Centre d'information de la police canadienne
US Secret Service Federal Bureau of Investigation Department of State	La GRC est chargée de protéger les dignitaires étrangers en visite et les personnes jouissant d'une protection internationale, ainsi que les hauts fonctionnaires canadiens.	Coordination des arrangements de sécurité concernant les visites au Canada du président des É.-U. au pouvoir et d'anciens présidents et les visites de dignitaires canadiens aux É.-U.	Resident Agent in Charge du US Secret Service; attachés du FBI	Police de protection de la GRC
Ambassade des É.-U.	La GRC est chargée de la sécurité de toutes les missions étrangères au Canada.	Interaction régulière au sujet de questions de sécurité dans les missions des É.-U. (ambassade et consulats) au Canada	Agent régional de sécurité	Police de protection de la GRC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Interpol	Sous les auspices d'Interpol, participation d'Ottawa à l'organisation internationale de police criminelle – en général coopération inter-polices, lorsque des interventions non radicales sont requises	Interaction quotidienne sur des enquêtes criminelles de tout genre aux É.-U. et au Canada	Interpol Washington	Directeur, Interpol Ottawa
Services d'information sur les casiers judiciaires canadiens (Service des échanges internationaux et casiers judiciaires)	Régi par un protocole d'entente avec les É.-U. et la Charte d'Interpol ainsi que les traités d'entraide juridique avec Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada. La Charte d'Interpol, la <i>Loi sur les casiers judiciaires</i> , la politique gouvernementale sur la sécurité du Conseil du Trésor ainsi que des protocoles d'entente régissent la nature des échanges et le processus.	Liaison avec les É.-U. par le biais des casiers judiciaires des Criminal Justice Information Services et avec d'autres pays pour consulter les casiers judiciaires ou les renseignements sur les empreintes digitales. Discussions mensuelles officielles (conférences téléphoniques) avec le symposium Canada/É.-U./ R.-U.; conférence annuelle également	FBI Criminal Justice and Information Services; pays d'Interpol points de liaison, à l'occasion l'ambassade des É.-U. au Canada; Police Information Technology Organisation du R.-U.	Section des services d'information sur les casiers judiciaires canadiens, GRC

III) AUTRES OBSERVATIONS

Les événements du 11 septembre 2001 ont accéléré la tendance vers une intensification de la collaboration avec les É.-U. dans les domaines de la police, du renseignement, de la sécurité et de l'application de la loi. Le plan d'action en 30 points sur la frontière intelligente a servi de plateforme à une collaboration accrue avec les É.-U. À titre d'exemple, un protocole d'entente a été conclu entre le FBI et la GRC en décembre 2002 afin d'améliorer l'échange de données dactyloscopiques. En plus de la mise en œuvre des EIPF, la GRC a assumé un rôle de chef de file dans la création des équipes intégrées de la sécurité nationale, des modèles de collaboration entre administrations et ministères. Ces équipes englobent d'autres organismes d'application de la loi qui coopèrent avec les É.-U. afin de recueillir des renseignements et d'effectuer des enquêtes à la frontière.

Liens utiles

www.rcmp-grc.gc.ca (Gendarmerie royale du Canada)

www.psepc-sppcc.gc.ca (Sécurité publique et Protection civile Canada)

www.dhs.gov (US Department of Homeland Security)

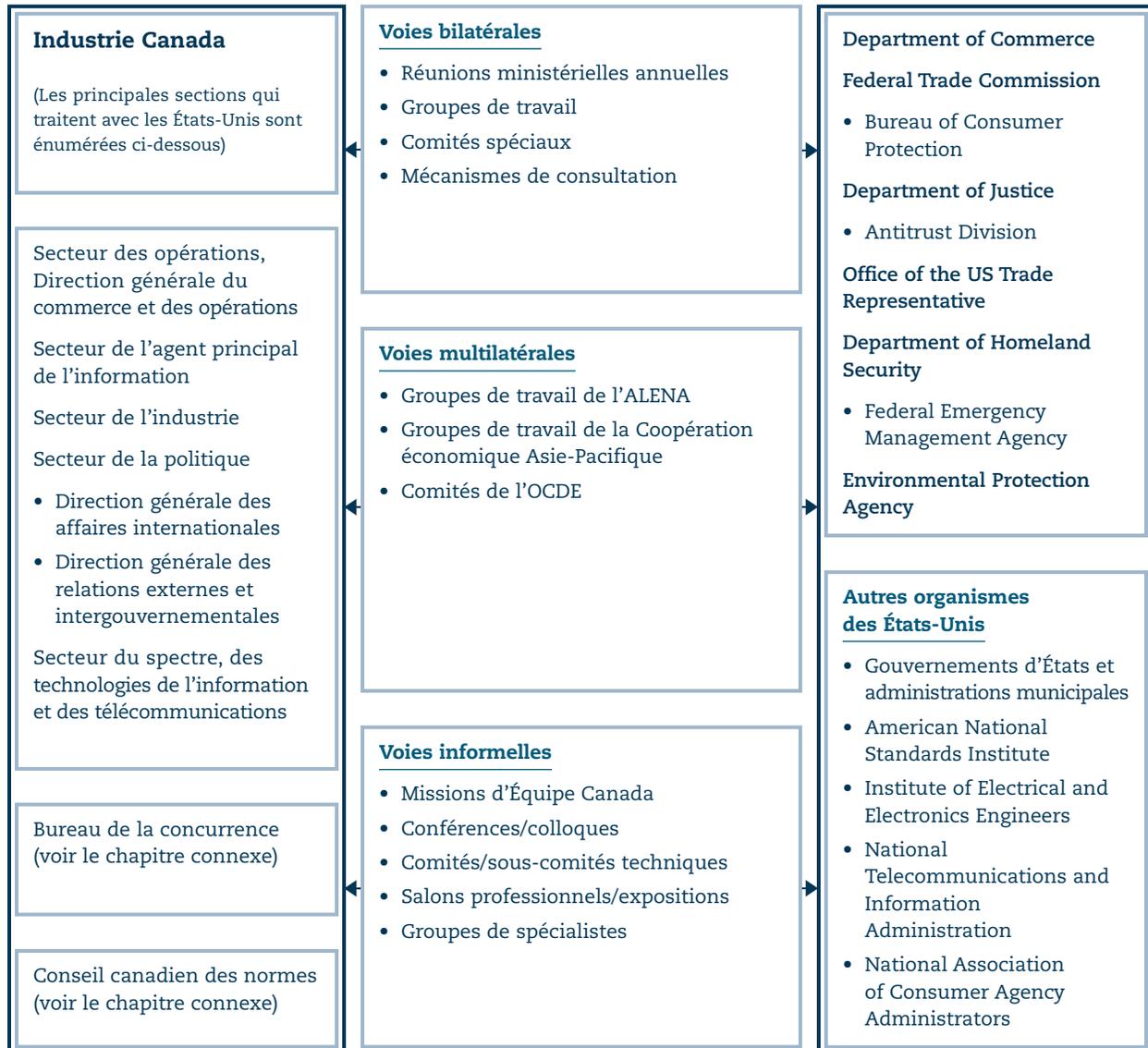
www.fbi.gov (US Federal Bureau of Investigation)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Industrie Canada (IC) a comme mandat d'aider à créer un environnement qui soutient une économie prospère et concurrentielle. Les objectifs stratégiques d'IC comprennent la promotion d'un marché efficace, du commerce et de l'investissement, de la protection des consommateurs, de l'innovation et de la connectivité. Le maintien des avantages de la relation Canada-États-Unis exige que les deux gouvernements aient une relation de travail étroite afin de régler les problèmes d'intérêt commun.

La collaboration entre IC et les États-Unis est très décentralisée et se produit à différents niveaux de formalité et de fréquence. La plupart des relations de travail se rapportent à la collaboration technique, y compris l'élaboration de normes et de règlements. La collaboration maintenue par des réunions annuelles s'intensifie occasionnellement en vue de traiter des questions pratiques au fur et à mesure qu'elles se présentent. Le maintien des rapports avec l'administration américaine est essentiel dans ces cas, car la résolution se fait souvent avec les gens directement intéressés et leurs organismes, et non avec les instances où le contact a été établi au départ. Bien que certaines collaborations entre IC et les États-Unis soient de nature réglementaire (pour lesquelles IC a un mandat exclusif), d'autres sont effectuées conjointement avec d'autres organisations canadiennes. IC agit également au nom de l'industrie canadienne et des consommateurs canadiens grâce à ses liens avec les organisations américaines.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Séances d'information de haut niveau au Conseil des affaires canadiennes américaines	Le Conseil offre une tribune pour explorer les dossiers d'intérêt commun aux deux pays et mieux comprendre leurs points de vue respectifs.	Des représentants de haut niveau (p. ex. le ministre de l'Industrie et le secrétaire américain du Commerce) font des présentations au Conseil sur les questions du jour. Également assistance avec les difficultés commerciales et stratégiques.	Conseil des affaires canadiennes américaines	Cabinet du ministre de l'Industrie

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Équipes sectorielles commerciales Canada	Ces équipes ont pour principal rôle d'élaborer des stratégies d'expansion du commerce dans leur secteur et des plans d'action annuels. La moitié des membres viennent des associations et entreprises sectorielles et l'autre moitié réunit des experts sectoriels des administrations fédérale et provinciales et des délégués commerciaux au Canada et à l'étranger.	Ces équipes rassemblent les gouvernements et les industries pour qu'ils puissent mieux coordonner la planification et la réalisation des activités d'expansion commerciale dans les industries les plus importantes. Elles se veulent un instrument de promotion des industries canadiennes sur les marchés américains. (En 2004, les 12 secteurs représentés ciblaient le marché américain.)	Department of Commerce; diverses industries américaines	Dix des 12 Équipes sectorielles commerciales Canada sont administrées par Industrie Canada. L'équipe de l'agriculture, des aliments et des boissons est dirigée par Agriculture et Agroalimentaire Canada et celle des produits et des services culturels par Patrimoine Canada. Toutes travaillent sous l'égide d'Équipe Canada.
US Office of Government Ethics	Partage des expériences et des pratiques exemplaires	Communications téléphoniques régulières et rencontres en personne, suivant les besoins	Office of Government Ethics	Bureau du commissaire à l'éthique; ministère de la Justice; Affaires étrangères Canada/Commerce international Canada; Gendarmerie royale du Canada; Gouvernements provinciaux
Accord de coopération concernant la planification et la gestion civile d'urgence sur une base globale	Protocole d'entente signé en août 1967	Réunions / conférences téléphoniques, s'il y a lieu	Federal Emergency Management Agency; Department of Homeland Security	Secteur de l'industrie, IC; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Sécurité publique et Protection civile Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Protocole d'entente sur les normes établies conjointement par l'American National Standards Institute S.C. 12.17, le Standards Co-ordinator Committee n° 31 de l'Institute of Electrical and Electronic Engineers et Mesures Canada	Protocole d'entente signé en 1998	Réunions trimestrielles; échanges réguliers d'information, commentaires et vote sur des normes préliminaires par différents moyens, y compris l'accès limité au site Web de la National Electrical Manufacturers Association	American National Standards Institute; Institute of Electrical and Electronics Engineers	Secteur des opérations, IC; Association canadienne de l'électricité
Groupe de mesure de la transmission, American Gas Association (AGA)	Harmonisation et normalisation des exigences relatives à la mesure du gaz naturel	Rédaction des normes pour la mesure du gaz; trois à quatre réunions par année; correspondance régulière sur les activités du groupe; commentaires et vote sur les normes préliminaires	American Gas Association (AGA)	Secteur des opérations, IC
Comité de liaison technique radio – Élaboration d'accords officiels relativement à l'utilisation du spectre de radiofréquences près de la frontière entre le Canada et les États-Unis	Établir et modifier les accords transfrontaliers pour permettre l'introduction de nouveaux services radio; présenter des comptes rendus non officiels sur les nouveaux services et les problèmes potentiels d'interférence près de la frontière	Réunions personnelles tenues environ trois fois par année, au besoin; conférences téléphoniques extraordinaires au besoin	Federal Communications Commission	Génie du spectre, Direction générale du génie du spectre; participation de la Direction générale de la réglementation, de la radiocommunication et de la radiodiffusion et de la Direction générale de la politique des télécommunications (Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord sur la radiodiffusion audio-numérique (RAN) / Services de radiodiffusion audionumérique par satellite (DARS)	Lettre d'accord signée en 1998	Réunions tenues au besoin	Department of State	Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications, Direction de la planification et de la politique technique en radiodiffusion et en multimédias
Technical Committee on Communications Systems, American Institute of Aeronautics and Astronautics	Promotion du perfectionnement professionnel et du partage de renseignements techniques dans le domaine des communications par satellite	Réunions 2 fois par an; conférence annuelle tenue en Amérique du Nord, au Japon ou en Europe entre les chercheurs de l'industrie, des universités et du gouvernement	American Institute of Aeronautics and Astronautics [établissement non gouvernemental à but non lucratif]	Direction générale de la recherche sur les communications par satellite et la propagation radio-électrique, Centre de recherches sur les communications; Agence spatiale canadienne; Ministère de la Défense nationale; Diverses universités et industries
Dispositions pour la coordination des services de télévision numérique près de la frontière entre le Canada et les É.-U.	Lettre d'accord signée en 2000	Réunions tenues approximativement 3 fois par année	Federal Communications Commission	Direction de la planification et de la politique technique en radiodiffusion et en multimédias, Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accords officiels relatifs à l'utilisation du spectre des radiofréquences près de la frontière Canada/États-Unis dans les bandes de fréquences gérées par la National Telecommunications Information Administration	Collaboration soutenue essentielle à la mise en œuvre d'un bon nombre de systèmes terrestres par satellite au Canada	Réunions personnelles et conférences téléphoniques, s'il y a lieu	National Telecommunications and Information Administration (NTIA)	Génie du spectre, Direction générale du génie du spectre, participation de la Direction générale de la réglementation, de la radiocommunication et de la radiodiffusion et de la Direction générale de la politique des télécommunications (Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications)
Relations multilatérales				
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	L'Organisation administre actuellement 11 traités qui définissent les droits reconnus à l'échelle internationale et les normes communes pour leur protection.	Les représentants canadiens participent à l'élaboration et à l'application des normes internationales de protection de la propriété intellectuelle.	Patent and Trademark Office, Department of Commerce	Office de la propriété intellectuelle du Canada
Sous-comité des normes de télécommunications de l'ALENA et Groupe de travail de la Coopération économique Asie-Pacifique sur le matériel de télécommunication	Échange de lettres signées en janvier 2003 pour mettre en œuvre la phase II de l'arrangement sur la reconnaissance mutuelle du groupe de travail de la Coopération économique Asie-Pacifique sur les télécommunications	Réunions biennales du Sous-comité des normes de télécommunications; réunions biennales du groupe de travail de la Coopération économique Asie-Pacifique sur les télécommunications et réunion annuelle avec la Federal Communications Commission	Federal Communications Commission	Génie du spectre, DSI, Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
American Helicopter Society International	Développer des nouvelles technologies et se pencher sur les enjeux techniques	Réunions tenues six fois par année; Forum annuel comportant des éléments de salon commercial et la participation de l'industrie canadienne (tenue tous les trois ans à Montréal); Réunions mensuelles du comité exécutif avant les réunions portant sur les enjeux techniques	American Helicopter Society International, en Virginie	Direction générale de l'aérospatiale et de l'automobile, Secteur de l'industrie, IC; Missions d'Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Entreprises d'hélicoptères établies aux États-Unis (p. ex. Bell Helicopter, Sikorsky)
Organisation de la coopération et du développement économiques (commerce électronique)	La Conférence ministérielle d'Ottawa (1998) et les travaux entrepris depuis ont pour objet de stimuler une réflexion stratégique à grande échelle afin de créer un contexte favorable au commerce électronique.	Participation de responsables canadiens et américains aux réunions ministérielles, aux séminaires, aux ateliers et aux groupes d'experts	Department of Commerce	Direction générale de la politique du commerce et de l'investissement internationaux, Industrie Canada
Négociations de l'Accord général sur le commerce des services	En 2000, l'Organisation mondiale du commerce a amorcé les négociations sur le commerce des services. Ce secteur fait aussi l'objet de négociations dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques et d'autres ententes bilatérales.	Négociations en vue de la libéralisation du commerce des services	Office of the US Trade Representative; Department of Commerce	Équipe interministérielle à laquelle participent des représentants de Commerce international Canada, d'Industrie Canada, du ministère des Finances, de Transports Canada, de Citoyenneté et Immigration Canada et de Statistique Canada. Dans les négociations, Industrie Canada représente les consommateurs et les entreprises du Canada.

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

IC joue un rôle clé dans les activités d'Équipe Canada inc., chargée d'organiser les missions commerciales du Canada aux États-Unis.

Un bon exemple de la collaboration fédérale-provinciale est le partenariat stratégique signé en 2000 pour lutter contre les activités commerciales transfrontalières illégales. Ce partenariat réunit Industrie Canada (plus précisément le Bureau de la concurrence), le service de police de Toronto, le ministère ontarien des Services aux consommateurs et aux entreprises, le Bureau of Consumer Protection de la Federal Trade Commission des États-Unis et le US Postal Inspection Service. Industrie Canada participe également au groupe de travail binational sur les fraudes transfrontalières par marketing de masse dans le cadre du Forum sur la criminalité transfrontalière (voir les renseignements de SPPCC).

Liens utiles

www.ic.gc.ca (Industrie Canada)

www.strategis.ic.gc.ca (Site canadien des entreprises et des consommateurs)

www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/menu-fr.asp (Négociations et accords commerciaux, AEC et CIGan)

www.cb-bc.gc.ca (Bureau de la concurrence du Canada)

www.tcm-mec.gc.ca/menu-fr.asp (Équipe Canada inc.)

www.ftc.gov (US Federal Trade Commission)

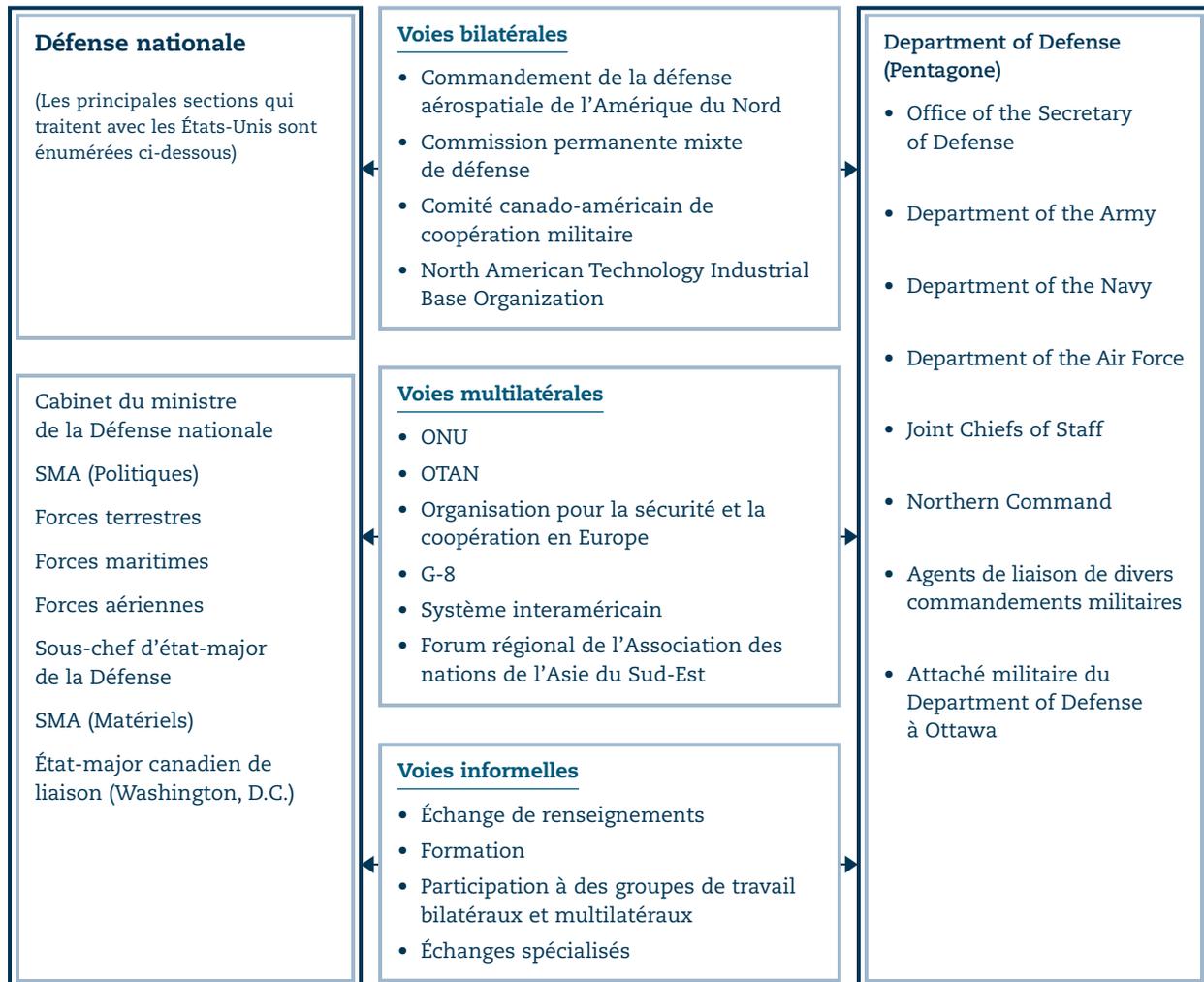
www.doc.gov (US Department of Commerce)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Les États-Unis sont le principal allié et partenaire de défense du Canada. Les relations de défense et de sécurité entre ces deux pays sont de longue date, solides et fructueuses. La relation actuelle repose sur plus de 80 accords de défense ayant valeur de traité, plus de 250 protocoles d'entente entre les deux ministères de la Défense, et quelque 145 tribunes bilatérales où l'on traite des questions de défense. Le tableau qui précède mentionne quelques-unes des plus importantes voies par lesquelles la Défense nationale maintient un contact régulier avec son homologue américain.

La plus importante organisation militaire binationale est le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Formé en 1958, le NORAD a subi plusieurs changements en raison de l'évolution de la menace pesant sur l'Amérique du Nord. Le renouvellement du 8^e Accord du NORAD de mars 1996 a redéfini la mission de l'organisation relativement à l'alerte et au contrôle aérospatiaux. Le dernier renouvellement de l'Accord du NORAD, pour une période de cinq ans, remonte à mai 2001. En outre, en décembre 2002, le Canada et les États-Unis ont convenu de créer un groupe de planification binational, installé au NORAD, afin d'améliorer la coopération bilatérale et la planification des aspects maritimes et terrestres/civils du soutien à la sécurité du territoire. Cet accord durera deux ans, après quoi les deux gouvernements devront décider s'ils le renouvellent, le modifient ou y mettent un terme.

Au ministère de la Défense nationale (MDN), la Direction de la politique de l'hémisphère occidental, assure la majeure partie de la coordination stratégique des relations de défense canado-américaines, mais celles-ci sont gérées aux plus hauts niveaux des Forces canadiennes (FC) et du MDN. Sur une base quotidienne, les échanges entre les représentants officiels de la Défense sont considérables. On compte quelque 600 membres des FC servant actuellement aux États-Unis, la plupart dans le cadre d'affectations liées au NORAD. Les FC ont un attaché militaire à l'ambassade du Canada, à Washington, afin de représenter les intérêts du MDN et des FC en sol américain. Par ailleurs, des représentants du gouvernement et de l'industrie canadiens effectuent chaque année plus de 20 000 visites en rapport avec des activités de défense.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Commission permanente mixte de défense	Prescrite par la Déclaration d'Ogdensburg (1940). La Commission permanente mixte de défense est responsable de toute question liée à la défense et à la sécurité de l'Amérique du Nord.	La Commission permanente mixte de défense est la plus haute tribune bilatérale de défense; elle facilite les échanges entre les autorités militaires et diplomatiques. Elle se réunit deux fois l'an, les deux pays assumant en alternance les fonctions d'hôte.	Le coprésident américain est choisi par le président des États-Unis, dont il relève. Il est appuyé par l'Office of the Secretary of Defense et il est issu du Joint Staff.	Le coprésident canadien relève du premier ministre; il est appuyé par le Directeur de la politique de l'hémisphère occidental (liaison directe entre le Groupe des politiques du ministère de la Défense nationale et le Pentagone).
Comité canado-américain de coopération militaire	Créé en 1946 par la Commission permanente mixte de défense afin de mettre au point des plans et des procédures spécifiques en vue de la défense de l'Amérique du Nord	Le Comité gère la coopération ayant trait à la planification militaire. Les responsabilités de ses sous-comités comprennent la cartographie terrestre et maritime, la météorologie, l'océanographie, les communications et l'électronique, ainsi que la planification logistique.	Joint Staff	Liaison directe entre le Sous-chef d'état-major de la Défense et les Joint Chiefs of Staff américains
Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD)	Accord du NORAD de 1958. Renouvelé tous les cinq ans (la dernière fois en 2001). Commandement binational chargé de l'alerte et de la défense aérospatiales de l'Amérique du Nord	Des échanges réguliers sont nécessaires à la protection de l'espace aérien de l'Amérique du Nord. Les alertes et les contrôles aérospatiaux sont les pierres angulaires de la mission du NORAD.	État-major binational à Colorado Springs, à Winnipeg, à North Bay et ailleurs. Liaison avec de nombreux groupes du ministère de la Défense nationale et de NAVCAN.	Liaison directe entre le NORAD, le Ministère de la Défense nationale et les Forces canadiennes

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Groupe de travail canado-américain de coopération sur la défense et l'espace	Le Groupe de travail a été formé en 1997 grâce à un énoncé d'intention; il a le mandat de négocier une entente-cadre canado-américaine sur la défense et l'espace.	Le Groupe de travail est réparti en sous-groupes (p. ex., le groupe de la surveillance et de l'alerte, le groupe de la navigation et de la synchronisation). En plus de maintenir des échanges réguliers, il sert aussi de plaque tournante lors d'autres activités de coopération spatiale.	Space Policy, Office of the Assistant Secretary of Defense, Networks Information Integration	Sous-chef d'état-major de la Défense
North American Technology and Industrial Base Organization	Découlant d'un protocole d'entente (signé en 1991), qui couvre les activités de recherche, de développement, de démonstration technique et d'insertion technologique au sein des deux ministères de la Défense.	Réunion annuelle afin de cerner et d'analyser les principaux secteurs industriels essentiels à la défense, d'évaluer la viabilité de ces secteurs, de dégager les problèmes et les obstacles liés à la viabilité des secteurs et d'élaborer des stratégies d'amélioration et de maintien de la santé du marché	Office of the Secretary of Defense	Ministère de la Défense nationale/ SMA (Matériels)/ niveau des DG
Groupe de travail binational sur l'échange de données sur la défense contre les missiles balistiques	La politique canadienne sur la défense contre les missiles balistiques (BMD) consiste présentement à effectuer des recherches et à consulter les États-Unis et les alliés sur le sujet.	Réunions deux fois l'an. En 1999, le ministère de la Défense nationale et le Pentagone ont créé un groupe de travail pour échanger des renseignements sur le sujet.	Office of the Secretary of Defense; Ballistic Missile Defense Policy	Groupe des politiques de la Défense nationale, avec des représentants du Sous-chef d'état-major de la Défense et des centres de recherches pour la défense

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Programme canado-américain d'essais et d'évaluation	Accord-cadre permettant l'accès réciproque aux installations d'essai. Seuls les coûts différentiels sont facturés.	Établi en 1983, cet accord est renouvelé tous les dix ans (la dernière fois en 2002).	Departments of Army, Navy and Air Force	Armée de terre, Marine et Force aérienne
Accords sur le partage du développement industriel pour la défense et de la production de défense	Le Canada et les États-Unis ont créé un vaste réseau d'accords de production, de recherche et de développement en matière de défense.	Signé en 1956 et en 1963, respectivement.	Office of the Secretary of Defense	SMA (Matériels)
Relations multilatérales				
Multinational Interoperability Council (MIC)	Découlant de l'ancien Comité des six pays, formé en 1996, le Multinational Interoperability Council a été créé en octobre 1999. Son objectif est de fournir une tribune multinationale permettant de cerner les questions d'interopérabilité et d'élaborer des mesures d'intervention. Il sert d'organisme de coordination principal des pays membres afin de régler les problèmes d'interopérabilité.	Le Multinational Interoperability Council se réunit tous les ans (plus souvent s'il y a lieu) afin d'assurer la supervision de ses groupes de travail. (Capstone; échange de renseignements; doctrine, plans et procédures; réseaux; élaboration et expérimentation de concepts.)	Secrétariat de la direction du Multinational Interoperability Council; Office of the Assistant Secretary of Defense; Networks Information Integration	Directeur général; Développement de la Force interarmées (au sein du groupe du sous-chef d'état-major de la Défense)
Organisation des Nations Unies	Créée le 24 octobre 1945 par 51 États désirant protéger la paix par la coopération et la sécurité collective	Réunions multiples tout au long de l'année, consultations officielles et informelles	Office of the Secretary of Defense	SMA (Politiques)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	Créée en 1949, par suite du Traité de l'Atlantique Nord. La raison d'être de l'OTAN, décrite dans le Traité de Washington, est de protéger la liberté et la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques et militaires	Réunions multiples tout au long de l'année, consultations officielles et officieuses, gestion de crises	Office of the Secretary of Defense	SMA (Politiques)
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	L'Organisation a été officiellement créée à Helsinki en juillet 1973. Le ministère de la Défense nationale tient des consultations sur les questions de sécurité en Europe	Réunions multiples tout au long de l'année; active au niveau de l'alerte préventive, de la prévention des conflits, de la gestion des crises et du relèvement après un conflit	Office of the Secretary of Defense	SMA (Politiques)
Consultations trilatérales sur le maintien de la paix	Consultations entre le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni	Réunion annuelle	Office of the Secretary of Defense	SMA (Politiques)
Plan d'action pour l'Afrique du G-8	Créé par le G-8 en 2002	Réunions régulières	Office of the Secretary of Defense	SMA (Politiques)
Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est	Consultations ministérielles entre les pays de l'Asie/Pacifique chaque année sur les questions de défense et de sécurité régionales	Plusieurs rencontres pendant l'année	Office of the Secretary of Defense	SMA (Politiques)
Commission interaméricaine de défense	Consultations ministérielles entre les pays de l'hémisphère occidental sur les questions de défense et de sécurité régionales	Réunions deux fois par an	Office of the Secretary of Defense	SMA (Politiques)

III) AUTRES OBSERVATIONS

L'entraînement interallié est un aspect important de la coopération canado-américaine en matière de défense, car il garantit l'interopérabilité et l'efficacité opérationnelle. Le Commandement maritime tient des exercices opérationnels et participe régulièrement aux entraînements de la US Navy. Ainsi, les frégates canadiennes peuvent efficacement remplacer un navire américain au sein d'un groupe aéronaval des États-Unis. Le Commandement de la Force terrestre participe à des échanges de petites unités ainsi qu'à des compétitions militaires. L'interopérabilité de l'Armée de terre canadienne avec l'Armée américaine a été démontrée en 2001, lorsqu'un bataillon canadien a servi en Afghanistan, au sein d'un groupe-brigade des États-Unis. Le Commandement aérien tient l'exercice *Maple Flag* et participe à plusieurs exercices et compétitions de la US Air Force. L'interopérabilité de la Force aérienne avec son homologue des États-Unis a été vérifiée lorsque des CF-18 canadiens ont participé à la campagne au Kosovo en 1999, aux côtés d'aéronefs américains. De plus, sans l'entente du Programme canado-américain d'essais et d'évaluation, le Canada aurait beaucoup de mal à effectuer une vaste gamme d'essais qui se font présentement dans des installations américaines.

Liens utiles

www.forces.gc.ca (Ministère de la défense nationale et Forces canadiennes)

www.marine.gc.ca (Marine canadienne)

www.armee.forces.gc.ca (Armée canadienne)

www.forceaerienne.forces.gc.ca (Force aérienne canadienne)

www.defenselink.mil (US Department of Defense)

www.army.mil (US Army)

www.navy.mil (US Navy)

www.af.mil (US Air Force)

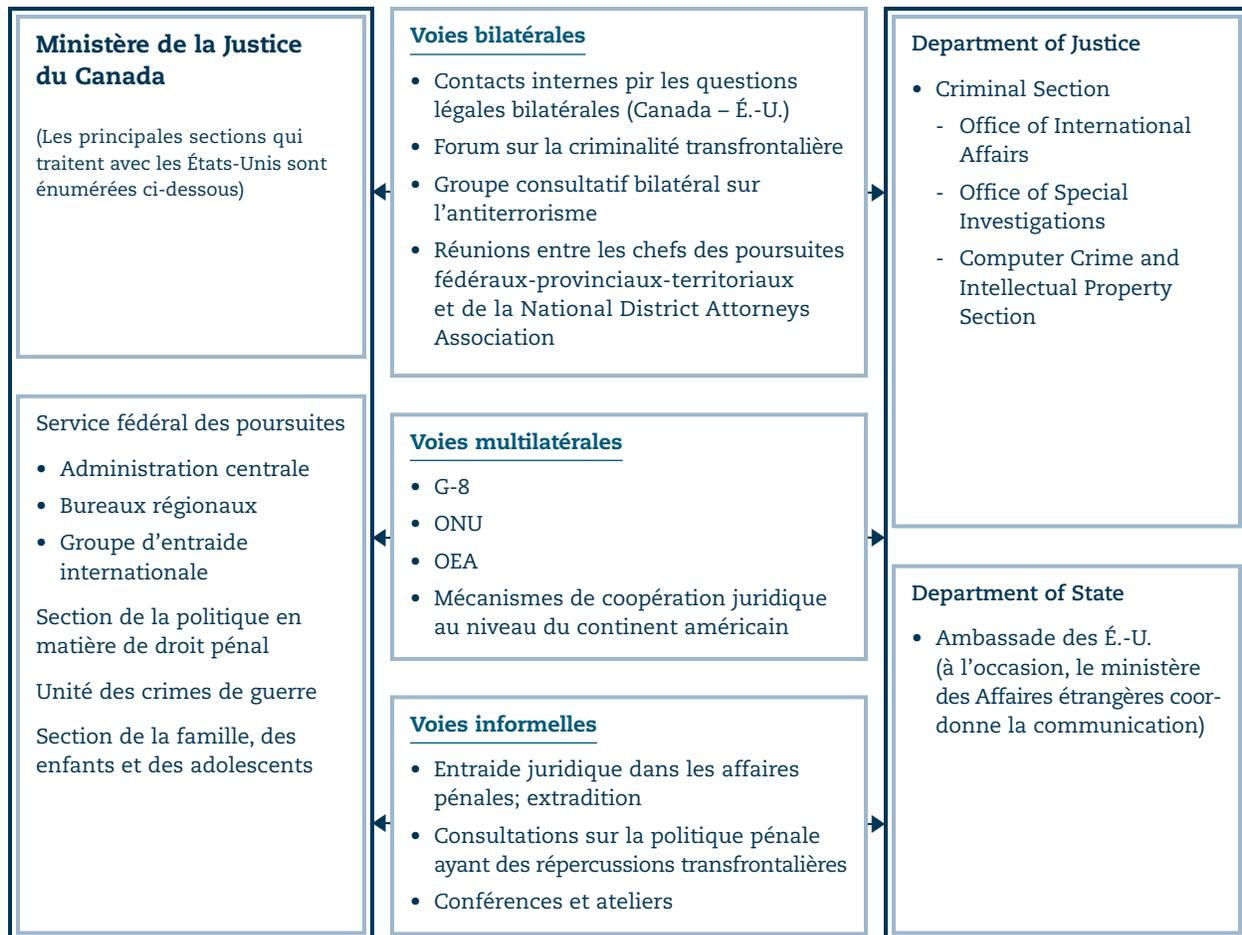
www.norad.mil (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

La collaboration entre le ministère de la Justice (MJ) et ses homologues américains a principalement lieu selon trois mécanismes : les structures bilatérales officielles, les forums internationaux et la coopération sans caractère officiel.

L'un des principaux mécanismes bilatéraux pour les fonctionnaires de la Justice au Canada et aux É.-U. est le Forum sur la criminalité transfrontalière. Ce forum se tient tous les ans depuis 1997 et a facilité la collaboration et le partage de l'information entre les responsables de l'application de la loi et ceux de la justice. (Voir également la section sur Sécurité publique et Protection civile Canada.) Deux autres mécanismes bilatéraux sont le Groupe consultatif bilatéral sur l'antiterrorisme et les réunions bilatérales entre les chefs des poursuites fédéraux-provinciaux-territoriaux et la National District Attorneys Association.

De nombreuses sections maintiennent des rapports réguliers avec les homologues concernés du US Department of Justice liés à leur mandat. Les principales questions comprennent l'entraide juridique dans les affaires pénales, l'extradition des personnes recherchées, la collaboration dans les enquêtes sur les crimes de guerre et les mesures d'application des pensions alimentaires pour les enfants entre États.

Outre ces mécanismes bilatéraux, le MJ collabore avec ses homologues américains au sein d'institutions multilatérales afin de développer et d'adopter des instruments juridiques internationaux. Par exemple, la participation d'un fonctionnaire du MJ en tant que représentant du Canada au Comité des experts du mécanisme de suivi pour la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption exige que des discussions bilatérales avec les homologues américains aient régulièrement lieu. Au sein du G-8, le MJ et les fonctionnaires des É.-U. collaborent et se consultent régulièrement sur des dossiers tels que le blanchiment d'argent, les produits de la criminalité, la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et la criminalité informatique.

Enfin, le MJ collabore de façon non officielle et partage des pratiques exemplaires avec des fonctionnaires américains dans le cadre de nombreux dossiers opérationnels.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Forum sur la criminalité transfrontalière (voir aussi Sécurité publique et Protection civile Canada)	Établi en 1997 par le président des É.-U. et le premier ministre du Canada, le Forum sur la criminalité transfrontalière est mentionné dans la Déclaration sur la frontière intelligente et son Plan d'action en 30 points.	Réunions bilatérales annuelles officielles et consultations ponctuelles au niveau opérationnel	Department of Justice (Office of International Affairs); Attorneys-General américains	Section de la politique en matière de droit pénal, MJ; Chefs des services des poursuites des provinces; Sécurité publique et Protection civile Canada; Affaires étrangères Canada; Agence des services frontaliers du Canada; Bureau du Conseil privé, Transports Canada
Rencontres entre des chefs des poursuites fédéraux-provinciaux-territoriaux et la National District Attorneys Association	Collaboration constante en faveur de la poursuite efficace de la criminalité transfrontalière	Rencontres bilatérales des chefs des poursuites fédéraux-provinciaux-territoriaux et des dirigeants de la National District Attorneys Association	Bureau central de la National District Attorneys Association	Service fédéral des poursuites, Administration centrale, MJ
Groupe bilatéral consultatif sur l'antiterrorisme canado-américain	Mécanisme multidisciplinaire bilatéral consacré à la gestion de la coopération bilatérale dans la lutte au terrorisme	Des rencontres bilatérales annuelles ont été tenues par le passé, mais leur fréquence future reste à déterminer. Joue un rôle important dans l'établissement des priorités et la recherche des lacunes et des faiblesses de la coopération antiterroriste et facilite le règlement des problèmes spécifiques.	Le ministère des Affaires étrangères assure la coordination des communications avec les États-Unis.	Section de la politique en matière de droit pénal et Service fédéral des poursuites, MJ

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Entraide judiciaire en matière pénale et en extradition	Collaboration permanente aux fins de l'entraide judiciaire en matière d'enquêtes criminelles et de poursuites pénales et en extradition des personnes recherchées	Contacts réguliers permanents avec l'Office of International Affairs du US Department of Justice; contacts réguliers entre les bureaux régionaux du Service fédéral des poursuites, les procureurs et les agents des forces de l'ordre des États-Unis	Office of International Affairs du US Department of Justice; procureurs et agents des forces de l'ordre aux États-Unis	Service fédéral des poursuites, Administration centrale et bureaux régionaux, MJ
Révocation de la citoyenneté des collaborateurs des Nazis	Cette collaboration est nécessaire, car le mandat de l'Unité des crimes de guerre du MJ et celui de l'Office of Special Investigations du US Department of Justice sont similaires et se recoupent parfois.	Contacts réguliers permanents avec le US Department of Justice (Office of Special Investigation)	Office of Special Investigation du US Department of Justice	Unité des crimes de guerre, MJ; autres partenaires : Citoyenneté et Immigration Canada, Gendarmerie royale du Canada, ministère de la Défense nationale, Affaires étrangères Canada et ambassades, dans le monde entier.
Exécution des jugements étrangers relatifs à la pension alimentaire	La Section de la famille, des enfants et des adolescents est chargée, entre autres, de la politique d'exécution des jugements relatifs à la pension alimentaire. Les États-Unis sont, pour l'étranger, le partenaire le plus important du Canada en la matière.	Collaboration continue depuis 1997 pour l'organisation de rencontres annuelles entre les provinces, les territoires et les fonctionnaires américains responsables de l'exécution forcée des jugements étrangers relatifs à la pension alimentaire	US Department of State, Department of Health and Human Services, Office of Child Support Enforcement et National Child Support Enforcement Association	Section du droit de la famille, des enfants et des adolescents, MJ; collaboration avec les provinces et les territoires

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Consultations au sujet des politiques pénales ayant des implications internationales ou transfrontalières	La participation de la Section de la politique en matière de droit pénal aux instances internationales permet de faire valoir la position du Canada dans les travaux internationaux et permet souvent de combler les écarts de savoir entre les États-Unis et d'autres pays	Contacts constants et ponctuels avec des homologues du US Department of Justice spécialisés dans des domaines pertinents du droit pénal; contacts réguliers au sein d'instances internationales tels le G-8 et l'ONU	US Dept of Justice (International Affairs, Computer Crime and Intellectual Property Section); Department of State; entre autres	Section de la politique en matière de droit pénal, MJ; avec la collaboration de la Gendarmerie royale du Canada, d'Industrie Canada, de Sécurité publique et Protection civile Canada et d'Affaires étrangères Canada

III) AUTRES OBSERVATIONS

Comme le montre le tableau ci-dessus, l'interaction entre le MJ et les fonctionnaires américains donne lieu à une importante collaboration horizontale avec d'autres ministères au Canada. Les principaux ministères et organismes comprennent la Gendarmerie royale du Canada, Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC) et Affaires étrangères Canada. En outre, les organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux concernés collaborent au sein de nombreux forums bilatéraux. On peut citer en particulier le Forum sur la criminalité transfrontalière et les réunions entre les chefs des poursuites fédéraux-provinciaux-territoriaux et la National District Attorneys Association.

Liens utiles

www.canada.justice.gc.ca (Ministère de la Justice du Canada)

www.rcmp-grc.gc.ca (Gendarmerie royale du Canada)

www.usdoj.gov (US Department of Justice)

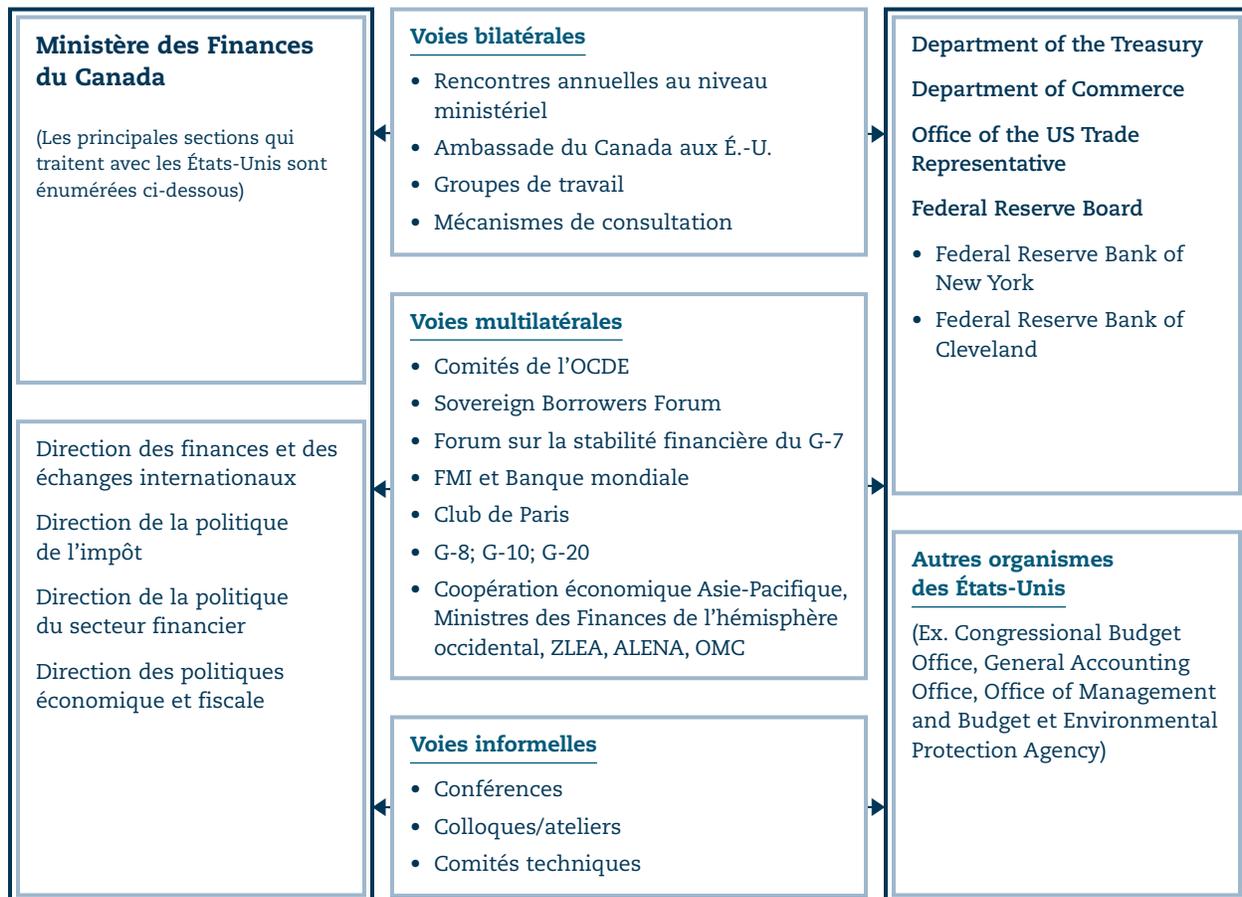
www.state.gov (US Department of State)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Les principaux homologues américains du Ministère sont le US Department of the Treasury, la US Federal Reserve Bank, l'Office of the US Trade Representative (USTR) et le US Department of Commerce. Le ministère des Finances interagit de façon périodique avec le gouvernement américain pour remplir son mandat qui consiste à gérer l'économie du Canada. Voici les directions du Ministère qui ont des relations importantes avec les É.-U. : la Direction des finances et des échanges internationaux, la Direction de la politique de l'impôt, la Direction de la politique du secteur financier et la Direction des politiques économique et fiscale. Les communications se font à divers niveaux et par des moyens très divers.

Les relations bilatérales sont gérées de diverses façons, de la communication téléphonique informelle à la collaboration formelle avec des hauts fonctionnaires des É.-U. dans le cadre de rencontres bilatérales et multilatérales. Les rapports bilatéraux officiels se font au niveau ministériel et des rencontres occasionnelles ont lieu entre le ministre des Finances et le secrétaire du US Treasury pour discuter de questions financières bilatérales et internationales. Des échanges bilatéraux se produisent aussi au niveau opérationnel au moyen de mécanismes de consultation et de négociations de traités, d'échange d'information et de coopération à l'égard de questions financières. Le Ministère entretient aussi des rapports périodiques avec la Securities and Exchange Commission à propos de questions relatives à la réglementation des valeurs mobilières et à la régie d'entreprise et des rapports occasionnels avec le US Federal Reserve Board.

Il y a interaction multilatérale avec des regroupements régionaux ou des organisations internationales, notamment les G-7, G-8, G-10, G-20, l'OMC, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les comités de l'OCDE et le Sovereign Borrowers Forum. De concert avec les É.-U., le Canada participe également aux travaux du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), un mécanisme informel servant à intensifier les efforts nationaux et internationaux de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Négociations de conventions fiscales bilatérales	Ronde actuelle de négociations reposant sur les conventions en vigueur	Négociations officielles directes bilatérales et travaux d'appui supplémentaires par téléphone, télécopieur et courriel. La fréquence varie.	International Tax Counsel, Department of the Treasury; Internal Revenue Service (IRS)	Directeur, Division de la législation de l'impôt, ministère des Finances; Agence du revenu du Canada
Politique du secteur financier	La plupart des rapports se font en dehors des canaux officiels, même si des rapports permanents ont lieu par la voie des canaux officiels, p. ex. le Comité sur les services financiers de l'ALENA et le Comité du commerce des services financiers de l'Organisation mondiale du commerce	Rencontres bilatérales et multilatérales; communications téléphoniques, échange de courriels et réunions spéciales au besoin	Department of the Treasury Federal Reserve; Department of Commerce Office of the US Trade Representative; Securities and Exchange Commission; Office of the Comptroller of Currency; ambassade des É.-U. à Ottawa	Division des institutions financières, ministère des Finances; Agence du revenu du Canada; Affaires étrangères Canada; Industrie Canada; Banque du Canada
Federal Reserve Bank of New York	Collaboration permanente avec le système de la US Federal Reserve	Rencontres bilatérales une ou deux fois par année	Federal Reserve; Bank of New York	Chef, Analyse et prévisions économiques; Consulat du Canada à New York; Banque du Canada
Congressional Budget Office (CBO), Office of Management and Budget (OMB), General Accounting Office (GAO)	Mandat du ministère des Finances, soit gérer l'économie du Canada, notamment les politiques de l'investissement et de l'impôt	Rencontres spéciales de hauts fonctionnaires de chaque organisme; collaboration informelle permanente (conférences téléphoniques et courriels) pour échanger les pratiques exemplaires et l'information concernant les vérifications financières, les analyses, les enquêtes criminelles, etc.	Hauts fonctionnaires de chaque organisme	Directeur, chef principal; Division de la politique fiscale

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Placements Épargne Canada	Communauté internationale des placements de titres au détail – groupe multilatéral d'agents gouvernementaux chargés des placements de titres au détail	Rencontres annuelles bilatérales et multilatérales au sujet de la gestion de la dette	Department of the Treasury; Commissioner of Public Debt	Présidente, Placements Épargne Canada
Relations multilatérales				
Comité des affaires fiscales de l'OCDE (y compris les organismes subsidiaires) Groupe de haut-niveau de l'OCDE sur l'acier Comité sur les marchés financiers de l'OCDE	Adhésion du Canada à l'OCDE	Participation aux travaux du Comité; de 10 à 15 rencontres par an; deux réunions annuelles et beaucoup d'autres réunions des sous-comités	Department of the Treasury International Tax Counsel; Représentants du Department of Commerce; Department of the Treasury, section internationale	SMA, Direction de la politique de l'impôt, ministère des Finances; Directrice, Division de la politique commerciale internationale, ministère des Finances; Division des marchés financiers, Division du secteur financier, ministère des Finances
G-7, G-10, G-20; Fonds monétaire international et Banque mondiale; banques régionales de développement; OCDE : plusieurs autres comités; Regroupements régionaux : Coopération économique Asie-Pacifique; ZLEA; Ministres des Finances de l'hémisphère occidental; Club de Paris; OMC; Forum sur la stabilité financière	Adhésion du Canada aux institutions économiques internationales	Rencontres bilatérales ministérielles occasionnelles en marge des réunions plus importantes; collaboration permanente entre les hauts fonctionnaires	Department of the Treasury, section internationale	SMA, Finances et échanges internationaux; Représentant du Canada au G-7; Division du secteur financier

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : Groupe de travail sur les règles d'origine; Comité du commerce des marchandises; Groupe d'experts sur l'investissement	Mandat inscrit dans l'ALENA (chapitres 3, 4, 11)	Rencontres trilatérales au moins une fois l'an; viennent s'ajouter des conférences téléphoniques au besoin	Office of the US Trade Representative, Department of the Treasury, Department of State, Department of Commerce et Environmental Protection Agency	Adhésion du Canada à l'ALENA dirigée par Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada, avec participation du ministère des Finances Canada, d'Industrie Canada et de l'Agence du revenu du Canada
Comité nord-américain du commerce de l'acier	Organisme intergouvernemental dont le mandat est de promouvoir une plus grande ouverture du marché nord-américain de l'acier et davantage de coopération dans l'élaboration des politiques régissant l'industrie et le commerce de l'acier. Ne fait l'objet d'aucun traité.	Réunions trilatérales trois fois par année, complétées par des téléconférences au besoin	Department of Commerce	Directeur, Politique du commerce international
Comité des services financiers	Mandaté par l'ALENA (chapitre 14)	Réunions trilatérales deux fois par an, complétées par des téléconférences au besoin	Department of Commerce	Division des établissements financiers, ministère des Finances

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Le ministère des Finances interagit avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux au sujet de dossiers américains qui mettent en cause le commerce, les finances et l'économie, y compris l'Agence du revenu du Canada (ARC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), Affaires étrangères Canada (AEC), Commerce international Canada (CICan), Industrie Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), la Banque du Canada et l'Agence canadienne de développement international (ACDI). De plus, le ministère des Finances collabore de près avec l'ambassade et les consulats du Canada aux É.-U. qui lui apportent soutien logistique et facilitation au besoin. L'ambassade des É.-U. à Ottawa est un important centre d'échange d'information sous forme de rencontres bilatérales et spéciales, de courriels et de conférences téléphoniques.

Collaboration informelle

Les rapports informels jouent un rôle primordial, car ils sont d'importantes sources d'information sur les développements qui surviennent dans la politique fiscale américaine. Ils prennent la forme de visites périodiques à Washington pour participer à de vastes discussions avec les homologues du US Treasury ou de contacts avec l'Internal Revenue Service (IRS) et les groupes de réflexion dont le siège social se trouve à Washington. Les représentants des Finances à bien des échelons ont des rapports informels fréquents, surtout par téléphone et courriel, avec leurs homologues américains. Certaines directions comme la Direction de la politique du secteur financier, ont des accords informels aux fins de l'échange d'information avec des homologues américains. La Division du secteur financier communique régulièrement avec le US Department of the Treasury à propos de questions stratégiques précises comme le financement des activités terroristes, la protection de l'infrastructure essentielle et l'assurance contre le terrorisme et pour planifier les réunions du Forum sur la stabilité financière et du G-7 et discuter des résultats de celles-ci. En ce qui a trait aux questions financières internationales, il y a des consultations bilatérales clés sur les programmes et politiques du FMI et de la Banque mondiale et sur les questions liées au G-7. Les conférences téléphoniques périodiques entre les sous-ministres du G-7 et les fréquents échanges téléphoniques et par courriel entre les fonctionnaires du Canada et des É.-U. assurent le fonctionnement harmonieux du G-7. La Division de la politique commerciale internationale travaille régulièrement avec les principales personnes-ressources du US Department of the Treasury, du Department of Commerce et du USTR concernant les positions prises lors des rencontres de négociation des forums.

Liens utiles

www.fin.gc.ca (ministère des Finances Canada)

www.cra-arc.gc.ca (Agence du revenu du Canada)

www.bank-banque-canada.ca (Banque du Canada)

www.treas.gov (US Department of the Treasury)

www.osec.doc.gov (US Department of Commerce)

www.cbo.gov (US Congressional Budget Office)

www.ny.frb.org (US Federal Reserve Bank de New York)

www.ustr.gov (Office of the US Trade Representative)

www.usitc.gov (US International Trade Commission)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

L'Office national de l'énergie (ONE) est un organisme fédéral indépendant qui a été créé en 1959, en vertu de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, pour réglementer l'industrie énergétique du Canada dans l'intérêt public. Il a pour raison d'être de promouvoir la sécurité, la protection de l'environnement et l'efficacité économique dans l'intérêt public canadien en s'en tenant au mandat que le Parlement lui a conféré au chapitre de la réglementation des pipelines, ainsi que de la mise en valeur et du commerce des ressources énergétiques.

Les responsabilités de l'Office consistent à autoriser les exportations de pétrole, de gaz naturel et d'électricité, l'importation de gaz, de même que la construction et l'exploitation des pipelines interprovinciaux et internationaux, ainsi que de lignes internationales de transport d'électricité et de certaines lignes interprovinciales désignées. Il lui incombe également d'approuver les droits et les tarifs des gazoducs et oléoducs canadiens. En vertu de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*, l'Office réglemente également les activités gazières et pétrolières menées dans les régions pionnières du Canada. L'ONE rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de Ressources naturelles Canada (RNCan).

Les membres du personnel de l'ONE entretiennent des contacts courants avec des organismes homologues américains, spécialement la Federal Energy Regulatory Commission (FERC) et l'Office of Pipeline Safety (OPS). Les rapports avec les organismes américains sont gérés par l'Équipe de la direction, mais de nombreux contacts ont lieu au niveau du personnel des organismes pour traiter de questions opérationnelles. À titre d'exemple, le Mécanisme de consultation sur l'énergie (MCE), le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie et les rencontres portant sur les questions de sécurité sont certaines des voies de collaboration qui existent entre l'ONE et des organismes américains. En outre, l'ONE a le statut d'observateur au North American Electric Reliability Council (NERC), une association à but non lucratif, établie au New Jersey, qui regroupe pratiquement toutes les parties prenantes du secteur de l'énergie au Canada, au Mexique et aux États-Unis.

En 2003, l'ONE a commencé à participer à des rencontres trilatérales avec d'autres régies nationales de l'énergie, notamment la FERC et la Comisión Reguladora de Energía (CRE) du Mexique pour discuter de questions d'énergie et de réglementation qui revêtent un intérêt pour chaque administration. Ces contacts ont abouti à la conclusion d'un protocole d'entente entre la FERC et l'ONE en vue de coordonner, dans la mesure du possible, des projets tels que les demandes de construction de lignes de transport d'électricité ou de pipelines internationaux qui franchissent la frontière canado-américaine.

À l'occasion, des membres du personnel de l'ONE rendent visite à l'ambassade du Canada à Washington pour s'entretenir du dossier de l'énergie. Le personnel de l'ambassade est fortement mis à contribution pour glaner des renseignements sur la politique énergétique américaine. Toutefois, cette source est rarement utilisée en vue d'établir des contacts.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique sur les principes applicables à un pipeline pour le transport du gaz naturel du Nord (1977). L'Accord vise uniquement le Réseau de transport du gaz naturel de l'Alaska (RTGNA). Foothills Pipe Lines Ltd. détient les certificats pour la partie canadienne du Réseau (Projet de construction du gazoduc de la route de l'Alaska).	La <i>Loi sur le pipe-line du Nord</i> a été promulguée en 1978 en vue de donner effet à l'Accord et de constituer l'Administration du pipeline du Nord (APN), dont le mandat est de surveiller le projet de construction du gazoduc de la route de l'Alaska en collaboration avec l'ONE.	Collaboration continue entre l'Administration du pipeline du Nord, l'Office national de l'énergie et la Federal Energy Regulatory Commission; Échange d'information; Processus de consultation	Federal Energy Regulatory Commission (FERC); Department of State; Office of the Federal Inspector (Department of Energy)	ONE; Administration du pipeline du Nord; Ressources naturelles Canada; Gouvernements de l'Alberta, de la C.-B., du Yukon; Foothills Pipe Lines; Industrie du gaz; Affaires étrangères Canada; Commerce international Canada
Office of Pipeline Safety	Collaboration bilatérale continue	Interaction informelle sous la forme de rapports de travail au niveau du personnel. Cette collaboration se poursuit depuis environ 15 ans	Department of Transportation; Haute direction de l'Office of Pipeline Safety	Personnel du secteur des Opérations, ONE; Régies provinciales canadiennes, par l'entremise du Pipeline Technical Regulatory Authorities Council (PTRAC)
Federal Energy Regulatory Commission (FERC) des États-Unis; protocole d'entente signé en mai 2004 pour la coordination de projets	Surveillance réglementaire globale de l'exploitation des pipelines de gaz naturel et des lignes de transport d'électricité; contacts bilatéraux, au niveau de la direction et du personnel opérationnel, pour mettre en commun l'information sur les tendances générales et la réglementation	Coordination entre l'ONE et la FERC au chapitre du traitement des demandes de projets.	Department of State; Department of Energy	Personnel des Secteurs des opérations, des demandes et des produits, ONE

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Groupe de travail nord-américain sur l'énergie	Mécanisme de consultation trilatéral créé en 2001 dans le cadre de la collaboration continue relative à l'ALENA	Rencontres trilatérales semestrielles avec les États-Unis et le Mexique; délégation canadienne menée par Ressources naturelles Canada	Department of State; Department of Energy; l'Office of Policy and International Affairs est à la tête de la délégation américaine.	ONE; Ressources naturelles Canada; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Ambassade à Washington, D.C.; autres ministères, s'il y a lieu; provinces
Rencontres trilatérales de la Comisión Reguladora de Energía, de la Federal Energy Regulatory Commission et de l'Office national de l'énergie	Mécanisme de consultation pour échanger de l'information sur des questions d'énergie et de réglementation. S'appuie sur un protocole d'entente.	Rencontres trilatérales régulières des trois principales régies de l'énergie en Amérique du Nord	Federal Energy Regulatory Commission	ONE

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Récemment, en vue d'un projet de pipeline dans la vallée du Mackenzie, le Comité des présidents des organismes d'évaluation des répercussions environnementales et de réglementation du pipeline du Nord a été mis sur pied. Il comprend des représentants de l'ONE, d'autres ministères et organismes fédéraux (Affaires indiennes et du Nord Canada, l'Agence canadienne d'évaluation environnementale), le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie, l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest et diverses organisations de co-gestion.

Liens utiles

www.neb-one.gc.ca (Office national de l'énergie)

www.energy.gov (US Department of Energy)

www.nrcan-rncan.gc.ca/inter/poweroutage2003_f.html (Panne d'électricité du Canada et des États-Unis)

www2.nrcan.gc.ca/es/es/energypicture/index_f.cfm (Groupe de travail nord-américain sur l'énergie)



I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Parcs Canada (PC) est l'organisme fédéral responsable de la planification, de la création, de la gestion, de la protection et de la présentation du patrimoine national, naturel et culturel.

Le principal partenaire américain de Parcs Canada est le National Park Service (NPS) qui fait partie du Department of the Interior. Les deux organismes ont une longue tradition de relations, tradition qui s'est concrétisée en 1998 par la signature d'un Protocole d'entente, renouvelé en 2003. Les rencontres et les consultations sur des sujets d'intérêt commun sont fréquentes entre PC et le NPS au niveau du personnel. Les principaux sujets de coopération énumérés dans le Protocole incluent : la gestion des aires protégées contiguës (p. ex. le parc international de la Paix Waterton-Glacier), la coopération pour la gestion de sites significatifs pour un pays situés dans l'autre (p. ex. Roosevelt-Campobello, au N.-B.), la commémoration d'événements historiques communs aux deux pays (p. ex. le chemin de fer clandestin) et la coopération sur des sujet spécifiques d'intérêt commun (p. ex. les champs de bataille, la lutte contre les incendies de forêts).

Les deux parties collaborent aussi au sein d'organisations et d'ententes internationales, comme la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO. De 2001 à 2004, les deux organismes ont établi le groupe de travail bilatéral chargé des rapports périodiques sur la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO. Les deux pays collaborent aussi dans le cadre de l'Union mondiale pour la nature.

La collaboration prend différentes formes, depuis le recensement de populations animales à l'échange de personnel. Des contacts informels au niveau du personnel se produisent aussi à une fréquence quotidienne. Ces contacts informels englobent la collaboration scientifique ainsi que la participation aux associations professionnelles nord-américaines qui permettent des rencontres périodiques des spécialistes canadiens et américains dans le contexte de tribunes consacrées à la protection et à la conservation du patrimoine naturel et culturel.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Protocole d'entente de coopération bilatérale. Signé en 1998 et amendé en 1999 et en 2000. Renouvelé pour 5 ans en 2003	Coopération continue; entente-cadre couvrant 15 sujets prioritaires de coopération bilatérale	Le comité intergouvernemental créé aux termes du Protocole se réunit habituellement une fois par année. Contacts formels et informels (échange de personnel, partage d'information recherches conjointes)	National Park Service, International Affairs Office	Parcs Canada, Affaires internationales; provinces et territoires le cas échéant
Relations multilatérales				
Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO	Les deux pays font partie de la Convention	Sessions annuelles du Comité du patrimoine mondial	US National Park Service, International Affairs Office	Parcs Canada, Direction des lieux historiques nationaux; Affaires étrangères Canada; Mission canadienne permanente à l'UNESCO; organismes provinciaux-territoriaux responsables des sept sites du patrimoine mondial au Canada; autorités municipales de Québec et de Lunenburg (Nouvelle-Écosse)
Groupe de travail bilatéral chargé de rendre compte périodiquement de l'état d'application de la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (Convention du patrimoine mondial de 1972)	Conformément à l'article 29 de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, obligation de rendre compte régulièrement de l'application de la Convention du patrimoine mondial et de l'état de la conservation des propriétés qui font partie du patrimoine mondial	Deux réunions conjointes par exercice des gestionnaires des sites du patrimoine mondial aux États-Unis et au Canada (en alternance); appels téléphoniques et échanges de courriels fréquents par les coordonnateurs nationaux aux fins des rapports	National Park Service, International Affairs Office; gestionnaires des sites du patrimoine mondial aux États-Unis	Parcs Canada (différentes directions); gestionnaires des sites du patrimoine mondial au Canada

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Parcs Canada travaille de près avec d'autres ministères fédéraux (Environnement Canada et Pêches et Océans Canada). L'Agence participe aux composantes environnementales d'ententes bilatérales comme les ententes au sein de la Commission des Grands Lacs. Elle travaille aussi avec les gouvernements provinciaux et territoriaux qui ont des aires protégées contiguës ou transfrontalières (p. ex. le Parc national Kluane [Yukon], le Parc national Wrangell-St. Elias [Alaska], Glacier Bay [Alaska], Tatshenshini-Alsek [Colombie-Britannique]).

Dans le domaine du tourisme, Parcs Canada collabore pleinement aux activités de la Commission canadienne du tourisme dans ses efforts de marketing aux États-Unis et est généralement présent dans les salons commerciaux pour informer l'industrie américaine du tourisme et des voyages des possibilités offertes par le Canada (p. ex. les North American Tour Operators, l'American Bus Association et la National Tour Association).

Liens utiles

www.pc.gc.ca (Parcs Canada)

www.nps.gov (US National Park Service)

www.canadatourisme.com (Commission canadienne du tourisme)

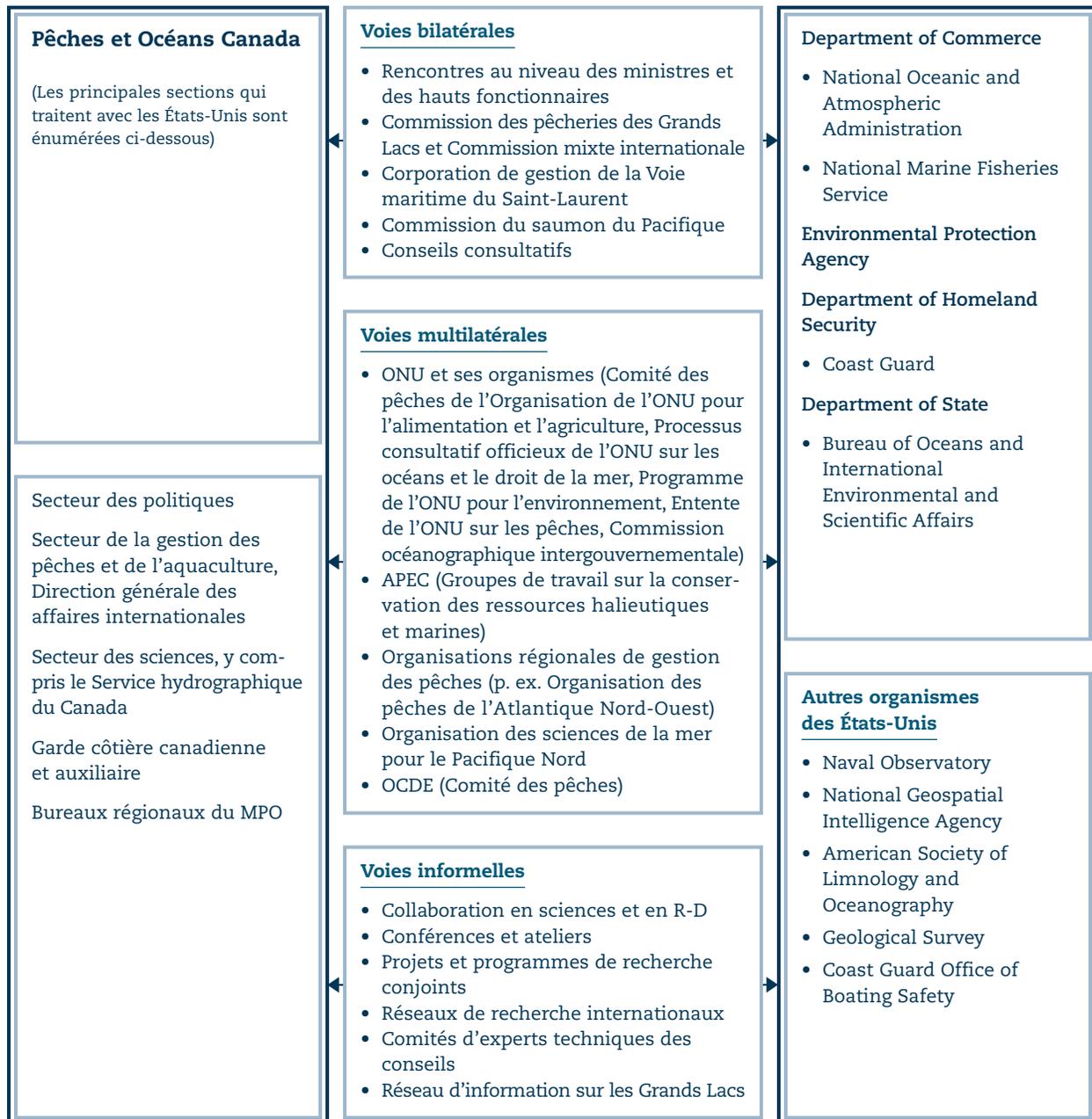
www.doi.gov (US Department of the Interior)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Pêches et Océans Canada (MPO) joue un rôle de premier plan dans la gestion et la sauvegarde des océans et des eaux intérieures ainsi que de leurs ressources au profit des Canadiens.

MPO interagit avec les États-Unis à de nombreux niveaux. Cela va des négociations préliminaires, où les paramètres et la politique sont établis, en passant par les négociations proprement dites jusqu'à la mise en œuvre et aux opérations dans le cadre d'un protocole d'entente ou d'un traité. Le MPO est un ministère relativement décentralisé, où certaines relations étrangères, particulièrement avec les États-Unis, sont déléguées à des bureaux régionaux. Par conséquent, le niveau et la fréquence des contacts ainsi que la rigueur des processus peuvent varier beaucoup suivant l'étape des discussions et le mandat du secteur, de la région ou même des unités du MPO qui les mènent. Voici les principaux secteurs où le MPO interagit avec les États-Unis :

- Discussions au sujet des politiques à de hauts niveaux (par ex. le SMA des sciences avec le directeur de la National Oceanic and Atmospheric Administration et la visite du ministre à Washington, D.C.);
- Les hauts fonctionnaires du MPO rencontrent régulièrement leurs homologues américains pour s'occuper de questions opérationnelles, p. ex. : des discussions à caractère scientifique sur les Grands Lacs, des discussions portant sur la gestion de la pêche au homard autour de l'île Machias Seal ou le groupe de travail conjoint canado-américain mis sur pied par la Garde côtière canadienne;
- Le MPO interagit à un haut niveau au sein d'un grand nombre d'organismes régionaux et multilatéraux où les États-Unis jouent un rôle important (par ex. l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest et le Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Dans le contexte international, pour gérer et protéger les océans et les ressources halieutiques, il est nécessaire d'élaborer, de négocier et de mettre en œuvre des traités, des ententes et des mesures de conservation qui protègent le milieu marin de même que les stocks de poissons chevauchants, trans-frontaliers et grands migrants. Pour y parvenir, le personnel du MPO, accompagné de fonctionnaires Affaires étrangères Canada (AEC), travaillent en collaboration avec leurs homologues américains et d'autres pays au sein d'organisations internationales telles que l'Organisation maritime internationale (OMI), le Conseil international pour l'exploration de la mer, l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO), la Commission océanographique intergouvernementale (COI), la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord (OCSAN) et la Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord (NPAFC).

Au cours des dernières années, la Garde côtière canadienne (GCC) et la US Coast Guard ont travaillé ensemble à établir des règlements communs pour les navires pénétrant dans les eaux canadiennes ou américaines et aussi à améliorer le contrôle et la surveillance des flottilles de pêche le long de la côte ouest et dans le Pacifique en haute mer.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
La Commission des pêcheries des Grands Lacs a été créée en 1955 pour mener des recherches sur les pêches et gérer les pêches dans les deux pays et pour contrôler cette espèce exotique qu'est la lamproie marine.	<i>Loi sur la convention relative aux Pêcheries des Grands Lacs (1985)</i> La Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique sur les pêcheries des Grands Lacs a été signée pour la première fois le 10 septembre 1954 à la suite de la Conférence sur les pêcheries des Grands Lacs. La Commission a le statut d'observateur lorsque siège la Commission des Grands Lacs.	Réunions ordinaires des comités et commissions composés de fonctionnaires des États, des provinces, des groupes amérindiens et de fonctionnaires fédéraux; réunions annuelles et semestrielles et réunions du conseil d'administration; autres événements spéciaux au besoin	La section américaine nomme, pour chaque lac, des conseillers à partir d'une liste fournie par les gouverneurs des États riverains des Grands Lacs.	MPO, région du Centre et de l'Arctique; Conseil privé (il nomme les commissaires); ministère des Richesses naturelles de l'Ontario; Comité canadien de conseillers (représentant des groupes ayant des intérêts multiples)
Conférence sur l'état de l'écosystème des Grands Lacs (CÉÉGL) qui a lieu depuis 1994	Les conférences sont organisées par la US Environmental Protection Agency et par Environnement Canada au nom des deux pays dans le cadre de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis en 1972.	Cette conférence binationale se tient tous les deux ans depuis 1994.	Environmental Protection Agency	MPO, région du Centre et de l'Arctique; Environnement Canada (Institut national de recherche sur les eaux); ministère de l'Environnement de l'Ontario; ministère des Richesses naturelles de l'Ontario; ministère de l'Environnement du Québec

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Conseil de la qualité de l'eau (CQE) de la Commission mixte internationale	Le Conseil a été mis sur pied en 1978 en tant qu'organisme consultatif auprès de la Commission mixte internationale pour toutes les questions reliées à l'eau.	Réunion semestrielle à laquelle participent plusieurs organismes	Représentants des huit États riverains des Grands Lacs	MPO, Région du Centre et de l'Arctique; Environnement Canada (Centre canadien des eaux intérieures – Commission de la coopération environnementale); Santé Canada; municipalité d'Aurora (Ontario)
Plans binationaux d'assainissement (PA) pour les Grands Lacs et Plans d'aménagement panlacustres	Les plans d'assainissement sont des plans binationaux établis en 1987 dans le cadre de l'Accord de 1972 relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour restaurer l'environnement dans des zones dégradées des Grands Lacs.	Activités impliquant plusieurs organismes; la fréquence des réunions varie.	Environmental Protection Agency et États riverains des Grands Lacs	MPO; Environnement Canada; autres organismes fédéraux; ministère de l'Environnement de l'Ontario
Commission du saumon du Pacifique (CSP), commission binationale créée en 1985	La Commission a été créée en 1985 aux termes du Traité sur le saumon du Pacifique conclu entre le Canada et les États-Unis en vue d'assurer la conservation, la gestion rationnelle et la production optimale du saumon du Pacifique.	Réunion annuelle de la Commission (endroits alternant entre le Canada et les États-Unis); ses quatre groupes d'experts se réunissent régulièrement et ses comités au besoin; collaboration soutenue; activités quotidiennes et annuelles de pêche expérimentale	Department of State; National Marine Fisheries Service; Administrations des États de l'Alaska, de Washington et de l'Oregon; Northwest Indian Fisheries Commission	MPO, Région du Pacifique; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Justice Canada; organisations autochtones (C.-B.); Conseil pour la conservation des ressources halieutiques du Pacifique; Gouvernement de la C.-B.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord entre le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Canada concernant l'application de la législation sur les pêches	<i>Loi sur les océans</i> (1990); entente pour des consultations bilatérales	Des délégués de niveau supérieur des deux parties se rencontrent chaque année lors de réunions qui alternent entre les É.-U. et le Canada pour mettre en application cette collaboration entre les deux pays.	Department of State; Office of Marine Conservation (OMC); Department of Commerce; National Oceanic and Atmospheric Administration; National Marine Fisheries Service	MPO, Gestion des pêches et de l'aquaculture; Affaires étrangères Canada/ Commerce international Canada
Consultations non officielles sur les pêches entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique et le gouvernement du Canada	Mécanisme de consultations non officielles entre des fonctionnaires des deux pays sur des questions bilatérales, multilatérales et mondiales relatives à la conservation des ressources halieutiques et à la gestion des pêches	Les parties se réunissent une fois l'an, les réunions alternant entre les États-Unis et le Canada. Cette rencontre a lieu généralement en août.	Department of State, Office of Marine Conservation (OMC) Department of Commerce, National Oceanic and Atmospheric Administration, National Marine Fisheries Service	MPO, Gestion des pêches et de l'aquaculture; Affaires étrangères Canada/ Commerce international Canada
Plan conjoint d'urgence (PCU) de la Garde côtière en cas de pollution marine	Entente bilatérale	Encadre la collaboration canado-américaine en cas d'accidents de pollution en mer menaçant les eaux intérieures ou côtières des deux pays ou en cas d'incidents majeurs dans un pays nécessitant l'aide du pays voisin. Des exercices sont effectués régulièrement.	Coast Guard	MPO; Environnement Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), créée en 1969	Commission parrainée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en vue d'étudier et de gérer les populations de thonidés et des espèces apparentées au thon dans l'Atlantique aux termes de la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (1966)	Assemblée annuelle du Conseil et de la Commission; collaboration soutenue au sein du Groupe de travail permanent, du Comité consultatif, du Secrétariat exécutif et des groupes d'experts sur le sujet	Department of State, Office of Marine Conservation (OMC); Department of Commerce; National Oceanic and Atmospheric Administration; National Marine Fisheries Service	MPO; Environnement Canada; Gouvernement de la C.-B.
Convention pour la conservation du saumon dans l'Atlantique Nord, signée en 1982	Instrument de base de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord. Cette organisation reçoit ses avis scientifiques du Conseil international pour l'exploration de la mer. Il s'agit d'une convention multilatérale entre le Canada, le Danemark, la Commission européenne, l'Islande, la Norvège, les États-Unis et la Fédération de Russie.	Réunion annuelle du Conseil de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord; le travail se poursuit au sein de ses trois commissions et du secrétariat (le Canada et les É.-U. sont membres de la Commission nord-américaine). Le comité permanent chargé de l'approche de précaution s'est réuni chaque année depuis l'an 2000.	National Marine Fisheries Service; National Oceanic and Atmospheric Administration; Fish and Wildlife Service, Department of the Interior; US Department of State; Office of Marine Conservation; New England Fishery Management Council	Gestion des pêches et de l'aquaculture, MPO; Affaires étrangères Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Organisation des sciences de la mer pour le Pacifique Nord (PICES)	PICES est une organisation scientifique intergouvernementale, créée en 1992 pour encourager et coordonner les recherches marines dans la partie septentrionale du Pacifique Nord et dans les mers adjacentes. Les pays membres sont le Canada, le Japon, la République populaire de Chine, la République de Corée, la Fédération de Russie et les États-Unis.	Voici deux projets particuliers auxquels participent principalement le Canada et les É.-U. : le rapport sur l'état de l'écosystème dans le Pacifique Nord et l'enregistreur en continu du plancton	National Marine Fisheries Service	MPO, région du Pacifique

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Le MPO travaille en étroite collaboration avec d'autres ministres fédéraux aux dossiers bilatéraux. Par exemple, le MPO et AEC ont collaboré avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et avec Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) pour élaborer la réponse du gouvernement du Canada au projet de loi américain sur le bioterrorisme et aux exigences connexes de la Food and Drug Administration concernant la notification préalable des importations d'aliments vers les États-Unis.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont également d'importants partenaires du MPO dans les questions bilatérales. Dans l'entente de coopération intergouvernementale signée par les ministres de tous les gouvernements au Canada en septembre 1999, chaque gouvernement signataire s'engage à respecter plusieurs principes de collaboration. L'entente a également permis la création du Conseil canadien des ministres des Pêches et de l'Aquaculture (CCMPA), appuyé par un Comité de sous-ministres et par un Groupe de travail intergouvernemental de hauts fonctionnaires. Le Groupe de travail conjoint États américains du Pacifique/C.-B. sur les déversements de pétrole, chargé de prévenir les déversements de pétrole transfrontaliers et d'intervenir en cas d'urgence, comprend la Garde côtière canadienne, les pilotes côtiers de la C.-B. et les Vessel Traffic Services de la US Coast Guard (Puget Sound).

Enfin, le MPO consulte de nombreux autres intervenants, y compris les communautés autochtones, le milieu scientifique au pays et à l'étranger, par le truchement de ses bureaux régionaux et en utilisant divers mécanismes de consultation. Des contacts sont établis régulièrement avec les intervenants lors des réunions du Groupe de consultation sectorielle sur le commerce extérieur pour le poisson et les produits de la pêche et de la Table ronde sur la chaîne de valeur des fruits de mer. Le MPO appuie également le travail du Réseau de recherche sur la gestion des océans. En 1999, la section canadienne de la Commission des pêcheries des Grands Lacs a élargi le Comité canadien de conseillers, où on retrouve déjà des représentants des secteurs de la pêche sportive et commerciale, en y ajoutant des représentants de l'environnement, du milieu universitaire, des autochtones et du grand public.

Questions touchant la sécurité

Les préoccupations accrues au pays et à l'étranger à propos de la sécurité et du terrorisme ont amené le MPO à repenser un bon nombre des services qu'il fournit pour soutenir le commerce maritime. En conséquence, il a étendu le rôle qu'il joue en veillant à ce que les frontières du Canada demeurent sûres. Cela comprend les exercices conjoints de formation en recherche et sauvetage, les interventions en matière de sécurité et les interventions environnementales, les opérations de déglacage, la navigation maritime ainsi que la protection du milieu marin et dulçaquicole avec les États-Unis.

Liens utiles

www.dfo-mpo.gc.ca (Pêches et Océans Canada)

www.ccg-gcc.gc.ca (Garde côtière canadienne)

www.nmfs.noaa.gov (US National Marine Fisheries Service)

www.epa.gov (US Environmental Protection Agency)

www.uscgboating.org (US Coast Guard Office of Boating Safety)

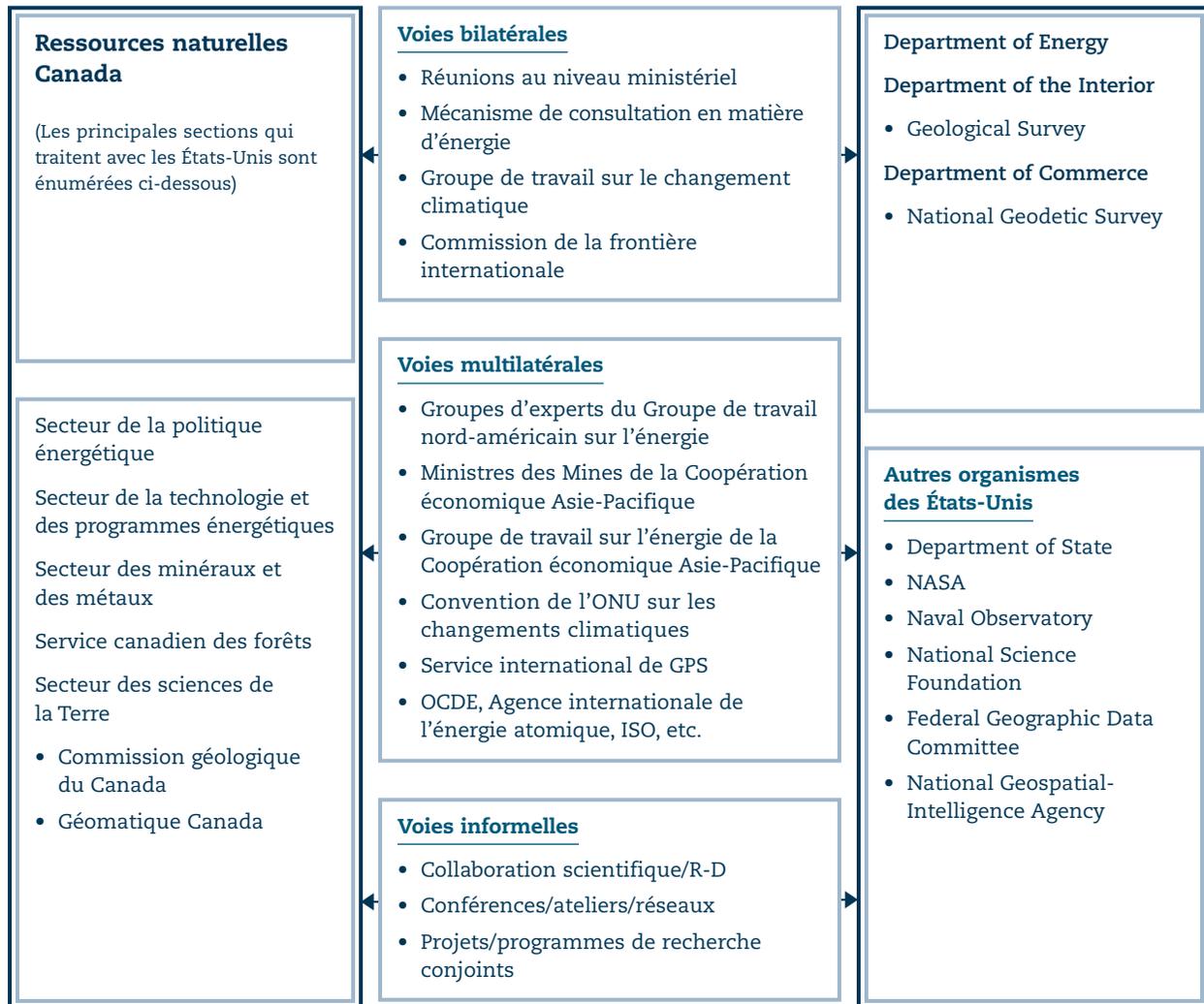
www.glfc.org (Great Lakes Fishery Commission)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Ressources naturelles Canada (RNCan) travaille avec les organismes homologues américains à tous les niveaux, du scientifique au cadre supérieur. La collaboration y est toutefois décentralisée, mais tous les secteurs y participent, la plupart du temps au niveau opérationnel. Les relations avec les États-Unis concernent les quatre secteurs de ressources, représentés à RNCan par le Secteur de l'énergie, le Service canadien des forêts, le Secteur des minéraux et des métaux et le Secteur des sciences de la Terre.

Secteur de l'énergie

L'énergie est l'un des dossiers les plus importants des relations canado-américaines : le Canada est la principale source étrangère d'énergie (pétrole, gaz, électricité) des États-Unis, et en dépend à son tour pour 25 p. 100 de ses propres importations d'énergie. Le Canada est un élément clé de la politique énergétique américaine, compte tenu des besoins croissants des États-Unis et de son désir de se libérer de sa dépendance à l'égard de fournisseurs étrangers moins fiables.

Le principal homologue américain de RNCan est le Department of Energy. Habituellement, le Ministre et le Secrétaire se réunissent plusieurs fois par année à des forums bilatéraux et multilatéraux. Après la panne d'électricité du 14 août 2003, le ministre de RNCan de l'époque, M. Herb Dhaliwal, et le secrétaire de l'Énergie des États-Unis, M. Spencer Abraham, ont chargé un groupe de travail conjoint d'en examiner les causes et de présenter des recommandations afin de prévenir toute répétition de la panne. Le rapport final a été rendu public en mars 2004.

De plus, des cadres supérieurs des ministères ou départements canadiens et américains responsables de l'énergie et des affaires étrangères discutent officiellement des dossiers bilatéraux de l'énergie dans le cadre du Mécanisme de consultations relatives à l'énergie (MCE). Créé il y a 20 ans, le MCE organise maintenant une réunion d'une journée à peu près chaque année, qui alterne entre Ottawa et Washington. Il se double souvent de pourparlers techniques entre experts sur des sujets d'actualité. RNCan et le Department of Energy sont liés par deux protocoles d'entente, l'un sur la collaboration en R-D énergétique et l'autre, sur l'efficacité énergétique et les carburants de remplacement pour le transport routier. Il y a aussi une collaboration active en R-D sur les combustibles fossiles, les piles à combustible, la bioénergie, la micro-production et les systèmes communautaires, et l'énergie nucléaire.

La coopération trilatérale a aussi progressé par l'entremise du Groupe de travail nord-américain sur l'énergie (GTNAE), créé en 2001. D'autres organisations et forums multilatéraux de l'énergie offrent aussi aux deux pays la possibilité de rehausser leur coopération. La Division internationale (énergie) de RNCan s'efforce, avec les É.-U., de favoriser l'ouverture des marchés de l'énergie, de promouvoir l'accès de l'industrie canadienne aux marchés étrangers, de faire valoir l'intendance de l'environnement et de promouvoir la coopération technologique. Au nombre des principales organisations multilatérales en cause figurent : l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Groupe de travail sur l'énergie de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), la Commission du développement durable des Nations Unies et l'Initiative hémisphérique sur l'énergie.

Secteur des sciences de la Terre

Les objectifs généraux du Secteur des sciences de la Terre (SST) pour la collaboration avec les organismes américains sont 1) d'assurer la cohérence, en Amérique du Nord, et la compatibilité internationale des applications et des données géoréférencées, en permettant une intégration et une interopérabilité trans-pantes; 2) de rehausser l'efficacité et l'efficience de la technologie de positionnement à référence spatiale pour l'arpentage, la cartographie, la navigation et la gestion des terres ou des ressources; 3) d'assurer la disponibilité de données de variation chronologique qui font autorité, au sujet de la position de la Terre dans l'espace et de celles de différents points de sa surface, élément essentiel des sciences de la Terre et de la navigation dans l'espace.

Le US Geological Survey (USGS) et le SST ont signé un protocole de coopération en sciences de la Terre, un document-cadre qui situe l'exécution des projets dans ce domaine. La plupart des travaux se déroulent sous la responsabilité conjointe du USGS et de la Commission géologique du Canada.

Sous les auspices de l'Association internationale de géodésie, la Division des levés géodésiques (DLG) du SST collabore avec la US National Geospatial-Intelligence Agency (NGA), partageant des modèles d'altitude numériques et des données sur la gravité terrestre pour le territoire nord-américain. Cela fait partie de la collaboration internationale de maintien des services géodésiques mondiaux.

Le Centre d'information topographique (CIT) du SST participe à l'assemblée annuelle Canada-États-Unis (CANUS), la seule réunion formelle organisée par les militaires des deux pays. Elle a lieu tour à tour dans les deux pays. Le Groupe de géomatique de la Défense (J2) y représente le Canada. Le rôle du CIT est de produire des données topographiques nationales dont les militaires peuvent se servir en cas d'urgence ou à des fins humanitaires.

Secteur des minéraux et des métaux

RNCan et les États-Unis collaborent dans le contexte du Groupe d'experts en exploration et en exploitation des ressources minérales et énergétiques (GERME), qui relève du Groupe de travail sur l'énergie de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Le Secteur des minéraux et des métaux (SMM) y représente le Canada et le Department of Commerce y représente les États-Unis. C'est là que sont soulevés les dossiers de politique des minéraux et des métaux dans la région. Le Groupe organise en juin une première réunion des ministres des Mines de l'APEC. Le groupe APEC-SMM-Affaires étrangères est aussi le point de contact pour le nouveau Dialogue sur les métaux non-ferreux, qui relève du Comité du commerce et de l'investissement – le Department of Commerce serait le principal département américain concerné.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Commission de la frontière internationale (CFI)	Traité de Washington (1925); <i>Loi sur la Commission de la frontière internationale</i> (1985)	Réunions officielles deux fois par année; périodiquement, travaux sur le terrain : inspection, réparation, déplacement ou reconstitution de bornes ou bouées-frontière endommagées	Le commissaire américain rend compte directement au secrétaire d'État.	Le commissaire canadien, RNCan, qui est aussi Arpenteur général, relève du ministre des Affaires étrangères (politiques et traités) et du SMA, Secteur des minéraux et des métaux pour les dossiers qui touchent RNCan; Affaires étrangères Canada/ Commerce international Canada; ministère de la Justice Canada
US Geological Survey	Protocole de coopération entre le US Geological Survey et le Secteur des sciences de la Terre	Cadre général d'exécution d'autres projets en sciences de la Terre; contacts scientifiques pour divers projets pertinents	US Geological Survey	RNCan, Secteur des sciences de la Terre; autres ministères fédéraux; universités; gouvernements provinciaux
US National Geodetic Survey, National Ocean Service, National Oceanic and Atmospheric Administration, Department of Commerce (Systèmes de référence, GPS, normes, etc.)	Protocole d'entente technique (renouvellement en cours); collaboration continue	Réunions annuelles bilatérales et multilatérales; conférences téléphoniques mensuelles; conférences téléphoniques et réunions ponctuelles	Départements et unités : US National Geodetic Survey, National Ocean Service, National Oceanic and Atmospheric Administration, Department of Commerce	RNCan, Secteur des sciences de la Terre, Division des levés géodésiques; Pêches et Océans Canada, Service hydrographique du Canada; organismes de géomatique provinciaux

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Mécanisme canado-américain de consultations relatives à l'énergie – 1980	Établi dans les années 80 par des cadres supérieurs canadiens et américains de l'Énergie et des Affaires étrangères. Collaboration ininterrompue depuis 20 ans.	Réunions bilatérales annuelles alternant entre Washington, D.C. et Ottawa; pour-parlers techniques officieux continuels entre experts, au besoin	L'Office of Policy and International Affairs et la division Energy Producer-Country Affairs du Department of Energy et le Department of State mènent la délégation américaine.	Division internationale (énergie), RNCan; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Ambassade à Washington; Office national de l'énergie; autres ministères fédéraux au besoin
Relations multilatérales				
Groupe de travail nord-américain sur l'énergie	Collaboration, en vertu d'une directive du président et du premier ministre, continue depuis juin 2001	Réunions trilatérales avec les É.-U. et le Mexique deux fois par année; délégation canadienne menée par le SMA, Énergie (Ressources naturelles Canada)	L'Office of Policy and International Affairs (Department of Energy) dirige la délégation américaine.	Division internationale (énergie), RNCan; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Ambassade à Washington; Office national de l'énergie; autres ministères fédéraux au besoin
Agence internationale de l'énergie (AIE)	Agence autonome de l'OCDE; le principal forum des 26 pays membres pour l'énergie.	Cinq réunions du Conseil d'orientation de l'AIE et du Groupe permanent sur la coopération à long terme par année, chacun	Office of Policy and International Affairs du Department of Energy (pour le Conseil d'orientation) et Department of State (pour le Groupe permanent)	Division internationale (énergie), RNCan
Groupe de travail sur l'énergie de la Coopération économique Asie-Pacifique	Le but de la Coopération économique Asie-Pacifique est de maximiser la contribution du secteur de l'énergie au mieux-être économique et social de la région.	Le Groupe se réunit deux fois par année.	L'Office of Policy and International Affairs du Department of Energy et l'Office of International Energy and Commodities Policy du Department of State dirigent la délégation américaine.	La Division internationale (énergie), RNCan, dirige la délégation canadienne.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Processus Kimberley (2002) Programme de certification du Processus Kimberley (PCPK) – commerce international des diamants bruts	Leadership et engagement du Canada envers la Résolution des conflits, initiative internationale 2000 qui vise à stopper le trafic des diamants du sang en Afrique	Conférences téléphoniques multilatérales mensuelles; processus continuels; RNCan est en train d'instaurer un mécanisme de délivrance de certificats du processus Kimberley.	Department of State	Bureau du processus Kimberley : RNCan, Secteur des minéraux et des métaux; autres participants : Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada (bureaux de douane)
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (OCDE, 1989)	Les traités internationaux sont de compétence fédérale. Leadership du Canada en politique environnementale	Groupes de travail bilatéraux / multilatéraux; réunions/appels (continuels)	Department of State Department of Commerce Environmental Protection Agency	RNCan, Secteur des minéraux et des métaux; autres participants : Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada, Environnement Canada, Industrie Canada
Ministres des Mines des Amériques (CAMMA, 1996)	Déclaration de Santiago (1996); Coopération Canada-Amérique latine; RNCan abrite le Secrétariat exécutif de CAMMA	Réunions deux fois par année au niveau ministériel; groupes de travail multilatéraux (continuels)	Bureau of Land Management, Department of the Interior; Department of State; Department of Commerce	RNCan, Secteur des minéraux et des métaux; autres ministères fédéraux, provinces/territoires, ambassades du Canada en Amérique latine; Industrie minière canadienne
Groupe de travail d'experts sur l'aluminium (avec l'Australie, l'UE, la Norvège et la Russie)	Alliance stratégique des pays producteurs d'aluminium	Échange multilatéral et bilatéral trimestriel de télécopies ou de courriels. Appels et réunions ponctuels	Department of the Interior, Geological Survey	RNCan, Secteur des minéraux et des métaux (SMM); Association de l'aluminium du Canada; Industrie Canada; Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Alliance mondiale sur la recherche minière (AMRM)	Alliance stratégique de mise en commun de compétences de recherche et de laboratoires de calibre mondial, gérée comme coentreprise sans personnalité morale (Canada, É.-U., Australie et Afrique du Sud), et qui offre des solutions à l'industrie	Collaboration continue en recherche, partage de compétences; conférences, expositions, etc.; RNCan préside le conseil d'administration.	Department of Health and Human Services; National Institute for Occupational Safety and Health Research Laboratories	RNCan / Laboratoires des mines et des sciences minérales de CANMET

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

RNCan participe à plusieurs initiatives bilatérales où interviennent aussi d'autres ministères et organismes fédéraux (notamment Environnement Canada, le ministère de la Défense nationale, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada et Parcs Canada) et des gouvernements provinciaux et territoriaux. Par exemple, le US National Geodetic Survey est membre du Comité canadien du système de référence géodésique fédéral-provincial, présidé par la Division des levés géodésiques de RNCan. Ce comité assure la compatibilité des systèmes à référence spatiale au Canada et le long de la frontière internationale.

En vertu de l'arrangement réciproque Canada-États-Unis de lutte contre les incendies de forêt conclu en 1995, le Service canadien des forêts et Géomatique Canada soutiennent, entre autres à l'aide de compétences cartographiques, une initiative transfrontière de lutte contre les incendies, soit le Centre interservices des feux de forêt du Canada (CIFFC).

Collaboration informelle

Au fil des ans, RNCan, l'un des principaux ministères scientifiques fédéraux du Canada, a établi des relations de travail et organisé des échanges entre scientifiques canadiens et américains. La collaboration canado-américaine en sciences, notamment en recherche-développement, repose sur la réciprocité et sur la participation aux travaux des mêmes groupes de travail ou d'étude, projets, comités techniques, etc. Des protocoles d'entente, comme celui signé par le US Geological Survey et RNCan/SST pour la coopération en sciences de la Terre, servent de cadres pour la réalisation d'autres projets dans ce domaine.

Liens utiles

www.nrcan-rncan.gc.ca (Ressources naturelles Canada)

www.usgs.gov (US Geological Survey)

www.ngs.noaa.gov (US National Geodetic Survey)

www.doi.gov (US Department of the Interior)

www.doe.gov (US Department of Energy)

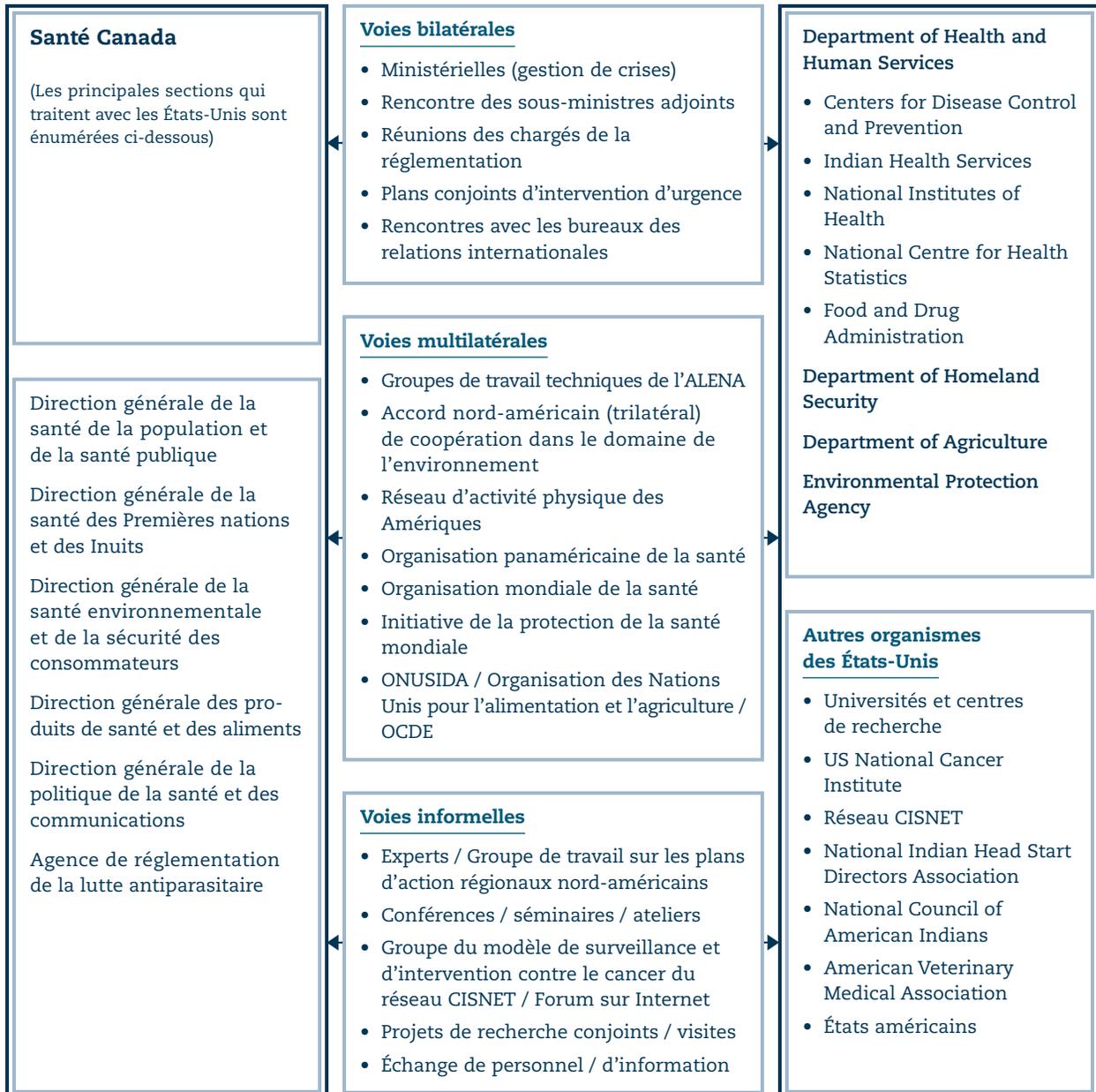


I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Le Canada et les États-Unis collaborent étroitement dans le domaine de la santé. Parmi les grandes questions transfrontalières qui se posent, mentionnons l'accessibilité et le prix des médicaments, la protection de la santé, la lutte antitabac, la salubrité des aliments, l'innocuité des biens de consommation, l'environnement et les ressources humaines dans le secteur de la santé.

Santé Canada (SC) interagit constamment avec ses homologues aux États-Unis, par différents moyens. Ces relations peuvent être fondées sur des établissements ou des accords bilatéraux officiels, comme le protocole d'entente avec les Centers for Disease Control and Prevention. Pareillement, la collaboration se fait souvent par des moyens informels, tant entre organismes qu'entre personnes. Normalement, les représentants de la santé au Canada traitent directement avec leurs homologues aux États-Unis; les ambassades du Canada et des États-Unis interviennent rarement. La Direction des affaires internationales, responsable des affaires internationales et intergouvernementales, soutient la coordination des relations officielles avec les États-Unis.

Les questions sont aussi abordées par la voie d'organismes multilatéraux, tel que l'Organisation mondiale de la santé. Les deux pays participent à l'Initiative de la protection de la santé mondiale, laquelle vise à améliorer la protection, les préparatifs et les interventions en matière de santé publique à l'échelle internationale. Au niveau régional, SC communique aussi avec les États-Unis par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux, dont l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Le Ministère passe principalement par l'OPS pour les travaux de santé effectués dans le domaine de la santé sur l'ensemble du territoire couvert par l'Organisation.

La Direction générale de la santé de la population et de la santé publique de Santé Canada (DGSPSP) est l'interlocuteur principal des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis, y compris le National Center for Infectious Diseases (NCID) à Atlanta. Elle collabore avec les CDC pour la surveillance et le contrôle des maladies infectieuses, comme durant la flambée épisodique du virus du Nil occidental ou l'épidémie mondiale de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en 2003. La Direction générale des produits de santé et des aliments (DGPSA), qui encourage une saine alimentation et l'usage éclairé de médicaments et d'autres produits de santé, collabore avec le Department of Health and Human Services et la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis en matière de réglementation et de recherche en santé.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Protocole d'entente entre les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) et la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique de Santé Canada (Février 2000 – présentement)	Collaboration permanente; accord officiel axé sur la prévention des maladies cardiovasculaires et la santé cardiovasculaire	Rencontres bilatérales techniques de hauts fonctionnaires; échange et coopération techniques par le biais de comités d'experts, et conférences fréquentes sur la prévention; communications et échange d'information constants par courriel et par téléphone	Department of Health and Human Services; Centers for Disease Control and Prevention	Centre de prévention et de contrôle des maladies chroniques; Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, SC
Protocole d'entente entre le Canada et les États-Unis sur la santé des Premières nations et des Inuits (13 mai 2002 – 13 mai 2007)	Collaboration permanente	Rencontres bilatérales entre la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits et les Indian Health Services; rencontres multilatérales avec la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, les Indian Health Services et les tribus du Canada et des États-Unis; conférences téléphoniques régulières; réunions spéciales; échange d'information et de personnel, ateliers, conférences, séminaires et réunions	Department of Health and Human Services; Indian Health Services; American Indian / Alaska Native Tribal Leadership; National Institutes of Health (NIH); National Council of American Indians (NCAI); National Indian Health Board (NIHB)	Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, SC; partenaires canadiens : Assemblée des Premières nations (APN), Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), Institut de la santé des Autochtones, Instituts de recherche en santé du Canada, Organisation nationale de la santé autochtone

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Teen Lung Study – Santé Canada / Harvard School of Public Health Étude de suivi en 1998 et 1999	Protocole d'entente axé sur la santé respiratoire des enfants dans les collectivités Collaboration permanente; Programme de la sécurité des milieux;	La Teen Lung Study fait suite à l'étude menée par Santé Canada et la Harvard School of Public Health, où l'on a examiné la santé respiratoire des enfants de 24 collectivités et le rapport avec divers polluants atmosphériques, de 1988 à 1991.	Harvard School of Public Health	Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs, SC; Division des effets de l'air sur la santé, Bureau des contaminants de l'environnement, SC
Plan d'action Canada-États-Unis en biosécurité (volet santé)	Collaboration bilatérale permanente; gestion de crises	La communication se fait surtout par téléconférence, aux six semaines environ.	Department of Health and Human Services; Centers for Disease Control and Prevention; Department of Homeland Security	Division des politiques stratégiques et de la planification; Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, SC; Bureau du Conseil privé; Agence canadienne d'inspection des aliments; Environnement Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Ambassade du Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Projet de surveillance de la biotechnologie – en particulier, surveillance des aliments génétiquement modifiés, après leur mise en marché	Collaboration bilatérale permanente Système national de surveillance	Contacts indirects peu fréquents entre Santé Canada et la Food and Drug Administration des États-Unis; interaction additionnelle prévue avec le Center for Disease Control and Prevention d'Atlanta; forum de discussion sur Internet et partage d'information avec les collègues aux É.-U. et ailleurs dans le monde	Food and Drug Administration; University of Missouri; University of Illinois; Michigan State University; Kansas State University	Division de l'infrastructure, Centre de coordination de la surveillance; Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, SC; Agence canadienne d'inspection des aliments; Université de Guelph
Facts about Antimicrobials in Animals and the Impact on Resistance (FAAIR II)	Projet de recherche multilatéral mené par une ONG indépendante, l'Alliance for the Prudent Use of Antibiotics (APUA), pour élaborer et promouvoir une méthode d'établissement de données plus exactes sur l'utilisation d'antimicrobiens dans la production d'animaux destinés à l'alimentation	Collaboration permanente au niveau opérationnel / des experts; rencontres régulières de scientifiques, selon les besoins; échange permanent de données et d'information	Food and Drug Administration; Department of Health and Human Services; Centers for Disease Control and Prevention; Department of Agriculture; American Veterinary Medical Association; US National Pork Board; American Association of Swine Veterinarians; University of Illinois; University of California, à Davis	Division de la surveillance et de l'épidémiologie, Laboratoire de lutte contre les zoonoses d'origine alimentaire, Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, SC; Région Ontario / Nunavut

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
National Indian Head Start Directors Association	Resserrement des liens entre le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones des communautés urbaines et du Nord et l'Indian Head Start Program des États-Unis, par le biais de la National Indian Head Start Directors Association	SC assiste aux réunions de comités tous les six mois; réunions des sous-comités et du comité consultatif national environ deux fois par année; communications fréquentes par courriel et par téléphone avec les gestionnaires de programmes et de projets	National Indian Head Start Directors Association	Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, Centre de développement de la santé humaine, SC
Protocole d'entente entre la Food and Drug Administration et la Direction générale des produits de santé et des aliments (novembre 2003 et en permanence)	Collaboration permanente	Donne aux deux autorités réglementaires de meilleurs moyens d'échanger de l'information concernant l'innocuité des produits thérapeutiques après leur mise en marché, l'examen et l'évaluation des présentations de produits nouveaux, les enquêtes sur des produits et les activités d'application de la loi.	Food and Drug Administration	Direction générale des produits de santé et des aliments, SC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
<p>Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement</p> <p>Commission de coopération environnementale – Début de l'initiative de bonne gestion des produits chimiques (SMOC) vers 1995</p>	<p>Accord trilatéral de la Commission de la coopération environnementale visant à réduire les déversements de produits chimiques en Amérique du Nord grâce à une approche axée sur le cycle de vie; collaboration permanente</p>	<p>Chaque année, deux rencontres trilatérales par rotation et environ cinq conférences téléphoniques de la SMOC; groupes de travail SMOC-Plans d'action régionaux nord-américains, équipes de mise en œuvre des Plans et autres groupes subsidiaires. Rencontre de groupe sur la SMOC presque toutes les deux semaines durant toute l'année</p>	<p>Environmental Protection Agency</p>	<p>Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs, SC; Bureau du développement durable, Environnement Canada; Université de Guelph</p>
<p>Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis – Physical Activity Network of the Americas (PANA)</p>	<p>Collaboration multilatérale permanente;</p> <p>SC siège au comité exécutif avec des représentants des États-Unis et de plusieurs autres pays.</p>	<p>Consultation fréquente entre le personnel des deux organismes; participation conjointe à un groupe consultatif pour le Department of Health and Human Services des États-Unis; collaboration permanente; partage d'expertise et de données; échange de personnel entre les CDC des États-Unis et le comité directeur de Santé Canada (Système canadien de surveillance périnatale)</p>	<p>Department of Health and Human Services; Centers for Disease Control and Prevention; Représentants d'environ 20 pays des Amériques</p>	<p>Division de la surveillance et de l'épidémiologie, Centre de développement de la santé humaine, Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, SC</p>

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Organisation panaméricaine de la santé	Collaboration internationale permanente sur la protection de la santé, la santé publique, la santé et l'environnement	Réunion annuelle du conseil directeur; réunion du comité exécutif; relations permanentes	Department of Health and Human Services	Division de la santé internationale (responsable), Direction des affaires internationales, Direction générale de la politique de la santé, SC; Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits; Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs; Direction générale de la santé de la population et de la santé publique; Direction générale des produits de santé et des aliments
Adoption de la Convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT) à l'Assemblée mondiale de la santé (mai 2003)	Collaboration internationale permanente sur la protection de la santé, la santé publique, le cadre juridique international	En outre, la CCLAT crée une tribune d'échange de connaissances et d'expertise qui aidera à promouvoir la lutte antitabac	Health and Human Services	De nombreux ministères et organismes fédéraux; Fondation des maladies du cœur; Médecins pour un Canada sans fumée; Association pour les droits des non-fumeurs; Société canadienne du cancer

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Initiative de la protection de la santé mondiale (IPSM) Depuis novembre 2001	Collaboration internationale permanente sur la protection de la santé, la santé publique et la protection de la santé mondiale; la liste des membres participants comprend ceux du Canada, du R.-U., des É.-U., de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, du Japon, du Mexique, de l'U.E. et de l'OMS	Quatre rencontres des ministres de la Santé depuis 2001 Cinq groupes techniques mènent diverses activités. Groupe d'action de hauts fonctionnaires principaux qui surveillent l'initiative et coordonnent les activités conjointes Site Web protégé pour le partage d'information et la collaboration	Department of Health and Human Services; Centers for Disease Control and Prevention	Division de la santé internationale (responsable), Direction des affaires internationales, Direction générale de la politique de la santé, SC; Secrétariat de l'Initiative de la protection de la santé mondiale, avec la participation de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, la Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs, Direction générale des produits de santé et des aliments
Groupe de travail technique de l'ALENA sur les pesticides	Collaboration sur la protection de la santé, la santé publique, la santé et l'environnement	Conférences : deux rencontres par année pour discuter des activités et des irritants liés au commerce; collaboration permanente pour renforcer les capacités scientifiques et réglementaires nationales et coordonner les décisions en matière de science et de réglementation	Environmental Protection Agency; Office of Pesticide Programs	Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire; Représentant canadien du conseil exécutif de l'ALENA

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Projet international conjoint sur les sources et les facteurs de risque d'infection à <i>Campylobacter</i> dans la volaille, et sur les retombées des maladies humaines dans un système fermé - Le projet est censé se terminer en 2005	Protection de la santé; santé publique surveillance et épidémiologie; cadre juridique international	Interaction multilatérale permanente moyenne allant de mensuelle à hebdomadaire (visites, réunions, ateliers, communication, échange avec des collaborateurs de l'Islande, du Canada et des États-Unis)	Department of Agriculture	Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, SC; Laboratoires satellites; Surveillance et épidémiologie; Laboratoire de lutte contre les zoonoses d'origine alimentaire, région du Québec

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

À l'instar d'autres ministères et organismes fédéraux, SC interagit avec les provinces et les États américains pour lutter contre des éclosions épisodiques de maladies animales comme l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). L'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire collabore avec Environnement Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Ressources naturelles Canada (centres de recherche forestière) et d'autres organismes pour la surveillance et la recherche en matière d'environnement et de pesticides, y compris une lutte antiparasitaire durable à laquelle participent souvent les homologues de SC à la Food and Drug Administration et au Department of Health and Human Services des États-Unis.

Nouvel accent sur la biosécurité

Vu la priorité qu'ils continuent d'accorder à la sécurité intérieure, les États-Unis ont réorienté leurs politiques de la santé vers la protection de la santé publique et les mesures à prendre en cas de menaces de biosécurité et d'activités terroristes. SC a dressé des plans pour protéger la santé publique contre d'éventuelles attaques terroristes et a travaillé bilatéralement avec les États-Unis dans le cadre de l'initiative de création d'une frontière intelligente avec le Department of Homeland Security, et multilatéralement dans le cadre d'initiatives comme la Protection de la santé mondiale, décrite plus haut.

Liens utiles

www.hc-sc.gc.ca (Santé Canada)

www.hhs.gov (US Department of Health and Human Services)

www.cdc.gov (Centers for Disease Control and Prevention)

www.fda.gov (US Food and Drug Administration)

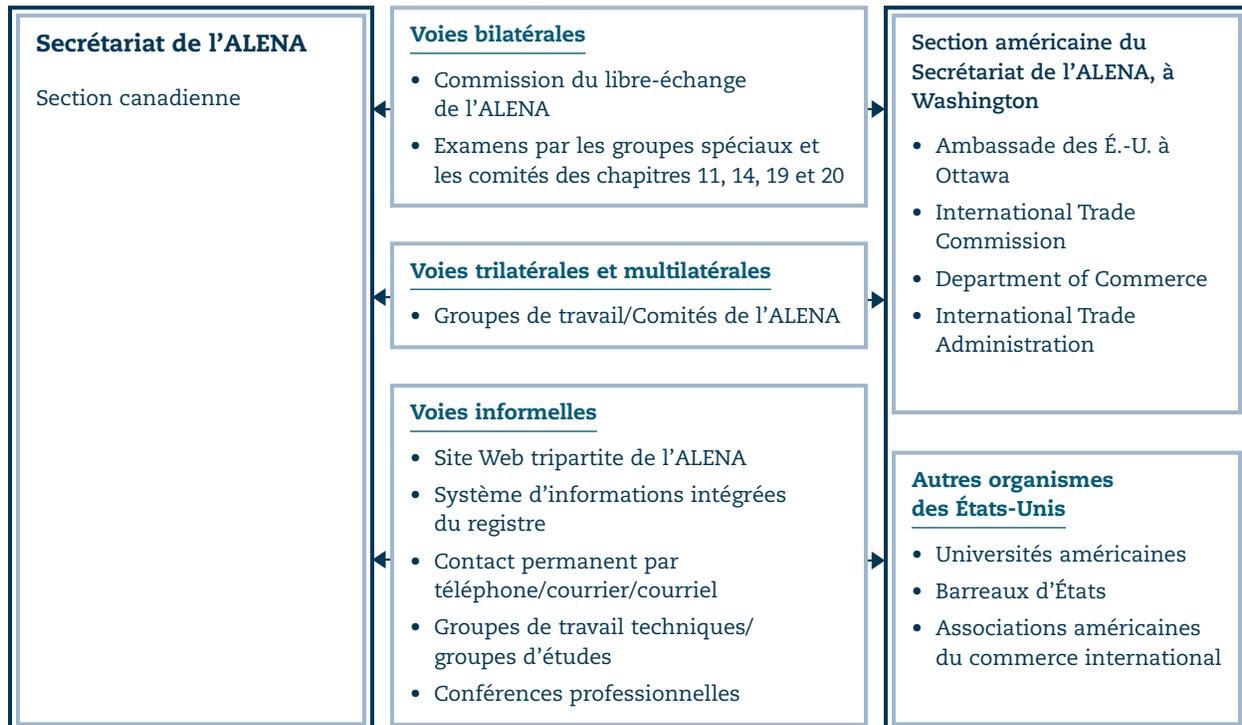
www.paho.org (Pan American Health Organization)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

La Section canadienne du Secrétariat de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a été créée conformément à l'article 2002 de l'ALENA. Son mandat est de gérer, de concert avec la Section américaine et la Section mexicaine du Secrétariat, les dispositions concernant le règlement des différends de l'Accord, plus particulièrement celles qui figurent au chapitre 19, sur les droits antidumping et compensateurs, ainsi qu'au chapitre 20, sur les dispositions institutionnelles et procédures de règlement des différends. Pour ce faire, le Secrétariat canadien et son personnel communiquent régulièrement avec leurs homologues américains. Le mandat de la Section canadienne du Secrétariat de l'ALENA a été élargi de manière à inclure la responsabilité des dispositions concernant le règlement des différends de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre les gouvernements canadien et américain entre 1996 et 2001.

En plus de gérer les dispositions de l'ALENA concernant le règlement des différends, le Secrétariat de l'ALENA est chargé d'aider la Commission des ministres responsables de l'ALENA à soutenir un certain nombre de comités et de groupes de travail non liés au règlement des différends. Les secrétaires des sections nationales relèvent de la Commission du libre-échange de l'ALENA, laquelle est composée des trois ministres responsables du Commerce international des pays signataires. Le personnel du Secrétariat ne peut ni participer à l'élaboration de politiques dans ces trois pays, ni influencer celle-ci. Le Secrétariat de l'ALENA interagit également avec les cinq membres désignés du groupe spécial – des experts en commerce international chargés de régler les différends, au cas par cas, et n'ayant pas le droit d'avoir un contact direct avec les représentants des gouvernements.

Le Secrétariat de l'ALENA apporte un soutien juridique, professionnel et consultatif aux groupes spéciaux et aux comités, et coordonne tous les aspects administratifs et financiers du processus. Les sections nationales gèrent chacune un greffe de type judiciaire relatif aux procédures de règlement de différends commerciaux les concernant, et la Section canadienne met à jour le site Web tripartite de l'ALENA en consultation avec les sections nationales des États-Unis et du Mexique.

L'orientation politique du programme de travail de l'ALENA est assurée par les ministres, et ce, par l'entremise de la Commission du libre-échange de l'ALENA. De plus, les sous-ministres chargés du commerce des pays de l'ALENA se rencontrent deux fois par année pour exercer une surveillance de haut niveau sur les comités et groupes de travail de l'ALENA. La gestion quotidienne du programme de travail de l'ALENA, et de l'application de l'Accord plus généralement, est faite par les « coordonnateurs » de l'ALENA, trois hauts responsables du ministère du Commerce désignés par leurs pays respectifs. Le Groupe de travail qui se penche sur les questions relatives au chapitre 19, mis sur pied par la Commission du libre-échange, a la tâche d'examiner les problèmes qui surgissent dans l'administration des procédures de règlement des différends de l'Accord.

Sous les auspices de l'ALENA, plus de 30 groupes de travail, comités et autres organes subsidiaires ont été constitués en vue de faciliter le commerce et l'investissement et de veiller à la mise en œuvre et à l'administration efficaces de l'Accord. Leurs principaux domaines de travail comprennent le commerce des marchandises, les règles d'origine, les douanes, le commerce des produits agricoles et les subventions agricoles, les normes, les marchés publics, l'investissement et les services, les mouvements transfrontaliers des gens d'affaires et les autres modes de règlement des différends. Les groupes de travail et les comités de l'ALENA aident également à faciliter la mise en œuvre de l'ALENA et offrent des lieux de discussion où l'on cherche des moyens de libéraliser davantage les échanges commerciaux entre les pays membres (deux séries de discussions visant à accélérer l'élimination des tarifs ont eu lieu sous l'égide du Comité du commerce des marchandises, par exemple).

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Secrétariat de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)	L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est entré en vigueur en 1989 et l'ALENA en 1994.	Les sections nationales du Canada et des États-Unis du Secrétariat gèrent de concert les procédures relatives au règlement de différends commerciaux, convenues en vertu de l'ALENA. Échange d'informations en cours	Section américaine du Secrétariat de l'ALENA, située à Washington, D.C.; à l'occasion, universités américaines, barreaux d'États et associations américaines de commerce international; relations étroites avec l'ambassade des États-Unis à Ottawa	Section canadienne du Secrétariat de l'ALENA; Commerce international Canada; Agence des services frontaliers du Canada; Tribunal canadien du commerce extérieur; Industrie Canada; Justice Canada

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Le Secrétariat de l'ALENA est en interaction avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) dans le cadre des enquêtes portant sur les allégations de dumping ou de subvention. À la demande de groupes industriels de l'un ou l'autre des deux pays, il forme à cette fin un groupe spécial, conformément à l'article 19 de l'ALENA. Au Canada, ces enquêtes sont menées par l'ASFC et sa décision finale ordonnant l'imposition d'un droit antidumping et/ou compensateur peut être portée en appel auprès du Secrétariat de l'ALENA. Une enquête distincte est menée par le TCCE en vue d'examiner si les produits faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention ont causé un dommage à l'industrie canadienne. Le Secrétariat de l'ALENA interagit également de façon directe avec plusieurs autres ministères ou organismes en ce qui a trait aux dossiers de l'ALENA, entre autres, Commerce international Canada (Sélection des membres du groupe spécial), Industrie Canada (Projet de recherche sur les politiques) et Justice Canada (Programme d'excellence pour avocats).

Liens utiles

www.nafta-sec-alena.org (Secrétariat de l'ALENA)

www.nafta-sec-alena.org/canada/index_f.aspx (Secrétariat de l'ALENA – Section canadienne)

www.dfait-maeci.gc.ca/nafta-alena/agree-fr.asp (Page de l'ALENA, site Web de Commerce international Canada)

www.usitc.gov (US International Trade Commission)

www.ita.doc.gov (US International Trade Administration)

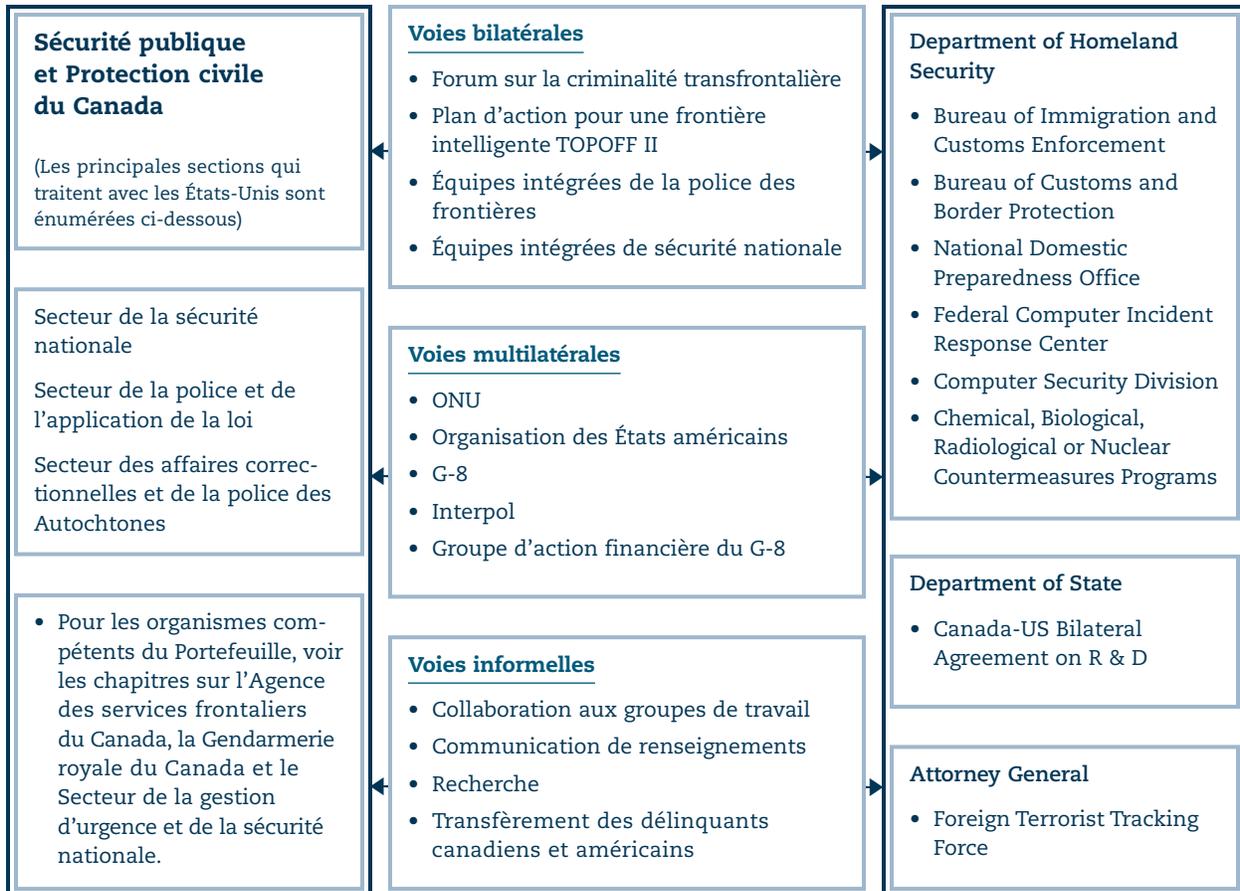
www.doc.gov (US Department of Commerce)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC) assure un leadership, au nom du gouvernement fédéral, aux services de police et aux organismes d'application de la loi de manière à lutter efficacement à l'échelle nationale et internationale contre les activités criminelles qui portent atteinte à la sécurité publique et à l'intégrité des institutions politiques et judiciaires au Canada. SPPCC est aussi responsable de la gestion des situations d'urgence, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles ou d'événements attribuables aux activités humaines. De plus, SPPCC est responsable du registre des armes à feu, ainsi que de la sécurité communautaire qu'il assure par l'entremise du Centre national de prévention du crime.

Les responsabilités de SPPCC sont directement liées aux plus grandes priorités du gouvernement américain, notamment le renforcement des programmes de sécurité publique et de lutte contre le terrorisme, qui touchent les deux pays. Afin de coordonner les efforts de part et d'autre de la frontière, SPPCC collabore principalement avec le Department of Homeland Security et le Department of State américain ainsi qu'avec le US Attorney General. De plus, SPPCC entretient des relations avec les départements de la Justice fédéral et étatiques et les autorités correctionnelles de 49 États.

Les représentants de SPPCC collaborent avec leurs homologues sur diverses questions bilatérales. La Déclaration sur la frontière intelligente Canada – É.-U. et son plan d'action servent de fondement à la collaboration transfrontalière qu'entretient SPPCC pour assurer la sécurité publique. SPPCC collabore aussi avec ses homologues américains dans le cadre des Équipes intégrées de la police des frontières (EIPF) et des Équipes intégrées de sécurité nationale (EISN), dirigées par la GRC. Il s'agit d'équipes spéciales conjointes d'application de la loi composées d'autorités policières, d'agents d'immigration et de responsables des douanes qui travaillent de concert avec des organismes d'application de la loi locaux, provinciaux et étatiques.

De plus, SPPCC (anciennement le ministère du Solliciteur général du Canada) et le US Attorney General coordonnent leurs efforts afin de répondre aux questions liées à la criminalité transnationale au moyen d'un mécanisme de consultation bilatéral : le Forum sur la criminalité transfrontalière (FCT). Le FCT réunit des praticiens américains et canadiens qui travaillent ensemble afin de s'attaquer aux problèmes du crime organisé, du marketing de masse frauduleux, du blanchiment d'argent, de la criminalité informatique et d'autres plus nouveaux, dont le terrorisme.

SPPCC travaille aussi en étroite collaboration avec ses homologues américains dans le cadre de tribunes internationales de portée générale afin de donner suite aux priorités communes en matière de politiques et de programmes. Les principales tribunes multilatérales comprennent divers organes spécialisés de l'ONU (p. ex. la Commission des stupéfiants de l'ONU), l'Organisation des États américains, le G-8, le Groupe d'action financière et Interpol.

À un niveau moins officiel, certains des programmes et activités dont est chargé SPPCC nécessitent une collaboration constante. Par exemple, le Programme de transfèrement des délinquants, qui permet aux détenus canadiens et américains de purger leur peine dans leur pays de citoyenneté, nécessite une communication d'information régulière. Enfin, SPPCC a entrepris des initiatives de recherche conjointes avec le Department of Defense américain par l'entremise du Technical Support Working Group. Ces initiatives comprennent le Protocole d'entente entre les États-Unis et le Canada sur la recherche et le développement en matière de lutte contre le terrorisme, le Groupe bilatéral consultatif (mécanisme de communication d'information concernant la recherche et la technologie), actuellement dirigé au Canada par Affaires étrangères Canada, et l'accord quadrilatéral sur la recherche et le développement contre le terrorisme chimique et biologique.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Forum sur la criminalité transfrontalière (FCT)	Mis sur pied en 1997 pour faire obstacle à la contrebande dans l'est des deux pays, le Forum est devenu la principale tribune où les autorités canadiennes et américaines peuvent discuter de la coopération bilatérale en matière d'application de la loi. Il permet aussi de gérer les points relatifs à l'application de la loi contenus dans le Plan d'action pour une frontière intelligente.	Le Forum a lieu chaque année. Sept groupes de travail du Forum travaillent ensemble durant toute l'année pour préparer les documents en vue du Forum. Un groupe de travail existe pour chacun des domaines suivants : le renseignement, l'interopérabilité, la fraude par marketing de masse, le crime organisé, la police des frontières, l'antiterrorisme et les poursuites judiciaires. Il existe aussi un groupe consultatif bilatéral sur le trafic d'armes à feu.	Deputy Attorney General; Department of Justice	Directeur, Collaboration à l'échelle de l'hémisphère, Direction générale de la police et de l'application de la loi, SPPCC
Groupe conjoint sur la recherche et le développement en matière de lutte contre le terrorisme	Un Protocole d'entente a été établi et signé en 1995 entre le Department of Defense des É.-U. et le ministère du Solliciteur général du Canada (maintenant SPPCC) sur le Groupe de recherche et de développement pour la lutte antiterroriste.	Ce groupe se réunit deux fois par année et maintient une collaboration ministérielle horizontale. Il assure régulièrement un contact officieux afin d'intégrer ou d'adapter les technologies antiterroristes pour réduire les coûts d'élaboration ainsi que pour évaluer et essayer l'équipement prototype antiterroriste.	Technical Support Working Group, Department of Defense	Division de la lutte contre le terrorisme, Direction générale de la sécurité nationale, SPPCC

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Programme de transfèrement des délinquants	Établi en vertu de la <i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , le programme existe depuis 25 ans et permet aux délinquants de purger leur peine dans leur pays de citoyenneté.	Communication de renseignements et collaboration constantes pour permettre le transfèrement de délinquants canadiens incarcérés aux États-Unis dans des prisons d'État ou fédérales, ainsi que le transfèrement de délinquants américains incarcérés au Canada	Office of Enforcement Operations, US Bureau of Prisons, les départements de la Justice et les autorités correctionnelles de 49 des 50 États.	Gestionnaire, Division des transfèrements internationaux, Service correctionnel du Canada
Relations multilatérales				
Commission inter-américaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)	Créée en 1984, la CICAD est une agence autonome de l'Organisation des États américains.	Sécurité publique et Protection civile Canada dirigera l'approche du Canada en ce qui concerne la présidence de la CICAD en 2004.	Représentant de la mission permanente auprès de l'OEA, Department of State	Directeur, Collaboration à l'échelle de l'hémisphère, Direction générale de la police et de l'application de la loi, SPPCC
Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE)	Le CICTE a été créé en 1998, lors de la deuxième conférence spécialisée de l'OEA sur le terrorisme qui a eu lieu à Mar del Plata, en Argentine. Le Comité renforce la sécurité de l'hémisphère en permettant aux grands dirigeants, aux experts en la matière et aux décideurs de se communiquer des renseignements.	Des représentants de Sécurité publique et Protection civile Canada font partie de la délégation canadienne auprès du CICTE. Le Comité est l'organisation suprême du système interaméricain qui coordonne les efforts déployés pour protéger les citoyens des pays membres contre le fléau du terrorisme.	Représentant de la mission permanente auprès de l'OEA, Department of State	Division du crime et du terrorisme international, Affaires étrangères Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Groupes spécialisés du G-8	Dans le cadre du G-8, Sécurité publique et Protection civile Canada fait partie de nombreux groupes spécialisés, y compris le Groupe d'experts sur la criminalité technologique (Groupes de Rome et de Lyon), le Groupe d'experts du G-8 sur le terrorisme (Groupe de Rome) et le Groupe d'action financière (blanchiment d'argent et financement des activités terroristes).	En général, les questions soulevées par les groupes spécialisés du G-8 permettent d'établir le programme international relatif à la justice pénale et à la lutte contre le terrorisme. Ainsi, les autorités ministérielles canadiennes et les représentants américains entreprennent et surveillent des initiatives de lutte contre les nouveaux crimes et problèmes de sécurité internationaux à grande incidence.	Divers	Division de la lutte contre le terrorisme, Direction générale de la sécurité nationale, SPPCC

III) AUTRES OBSERVATIONS

Afin d'appuyer la sécurité publique et économique à la suite des événements du 11 septembre, on a cerné un certain nombre d'initiatives d'application de la loi dans le plan d'action pour une frontière intelligente. Le Portefeuille était chargé de donner suite à plusieurs des points prioritaires, et l'ancien ministre du Solliciteur général du Canada a joué un rôle principal dans l'avancement et la mise en œuvre de ces initiatives et dans leur coordination au sein du gouvernement et en collaboration avec les homologues américains.

Liens utiles

www.psepc-sppcc.gc.ca (Sécurité publique et Protection civile Canada)

www.cbsa-asfc.gc.ca (Agence des services frontaliers du Canada)

www.dhs.gov (US Department of Homeland Security)

www.ojp.usdoj.gov/odp (US Office for Domestic Preparedness, Department of Homeland Security)

www.usdoj.gov/ag (US Attorney General)

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE CANADA

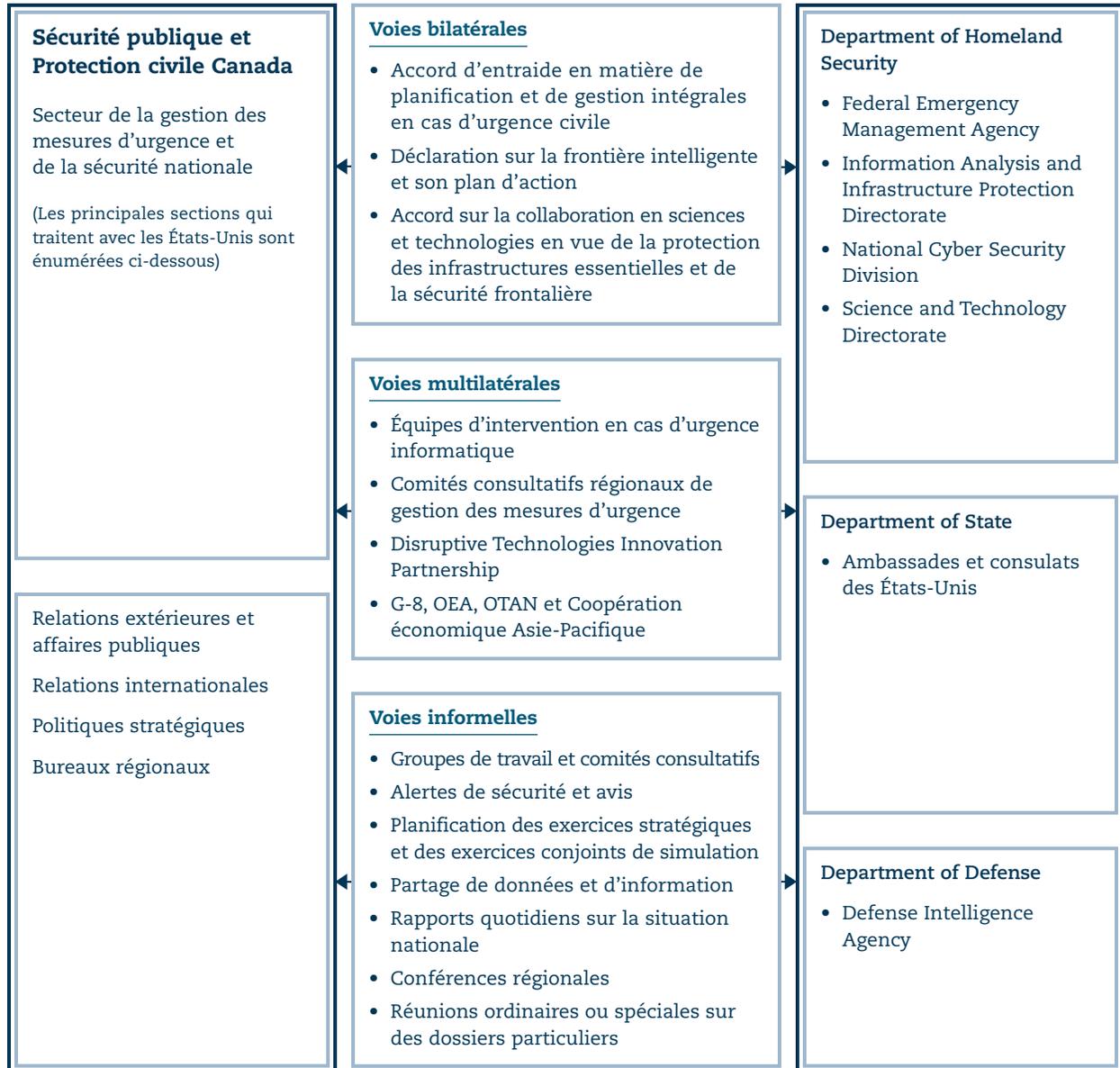
(SECTEUR DE LA GESTION DES MESURES D'URGENCE ET DE LA SÉCURITÉ NATIONALE)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

Le Secteur de la gestion des mesures d'urgence et de la sécurité nationale de Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC) a comme mandat d'assurer un leadership national dans la protection de l'infrastructure essentielle du Canada (composantes physiques et informatiques clés en ce qui a trait à l'énergie, aux installations, aux communications, aux services, au transport, à la sécurité et à l'administration publique) et d'agir à titre de premier point de contact fédéral en matière de protection civile en cas d'urgence nationale pour tous les types de situation. Étant donné que les situations d'urgence ou autres événements graves peuvent avoir des répercussions transfrontalières considérables, SPPCC entretient des relations étroites sur le plan stratégique et opérationnel avec divers homologues américains.

Les relations entre SPPCC et ses homologues américains sont à la fois formelles et informelles. Les relations informelles sont essentielles, car elles constituent une occasion de communiquer sans passer par les institutions et mécanismes formels. Les liens entre le Ministère et ses principaux homologues du domaine de la gestion des situations d'urgence aux États-Unis – la Federal Emergency Management Agency (FEMA) du Department of Homeland Security – ont été noués tant avec l'administration centrale qu'avec les régions, et ont été formalisés dans le cadre d'un accord signé en 1986 (et renouvelé en 1996) qui régit la collaboration en matière de gestion et de planification des situations d'urgence civile. À la suite de cet accord, d'autres relations ont été nouées qui se concrétisent par des comités consultatifs régionaux de gestion des mesures d'urgence, composés de représentants des provinces et des États.

Dans la Déclaration sur la frontière intelligente, signée en décembre 2001, l'infrastructure sécurisée constitue l'un des quatre piliers du plan d'action. À la suite de travaux réalisés conjointement, on a établi le Comité de direction de la protection des infrastructures essentielles ainsi que d'autres groupes de travail canado-américains en août 2002 pour qu'ils élaborent les plans de travail correspondant au point n° 21 du plan d'action. SPPCC copréside ce Comité de direction, et des représentants du Ministère assument le rôle de coprésidents canadiens de cinq des 10 groupes de travail créés en vue de mettre en œuvre les plans d'action conjoints.

En vue de consolider davantage ses relations avec les États-Unis, SPPCC a prêté l'un de ses conseillers principaux à l'ambassade du Canada à Washington. La principale fonction assumée par cet agent de liaison consiste à faciliter, à élaborer et à renforcer les points de contact entre le Ministère et le Department of Homeland Security. Un conseiller principal de SPPCC a aussi été détaché à NORAD/Northcom où il doit collaborer avec le Groupe de planification binational, ce qui établit un point de coordination pour SPPCC, les autres ministères fédéraux ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux. (Veuillez consulter la section du ministère de la Défense nationale pour obtenir de plus amples renseignements.)

Enfin, SPPCC collabore largement avec ses homologues américains dans le cadre d'organisations multilatérales comme le G-8, l'Organisation des États américains (OEA), l'OTAN (c'est-à-dire le Haut Comité pour l'étude des plans d'urgence dans le domaine civil) et la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) où il contribue à l'avancement des dossiers de protection des infrastructures essentielles et de gestion des situations d'urgence.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Accord d'entraide en matière de planification et de gestion intégrales en cas d'urgence civile, groupe consultatif	Créé d'après l'Entente bilatérale sur la collaboration en matière de planification et de gestion d'un plan global de protection civile, signée à Ottawa le 28 avril 1986 (modifiée en 1996)	Groupe consultatif bilatéral ayant pour mandat de consulter, d'encourager, de faciliter et de superviser la coordination de la planification et de la gestion de la protection civile en cas d'urgence dans tous les domaines d'intérêt mutuel. Ce groupe est coprésidé par le SMA, Protection des infrastructures essentielles et Protection civile, au nom du Canada, et par le directeur de la Federal Emergency Management Agency des États-Unis.	Federal Emergency Management Agency	Secteur de la gestion des mesures d'urgence et de la sécurité nationale, SPPCC
Interagency Forum for Infrastructure Protection	Échange d'information et de meilleures pratiques. Sécurité publique et Protection civile Canada est le seul représentant canadien.	Réunions trimestrielles avec de multiples participants américains	Army Corps of Engineers, Bureau of Reclamation, Federal Bureau of Investigation, Sandia National Laboratories et autres spécialistes	Secteur de la gestion des mesures d'urgence et de la sécurité nationale, SPPCC
Collaboration canado-américaine – comité directeur de la Protection des infrastructures essentielles <ul style="list-style-type: none"> • Menaces, alertes et échange d'information • Interdépendances • Technologie ainsi que recherche et développement • Cartographie • Informatique 	Point n° 21 du plan d'action de la Déclaration sur la frontière intelligente	Ces groupes, créés en 2002, étudient les questions transfrontalières reliées aux interdépendances des infrastructures essentielles	Department of Homeland Security; Department of State	Secteur de la gestion des mesures d'urgence et de la sécurité nationale, SPPCC; plusieurs autres ministères fédéraux

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Groupe de travail Canada-États-Unis sur la panne de courant Groupe de travail sur la sécurité	Créé par le premier ministre Jean Chrétien et le président Bush après la panne de courant générale qui a paralysé le nord-est des États-Unis et le sud du Canada le 14 août 2003.	Un groupe de travail fédéral conjoint a été formé pour superviser l'enquête visant à déterminer les causes de la panne de courant. Le rapport final a été rendu public le 5 avril 2004.	Department of Energy	Sous-ministre adjoint, Protection des infrastructures essentielles et Protection civile; dirigé par le Bureau du Conseil privé
Relations multilatérales				
Disruptive Technologies Innovation Partnership	La Défense Intelligence Agency des États-Unis a créé ce partenariat (DTIP) avec la collaboration du R.-U., du Canada et de l'Australie ainsi qu'avec la participation d'organismes américains du milieu du renseignement. De plus, le DTIP collabore avec les organismes de collecte de renseignement brut en vue d'élargir et de préciser les besoins en matière de collecte	Rencontres tous les deux ans, au besoin, sur des sujets précis pour fournir des prévisions intégrées de la capacité des États et autres d'exploiter des applications novatrices de technologies existantes ou nouvelles (met l'accent sur les questions liées au terrorisme).	Futures Divisions, Defence Intelligence Agency, Department of Defense	Chef, Analyse de la menace et du risque, Avertissement et analyse d'incident, SPPCC
Équipe d'intervention en cas d'urgence informatique et centre de coordination à l'université Carnegie Mellon	Partenaires dans un réseau d'alertes informatiques avec les services de protection de l'infrastructure essentielle du R.-U. et de l'Australie	Échange continu d'informations reliées aux points vulnérables, aux réalisations et aux autres données techniques	Carnegie Mellon University	Directeur, Protection cybernétique, SPPCC

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration avec le Department of Homeland Security

La récente signature de la Déclaration sur la frontière intelligente et de son plan d'action a renforcé la relation qu'entretient SPPCC avec ses homologues américains habituels, dont bon nombre ont rejoint les rangs du Department of Homeland Security. SPPCC a développé de bonnes relations de travail avec ce département, et le fait que ces deux organismes partagent une responsabilité mutuelle au sein du Comité directeur de la Protection des infrastructures essentielles a contribué à améliorer ces relations. Avec le Department of Homeland Security, SPPCC a conclu un accord de principe visant à s'assurer que l'information concernant les alertes est transmise au Ministère en même temps qu'elle est communiquée aux États américains, donc avant que le secteur privé ne soit mis au courant.

Collaboration horizontale et intergouvernementale

Pour mieux relever les défis de la sécurité liés aux innovations technologiques, SPPCC, de concert avec d'autres ministères fédéraux et ses homologues américains, a élaboré une entente formelle, *l'Accord entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique et le gouvernement du Canada sur la collaboration en sciences et technologies en vue de la protection des infrastructures essentielles et de la sécurité frontalière*. Cet accord-cadre servira à tous les ministères de l'administration canadienne.

Liens utiles

www.ocipep-bpiepc.gc.ca (Sécurité publique et Protection civile Canada)

www.forces.gc.ca (Ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes)

www.rcmp-grc.gc.ca (Gendarmerie royale du Canada)

www.csis-scrs.gc.ca (Service canadien du renseignement de sécurité)

www.hc-sc.gc.ca/pphb-dgsp/mergency-urgence/index_f.html (Bureau des services d'urgence de Santé Canada)

www.dhs.gov (US Department of Homeland Security)

www.fema.gov (US Federal Emergency Management Agency)

www.nipc.gov (US National Infrastructure Protection Centre)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

VOIES DE COLLABORATION

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Observations générales

La collaboration internationale est très vaste et très poussée dans le domaine de la statistique. La motivation en est triple : améliorer les méthodes et techniques statistiques par des échanges professionnels, accroître la comparabilité internationale des données et apporter une aide technique aux pays en développement. Pour des raisons qui vont de soi, les relations les plus étroites qu'entretient Statistique Canada sont avec les États-Unis. Les méthodes et techniques statistiques se ressemblent dans les deux pays, tout comme une grande partie des phénomènes économiques et sociaux que les statisticiens tâchent de décrire.

Comme le Canada a un système statistique centralisé confié aux soins de Statistique Canada et que, aux États-Unis, le système est décentralisé, l'organisme statistique officiel de notre pays se trouve en liaison avec de nombreux organismes publics américains. On dénombre aux États-Unis plus de 70 organismes relevant des autorités fédérales qui disposent d'un budget annuel de 500 000 \$ et plus pour des activités statistiques; il y en a même 18 parmi eux dont le budget était de plus de 100 millions de dollars pour l'exercice 2003. Les échanges sont officieux en majeure partie et peuvent prendre la forme d'une correspondance, de visites et de participations à des conférences et autres rencontres dans l'un et l'autre pays et de fonctions exercées au sein de comités consultatifs statistiques canadiens ou américains. Dans un petit nombre de cas, le lien est officiel. De plus, les agents de Statistique Canada rencontrent régulièrement des représentants du gouvernement américain à l'occasion de conférences statistiques internationales tenues par des organismes non gouvernementaux.

Sur le plan multilatéral, Statistique Canada entre en interaction avec les États-Unis dans des activités statistiques diverses que soutiennent des instances internationales comme l'ONU, ses commissions régionales et ses organismes spécialisés, et l'OCDE. On peut notamment mentionner à cet égard la Commission de statistique des Nations Unies, la Conférence des statisticiens européens et le regroupement des dirigeants des organismes statistiques nationaux des pays membres de l'OCDE. De plus, les deux pays prêtent une assistance technique aux pays en développement et ils échangent leurs expériences respectives dans ce domaine.

On peut en outre mentionner les efforts concertés des deux pays, dans le cadre de l'ALENA, en vue de développer le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et le Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SCPAN) en vertu d'une entente officielle liant les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis. Un comité directeur trilatéral s'assure que ces classifications sont mises à jour. Récemment, le Mexique s'est joint à la conférence biennale de trois jours qui se tient depuis une vingtaine d'années à l'intention des bureaux régionaux de Statistique Canada et du Census Bureau.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Échanges Statistique Canada-Census Bureau	Mandat de Statistique Canada : échanges permanents sur les méthodes et les expériences depuis les années 1960	Rencontres bilatérales tous les 18 mois	Census Bureau	Direction de la méthodologie, Statistique Canada
National Research Council of the National Academies	Membre du comité d'experts depuis 1997	Échanges permanents portant sur les expériences et les compétences pour le recensement de la population	Committee on National Statistics	Direction de la méthodologie, Statistique Canada
Federal Reserve Board Questions relatives aux comptes financiers et aux comptes du patrimoine	Collaboration permanente depuis un peu plus de 12 ans en ce qui concerne les concepts, les méthodes et les analyses; collaboration dans le cadre d'un groupe de travail de l'OCDE	Contacts téléphoniques réguliers; rencontres occasionnelles	Federal Reserve Board	Division des comptes des revenus et des dépenses, Statistique Canada; Ministère des Finances; Banque du Canada
Échanges Statistique Canada-Bureau of Labour Statistics sur les questions méthodologiques	Mandat de Statistique Canada : échanges permanents depuis les années 1960 sur les méthodes et les expériences en matière d'enquêtes sur le travail	Rencontres bilatérales annuelles ou biennales	Bureau of Labour Statistics	Direction de la méthodologie, Statistique Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
<p>Protocole d'entente canado-américain de 1987 sur les échanges de données sur les importations entre Statistique Canada et :</p> <p>(1) le Census Bureau (Department of Commerce)</p> <p>(2) le Bureau of Customs and Border Protection (Department of Homeland Security)</p>	<p>Protocole d'entente signé en juillet 1987 et mis en application en 1990. Les échanges de données sont contrôlés par deux organes, à savoir le Monitoring Committee (MC ou Comité de surveillance), responsable de l'application et du fonctionnement permanents de ce cadre, et le Strategic Policy Group (SPG ou Groupe de politique stratégique)</p>	<p>Les deux groupes se rencontrent officiellement deux fois par an, alternant entre Washington et Ottawa. La présidence du SPG et du MC revient respectivement en alternance aux quatre organismes visés et aux deux organismes statistiques; les membres du MC se consultent régulièrement (parfois tous les jours) en vue de résoudre les problèmes opérationnels que peuvent poser les échanges; collaboration permanente : consultations téléphoniques et électroniques et visites occasionnelles dans l'un et l'autre des deux organismes statistiques</p>	<p>Bureau of Customs and Border Protection (Department of Homeland Security); Bureau of Economic Analysis; Foreign Trade Division, Census Bureau, Department of Commerce</p>	<p>Division du commerce international (DCI) de Statistique Canada responsable de l'administration de l'entente; Agents régionaux et centraux de l'Agence des services frontaliers du Canada; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Agriculture et Agro-alimentaire Canada; Ministère des Finances; Office national de l'énergie; membres d'Équipe Canada Inc.; Ressources naturelles Canada; Banque du Canada; Industrie Canada; Gouvernements provinciaux; diverses associations industrielles et commerciales</p>
<p>Census Advisory Committee de l'American Statistical Association pour le Census Bureau</p>	<p>Membre de ce comité consultatif</p>	<p>Liaison permanente en vue d'étudier et de présenter des recommandations sur les méthodes d'enquête et les techniques statistiques mises au point par le Census Bureau</p>	<p>Census Bureau</p>	<p>Direction de la méthodologie, Statistique Canada</p>

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Liaison des divisions respectives de la géographie de Statistique Canada et du Census Bureau	Échanges permanents portant sur les expériences et les compétences; interaction au double niveau administratif et technique	Rencontres bilatérales officielles une fois par an; liaison officieuse téléphonique et électronique des agents des deux divisions	L'interlocuteur américain est le directeur de la division de la géographie du Census Bureau	Division de la géographie, Statistique Canada; Élections Canada; Comité mixte des organismes intéressés à la géomatique; Organismes électoraux et organismes responsables de la géomatique dans les provinces et les territoires; Conseil canadien des sciences géodésiques
Enquête canado-américaine : Statistique Canada et National Center for Health Statistics, Centers for Disease Control and Prevention, Department of Health and Human Services	Projet en collaboration de Statistique Canada et du National Center for Health Statistics	Enquête téléphonique ponctuelle devant avoir lieu dans les deux pays; rencontres officielles annuelles; contacts fréquents (liaison mensuelle) des agents des deux organismes	National Center for Health Statistics, Centers for Disease Control and Prevention, Department of Health and Human Services	Division de la statistique de la santé, Statistique Canada; Ministères de la Santé, bureaux de l'état civil et registres du cancer des provinces
Conférence des directeurs régionaux du Census Bureau et de Statistique Canada	Conférence biennale de trois jours portant sur les développements récents, le recensement et les questions soulevées par les organisations	Conférence biennale	Census Bureau	Division des opérations du recensement, Statistique Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
North American Transportation Statistics Interchange	Initiative en collaboration, dans le cadre de l'ALENA, des organismes de transport et de statistique du Canada, des États-Unis et du Mexique	Rencontres annuelles 4 groupes de travail (réunions 2 ou 3 fois par an); liaison permanente par courriel ou conférence téléphonique	Census Bureau, Services Division; Department of Commerce; Department of Transportation; Bureau of Transportation Statistics; Marine Administration; Army Corps of Engineers (USACE)	Division des transports, Statistique Canada; Direction générale de l'analyse économique, Transports Canada; Commission canadienne du tourisme; Agence des services frontaliers du Canada; Office des transports du Canada; Ressources naturelles Canada
Groupe de travail sur la migration en Amérique du Nord	Groupe de travail tripartite créé à titre officieux dans le cadre de l'ALENA en vue d'échanges d'information et d'une amélioration des données; organe coprésidé par Statistique Canada et le Census Bureau	Les agents du Canada, des États-Unis et du Mexique se rencontrent une ou deux fois par an.	Census Bureau	Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada; Citoyenneté et Immigration Canada
Groupe de travail, Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SPAN)	Dans le cadre de l'ALENA, groupe de travail tripartite chargé d'améliorer la comparabilité internationale des statistiques sur l'éducation	Les agents du Canada, des États-Unis et du Mexique se rencontrent une ou deux fois par an.	National Centre for Education Statistics, Census Bureau	Division de la culture, du tourisme et du Centre de la statistique de l'éducation, Statistique Canada
Groupe de travail multilatéral, Projet de convergence (juin 2000)	Accord administratif conclu par Eurostat, Statistique Canada et les organismes statistiques des États-Unis en vue d'harmoniser la classification des entreprises. Le Mexique et la Commission de statistique des Nations Unies (rang d'observateur) y sont également associés.	Rencontres multilatérales et trilatérales plusieurs fois par an selon un calendrier établi; liaison téléphonique et électronique fréquente au double niveau administratif et opérationnel	Economic Classification Policy Committee, Census Bureau	Division des normes, Statistique Canada

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

L'accord officiel le plus important qu'aient conclu le Canada et les États-Unis visait à régler les divergences entre les statistiques des deux pays sur le commerce. Comme les données sont généralement plus précises sur les importations que sur les exportations, on s'est entendu pour que chaque pays exploite les données de l'autre sur les importations pour établir ses propres données sur les exportations. C'est à cette fin qu'un protocole d'entente a été signé par Statistique Canada, Revenu Canada – Douanes et Accise (aujourd'hui l'Agence des services frontaliers du Canada), le US Customs Service (aujourd'hui Bureau of Customs and Border Protection) et le Census Bureau en juillet 1987. L'accord est entré en vigueur en 1990.

Dans son application, il concerne de nombreux intervenants de l'intérieur et de l'extérieur du gouvernement, notamment Agriculture et Agroalimentaire Canada, Affaires étrangères Canada, la Banque du Canada, Commerce international Canada, Industrie Canada, le ministère des Finances Canada, les gouvernements provinciaux et diverses associations industrielles et commerciales. Statistique Canada et le Census Bureau traitent avec l'Agence des services frontaliers du Canada et le Bureau of Customs and Border Protection (Department of Homeland Security) pour s'assurer que les modifications apportées aux méthodes douanières ne nuiront pas à la statistique du commerce.

Les ambassades et les consulats du Canada et des États-Unis sont très rarement présents dans ces relations bilatérales en matière statistique.

Liens utiles

www.statcan.ca (Statistique Canada)

www.bea.doc.gov (U.S. Bureau of Economic Analysis, Department of Commerce)

www.bls.gov (U.S. Bureau of Labor Statistics, Department of Labor)

www.commerce.gov (US Department of Commerce)

www.census.gov (US Census Bureau)

I) PRINCIPAUX HOMOLOGUES AUX ÉTATS-UNIS

GOVERNEMENT DU CANADA

<p>Transports Canada</p> <p>(Les principales sections qui traitent avec les États-Unis sont énumérées ci-dessous)</p>
<p>Groupe des politiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous-ministre adjoint • Politique sur le transport aérien • Politique maritime • Relations internationales • Planification du transport à la frontière Canada – États-Unis • Routes • ALENA <p>Groupe des programmes et des sessions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Affaires environnementales • Programmes aéroportuaires et session • Programmes de surface et session • Programmes portuaires et session <p>Groupe de la sécurité et de la sûreté</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité maritime • Aviation civile • Sécurité routière et réglementation automobile • Sûreté et préparatifs d'urgence • Sécurité ferroviaire • Centre canadien d'urgence transport • Marchandises dangereuses • Collectivité de la réglementation et de l'inspection

VOIES DE COLLABORATION

<p>Voies bilatérales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mécanismes bilatéraux de coopération au niveau des cadres supérieurs ou aux niveaux opérationnels (p. ex. Protocole de coopération entre Transports Canada et le Department of Transportation sur les Grands Lacs, Groupe de coopération Canada/É.-U. sur les questions frontalières de transport, Groupe de travail Canada/É.-U. sur la sûreté des transports, Accord canado-américain sur le transport aérien, etc.)
<p>Voies multilatérales</p> <ul style="list-style-type: none"> • G-8 • Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) • Organisation des États américains • Groupes de travail de l'ALENA • OTAN • Organisation de l'aviation civile internationale • Organisation maritime internationale • Association mondiale de la route • Comités techniques de l'Organisation internationale de normalisation • International Council on Alcohol, Drugs and Traffic Safety • Association of American Railroads • OCDE

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

<p>Department of Transportation Including:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Office of the Secretary • Federal Maritime Administration • Saint Lawrence Seaway Development Corporation • Federal Highway Administration • Federal Motor Carrier Safety Administration • National Highway Traffic Safety Administration • National Center for Statistical Analysis • Federal Aviation Administration • Federal Railroad Administration • Army Corps of Engineers <p>Department of Homeland Security</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transportation Security Administration • Coast Guard <p>Department of State</p>
<p>Autres organismes des États-Unis</p> <ul style="list-style-type: none"> • American Automobile Association • American Association of Motor Vehicle Administrators • Coast Guard Bridge Administration • Environmental Protection Agency • Partenaires dans le secteur des transports



Observations générales

En raison du degré élevé d'intégration du réseau de transport nord-américain, Transports Canada (TC) entretient des liens étroits avec les É.-U. sur les questions liées à ce secteur. Les principales organisations homologues de TC sont le Department of Transportation (DOT) des États-Unis et les organismes affiliés ainsi que le Department of Homeland Security (DHS).

Les liens qui unissent les deux pays sur le plan des transports sont aussi complexes qu'importants. Le trafic et les échanges commerciaux résultent en grande partie de chaînes d'approvisionnement complexes que gèrent des sociétés transnationales, dont les installations et les fournisseurs sont répartis à l'échelle de l'Amérique du Nord, le Mexique compris, et de la planète. Les routes et les voies ferrées traversent les frontières et rejoignent de vastes réseaux dans les deux pays. Dans le secteur maritime, le trafic est acheminé dans une large mesure via les ports canadiens, à destination des É.-U. et vice-versa. Les utilisateurs des services aériens se rendent à des destinations internationales à partir du Canada et des É.-U., les deux pays servant de postes frontaliers, tandis que les voyageurs canadiens se rendent aux É.-U. après être passés par des installations américaines de prédédouanement situées dans certains aéroports canadiens.

Compte tenu de cette intégration, Transports Canada se doit, pour atteindre ses objectifs clés, d'accorder une attention particulière au contexte des relations entre le Canada et les É.-U. Par exemple, il doit prendre des mesures en faveur de la sécurité dans tous les modes de transport en se rappelant que les camions, les véhicules de passagers, les trains de marchandises et de voyageurs, les aéronefs et les navires traverseront la frontière canado-américaine et celles de différents États, provinces et territoires. Suite aux attaques du 11 septembre, les deux pays ont intensifié les mesures de sûreté dans le secteur des transports et cela pourrait avoir un impact sur l'efficacité du mouvement des passagers et des marchandises, surtout aux frontières, dans les ports et aux aéroports. Les incidences environnementales liées à l'utilisation des transports se feront sentir dans les deux pays et les efforts déployés pour relever ce défi doivent comporter un certain degré de coordination avec notre principal partenaire commercial. Dans le secteur économique, le Ministère doit situer constamment la compétitivité des fournisseurs canadiens de services de transport et des entreprises qui en sont tributaires dans le contexte du marché nord-américain global.

Les relations de Transports Canada avec ses organisations homologues américaines prennent surtout ces formes : 1) institutions bilatérales officielles, 2) institutions multilatérales officielles, et 3) relations officieuses.

Dans le cas des relations bilatérales, l'organisation homologue officielle de Transports Canada est le DOT. TC a établi un certain nombre de mécanismes officiels de coopération bilatérale avec le DOT sur des questions d'importance réciproque, notamment les accords, les comités directeurs et les groupes de travail. Les tribunes bilatérales comprennent entre autres le Protocole de coopération sur le transport maritime à courte distance entre le Canada et les É.-U. et le Groupe de travail sur les questions frontalières de transport (GTQFT). L'objectif du GTQFT est d'améliorer la planification binationale des transports, le partage de l'information pour l'ensemble de la frontière et la coordination et la collaboration entre organismes sur des questions reliées à l'infrastructure des frontières. Le GTQFT se réunit deux fois par année et dispose d'un plan d'action comprenant la technologie des frontières, des données sur le trafic et les échanges commerciaux, la coordination entre organismes et des initiatives de partage d'information (site Web, etc.).

TC entretient également des liens bilatéraux avec le DHS, par l'intermédiaire du Groupe de coopération Canada/É.-U. sur la sûreté des transports (TSA) et avec le Groupe de travail binational sur la conformité à la législation en matière de sûreté maritime et l'application connexe (US Coast Guard).

Le Ministère s'emploie également à gérer certaines questions clés dans le cadre de tribunes internationales multilatérales auxquelles prennent part les É.-U. et le Canada. La dynamique de ces tribunes, il va sans dire, diffère de celle des mécanismes bilatéraux, dans la mesure où elles impliquent la collaboration du Canada et des É.-U. pour la réalisation d'objectifs d'intérêt mutuel ou le désaccord d'un pays avec l'autre sur certains points. Le Canada et les É.-U. partagent souvent des vues similaires nord-américaines. Si le Canada appuie les É.-U. dans des tribunes multilatérales, dans le cas d'un intérêt réciproque, cela permet, il va sans dire, de promouvoir davantage des questions canadiennes clés dans le cadre des relations bilatérales avec les É.-U. Les tribunes multilatérales comprennent l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'Organisation maritime internationale (OMI), dont TC est le ministère fédéral responsable, ainsi que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Groupe de travail de l'APEC sur les transports, entre autres.

Enfin, les relations officieuses sont nécessaires pour la gestion des relations générales entre le Canada et les É.-U. en matière de transport. Les responsables de tous les niveaux de TC maintiennent des liens étroits avec leurs homologues américains qui travaillent aux mêmes dossiers. C'est ainsi que beaucoup de conflits potentiels peuvent être réglés par un simple appel téléphonique, par l'envoi d'un courriel ou encore par la tenue de discussions informelles en marge des réunions officielles. Les liens qu'entretient TC avec les É.-U. ne se comparent à ceux d'aucun autre pays, signe de l'importance des relations entre le Canada et les É.-U.

Dans le cadre des relations informelles surtout, les responsables de Transports Canada ont tendance à traiter directement avec leurs homologues américains. En outre, les questions sont souvent de nature très technique et il est donc difficile pour des intermédiaires de prendre part au processus. Toutefois, le Ministère fait souvent appel à Affaires étrangères Canada par l'intermédiaire de l'ambassade du Canada à Washington, surtout lorsqu'il s'agit d'organiser des réunions ou de communiquer avec des responsables de haut niveau des É.-U.

II) PRINCIPALES INSTITUTIONS ET ENTENTES

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Groupe de travail Canada/É.-U. sur les questions frontalières de transport	Suivi du Protocole de coopération d'octobre 2000 entre Transports Canada et le Department of Transportation sur les questions reliées au transport de surface	Deux réunions plénières par année; des sous-comités organisent des conférences téléphoniques ou des réunions selon les besoins. Le Groupe de travail a été créé pour améliorer la planification binationale, le partage d'information pour l'ensemble de la frontière et la coordination entre organismes. Il dispose d'un plan d'action prévoyant des initiatives en matière de données sur les échanges commerciaux et le trafic, la technologie des frontières et le partage d'information.	Office of Interstate and Border Planning, Federal Highway Administration; Department of Homeland Security, Department of State; General Services Administration	TC; Agence des services frontaliers du Canada; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Citoyenneté et Immigration Canada; Agence canadienne d'inspection des aliments; ministères provinciaux / territoriaux des transports
Groupe de travail sur l'architecture des flux d'information frontaliers (GTAFIF)	Suivi de la réunion du Groupe de travail sur les questions frontalières de transport de juin 2003	Deux réunions plénières par année en collaboration avec le Groupe de travail sur les questions frontalières de transport; conférences téléphoniques mensuelles.	Office of Freight Management and Intermodalism; Federal Highway Administration	TC, Bureau des systèmes de transport intelligents; Bureaux régionaux, TC; Agence des services frontaliers du Canada; ministères provinciaux / territoriaux des transports
Élaboration du plan de fermeture du Système national de transport aérien civil de Transports Canada Coordination avec la Federal Aviation Administration	Mettre au point un plan coordonné en conformité avec le mandat ministériel	Réunions de groupe de travail – deux fois par année	Federal Aviation Administration; Transportation Security Administration	TC, Aviation civile, organisations d'intervention en cas d'urgence dans le secteur des transports (NAV CANADA; ministère de la Défense nationale, principaux aéroports, etc.)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Plan d'urgence concernant les lieux d'atterrissage d'urgence pour la navette spatiale de la NASA – Coordination avec la NASA, le Department of State et l'ambassade des É.-U.	Collaboration continue à l'intervention d'urgence coordonnée en cas d'incident impliquant la navette de la NASA (atterrissage d'urgence dans des aéroports canadiens)	Réunions de coordination selon les besoins, et surveillance directe de tous les lancements de navette (angles d'inclinaison de 51,6 et de 57,0 degrés)	Ambassade des É.-U., section économique, à Ottawa; Landing Support Office du Johnson Space Center de la NASA, à Houston	TC, Division des opérations de contingence de l'aviation civile; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; ministère de la Défense nationale (Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage de Halifax); NAV CANADA; aéroports de Halifax, de Gander, de St. John, de Stephenville et de Goose Bay
Accord bilatéral relié à la sécurité aéronautique (2000)	Collaboration bilatérale continue pour la promotion de la sécurité de l'aviation civile	Consultations fréquentes entre les autorités de l'aviation civile : Federal Aviation Administration et Transports Canada, selon les besoins.	Federal Aviation Administration	TC, Politique sur le transport aérien international et Aviation civile
Accord relatif au prédédouanement aux aéroports	Accord bilatéral relatif à la sécurité aéronautique (2000). L'Accord de prédédouanement prescrit qu'un groupe de consultation Canada / É.-U. doit être créé avec pour mandat de revoir les questions de prédédouanement	Réunions bilatérales; discussions téléphoniques ponctuelles avec le Department of Homeland Security; le groupe de consultation devrait tenir au moins une réunion par année.	Ambassade des É.-U. à Ottawa; Department of Homeland Security	TC, Politique sur le transport aérien international; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Ambassade du Canada à Washington; Agence des services frontaliers du Canada; Citoyenneté et Immigration Canada; Office des transports du Canada; intervenants (compagnies aériennes, aéroports, etc.)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Sommet transfrontalier régional sur les transports entre Transports Canada et la Federal Aviation Administration (événement annuel)	Collaboration continue pendant 20 ans, dans le cadre de conférences portant sur des questions reliées au transport transfrontalier	Événement annuel (durée de 3-4 jours) organisé à tour de rôle par la Federal Aviation Administration et Transports Canada à divers endroits au Canada et aux É.-U.	Federal Aviation Administration : région de l'Alaska, à Anchorage (Alaska) Région NW Mountain, Washington	TC, Aviation civile, directions des Régions du Pacifique et des Prairies et du Nord
Communications entre Transports Canada et la Federal Aviation Administration sur des questions concernant la certification régionale, le transport transfrontalier et la coordination des opérations commerciales	Collaboration continue, conformément au protocole d'entente et aux accords entre les É.-U. et le Canada	Conversations téléphoniques ponctuelles avec les homologues américains relativement à certaines questions de certification	Pour l'aviation commerciale et d'affaires : Federal Aviation Administration, Bureau de Seattle; Certification des aéronefs : Federal Aviation Administration, New York Aircraft Certification Office	TC, Aviation civile, Région des Prairies et du Nord
Accord de services aériens Canada/É.-U.	Accord de services aériens de 1995 signé par les deux pays sur les services aériens transfrontaliers	Réunions bilatérales : communications téléphoniques peu fréquentes Réunions informelles sur des questions bilatérales (rares)	Department of Transportation; Department of State; Ambassade des É.-U. à Ottawa	TC, Politique sur le transport aérien international, Groupe des politiques; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Office des transports du Canada; Ambassade du Canada à Washington; intervenants (compagnies aériennes, aéroports, etc.)
North American Aerospace Surveillance Council (NAASC)	Coopération intergouvernementale élargie pour un plus grand partage des données, une meilleure coordination et des possibilités de surveillance aérienne, après le 11 septembre 2001	Réunions bilatérales deux fois par année entre les organismes gouvernementaux, pour améliorer les capacités de surveillance aérienne dans l'espace commun des deux pays	Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD)	TC, Services de navigation aérienne et Espace aérien; ministère de la Défense nationale; NAV CANADA; Gendarmerie royale du Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Groupe de travail de la Federal Aviation Administration sur la norme des É.-U. régissant les procédures aux instruments en région terminale (TERPS)	Collaboration continue sur des normes conjointes pour la conception de procédures aux instruments	Réunions bilatérales tous les deux ans pour l'élaboration de normes	Federal Aviation Administration, Mike Monroney Aeronautical Centre, Oklahoma City	TC, spécialiste des Normes et des Procédures de l'espace aérien
Transportation Research Board, Freeway Operations Committee – échange de renseignements techniques sur les Systèmes de transport intelligents (STI)	Responsabilité fédérale/provinciale partagée; collaboration continue	Réunions multilatérales, 2 réunions plus 4 à 6 conférences téléphoniques par année	Champions des Systèmes de transport intelligents en provenance d'États américains et d'autorités locales; Federal Highway Administration, personnel / consultants des Systèmes de transport intelligents	TC; Ministère des Transports de l'Ontario (MTO); Transports Québec; ministère des Transports de C.-B.; STI Canada
ENTERPRISE Shared Pool Fund (Efforts de collaboration pour le développement et la démonstration de systèmes de transport intelligents [STI])	Collaboration continue avec STI. Représentant de Transports Canada au sein du Comité exécutif	Trois réunions par année du Comité exécutif aux É.-U. Réunions spéciales de projet, selon les besoins	Départements des transports des États	TC; Gouvernement de l'Ontario; municipalités et universités pour certains projets
National Transportation Commission for ITS Protocol (NTCIP)	Élément important des activités d'élaboration des normes	2-4 réunions officielles annuelles aux É.-U. Réunions spéciales de projet selon les besoins – téléconférence en générale	Responsables de l'American Association of State Highway and Transportation (AASHTO)	TC; Industrie canadienne et ontarienne; STI Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Canada-U.S. Ontario Michigan Bi-national Transportation Partnership	Partenariat binationnel formé en 2001 entre la province de l'Ontario et l'État du Michigan, dans le but d'élaborer une stratégie sur les besoins d'infrastructure des transports à long terme au point de passage Windsor-Detroit	Les membres du partenariat binationnel, notamment Transports Canada, le ministère des Transports de l'Ontario, le Department of Transportation du Michigan et la Federal Highway Administration, tiennent des réunions trimestrielles (approximativement)	Department of Transportation of Michigan; Federal Highway Administration	TC; ministère des Transports de l'Ontario
Ontario Michigan Border Working Group	Le Groupe de travail avait pour nom le Windsor/Detroit Border Working Group et avait été créé à la demande de Transports Canada, mais on l'a rebaptisé et revigoré après un sommet entre le ministre des Transports de l'Ontario et son homologue du Michigan.	Le Groupe de travail se réunit une fois tous les 2-3 mois et a pour objectif de faciliter le mouvement rapide des personnes et des marchandises entre le Michigan et l'Ontario et ce de façon efficace, sûre et sécuritaire.	Federal Highway Administration; Department of Transportation du Michigan; Department of Homeland Security	TC; ministère des Transports de l'Ontario; Agence des services frontaliers du Canada
Upper Midwest Freight Corridor Study, enquête sur les activités de transport de fret dans le corridor situé entre les États du Minnesota et l'Ohio	Collaboration continue à l'étude, dont la date d'achèvement est prévue pour la fin de 2004	Réunions bilatérales du comité directeur, téléconférence hebdomadaire et réunions trimestrielles	Midwest Regional University Transportation Centre	TC; ministères des transports de l'Ontario et du Manitoba

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Canadian/American Border Trade Alliance (Can/Am BTA) (Nota : Le Can/Am BTA est uniquement une organisation non gouvernementale de défense des intérêts des intervenants)	Collaboration bilatérale continue sur les échanges commerciaux, les transports et la gestion des frontières depuis 1998	Deux conférences par année : Printemps-Ottawa, Automne-Washington; Participation occasionnelle	Can/Am BTA Secretariat	TC, Programmes et Cessions; participants à la conférence : Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada, Agence des services frontaliers du Canada, Agence canadienne d'inspection des aliments, Gouvernement de l'Ontario
Canada-US Transportation Security Cooperation Group (avec la TSA)	Collaboration continue pour rehausser la sûreté des transports dans l'aviation et le transport de surface	Deux conférences annuelles et réunions additionnelles de 3 groupes de travail	Transportation Security Administration	TC, Sûreté et préparatifs d'urgence
Groupe de travail binational sur la conformité à la législation en matière de sûreté maritime et l'application connexe	Collaboration continue pour rehausser la sûreté opérationnelle dans le secteur maritime	Liaison continue selon les besoins, complétée par des réunions	US Coast Guard	TC, Sécurité maritime
Partage d'information et d'expérience sur le transport maritime à courte distance	Protocole de coopération signé avec les É.-U. en juillet 2003	Les participants acceptent de partager des connaissances et des renseignements sur la technologie du transport maritime à courte distance, d'appuyer les efforts de R et D d'intérêt mutuel par le partage d'information, de se tenir au courant des politiques et des directives et d'appuyer les efforts de chacun pour promouvoir ce type de transport	Maritime Transportation, Department of Transportation	TC, Politique maritime

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations bilatérales				
Joint Canada/US study on future infrastructure needs of the Great Lakes – St. Lawrence Seaway navigation system	Étude lancée en vertu du protocole de coopération (mai 2003) entre Transports Canada et le Department of Transportation	L'étude porte sur les besoins continus d'entretien et d'investissement pour appuyer l'infrastructure actuelle de la Voie maritime. Le Comité directeur tient quatre réunions par année. Réunions périodiques de l'équipe de gestion et des employés de niveau opérationnel pour examiner les progrès réalisés.	Department of Transportation, Office of the Under Secretary; Federal Maritime Administration; Saint-Lawrence Seaway Development Corporation; US Army Corps of Engineers	TC, Politique maritime (organisme responsable); TC, Programmes environnementaux, Environnement Canada; Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent
International Mobility and Trade Corridors (IMTC)	Coopération internationale continue depuis 1997	Réunions mensuelles du comité directeur; réunions des comités des projets	Whatcom County Council of Governments (personnel d'International Mobility and Trade Corridors); organismes frontaliers des É.-U.; Department of Transportation; État de Washington; etc.	TC, Direction de la coordination et des conseils sur les politiques; Région du Pacifique, TC; Agence des services frontaliers du Canada; Consulat du Canada à Seattle; Diversification de l'économie de l'Ouest; ministère des Transports de la Colombie-Britannique; administrations locales; Secteur privé
Relations trilatérales (ALENA)				
Sous-comité des normes relatives aux transports terrestres de l'ALENA Groupe consultatif sur les transports n° 1 – Opérations transfrontalières et facilitation	Collaboration continue avec les É.-U. et le Mexique sur les questions concernant les opérations transfrontalières des véhicules commerciaux	Réunions bilatérales et trilatérales, selon les besoins	Department of Transportation; Federal Motor Carrier Safety Administration	TC, Politique et Sécurité routière; ambassade du Canada; Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé; provinces canadiennes selon les besoins

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations trilatérales (ALENA)				
Sous-comité des normes relatives aux transports terrestres – Groupe de travail n° 2 – harmonisation du poids et des dimensions des véhicules (PDV)	Collaboration continue prescrite par l’ALENA de 1994. Le financement de la délégation canadienne est assuré par le Conseil des sous-ministres, par l’intermédiaire du groupe de travail sur la politique PDV.	Réunion trilatérale annuelle (Canada / É.-U. / Mexique) Les gouvernements fédéraux ont dirigé des réunions avec des représentants de certains États et de certaines provinces. Réunions régionales entre le ministère des Transport de l’Ontario et les États voisins selon les besoins	Federal Highway Administration via Transports Canada ou le secrétaire du groupe de travail sur la politique PDV	TC; groupe de travail sur la politique PDV; toutes les provinces canadiennes participent
Réunion d’aviation trilatérale de l’Amérique du Nord (RATAN)	Harmonisation des règlements nationaux dans l’intérêt de la sécurité de l’aviation (ALENA)	Tous les deux ou trois ans, selon les besoins	Federal Aviation Administration	TC, Aviation civile; Ambassades du Canada aux É.-U. et au Mexique
Comité technique trinational sur la sécurité (Canada, É.-U. et Mexique) et Comité directeur	Collaboration trinationale continue dans le cadre de la Réunion d’aviation trilatérale de l’Amérique du Nord	Chaque année	Federal Aviation Administration	TC, Aviation internationale et programmes techniques
ALENA / Sous-comité des normes relatives aux transports terrestres – Groupe consultatif sur les transports n° 2 (questions relatives à la sécurité ferroviaire et à l’économie)	Collaboration continue avec la Federal Railroad Administration et le Mexique	Réunions annuelle et spéciales	Federal Railroad Administration	Sécurité ferroviaire; Industrie ferroviaire; autres intervenants
ALENA Groupe consultatif sur les transports n° 5 (questions relatives à la politique et à la sécurité maritimes)	Prolongement du cadre du Sous-comité des normes relatives aux transports terrestres (collaboration continue avec la US Coast Guard et le Mexique)	Réunions spéciales bilatérales et trilatérales	Federal Maritime Administration; US Coast Guard, Foreign and Offshore Compliance Division	TC, Politique maritime et Sécurité maritime; Garde côtière canadienne

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Contact américain	Contact et collaborateurs canadiens
Relations multilatérales				
Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) concernant la création d'un nouveau traité de responsabilité sur le transport de fret	Collaboration continue avec des organismes des Nations Unies	Réunions bilatérales ou conférences téléphoniques informelles tous les six mois	Federal Maritime Administration	TC, Politique maritime internationale; collaboration prévue avec Industrie Canada et possiblement d'autres parties
Organisation maritime internationale (OMI) – Traité d'Athènes sur la responsabilité applicable aux passagers qui voyagent par bateau	Une réunion jusqu'à maintenant, dans le but de déterminer la probabilité d'une participation des États-Unis à ce traité	Réunions bilatérales au besoin	Federal Maritime Administration	TC, Politique maritime internationale; collaboration prévue avec Industrie Canada et possiblement d'autres parties
Organisation internationale de normalisation (ISO) Comité technique 204 Groupe de travail n° 14	Participation canadienne à l'ISO Normes sur les systèmes de transport intelligents (STI)	Réunions multilatérales tous les six mois	National Highway Traffic Safety Administration	TC, Division ergonomique; Conseil canadien des normes

III) AUTRES OBSERVATIONS

Collaboration horizontale et intergouvernementale

TC interagit à intervalles réguliers avec d'autres ministères et organismes canadiens, comme Affaires étrangères Canada, Commerce international Canada, Industrie Canada, Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, la Corporation commerciale canadienne et NAV CANADA. Le Ministère entretient également des liens étroits avec des administrations provinciales et locales afin d'appuyer des activités de particuliers et d'entreprises canadiens en Amérique du Nord, en renforçant la capacité institutionnelle des transports par la réglementation et la réalisation des projets conjoints.

L'Ontario-Michigan Border Transportation Partnership est un bon exemple de partenariat fédéral-provincial dans le secteur des transports. Ce partenariat a été créé en 2000 par la Federal Highway Administration des É.-U., Transports Canada, le Department of Transportation de l'État du Michigan et le ministère des Transports de l'Ontario, avec pour mandat d'améliorer le mouvement des personnes, des marchandises et des services à la frontière américaine et canadienne qui sépare le sud-est de l'État du Michigan et le sud-ouest de l'Ontario. Les passages frontaliers de Detroit-Windsor et de Port Huron-Sarnia dans le sud-est de l'État du Michigan et le sud-ouest de l'Ontario sont parmi les postes frontaliers internationaux les plus achalandés en Amérique du Nord et interviennent pour pratiquement 40 % du volume de trafic qui traverse la frontière Canada-É.-U. Le partenariat permet d'élaborer une stratégie pour répondre aux besoins à long terme en matière de capacité de transport au poste frontalier Windsor/Detroit et de déterminer si des processus d'évaluation environnementale peuvent être réalisés plus rapidement.

Les enjeux – Le Department of Homeland Security et le Congrès

Aux États-Unis, la responsabilité des questions relatives à la sécurité des frontières et des transports a été transférée au DHS, ce qui oblige TC à traiter avec deux départements américains et à établir des mécanismes officiels de collaboration avec le DHS. La collaboration avec cet organisme est compliquée par le fait que la responsabilité des questions relatives au transport est répartie entre diverses organisations au sein du DHS qui, lui-même, est une organisation gigantesque. La difficulté découle de la discontinuité et de l'incertitude causées par la création du DHS, en termes de prise de règlements par les É.-U. et de création et d'entretien des liens avec le DHS. À l'heure actuelle, le DHS est en train de regrouper ses pouvoirs, mais TC devra continuer à surveiller la situation de près en ce qui a trait au processus d'établissement des politiques et des règlements, de concert avec AEC et l'ambassade du Canada à Washington.

À l'instar d'autres ministères, TC reconnaît la nécessité pour le Canada d'établir des liens plus étroits avec le Congrès, dont les impératifs ont souvent un impact significatif sur le Canada et ses entreprises de transport. TC reconnaît également la nécessité de travailler avec les intervenants dans chaque pays pour les sensibiliser davantage aux questions reliées au secteur des transports.

Sur le plan environnemental, les mesures américaines visant à promouvoir l'autonomie énergétique accrue à des fins de sécurité s'alignent souvent sur les efforts du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par un meilleur rendement énergétique et par l'utilisation de carburants de remplacement et de nouvelles technologies énergétiques. Toutefois, vu le degré d'intégration entre les deux pays, les normes réglementaires canadiennes sur la réduction des émissions et l'amélioration de l'efficacité des transports doivent tenir compte des normes comparables aux É.-U.

Liens utiles

www.tc.gc.ca (Transports Canada)

www.fac-aec.gc.ca (Affaires étrangères Canada)

www.ambassadeducanada.org/border/transportation-fr.asp (Coopération canado-américaine en matière de transports)

www.dot.gov (US Department of Transportation)



Partie 2 :

Gouvernements provinciaux et territoriaux

I) SURVOL

- Frontière avec les États-Unis : Montana
- Bureau(x) aux États-Unis : un bureau de représentation de l'Alberta sera ouvert à l'Ambassade du Canada à Washington (discours du Trône de l'Alberta, 2004)
- Commerce avec les États-Unis : exportations de 56,7 milliards de dollars (90 % du total des exportations de l'Alberta) et importations de 9,3 milliards en 2003. Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial de l'Alberta. Ils fournissent les deux tiers de l'investissement étranger et 60 % des touristes étrangers. Dix-sept États comptent parmi les 20 principaux marchés internationaux de l'Alberta, les cinq premiers étant l'Illinois, New York, la Californie, le Minnesota et le Tennessee. Parmi les principales exportations, il convient de mentionner le gaz naturel et le pétrole (plus de la moitié du pétrole et du gaz produits en Alberta sont exportés vers les États-Unis), le bétail et le bœuf, ainsi que le bois d'œuvre. En 2003, les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 19 %, principalement à la suite de l'augmentation des exportations de gaz et de pétrole. Toutefois, les baisses importantes des volumes de bœuf et de bétail ont tempéré cette augmentation.
- Coordination gouvernementale : ministère des Relations internationales et intergouvernementales. Deux sections traitent principalement des questions internationales (relations internationales et politique commerciale).

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Pacific Northwest Economic Region (PNWER) avec les États de l'Alaska, de l'Idaho, du Montana, de l'Oregon et de Washington	L'Alberta est un membre fondateur de la PNWER depuis 1985.	Assemblée générale annuelle; séance à huis clos semestrielle; réunions du groupe de travail au besoin afin de promouvoir la coopération régionale pour ce qui est du commerce et des questions d'intérêt mutuel	Représentants de la Colombie-Britannique et du Yukon; des représentants du Consulat du Canada à Seattle assistent parfois aux réunions.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Réunion annuelle – Western Governors' Association-Conférence des premiers ministres de l'Ouest	Les premiers ministres de l'Ouest ont décidé d'institutionnaliser la réunion après le blocus dans le secteur de l'agriculture en 1998.	Depuis 2000, les réunions ont alterné entre les gouverneurs qui assistent à la réunion de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest et les premiers ministres qui assistent à la réunion de la Western Governors' Association.	Autres provinces de l'Ouest. Les consuls généraux du Canada à Minneapolis, Seattle et Los Angeles y assistent à l'occasion	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Council of State Governments – West	Création de réseaux et communication des priorités de l'Alberta	Réunions annuelles pour échanger de l'information et promouvoir les perspectives régionales. L'Alberta est devenue membre associé en 2000.	En général, un représentant du Consulat du Canada à Los Angeles assiste à la réunion.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
National Conference of State Legislators	La participation bipartite des législateurs de l'Alberta est coordonnée par le Bureau du Président.	Réunion annuelle estivale – des réunions de comités et de la direction ont lieu chaque année; l'Alberta observe ou fournit des conférenciers.		Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Collaboration sectorielle multilatérale				
Canadian/American Border Trade Alliance	L'Alberta est membre en règle et participe régulièrement aux réunions.	Réunions semestrielles à Washington et à Ottawa afin d'assurer la croissance du commerce transfrontalier et le lobby sur les questions frontalières	Ambassade du Canada à Washington	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Accord trilatéral sur l'agriculture (Groupe consultatif étatique-provincial)	Augmenter et améliorer la compréhension mutuelle et faciliter la coopération multilatérale pour ce qui est de l'agriculture et des questions alimentaires	Réunions annuelles de toutes les provinces, tous les États des États-Unis et tous les États du Mexique	Autres ministères provinciaux de l'Agriculture	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Western Association of Department of States of Agriculture (WASDA)	L'Alberta est membre associé sans voix délibérative.	Réunions annuelles pour discuter de la réglementation, du commerce, du marketing, etc.	Autres ministres provinciaux de l'Agriculture	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
North American Agriculture Marketing Officials (NAAMO)	Offre l'occasion de discuter des possibilités de marketing, de diffuser les différénds commerciaux, de partager l'information commerciale	Réunions annuelles	Autres ministres et représentants provinciaux de l'Agriculture	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Energy Council	Dirigeants élus des principaux États producteurs d'énergie. L'Alberta est membre affilié international.	Des réunions ont lieu quatre fois par année.	Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse sont aussi membres affiliés.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Western Interstate Energy Board (WIEB)	L'Alberta est membre associé.	Des réunions sont tenues deux fois par année. Affilié à la Western Governors' Association, le WIEB cherche à encourager la coopération entre les États et le gouvernement américain sur les questions énergétiques.	La Colombie-Britannique et la Saskatchewan sont membres associés.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Interstate Oil and Gas Compact Commission	L'Alberta est un observateur – échange d'information sur des questions de réglementation, de politique et d'ordre technique et juridique.	Réunions de six comités permanents		Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Western Association of State Highway and Transportation Officials (WASHTO)	On discute des questions de transport régional.	Des réunions sont tenues deux fois par année.	Les provinces de l'Ouest ont le statut d'observateurs.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
CANAMEX Coalition – corridor de commerce et de transport intermodal nord-sud, depuis le nord de l'Alberta jusqu'à la côte ouest du Mexique	Favorise un système de transport continental intermodal uniforme qui permettra de réduire les coûts et d'augmenter l'efficacité.	Des réunions sont tenues trimestriellement.	En général, un représentant du Consulat du Canada à Los Angeles assiste à la réunion.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
American Association of State Highway Transportation Officials/Groupe de travail sur le poids des véhicules de l'Association des transports du Canada	Examiner les questions de transport transfrontalier entre les provinces et les États frontaliers.	Deux fois par année	Les suggestions de l'Alberta passent par la Saskatchewan, le représentant désigné des provinces de l'Ouest.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Western Legislative Forestry Task Force	Favorise les politiques qui assurent la productivité et la durabilité des forêts de l'Ouest.	Quatre fois par année	La Colombie-Britannique est également membre.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Rocky Mountain Trade Corridor	Collaboration permanente avec les États dans le corridor des Rocheuses.	Conférence d'affaires internationale annuelle; séminaires sur le commerce transfrontalier trois fois par année; favorise et facilite le commerce et les efforts de collaboration entre ses entreprises membres	Représentants de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Collaboration sectorielle bilatérale				
Montana Alberta Bilateral Advisory Council	La relation a commencé en 1985; officialisée en 2000 grâce à un protocole d'entente signé par le premier ministre et le gouverneur.	Réunions annuelles alternant entre l'Alberta et le Montana (réunions ad hoc au besoin, conférences téléphoniques régulières entre les représentants) pour discuter des questions bilatérales, cerner les occasions de coopération, résoudre les problèmes avant qu'ils ne dégèrent	Le Consul général du Canada à Minneapolis est invité à y assister; d'autres représentants du gouvernement fédéral (p. ex. les douanes, l'agriculture) sont invités à y faire des présentations au besoin.	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico
Idaho/Alberta Task Force	Un protocole d'entente a été signé en 2001 par le premier ministre et le gouverneur.	Réunions semestrielles alternant entre l'Alberta et l'Idaho afin d'examiner et de dégager les secteurs de coopération bilatérale, de fournir une tribune pour la résolution informelle des conflits	Aucune à ce jour	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle bilatérale				
Alberta/Alaska Bilateral Council	Un protocole d'entente a été signé en 2002 par le premier ministre et le gouverneur.	Réunions annuelles pour examiner et cerner les questions d'intérêt mutuel, fournir une tribune pour la résolution informelle des conflits	Aucune à ce jour	Directeur associé, International and Intergovernmental Relations between United States and Mexico

III) OBSERVATIONS

Compte tenu de l'importance critique des marchés américains et de l'intégration économique croissante entre le Canada et les États-Unis, l'Alberta a élaboré une stratégie détaillée visant à gérer les relations avec les États-Unis. Les objectifs de sa relation avec les États-Unis sont les suivants :

- Prouver l'engagement de l'Alberta envers les relations entre la province et les États-Unis;
- Établir des relations personnelles avec des décideurs clés et des hauts fonctionnaires dans les capitales des États et à Washington, D.C.;
- Accroître les débouchés pour la collecte de renseignements sur les nouveaux problèmes transfrontaliers clés;
- Encourager et améliorer le commerce et l'investissement;
- Accroître la coopération afin de régler conjointement les problèmes communs.

Le gouvernement de l'Alberta a adopté une approche en trois volets afin d'assurer une efficacité maximale des efforts déployés pour renforcer les relations, d'améliorer les efforts de défense des intérêts et de faciliter la prévention / résolution des conflits avec le gouvernement fédéral et les États américains.

Relation bilatérale avec les États clés

L'Alberta a mis en œuvre des ententes de coopération avec le Montana, l'Idaho et l'Alaska qui exigent des consultations régulières afin de promouvoir la collaboration sur les dossiers/possibilités conjoints et de prévenir ou résoudre les problèmes de façon informelle.

Ententes multilatérales

L'Alberta interagit avec les décideurs clés et assure la défense de ses intérêts aux États-Unis en participant avec des États partenaires à des organismes multilatéraux, dont les suivants :

- Des organismes politiques américains de l'Ouest, comme la Western Governors' Association, le Council of State Governments WEST;
- La Pacific Northwest Economic Region, un organisme regroupant des membres des secteurs public et privé de certaines provinces et de certains États.

Ententes sectorielles

Le gouvernement de l'Alberta participe à des organismes transfrontaliers/sectoriels américains comme la Western Association of Department of States of Agriculture, l'Energy Council et la coalition du corridor de transport et de commerce CANAMEX.

En plus de ces initiatives régionales, l'Alberta cherche également à influencer l'élaboration des politiques américaines au niveau fédéral en travaillant avec l'Ambassade du Canada à Washington, D.C., les consulats canadiens aux États-Unis et le consulat américain à Calgary, afin de faire valoir les intérêts de l'Alberta au chapitre des questions prioritaires.

Liens utiles

www.iir.gov.ab.ca (Alberta Department of International and Intergovernmental Relations)

www.pnwer.org (Pacific Northwest Economic Region)

www.westgov.org (Western Governors' Association – Western Premiers Council)

www.csgwest.org (Council of State Governments – West)

www.washto.org (Western Association of State Highway and Transportation Officials)

www.canamex.org (CANAMEX Coalition)

www.rockymtncorridor.com (Rocky Mountain Trade Corridor)

I) SURVOL

- Frontières avec les États-Unis : Alaska, Washington, Idaho et Montana
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : exportations de 20 milliards de dollars (80 % du total des exportations de la C.-B.) et importations de 11 milliards de dollars (40 % des importations étrangères de la C.-B.) en 2002. Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial de la Colombie-Britannique à l'extérieur du Canada. Les États de Washington, de Californie et d'Oregon sont les trois plus importants partenaires commerciaux de la C.-B. Les principales exportations de la C.-B. vers les États-Unis comprennent les produits du bois (bois d'œuvre, pâte et papier journal, 40 %); le gaz naturel et l'électricité (10 %); les produits de la pêche et les produits automobiles (3 %).
- Coordination gouvernementale: premier ministre de la C.-B. et ministre d'État chargé des relations intergouvernementales, qui détiennent aussi le dossier des relations internationales par l'intermédiaire de l'Intergovernmental Relations Secretariat (IGRS). L'IGRS est responsable du développement global, de la coordination et de la gestion des relations avec le gouvernement fédéral, les autres gouvernements provinciaux et les gouvernements internationaux, y compris les gouvernements américains.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Pacific North West Economic Region (PNWER, 1991) avec les États de l'Alaska, de l'Idaho, du Montana, du Dakota du Nord, de l'Oregon et de Washington	Adhésion pleine et entière à la PNWER, établie en 1991.	Réunions annuelles l'été et l'hiver; réunions fréquentes du Conseil de direction, suivant les besoins; groupes de travail permanents	L'Alberta et le Yukon sont également membres de la Pacific North West Economic Region	Intergovernmental Relations Secretariat (C.-B.) La C.-B. est représentée par cinq députés de l'Assemblée législative, désignés par le premier ministre
Western Governors' Association et Conférence des premiers ministres de l'Ouest	Entente de 1999 entre les gouverneurs de l'Ouest et les premiers ministres pour qu'ils se réunissent annuellement	Réunions annuelles conjointes alternant entre la Western Governors' Association des États-Unis et la Conférence des premiers ministres de l'Ouest	Membres de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest : Alberta, Manitoba, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Yukon et Saskatchewan	Intergovernmental Relations Secretariat (C.-B.)

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Canadian/ American Border Trade Alliance (CanAm BTA)	Adhésion provinciale continue à l'association	Conférence semestrielle; réunions deux fois par année	Plusieurs provinces et organismes fédéraux participent.	Intergovernmental Relations Secretariat (C.-B.)
Council of State Governments (CSG/West)	Membre associé international depuis 2001	Réunions annuelles	L'Alberta est également membre associé.	Intergovernmental Relations Secretariat (C.-B.)
Collaboration sectorielle multilatérale				
Commission du saumon du Pacifique	Entente de 1999 au Traité canado-américain de 1985 portant sur le saumon du Pacifique	La Commission se réunit au moins quatre fois par année	Pêches et Océans Canada et membres de la Commission canadienne (rep. des collectivités de la pêche sportive et de la pêche commerciale)	Ministry of Agriculture, Food and Fisheries de la C.-B.
Western Legislative Forestry Task Force	Collaboration permanente au niveau législatif sur les questions des forêts; groupe principalement américain	Réunions trimestrielles entre le ministre des Forêts de la C.-B. ou ses représentants et 5 homologues américains des États de Washington, de l'Oregon, de l'Idaho, de la Californie et de l'Alaska	L'Alberta participe également.	Ministry of Forests de la C.-B.
Council of Western Attorneys General	Collaboration permanente au niveau régional	Réunions semestrielles du procureur général et des hauts fonctionnaires	Alberta, Manitoba T.N.-O., Yukon et Saskatchewan	Ministry of Attorney General and Treaty Negotiation de la C.-B.
Pacific States/BC Oil Spills Task Force	Mémoire de coopération de juin 2001 (renouvellement de l'entente de 1989)	Réunions annuelles du Conseil d'administration; réunions trimestrielles du comité de coordination	Directeur administratif contractuel; représentants des instances américaines participantes (Alaska, Washington, Oregon, Californie, Hawaii)	Ministry of Water, Land and Air Protection de la C.-B.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
International Mobility and Trade Corridor	US Transportation and Highways Administration par le biais de la Transportation Equity Act for the 21 st Century (TEA-21)	Réunions ordinaires; assemblée générale annuelle; réunions trimestrielles du groupe central; réunion mensuelle du comité de direction; collaboration technique permanente	Bureau régional de Transports Canada; District régional de Vancouver; municipalités locales; intérêts du secteur privé	Ministry of Transportation de la C.-B.
Forum sur la criminalité transfrontalière Canada-États-Unis	Forum consultatif créé en 1997 au niveau fédéral	Réunions annuelles des représentants des provinces canadiennes et des États américains et du gouvernement fédéral	Provinces canadiennes et gouvernement fédéral	Ministry of Public Safety and Solicitor General de la C.-B.
Western Interstate Energy Board (WIEB)	La C.-B. est membre associé. Le WIEB a été créé en vertu du Western Interstate Nuclear Compact (Public Law 91-461) pour représenter le volet « énergie » de la Western Governors' Association.	Les représentants désignés de chaque État membre se réunissent deux fois par année : Arizona, Californie, Colorado, Idaho, Montana, Nebraska, Nevada, Nouveau Mexique, Oregon, Utah, Washington, Wyoming	L'Alberta et la Saskatchewan sont aussi membres associés.	Ministry of Energy and Mines de la C.-B.
Protocole d'entente avec les États de l'Idaho, du Montana, de Washington et de l'Alaska sur l'intervention en cas d'urgence	Protocole d'entente avec les États limitrophes sur l'intervention en cas d'urgence	Au besoin	Aucune	Ministry of Public Safety and Solicitor General de la C.-B.
Collaboration sectorielle bilatérale				
BC/Washington Environmental Co-operation Council	Accord de coopération environnementale de 1992 entre l'État de Washington et la Colombie-Britannique signé par le premier ministre et le gouverneur	Réunions normalement tenues deux fois par année; traitement de dossiers précis par le biais de groupes de travail	Environnement Canada et l'Environmental Protection Agency Region 10 participent habituellement.	Ministry of Water, Land and Air Protection de la C.-B.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle bilatérale				
BC/Idaho Environmental Co-operation Arrangement	Entente générale signée par le premier ministre et le gouverneur en septembre 2003	Réunion des représentants du Ministry of Water, Land and Air Protection de la C.-B. et de l'Idaho Dept. of Environmental Quality (paramètres à déterminer)	Probablement ouverte, sur le modèle de l'accord entre la C.-B. et l'État de Washington	Ministry of Water, Land and Air Protection de la C.-B.
BC/Montana Environmental Co-operation Arrangement	Entente générale signée par le premier ministre et le gouverneur en septembre 2003	Paramètres de la réunion à déterminer au cours de discussions ultérieures avec les représentants du Montana	Probablement ouverte, sur le modèle de l'accord entre la C.-B. et l'État de Washington	Ministry of Water, Land and Air Protection de la C.-B.

III) OBSERVATIONS

Généralités

La Colombie-Britannique (C.-B.) joue un rôle actif dans la région du nord-ouest du Pacifique par le truchement d'institutions régionales et de mécanismes de coopération efficaces entre les instances infranationales canadiennes et américaines (la Pacific North West Economic Region (PNWER), la Western Governors' Association /Conférence des premiers ministres de l'Ouest, la Canadian/American Border Trade Alliance (CanAm BTA), le Traité du fleuve Columbia et la Commission du saumon du Pacifique).

Les interactions entre la C.-B. et ses voisins sont vastes et continues. Le niveau de contact varie (p. ex. du niveau politique aux représentants techniques), de même que le niveau de formalité. Certains liens reposent sur des ententes officielles, mais la plupart ont tendance à être des accords de collaboration. À ces liens institutionnels se rattachent d'innombrables liens directs entre des Canadiens et leurs homologues américains. Le premier ministre discute avec les gouverneurs voisins lorsque l'occasion se présente ou suivant les besoins, comme le font les ministres avec leurs homologues. Les représentants sont souvent en contact relativement aux questions d'intérêt commun. Ces liaisons ont tendance à mettre à profit et à renforcer les liaisons institutionnelles plus formelles.

Collaboration intergouvernementale

La C.-B. travaille également en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux aux questions bilatérales. Le premier ministre de la C.-B., Gordon Campbell, a récemment signé une entente avec l'Alberta menant à une mission conjointe aux États-Unis à l'automne 2003. Du côté fédéral, les consulats du Canada aux États-Unis accordent leur appui aux dossiers politiques et commerciaux, et reçoivent de l'information sur les dossiers se rapportant aux États-Unis dans d'autres lieux organisés par le ministère des Affaires étrangères. De plus, depuis 2001, la C.-B. a participé à des missions commerciales aux États-Unis organisées par Équipe Canada Ouest.

Relations informelles

La C.-B. a des relations indirectes ou informelles avec les États-Unis par le truchement de tierces parties ou de la participation provinciale à des organisations canadiennes ayant des liens avec des structures semblables aux États-Unis. Par exemple, le Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé interagit avec la US Federal Motor Carrier Association par l'intermédiaire de plusieurs comités de travail sectoriels techniques. Un autre exemple est la visite durant l'été 2003 du Joint Transportation Committee de la législature de l'État de Washington pour rencontrer les législateurs de la C.-B., les représentants du ministry of Transportation de la Colombie-Britannique et de la BC Ferries Corporation.

Liens utiles

www.gov.bc.ca (Gouvernement de la C.-B.)

www.igrs.gov.bc.ca (Intergovernmental Relations Secretariat, Gouvernement de la C.-B.)

www.pnwer.org (Pacific North West Economic Region)

www.westgov.org (Western Governors' Association et Western Premiers Conference)

www.canambta.org (Canadian/American Border Trade Alliance)

www.psc.org/Index.htm (Pacific Salmon Commission)

I) SURVOL

- Frontière(s) avec les États-Unis : Aucune
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : En 2003 les exportations se sont élevées à 577,8 millions de dollars (90 % des exportations de l'Î.-P.-É.). Elles se sont composées d'aliments transformés (pommes de terre, légumes), de produits de la mer et de la pêche (homards, crabes, turbot, etc.), de pièces d'avion et d'automobiles, de produits du bois et de meubles. Principales destinations : Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, 30 %) et le reste du marché américain. Les importations correspondent à 6,9 millions de dollars en 2003. Elles sont principalement composées d'équipement pour la transformation des aliments, de semences de légumes, de vin et de plastiques.
- Coordination gouvernementale: Executive Council Office, portefeuille des Affaires intergouvernementales.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC) 6 États de la Nouvelle-Angleterre et 5 provinces de l'Est du Canada	Relation permanente	Conférence annuelle visant à aborder les questions transfrontalières et d'autres sujets d'intérêt commun; réunions multilatérales des gouverneurs et des premiers ministres; collaboration de travail permanente au sein des 3 comités : Comité du commerce et de la mondialisation; Comité de l'environnement; Comité international du Nord-Est sur l'énergie	Secrétariat de la Conférence des premiers ministres de l'Est du Canada; provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et du Québec	Intergovernmental Affairs, Î.-P.-É.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Comité permanent du commerce et de la mondialisation – aborde les questions de politique commerciale, d'expansion du commerce et de transport	Le Comité a été créé à l'occasion de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada en 2000.	Interaction multilatérale entre les représentants des États et des provinces. Réunions semestrielles, conférences téléphoniques, courriels. Il existe un sous-comité qui s'appelle le Groupe de travail des transports.	Provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador et du Québec	Intergovernmental Affairs et le Department of Development and Technology, Î.-P.-É.
Comité permanent de l'environnement Les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et les premiers ministres de l'Est du Canada ont adopté trois plans d'action environnementaux : sur les pluies acides, sur le mercure et sur le changement climatique.	Mandaté par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Collaboration permanente pour protéger l'environnement et la santé des citoyens. Des comités de direction ont été mis sur pied pour mettre en œuvre chacun des trois plans d'action environnementaux.	Interaction multilatérale entre les représentants des États et des provinces; réunions annuelles, conférences téléphoniques, courriels.	Provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador et du Québec; Environnement Canada; consortium Ouranos	Department of Energy and Environment, Î.-P.-É.
Comité international du Nord-Est sur l'énergie (NICE)	Mis sur pied par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada en 1978 pour surveiller les questions transfrontalières communes relatives à l'énergie et y donner suite	Interaction multilatérale entre les représentants des États et des provinces – réunions semestrielles, conférences téléphoniques, tribunes, courriels	Ministères de l'Énergie des provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador et du Québec	Department of Energy and Environment, Î.-P.-É. niveau des directeurs

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Conférence des commissaires de l'Agriculture de la Nouvelle-Angleterre et des ministres de l'Agriculture de l'Est du Canada	Mandaté par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada; collaboration permanente pour favoriser la coopération conjointe à l'égard des questions d'agriculture	Réunions multilatérales annuelles des ministres provinciaux et des commissaires des États américains de l'Agriculture	Autres ministères provinciaux de l'Agriculture de l'Est	Department of Agriculture, Fisheries, Aquaculture and Forestry, Î.-P.-É.
Groupe consultatif étatique-provincial sur l'agriculture créé en vertu du Protocole d'entente Canada-États-Unis sur le commerce agricole (milieu des années 1990)	Collaboration permanente visant à fournir des conseils aux gouvernements fédéraux respectifs sur les questions d'intérêt commun en matière de commerce agricole	Réunions multilatérales des ministres provinciaux et des commissaires des États américains de l'Agriculture, réunions annuelles et ad hoc.	Agriculture et Agroalimentaire Canada, autres ministères provinciaux/territoriaux de l'Agriculture, secrétariat agricole fédéral-provincial, ambassade du Canada à Washington, D.C.	Department of Agriculture, Fisheries, Aquaculture and Forestry, Î.-P.-É.; ministre, sous-ministre, niveau opérationnel
Accord trilatéral sur l'agriculture (1990) Les représentants du Canada, des États-Unis et du Mexique travaillent à renforcer la collaboration entre les secteurs agricoles des 3 pays de l'ALENA.	Collaboration permanente visant à fournir des conseils conjoints aux gouvernements fédéraux respectifs sur les questions de commerce agricole nord-américain	Réunions multilatérales annuelles des ministres provinciaux de l'Agriculture, des commissaires de l'Agriculture des États américains et des secrétaires de l'Agriculture des États du Mexique. Les réunions concernent la National Association of Department of States of Agriculture (NASDA) et les ministères de l'Agriculture et ambassades des États-Unis et du Mexique	Agriculture et Agroalimentaire Canada, autres ministères provinciaux/territoriaux de l'Agriculture, secrétariat agricole fédéral-provincial, ambassades du Canada à Washington, D.C., et au Mexique	Department of Agriculture, Fisheries, Aquaculture and Forestry, Î.-P.-É.; ministre, sous-ministre, niveau opérationnel

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
<p>Alliance pour la sécurité des véhicules commerciaux</p> <p>L'Alliance se voue à l'amélioration de la sécurité des véhicules commerciaux en Amérique du Nord.</p>	<p>Organisation à but non lucratif d'organismes fédéraux, étatiques, provinciaux et territoriaux et de représentants de l'industrie privée au Canada, aux États-Unis et au Mexique voués à l'amélioration de la sécurité des véhicules commerciaux</p>	<p>Conférence annuelle et Championnat des inspecteurs de l'Amérique du Nord/réunions et ateliers périodiques. Communication permanente par courriel, courrier ordinaire, forum sur Internet, conférences téléphoniques</p>	<p>Toutes les provinces et tous les territoires canadiens sont membres de l'Alliance, en vertu d'un protocole d'entente.</p>	<p>Department of Transportation and Public Works, Highway Safety Division, Î.-P.-É., Coordonnateur de la sécurité, agents d'exécution de la loi</p>
<p>Groupe international Canada-États-Unis de gestion des urgences</p> <p>Groupe de travail provincial-étatique</p>	<p>Le protocole d'entente international d'aide à la gestion des urgences a été signé en 2000 par suite d'une résolution de 1998 de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.</p>	<p>Des réunions sont tenues deux fois par année.</p> <p>Il existe un sous-groupe qui travaille au dossier de la capacité du transport de masse.</p>	<p>Représentants des ministères fédéraux, des autres provinces et territoires (organisations de mesures d'urgence) et du secteur privé</p>	<p>Emergency Measures Organizations, section de la Planning and Inspection Services Division du Department of Community and Cultural Affairs, Î.-P.-É.</p>
<p>Protocole d'entente entre le Conseil des premiers ministres des Maritimes et l'État de la Louisiane</p>	<p>Protocole d'entente visant à appuyer l'épanouissement du français en Louisiane et à offrir une possibilité de perfectionnement professionnel aux enseignants francophones de l'Î.-P.-É.</p>	<p>Contact minimal durant l'année; les contacts sont concentrés durant la période de deux mois qui précède les entrevues avec les candidats. Le jury d'entrevue effectue les entrevues à l'Î.-P.-É.</p>	<p>Affaires intergouvernementales et internationales du Nouveau-Brunswick</p>	<p>Department of Education et les Acadian and Francophone Affairs de l'Executive Council Office, Î.-P.-É.</p>

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Assemblée des parlementaires de la Francophonie (APF)	Créée en 1981, l'Assemblée réunit 48 législatures et 16 sections affiliées de parlementaires francophones en provenance des quatre coins du globe	Réunion internationale annuelle de l'Assemblée; réunion annuelle de la section nord-américaine de l'Assemblée; réunion annuelle des présidents des sections locales de la région des Amériques; autres activités, notamment missions d'observation des élections, groupes de discussion et visites aux législatures	Parlement du Québec; Parlement du Canada	Acadian and Francophone Affairs de l'Executive Council Office, Î.-P.-É.

III) OBSERVATIONS

Collaboration intergouvernementale

L'Î.-P.-É. participe aux missions commerciales (une ou deux par année) d'Équipe Canada Atlantique aux États-Unis. Équipe Canada Atlantique est un partenariat regroupant l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Industrie Canada, Affaires étrangères Canada, Commerce international Canada et les quatre provinces de l'Atlantique.

Le monde francophone et la collaboration interparlementaire

Depuis 1994, l'Assemblée législative de l'Î.-P.-É. interagit avec les législateurs du Maine et de la Louisiane au sein de la section américaine de l'Assemblée des parlementaires de la Francophonie (APF), une association de parlementaires francophones en provenance des quatre coins du globe, où deux États américains ont le statut d'observateur. De concert avec un certain nombre de parlementaires francophones de la Nouvelle-Angleterre et de la Louisiane, les parlementaires francophones de l'Î.-P.-É. (Acadiens) participent aux activités de l'APF. Des parlementaires de plusieurs autres provinces canadiennes participent également aux activités de l'APF, y compris de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Québec, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan. Fait digne de mention, environ 20 % de la population de la Nouvelle-Angleterre ont des racines françaises-acadiennes. Ces liens culturels communs ont entraîné une augmentation des visites touristiques dans les Maritimes et au Québec par les résidents de la Nouvelle-Angleterre. Le Parlement du Canada joue un rôle important à ce chapitre en fournissant de l'information aux sections canadiennes de l'APF.

Voies informelles de collaboration

Une interaction officieuse avec les représentants des États américains se produit également par le biais de l'adhésion à de nombreuses ententes ou organisations sectorielles nord-américaines telles que le Plan international d'immatriculation (PII) et l'American Association of Motor Vehicle Administrators (AAMVA), la Federation of Tax Administrators (FTA), le Transportation Research Board (TRB), etc.

Liens utiles

www.gov.pe.ca (Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard)

www.equipecanadaatlantique.com (Équipe Canada Atlantique)

www.cap-cpma.ca (Conseil des premiers ministres de l'Atlantique)

www.assembly.pe.ca/index.php (Assemblée législative de l'Î.-P.-É.)

<http://apf.francophonie.org> (Assemblée parlementaire de la Francophonie)

I) SURVOL

- Frontières avec les États-Unis : Minnesota et Dakota du Nord
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : exportations de 7,1 milliards de dollars (76 % du total des exportations du Manitoba en 2003); les importations représentent presque 8,2 milliards de dollars (79 % du total des importations). Les principaux produits exportés sont le cuivre, le pétrole, la pomme de terre, l'énergie électrique et les pièces d'automobiles.
- Coordination gouvernementale: en novembre 2003, le gouvernement du Manitoba a créé le ministère des Affaires intergouvernementales et du Commerce pour réunir des fonctions internationales qui relevaient auparavant de plusieurs ministères. Bien que certains ministères responsables continuent de jouer un rôle actif sur la scène internationale dans leurs secteurs d'activité propres, le Ministère est responsable de la coordination des activités internationales.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Cadre de liaison pour la Conférence des premiers ministres de l'Ouest/ Western Governors' Association	Entente officielle 2000	Réunions multilatérales annuelles des gouverneurs et des premiers ministres; contact téléphonique ad hoc par le personnel	Les premiers ministres de l'Ouest, les responsables consulaires et l'ambassadeur du Canada assistent souvent aux réunions.	Sous-ministre associé, Relations fédérales-provinciales et internationales et Commerce, Division du commerce et des affaires intergouvernementales, Manitoba
Protocole d'entente pour le Legislators' Forum and Steering Committee entre le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, le Minnesota et le Manitoba	Protocole d'entente officiel 2002	Réunions multilatérales annuelles; conférences téléphoniques trimestrielles du comité de direction; réunions ad hoc concernant des groupes d'activités précis	Aucune	Sous-ministre associé, Relations fédérales-provinciales et internationales et Commerce, Division du commerce et des affaires intergouvernementales, Manitoba

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Groupe consultatif étatique-provincial (sur l'agriculture)	Comité officiel conseillant le Comité consultatif sur l'agriculture en vertu du Protocole d'entente entre le Canada et les États-Unis sur le commerce agricole Le Groupe consultatif étatique/provincial a été créé en 1998.	Réunions multilatérales annuelles des ministres; réunions plus fréquentes des sous-comités	Organismes provinciaux et territoriaux	Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales, Manitoba
Accord trilatéral sur l'agriculture	Comité officiel composé de provinces et d'États des États-Unis, du Canada et du Mexique, créé au début des années 1990	Réunions multilatérales annuelles des ministres; réunions plus fréquentes des sous-comités	Organismes provinciaux et territoriaux	Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales, Manitoba
Northern Plains Producer Conference	Collaboration permanente, 1999	Réunions multilatérales semestrielles	Producteurs de la Saskatchewan et canadiens	Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales, Manitoba
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine (PNAGS)	Entente officielle conclue en 1986 entre le Canada, les provinces, le gouvernement fédéral américain et tous les États américains limitrophes. Le Manitoba est un signataire du Projet conjoint Habitat des Prairies qui cible toutes les activités du PNAGS dans les Prairies.	Le Manitoba est actif au sein du Comité consultatif sur le Projet conjoint Habitat des Prairies; du Waterfowl Committee de l'Association internationale des agences du poisson et de la faune sauvage et de Canadian Wetlands/North America Bird Conservation	Organismes fédéraux et provinciaux	Sous-ministre adjoint, Conservation, Manitoba

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Greenway on the Red	Par suite du Legislators' Forum en 2000, des agences touristiques ont créé le projet « Vacances canado-américaines » dans le but de promouvoir les voyages dans les quatre territoires participants.	Réunions ad hoc multilatérales avec le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Minnesota	Aucune	Culture, Patrimoine et Tourisme, Manitoba
Powering the Plains, Renewable Energy Working Group	Depuis 2001, le Manitoba collabore avec le Minnesota, l'Iowa, le Dakota du Nord et le Dakota du Sud dans le cadre de cette organisation.	4 ou 5 réunions multilatérales par année	Aucune	Sous-ministre adjoint, Énergie, Science et Technologie, Manitoba
La convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants	Obligation découlant d'un traité. Le Canada était un des 4 pays signataires originaux de la Convention, qui est devenue loi au Manitoba en 1983 (en vertu de la <i>Loi sur l'exécution des ordonnances de garde</i>).	La province traite avec les agences américaines fédérales relativement aux cas d'enlèvement international d'enfants qui relèvent de la Convention.	Ministère de la Justice; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada et autres autorités centrales provinciales/ territoriales aux fins de la Convention	Direction du droit de la famille, Justice, Manitoba
Comité de soutien intergouvernemental de la Commission spéciale de la Conférence de La Haye sur la possibilité d'une nouvelle convention d'entretien (2003)	Le sous-comité de soutien intergouvernemental a été mis sur pied en 1997. La loi actuelle du Manitoba qui régit les ententes d'exécution réciproque est entrée en vigueur en janvier 2002.	Participation au Comité de soutien intergouvernemental fédéral-provincial-territorial. Contact régulier avec les agences de protection de l'enfance américaines, fédérales et étatiques établies en fonction de chaque cas	Le ministère de la Justice du Canada et tous les ministères provinciaux/territoriaux sont responsables des questions de soutien.	Avocat-conseil de la Couronne, Direction du droit de la famille, Justice, Manitoba

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
US Department of Defense, Fire Training Academy	Le commissaire aux incendies prend les dispositions nécessaires et le personnel compétent est affecté au projet suivant les besoins.	Élaboration conjointe de programmes d'entraînement à la lutte contre les incendies et aux sauvetages	Organismes provinciaux et territoriaux	Bureau du commissaire aux incendies, Manitoba
North America's Superhighway Coalition (NASCO) – association à but non lucratif d'autorités fédérales et étatiques et d'entreprises privées	Protocole d'entente officiel conclu en 2002	Réunions multilatérales semestrielles sur la création du North-American Inland Port Network, contacts ad hoc par courriel et par téléphone	Ville de Winnipeg; Administration aéroportuaire de Winnipeg	Sous-ministre, Transports et Services gouvernementaux, Manitoba
Collaboration sectorielle bilatérale				
Coopération en matière d'innovation, de développement économique et de développement de l'entrepreneuriat entre la Géorgie et le Manitoba	Lettre d'intention officielle signée en 2004	Réunions ad hoc bilatérales	Centre scientifique canadien de la santé humaine et animale	Gestionnaire, Sciences de la vie Énergie, Science et Technologie, Manitoba
Coopération commerciale, touristique et économique entre le Minnesota et le Manitoba	Protocole d'entente officiel conclu en 2001	Réunions bilatérales annuelles entre le gouverneur et le premier ministre, contacts réguliers et réunions ad hoc avec le personnel chargé de la mise en œuvre de l'entente	Aucune. Assistance du Consulat du Canada à Minneapolis	Sous-ministre associé, Relations fédérales-provinciales et internationales et Commerce, Division du commerce et des affaires intergouvernementales, Manitoba
Coopération commerciale, touristique et économique mutuelle entre le Texas et le Manitoba	Protocole d'entente officiel conclu en 2002	Réunions bilatérales annuelles entre le gouverneur et le premier ministre, missions commerciales réciproques annuelles	Assistance du Consulat du Canada au Texas	Sous-ministre associé, Relations fédérales-provinciales et internationales et Commerce, Division du commerce et des affaires intergouvernementales, Manitoba

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Entente Manitoba-Minnesota sur la coopération en matière d'éducation	Protocole d'entente officiel conclu en 1989 pour assurer la réciprocité en matière de résidence et de droits de scolarité entre les établissements postsecondaires du Manitoba et du Minnesota	Contact bilatéral	Aucune	Gestionnaire, Éducation internationale, Affaires intergouvernementales et Commerce, Manitoba
Coopération en matière de protection des ressources hydriques entre le Minnesota et le Manitoba	Protocole d'entente officiel conclu en 2001	Contact ad hoc bilatéral	Aucune	Gestionnaire, Gestion des ressources hydriques, Manitoba
Coopération en matière de lutte contre les inondations de la rivière Rouge entre le Minnesota, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Manitoba	Protocole d'entente officiel conclu en 2000 (le Dakota du Sud a signé en 2001). Renouvelé en avril 2004	Réunions multilatérales annuelles du premier ministre et des gouverneurs	Aucune	Sous-ministre, Gestion des ressources hydriques, Manitoba
Protocole d'entente entre le Missouri et le Manitoba sur leurs préoccupations communes au sujet des transferts d'eau entre les bassins versants du Missouri et de la baie d'Hudson	Protocole d'entente officiel conclu en 2001	Contact ad hoc bilatéral	Aucune	Gestionnaire, Gestion des ressources hydriques, Manitoba

III) OBSERVATIONS

Une grande partie des activités internationales du Manitoba se déroulent aux États-Unis. Le premier ministre est souvent celui à qui il revient de faire valoir les intérêts du gouvernement du Manitoba auprès des États-Unis, que ce soit par des ententes bilatérales avec des États individuels ou dans le cadre de relations régionales avec les administrations des États sur des questions d'intérêt mutuel ou de préoccupation commune, telles que la Western Governors' Association. Il travaille également en étroite collaboration avec les gouverneurs du Minnesota, du Dakota du Nord et du Dakota du Sud sur les questions d'atténuation des inondations et il a participé activement aux missions d'Équipe Canada et d'Équipe Canada Ouest aux États-Unis par le passé. Les premiers ministres Doer et Lord ont récemment dirigé une mission commerciale à Chicago et à Atlanta et de futures missions conjointes aux États-Unis sont planifiées.

Avec la création récente du ministère des Affaires intergouvernementales et du Commerce, le gouvernement du Manitoba a cherché à mieux concentrer ses ressources et à réviser et à appuyer sa stratégie ministérielle pour mener des activités internationales précises. Bien que la transition vers cette nouvelle structure soit encore en cours, les responsabilités immédiates comprennent notamment la coordination des ressources et des connaissances spécialisées en relations internationales pour optimiser l'efficacité, la gestion cohérente des stratégies ministérielles et l'accès à guichet unique aux activités internationales du gouvernement du Manitoba. Un des objectifs précis de la réorganisation est de veiller à ce que les activités et les ressources reflètent l'importance relative du marché américain pour le Manitoba.

Fait digne de mention, un degré important d'activité avec les États-Unis se produit au sein de ministères individuels du gouvernement du Manitoba sur des dossiers propres à eux (p. ex. le développement touristique, la politique commerciale, le dossier des eaux frontalières, le transport). La majeure partie de cette activité se produit au niveau du personnel, bien que les ministres et les législateurs participent également à divers forums entre les États et la province. Par exemple, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Initiatives rurales du Manitoba (et vice-premier ministre) est le représentant attitré du gouvernement du Manitoba au Legislators' Forum – une organisation regroupant des législateurs de tous les partis du Manitoba, du Dakota du Nord, du Dakota du Sud et du Minnesota qui abordent diverses questions transfrontalières, dont le commerce, le tourisme, l'environnement, la santé publique et animale et la sécurité. D'autres ministres et membres de l'Assemblée législative assistent aussi à ces réunions. Par ailleurs, le Manitoba songe à devenir membre de la Midwestern Legislative Conference du Council of State Governments.

Liens utiles

www.gov.mb.ca/index.fr.html (Gouvernement du Manitoba)

www.gov.mb.ca/ia/index.fr.html (Affaires intergouvernementales et Commerce du Manitoba)

www.gov.mb.ca/itm/trade/index.fr.html (ministère du Commerce du Manitoba)

www.gov.mb.ca/waterstewardship/index.html (Gestion des ressources hydriques du Manitoba – en anglais seulement)

www.gov.mb.ca/tgs/index.fr.html (ministère des Transports et des Services gouvernementaux du Manitoba)

www.firecomm.gov.mb.ca (Bureau du Commissaire aux incendies du Manitoba)

www.gov.mb.ca/agriculture/help/french.html (ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Initiatives rurales)

I) SURVOL

- Frontière avec les États-Unis : Maine
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial du Nouveau-Brunswick. De 1997 à 2001, plus de 85 % des exportations du Nouveau-Brunswick ont été vers les États-Unis. En 2003, ces exportations se sont chiffrées à 7,6 milliards de dollars tandis que les importations en provenance des États-Unis ont atteint 2,2 milliards de dollars. Les principaux produits exportés vers les États-Unis sont l'essence et le pétrole, le bois d'œuvre, le papier et les produits de la pêche.
- Coordination gouvernementale : En 2003, le ministère des Affaires intergouvernementales a été rebaptisé ministère des Relations intergouvernementales et internationales et a reçu le mandat de coordonner la stratégie internationale du Nouveau-Brunswick. Le ministère abrite une Division des relations nord-américaines.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC)	Créée en 1973, la Conférence a pour mission de promouvoir les intérêts des six États et des cinq provinces membres grâce à la coopération entre les secteurs public et privé de la région.	Conférence annuelle sur des dossiers frontaliers d'intérêt commun. Rencontres informelles de fonctionnaires étatiques et provinciaux, conférences téléphoniques, correspondance électronique. Collaboration permanente dans 3 comités.	Secrétariat de la Conférence des premiers ministres de l'Est du Canada Membres : Québec, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse, Î.-P.-É. (et N.-B.)	Secrétariat de la Conférence des premiers ministres de l'Est du Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Council of State Governments – Eastern Regional Conference (CSGERC)	Réseau de parlementaires; promotion et défense des intérêts des régions auprès des législateurs et des administrations membres;	Faire connaître le point de vue de la province aux réunions des comités sur les politiques, des groupes de travail et des organisations affiliées.	Les représentants du N.-B. siègent, en qualité de membres internationaux affiliés, au nouveau comité des provinces de l'Est du Canada en compagnie d'homologues canadiens et de représentants des États de la Nouvelle-Angleterre.	Directeur, Council of State Governments – Eastern Regional Conference
Collaboration sectorielle multilatérale				
Équipe Canada Atlantique	Depuis le lancement en 1999 du programme d'Équipe Canada Atlantique, il y a eu huit missions commerciales aux États-Unis. Ces missions ont permis à plus de 300 entreprises des provinces de l'Atlantique de rencontrer quelque 2 300 acheteurs, agents et propriétaires d'entreprises américains.	Partenariat consacré au renforcement des relations commerciales et des investissements entre le Canada atlantique et les États-Unis. Les missions commerciales sont un des moyens utilisés à cette fin.	Agence de promotion économique du Canada atlantique; Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada; Industrie Canada et les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-et-Labrador	Directeur de projet, Entreprises Nouveau-Brunswick
Protocole d'entente international d'aide à la gestion des urgences	Le Protocole d'entente porte sur l'échange entre les administrations et les deux pays de renseignements et de ressources aux fins de la gestion des urgences.	Le Nouveau-Brunswick a signé en août 2002 cet accord qui établit la responsabilité de chaque gouvernement concerné en matière d'octroi de permis, d'opérations et de finances.	Les autres administrations canadiennes membres de la Conférence des premiers ministres de l'Est du Canada	Organisation des mesures d'urgence, Sécurité publique, Nouveau-Brunswick

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Groupe consultatif étatique-provincial	Groupe consultatif composé des commissaires d'États américains et des ministres provinciaux de l'Agriculture	Le groupe se réunit une ou deux fois par année afin de régler les problèmes frontaliers et soumettre aux administrations fédérales des dossiers communs.	Englobe toutes les provinces canadiennes et tous les États américains	Sous-ministre, Agriculture, Pêches et Aquaculture, Nouveau-Brunswick
Gulf of Maine Council for the Marine Environment	Fonctionnaires et chercheurs qui étudient le milieu aquatique du golfe du Maine	Le groupe analyse les besoins en matière de politique et de recherche sur le milieu aquatique du golfe du Maine.	Comprend les cinq administrations suivantes : Massachusetts, New Hampshire, Maine, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse. Environnement Canada et Pêches et Océans Canada sont également partenaires.	Agriculture, Pêches et Aquaculture, Nouveau-Brunswick
Coalition des transports à la frontière de l'Est (CTFE)	Le groupe s'emploie à chercher des moyens d'améliorer les relations commerciales et les transports dans la région.	La Coalition fait des études, formule des positions de principe et travaille à améliorer le passage des gens et des marchandises à la frontière.	La Coalition est une association d'agences de transport du Maine, du Michigan, de New York, du Vermont, de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador.	Sous-ministre adjoint, ministère des Transports, Nouveau-Brunswick
I-95 Corridor Coalition	Partenariat d'agences publiques et privées de transport importantes desservant le corridor nord-est du Maine jusqu'à la Virginie	La coalition réunit ses membres autour d'une mission commune, celle d'offrir grâce à la technologie des services de transport sans rupture dans le corridor nord-est. La province du Nouveau-Brunswick est membre affilié de la coalition.	Les autres provinces de l'Atlantique ont manifesté leur désir de se joindre à la Coalition.	Directeur adjoint, ministère des Transports, Nouveau-Brunswick

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Louisiana Agreement	Cet accord est en vigueur depuis 1999	Il porte principalement sur la mise en réseau des centres de recherches acadiennes.	Les signataires de l'accord sont l'Université de Moncton, l'Institut des études acadiennes et québécoises de l'Université de Poitiers, le Centre acadien de l'Université Sainte-Anne de la Nouvelle-Écosse, le Center of Louisiana Studies de l'université Southwestern Louisiana à Lafayette (Louisiane), et l'Acadian Archive de l'université du Maine à Fort Kent.	Directeur exécutif, ministère de l'Éducation, Nouveau-Brunswick
Relations bilatérales				
Protocole d'entente entre le Maine et le Nouveau-Brunswick sur la coopération intergouvernementale	Le premier ministre Lord et le gouverneur Baldacci ont signé le protocole d'entente pendant la rencontre Maine-Nouveau-Brunswick de mai 2004, au cours de laquelle des législateurs et des chefs d'entreprises se sont penchés sur des sujets d'intérêt commun.	Le protocole d'entente sert de cadre pour la promotion de la coopération et du partage entre les deux gouvernements dans le but d'améliorer les services publics et de promouvoir leurs intérêts mutuels dans les tribunes régionales et internationales.		Représentant du comité de gestion du N.-B. : sous-ministre des Relations intergouvernementales et internationales

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Relations bilatérales				
Mission commerciale conjointe Manitoba – Nouveau-Brunswick	Cette mission est le résultat de l'engagement, scellé dans un protocole d'entente en 2002, des deux premiers ministres qui veulent améliorer par là la coopération entre leurs administrations. La mission prolonge aussi l'engagement des premiers ministres à œuvrer à l'amélioration des relations canado-américaines.	Des fonctionnaires et des participants du Nouveau-Brunswick et du Manitoba se sont rendus en visite à Chicago et à Atlanta en février 2004.	Représentants de la province du Manitoba et des consulats du Canada à Chicago et à Atlanta	Directeur de projet, Entreprises Nouveau-Brunswick
Accords (6) sur l'entretien des ponts	Six accord entre le Nouveau-Brunswick et le Maine sur l'entretien partagé des ponts : Clair (N.-B.) – Fort Kent (Maine); Edmundston (N.-B.) – Madawaska (Maine); Saint-Léonard (N.-B.) – Van Buren (Maine); Saint-Stephen (N.-B.) – Calais (Maine); Campobello (N.-B.) – Lubec (Maine)			Directeur adjoint, ministère des Transports, Nouveau-Brunswick

III) OBSERVATIONS

Activités internationales

Le programme international du Nouveau-Brunswick établit des objectifs et désigne les régions du globe auxquelles la province doit accorder une plus grande attention, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine. Le programme décrit les occasions qui s'offrent à la province du fait de sa participation à la francophonie. Un objectif clé du nouveau programme consiste à inciter les principaux groupes d'intérêt de la province à resserrer leur collaboration afin de partager leurs idées et leurs ressources. Des comités consultatifs seront créés pour aider le gouvernement à élaborer des plans d'action pour chaque marché géographique d'intérêt prioritaire.

Le Nouveau-Brunswick continuera de renforcer et de multiplier les liens qu'il a toujours entretenus avec la Nouvelle-Angleterre en prolongeant ses efforts plus au sud, le long de la côte est.

Coordination par le ministère des Relations intergouvernementales et internationales

Il existe au sein de la Division des relations nord-américaines un intérêt et une responsabilité envers les relations du Nouveau-Brunswick avec les États-Unis. Les activités de la Division reflètent le fait que le gouvernement reconnaît l'importance stratégique pour l'économie et la population de la province d'entretenir de bonnes relations avec ce voisin. La Division s'emploie :

- à promouvoir les intérêts des régions du Nouveau-Brunswick grâce à une participation soutenue à la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNE-PMEC), et à son siège dans le Council of State Governments (Eastern Region) et dans d'autres organisations régionales qui favorisent une coopération et une interaction régionales permanentes;
- à maintenir les échanges avec les États-Unis (surtout les États du Nord-Est) sur les sujets, entre autres, du transport, du commerce, de l'environnement et de l'énergie dans le but d'encourager les efforts de coopération internationale;
- à établir des liens avec l'Administration américaine et surtout les États voisins à propos des dossiers qui se rapportent aux priorités économiques et sociales et aux relations internationales du Nouveau-Brunswick.

Liens utiles

www.gnb.ca (Gouvernement du Nouveau-Brunswick)

www.gnb.ca/0056/index-f.asp (Ministère des Relations intergouvernementales et internationales)

www.negc.org/aboutnegc.html (Conseil des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre)

www.nga.org (National Governors' Association)

www.csgeast.org (Council of State Governments)

I) SURVOL

- Frontière(s) avec les États-Unis : Aucune
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : Les exportations de la Nouvelle-Écosse vers le marché américain ont totalisé 4,4 milliards de dollars en 2003, représentant plus de 81 % du total des exportations de la Nouvelle-Écosse. Parmi les principaux produits d'exportation, il convient de mentionner le gaz naturel et le pétrole, les pneus en caoutchouc, les homards vivants, le papier de pâte mécanique et le bois d'œuvre. Les importations américaines ont totalisé 5,3 millions de dollars en 2003. Les principaux produits importés sont les préparations pour la production de pétrole lourd, les engins mécaniques, les moteurs et le charbon bitumineux.
- Coordination gouvernementale: Le Bureau des affaires intergouvernementales est l'organisme central de coordination du Conseil exécutif dans le domaine des affaires intergouvernementales du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Il est responsable de la coordination des relations de la province avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et territoires et les gouvernements étrangers aux niveaux national et infranational.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC)	La Conférence a été constituée en 1973 et, depuis, elle a eu lieu chaque année, sauf en 1991, 1992 et 1996.	Conférences annuelles. Les gouverneurs, les premiers ministres et les hauts fonctionnaires tiennent des discussions et interagissent entre les conférences annuelles.	Premiers ministres de l'Est du Canada (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard et Québec); Consuls du Canada, particulièrement à Boston et à New York	Directeur, Regional Relations, Intergovernmental Affairs, N.-É.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Gulf of Maine Council for the Marine Environment (CGEM)	Le Conseil a été constitué en 1989.	Le Conseil se réunit deux fois par année, tandis que le groupe de travail se réunit tous les trimestres.	Les membres du Conseil proviennent de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Maine, du New Hampshire et du Massachusetts, et comptent des partenaires fédéraux canadiens et américains : Pêches et Océans Canada, Environnement Canada, National Oceanic and Atmospheric Administration, Environmental Protection Agency, US Fish and Wildlife Service	La Nouvelle-Écosse assure le secrétariat en 2003-2004; service responsable: Environment and Local Government, N.-É.
Nova Scotia-New England Exchange Program	Le programme d'échange a d'abord été créé en 1988. Repose sur le protocole d'entente entre le Nova Scotia Advisory Board on Colleges and Universities et le New England Board of Higher Education.	Collaboration continue afin de promouvoir les échanges d'étudiants universitaires entre les établissements de la Nouvelle-Écosse et de la Nouvelle-Angleterre.	Universités de la Nouvelle-Écosse	Department of Education, N.-É.
Energy Council	Le Conseil offre une tribune pour aborder les politiques gouvernementales concernant l'énergie et l'environnement.	Le Conseil se réunit quatre à cinq fois par année. C'est un organisme législatif composé de 10 États qui produisent plus de 80 % du pétrole et du gaz des États-Unis.	Les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse sont membres affiliés internationaux. Est également surveillé par Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada.	Sous-ministre, Department of Energy, N.-É.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Interstate Oil and Gas Compact Commission (IOGCC)	La Commission a été constituée en 1935. La Nouvelle-Écosse est devenue membre en 1997.	La Commission aide les États producteurs de pétrole aux États-Unis à élaborer une saine politique en matière d'environnement, de pétrole et de gaz.	Newfoundland and Labrador Mines and Energy; BC Ministry of Energy and Mines; Alberta Energy and Utilities Board	Resource Assessment and Royalties Directorate, Department of Energy, N.-É.
Groupe international de gestion des urgences	Le protocole d'entente international d'aide à la gestion des urgences a été signé en 2000.	Des réunions ont lieu deux fois par année, une aux États-Unis et l'autre au Canada. Fonctionne comme un groupe d'échange de renseignements.	Organisations provinciales des mesures d'urgence	Directeur général, Emergency Measures Organization (EMO), Acute and Tertiary Care Directorate, Department of Health, N.-É.
Maintenance Enforcement Program – exécution réciproque des ordonnances alimentaires prononcées au profit des parents et des enfants	La Nouvelle-Écosse a conclu une entente de réciprocité avec les États-Unis.	Les contacts se font en fonction du cas avec l'État en cause et le gouvernement fédéral américain pour ce qui est des questions de politique.	Il existe une relation continue entre le Programme et le ministère de la Justice Canada, Service d'aide au droit familial. Il existe des ententes de réciprocité avec chacune des provinces et chacun des territoires du Canada.	Directeur, Court Services, Department of Justice, N.-É.
American Probation and Parole Association (APPA)	Le Canada fait partie des membres du Conseil (Région 17). Un représentant de la Nouvelle-Écosse est membre du Conseil de l'American Probation and Parole Association depuis 20 ans et participe à la conférence/aux réunions annuelles.	L'Association existe depuis une trentaine d'années.	Autres provinces / territoires membres de l'Association	Correctional Services Division, Department of Justice, N.-É.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
American Correctional Association (ACA)	Un représentant de la Nouvelle-Écosse participe aux réunions de l'American Correctional Association chaque année afin de se tenir au courant des meilleures pratiques et des enjeux professionnels liés aux services correctionnels.	L'Association a été constituée vers 1970. Elle organise deux ateliers chaque année.	Autres ministères provinciaux et le gouvernement fédéral, selon leur représentation à l'American Correctional Association	Correctional Services Division, Department of Justice, N.-É.
Groupe de travail provincial-étatique sur les corrélations géologiques transfrontalières entre les Maritimes et le Maine	Accroître la compréhension géologique des milieux géologiques semblables, des deux côtés de la frontière. Aucune entente officielle n'existe, mais il y a une volonté de collaborer.	Conférences régulières (annuelles ou semestrielles) et voyages d'études	Ministère des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick	Project Geologist, Department of Natural Resources, N.-É.
New England Canada Business Council	Favoriser les liens d'affaires entre la Nouvelle-Écosse et la Nouvelle-Angleterre	Membre actif et participant	Autres provinces, les consulats des États-Unis et du Canada	V-p, Business Development, Nova Scotia Business Inc.
Coalition des transports à la frontière de l'Est	Collaboration continue; la Nouvelle-Écosse est membre depuis 1998.	Réunions multilatérales trimestrielles	Provinces de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, et Transports Canada.	Transportation Policy Development, N.-É.
Groupe de travail sur les questions frontalières de transport	Protocole d'entente entre le Canada et les États-Unis; la Nouvelle-Écosse participe depuis juin 2003.	Réunions multilatérales trimestrielles en personne, plus personne-ressource.	Ministères fédéraux des Transports, Affaires étrangères Canada / Commerce international Canada et autres gouvernements provinciaux	Transportation Policy Development, N.-É.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration bilatérale				
Partenariat entre le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et la Ville de Boston pour l'événement promotionnel annuel d'illumination d'arbres de Noël à Boston	L'événement promotionnel a lieu en décembre. Il faut le planifier à l'avance ainsi que les événements touristiques parallèles.	Le partenariat entre le Department of Tourism and Culture et la Ville de Boston remonte à 2002.	Le Consulat du Canada aux États-Unis reçoit de l'information sur l'événement. Le Consul général assiste à l'événement.	Tourism Division, Department of Tourism and Culture, N.-É.

III) OBSERVATIONS

Généralités

La Nouvelle-Écosse (qui n'a aucune frontière commune avec les États-Unis) interagit avec les États-Unis surtout par le biais d'organismes régionaux multilatéraux, dont la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC). Les GNA/PMEC se réunissent chaque année depuis 1973. Des relations multilatérales avec des représentants américains sont également établies dans le cadre des missions commerciales d'Équipe Canada Atlantique. Par le passé, les missions se sont rendues à Boston (à deux reprises), à Atlanta, à New-York et à Washington, D.C.

Une collaboration bilatérale avec le gouvernement fédéral des États-Unis est également assurée par l'Ambassade du Canada à Washington, D.C., les consulats américains à Halifax et à Montréal ainsi que par l'Ambassade des États-Unis à Ottawa. Ces dernières années, la défense d'intérêts politiques au nom du gouvernement de la Nouvelle-Écosse a augmenté; mettant l'accent principalement sur la promotion des priorités, comme l'aménagement d'installations de prédédouanement pour le US Customs and Immigration à l'aéroport international d'Halifax.

Collaboration fédérale-provinciale-territoriale

La collaboration fédérale-provinciale-territoriale se fait principalement par des contacts de haut niveau au sein d'Affaires étrangères Canada, de Commerce international Canada, du Bureau du Conseil privé et d'autres organismes fédéraux. De plus, la Nouvelle-Écosse travaille avec d'autres provinces et territoires par la voie du Conseil de la Fédération, lequel comporte un volet Canada-États-Unis.

Équipe Canada Atlantique est un partenariat entre l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) et les quatre provinces de l'Atlantique. Elle s'est engagée à renforcer les relations commerciales et les investissements entre le Canada atlantique et les États-Unis. Nova Scotia Business Inc. (NSBI) est le principal organisme de coordination pour la Nouvelle-Écosse. Par ailleurs, plusieurs ministères et organismes fédéraux collaborent afin de régler de nombreuses questions transgouvernementales, ainsi qu'au sein d'organismes chargés des enjeux régionaux ou nationaux, dont le Gulf of Maine Council, le Groupe consultatif provincial-étatique sur l'agriculture, etc.

Liens utiles

www.gov.ns.ca (Gouvernement de la Nouvelle-Écosse)

www.gov.ns.ca/iga (Department of Intergovernmental Affairs, gouvernement de la Nouvelle-Écosse)

www.novascotiabusiness.com (Nova Scotia Business Inc.)

www.acoa.ca/f/index.shtml (Agence de promotion économique du Canada atlantique [APECA])

www.equipecanadaatlantique.com (Équipe Canada Atlantique)

www.negc.org/premiers.html (Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada [GNA/PMEC])

www.nebhe.org/nova_scotia.html (Nova Scotia-New England Exchange Program)

www.gulfofmaine.org (Gulf of Maine Council of the Marine Environment)

I) SURVOL

- Frontière(s) avec les États-Unis : Aucune, sauf par l'océan Arctique
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : Les exportations vers les États-Unis totalisent 694 988 \$ en 2002 (0,46 % du total des exportations du Nunavut), principalement des machines (39 % du total des exportations vers les États-Unis), de la viande (11,5 %) et des hydrocarbures (3,25 %). Les importations américaines totalisent 576 770 \$ (97 % du total des importations du Nunavut en 2002).
- Coordination gouvernementale: Relations officielles limitées avec les États-Unis. Les relations sont gérées surtout par des ministères responsables et la participation du Canada au Conseil de l'Arctique, ainsi que par le truchement d'organismes indigènes.

La relation du Nunavut avec les États-Unis remonte à la Deuxième Guerre mondiale lorsque la US Army a établi sa base aérienne à Frobisher Bay, la capitale du Nunavut, rebaptisée Iqaluit en 1987. La base a été cédée au gouvernement du Canada en 1963, mais l'Arctique canadien, par l'intermédiaire du gouvernement du Canada, joue encore un rôle clé dans la stratégie conjointe de défense canado-américaine.

Le Nunavut interagit principalement avec les États-Unis par le biais d'organisations et de tribunes internationales telles que le Conseil de l'Arctique, un forum intergouvernemental de haut niveau qui fournit un mécanisme pour aborder les préoccupations et les défis communs auxquels font face les gouvernements et les gens de l'Arctique, tels que l'Université de l'Arctique, l'Arctic Human Development Report et l'Arctic Climate Impact Assessment. Il interagit également avec le Consulat général des États-Unis à Québec, qui suit de près le développement économique de certaines régions du Canada, y compris le Nunavut, et présente des rapports à ce sujet. Le Consul général américain a recommandé et offert au personnel du gouvernement du Nunavut de participer au programme des visiteurs internationaux – touchant des enjeux comme les populations indigènes aux États-Unis et les revendications territoriales, les soins de santé, le développement économique, les transports, l'attraction des investissements étrangers et la préservation de la langue.

Les relations intergouvernementales du Nunavut sont coordonnées par le premier ministre du Nunavut qui, entre autres, est ministre de l'Exécutif et des Affaires intergouvernementales. Même si la politique étrangère du Canada relève du gouvernement fédéral, le gouvernement du Nunavut élabore ses propres stratégies, politiques et initiatives pour protéger les intérêts territoriaux. En 2003, le premier ministre du Nunavut, Paul Okalik, a lancé plusieurs initiatives pour lever l'embargo américain sur la viande de gibier du Nunavut (bœuf musqué et caribou) par suite de la crise de la « vache folle ». Parmi les mesures qu'il a prises, mentionnons la création d'une coalition avec les premiers ministres de l'Ouest et la rencontre avec l'ambassadeur américain Paul Cellucci à Ottawa pour exprimer ses préoccupations.

Bien qu'il n'y ait aucun contact officiel direct, le Nunavut interagit avec les États-Unis dans les domaines du commerce, de la recherche scientifique (changement climatique, recherche spatiale) et des affaires autochtones. Les interactions se produisent au sein d'institutions comme l'Institut arctique de l'Amérique du Nord (AINA) accueilli par l'Université de Calgary. L'AINA est un institut de recherche créé par le gouvernement du Canada pour faire avancer l'étude du Nord au Canada et aux États-Unis. Le partenaire américain de l'AINA est situé à l'Université de l'Alaska, à Fairbanks. À l'heure actuelle, deux projets de recherche de prestige dirigés par les Américains au Nunavut sont le projet de la forêt fossile sur l'île Axel Heiberg et le projet Mars de la NASA sur l'île Devon engageant la participation de l'AINA basé à Calgary.

De plus, le Nunavut participe indirectement au Groupement international de travail pour les affaires indigènes (IWGIA), une association mutuelle internationale indépendante dont le personnel se compose de spécialistes et de conseillers sur les affaires indigènes. L'IWGIA jouit du statut consultatif au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et est un observateur du Conseil de l'Arctique. Il y a également une interaction entre le gouvernement du Nunavut et l'Alaskan Federation of Natives pour aider à établir des ponts entre les Inuits canadiens et alaskiens. Le gouvernement du Nunavut appuie la Conférence circumpolaire inuite, qui représente les Inuits du Canada, du Groenland, de la Russie et des États-Unis.

Enfin, il y a également des échanges officiels entre le Nunavut et les États-Unis dans les domaines de la culture et des sports. Les Jeux d'hiver de l'Arctique réunissent habituellement des athlètes du nord du Québec, des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon, du nord de l'Alberta, du Groenland, de l'Alaska et de la Russie.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration multilatérale non sectorielle				
Réunion conjointe de la Western Governors Association et de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest	Résolution de 1999 de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest visant à organiser des réunions conjointes annuelles avec la Western Governors' Association	Les réunions annuelles conjointes alternent entre la Western Governors' Association des États-Unis et la depuis 1999	Membres de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest : l'Alberta, le Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, le Yukon et la Saskatchewan	Cabinet du premier ministre et Exécutif et Affaires inter-gouvernementales, Nunavut

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Comité consultatif du Conseil de l'Arctique (1998)	Le Conseil de l'Arctique a été créé en 1996 pour promouvoir la collaboration circumpolaire parmi 8 États de l'Arctique, y compris le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Fédération de Russie, la Suède et les États-Unis.	L'ambassadrice du Canada aux affaires circumpolaires fait appel au comité consultatif du Conseil de l'Arctique pour obtenir des suggestions et des conseils sur les priorités et les positions canadiennes à porter à l'attention du Conseil. Le gouvernement du Nunavut contribue au groupe cadre canadien.	Ministères fédéraux; Gouvernements des T.N.-O. et du Yukon; participants canadiens indigènes au Conseil de l'Arctique (Conférence circumpolaire inuite et Arctic Athabaskan Council); ONG ayant un intérêt dans les dossiers de l'Arctique	Cabinet du premier ministre; Exécutif et Affaires intergouvernementales, Nunavut
Alaska Federation of Natives	Établissement de liens entre les Inuits du Canada et ceux de l'Alaska	Réunions générales annuelles		Cabinet du premier ministre; Exécutif et Affaires intergouvernementales, Nunavut
Collaboration bilatérale				
Consulat général américain, à Québec	Interaction et visites continues depuis 2002, y compris l'organisation du Programme des visiteurs internationaux	Rapports sur les développements économiques dans de nombreuses régions, y compris le Nunavut		Exécutif et Affaires intergouvernementales, Nunavut

III) OBSERVATIONS

Collaboration fédérale et intergouvernementale

La politique étrangère pour le Nord circumpolaire est dirigée dans une large mesure par le gouvernement fédéral compte tenu de l'importance stratégique de l'Arctique à l'égard de la défense nationale, de la souveraineté nationale, de la protection de l'environnement et des ressources minérales et énergétiques. En 1994, Affaires étrangères Canada (AEC) a créé le poste d'ambassadeur du Canada pour les affaires circumpolaires dans le cadre de sa nouvelle approche intitulée « *Une politique nordique pour les Canadiens* », devenue le volet nordique de la politique étrangère du Canada, la nouvelle vision du Canada dans l'univers circumpolaire. En 2004, le gouvernement fédéral a nommé un nouvel ambassadeur aux affaires circumpolaires originaire du Nunavut. Pour compléter cette vision cohérente de la politique du Canada à l'égard du Nord, les premiers ministres du Nunavut, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon ont signé le Northern Cooperation Accord en 2003, établissant une tribune annuelle des premiers ministres du Nord pour aborder collectivement les questions d'intérêt régional, territorial, national et international.

Plusieurs autres ministères et organismes fédéraux participent avec le Nunavut à des activités en rapport direct ou indirect avec les États-Unis. Ils travaillent habituellement en partenariat avec le gouvernement territorial et les intervenants du Nord. Les intervenants clés comprennent Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), Pêches et Océans Canada, Ressources naturelles Canada, Environnement Canada, le ministère de la Défense nationale et la Gendarmerie royale du Canada. Par ailleurs, le Nunavut participe aux missions d'Équipe Canada aux États-Unis.

Liens utiles

www.gov.nu.ca (Gouvernement du Nunavut)

www.dfait-maeci.gc.ca/circumpolar (Le Canada et l'univers circumpolaire, Affaires étrangères Canada)

www.iwgia.org (International Working Group for Indigenous Affairs)

<http://maps.nrcan.gc.ca/iqaluit/index.html> (L'évolution historique et spatiale de la ville d'Iqaluit, projet de RNCan)

www.arctic-council.org/index.html (Conseil de l'Arctique)

www.inuitcircumpolar.com (Conférence circumpolaire inuite)

I) SURVOL

- Frontières avec les États-Unis : Minnesota, Michigan, New York, Ohio et Pennsylvanie (de l'autre côté des Grands Lacs)
- Bureau aux États-Unis : L'Ontario compte actuellement un bureau aux États-Unis (installé au Consulat général du Canada à New York).
- Commerce avec les États-Unis : L'Ontario est la principale province exportatrice du Canada, qui lui doit plus de la moitié des exportations nationales. En 2003, les exportations de l'Ontario vers les États-Unis ont totalisé 173,5 milliards de dollars (près de 92 % du total des exportations de la province) et les importations en provenance des États-Unis ont dépassé 149 milliards de dollars. Les principaux produits d'exportation sont les automobiles et les pièces, la machinerie, les plastiques, les meubles, ainsi que le fer et l'acier.
- Coordination gouvernementales : Le Bureau des relations internationales et du protocole, au ministère des Affaires intergouvernementales (MAI), est responsable des relations internationales de l'Ontario et, par conséquent, coordonne tous les voyages internationaux officiels du premier ministre. Toutefois, la fonction publique de l'Ontario travaille de façon très décentralisée, qu'il s'agisse de dossiers internationaux ou provinciaux.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration multilatérale non sectorielle				
Council of State Governments (CSG); CSG Midwest Legislative Conference	L'Ontario est membre affilié international du Council of States; participation régulière depuis 2000; participation sporadique avant cette date.	Participation à la réunion annuelle et à certaines réunions de l'association régionale du Council of States; comparaisons intergouvernementales pour la défense des intérêts et l'élaboration des politiques et des lois	Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada; autres provinces canadiennes (Saskatchewan, Québec)	Directeur, Direction des relations publiques et interparlementaires, Assemblée législative de l'Ontario; Chef de groupe, Hémisphère occidental, Bureau des relations internationales et du protocole, ministère des Affaires intergouvernementales

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration multilatérale non sectorielle				
National Governors' Association	Comparaisons inter-gouvernementales pour la défense des intérêts, l'élaboration des politiques et des lois; participation régulière depuis 2001; participation sporadique avant cette date	Participation à la réunion annuelle et à la réunion hivernale	Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada; provinces canadiennes (Alberta, Saskatchewan, Québec); ambassade du Canada à Washington, D.C.	Comme ci-dessus
Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre (NEGC)	Comparaisons inter-gouvernementales pour la défense des intérêts, l'élaboration des politiques et des lois; participation régulière depuis 2003; participation sporadique avant cette date.	Réunion annuelle	Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada; provinces canadiennes (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Québec).	Chef de groupe, Hémisphère occidental, Bureau des relations internationales et du protocole, ministère des Affaires inter-gouvernementales
Conseil des gouverneurs des Grands Lacs	Comparaisons inter-gouvernementales pour la défense des intérêts, l'élaboration des politiques et des lois; participation régulière depuis le milieu des années 1980	Membre associé; réunion annuelle; négociations en cours sur la régularisation des eaux des Grands Lacs; autres événements spéciaux	Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada; province du Québec	Chef de groupe, Hémisphère occidental, Bureau des relations internationales et du protocole, ministère des Affaires intergouvernementales
Collaboration sectorielle multilatérale				
Groupe consultatif étatique-provincial	Le Groupe est mandaté à titre de forum consultatif du Comité consultatif Canada-États-Unis sur l'agriculture (CCA) – mis sur pied en vertu d'un protocole d'entente bilatéral sur les questions de commerce agricole en 2000	Le Groupe se réunit annuellement, ainsi que sur une base ponctuelle pour traiter des questions urgentes de commerce agroalimentaire.	Agriculture et Agroalimentaire Canada	Direction des politiques et des programmes, Division des politiques et du financement agricole, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Forum régional des Grands Lacs sur l'agriculture	Cette initiative a été lancée par l'Ontario afin d'établir un dialogue régional et de régler les questions agricoles communes. Les résultats sont signalés lors des réunions du Groupe consultatif étatique-provincial.	Le Forum régional des Grands Lacs se réunit annuellement, l'hôte alternant entre l'Ontario et un des États membres.	Cette initiative est gérée directement par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario et les départements de l'Agriculture des États participants.	Direction des politiques et des programmes, Division des politiques et du financement agricole, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario
International Association of Emergency Managers (IAEM)	Accréditation professionnelle internationale des gestionnaires des mesures d'urgence	Deux réunions par année, États-Unis, Canada.	Aucune	Chef adjoint, Gestion des situations d'urgence de l'Ontario
National Fire Protection Association (NFPA) Technical, Committee on Disaster/Emergency Management and Business Continuity Programs	Élaboration des normes des programmes nord-américains	Réunions spéciales avec les gouvernements étatiques, provinciaux, fédéraux, de même que le secteur privé nord-américain	Aucune	Chef adjoint, Gestion des situations d'urgence de l'Ontario
Central Region Emergency Management Advisory Council	Appui aux démarches d'assistance mutuelle	Deux fois par année	Directeurs de la gestion des mesures d'urgence des États limitrophes, de l'Ontario et du Québec, ainsi que Sécurité publique et Protection civile Canada	Chef adjoint, Gestion des situations d'urgence de l'Ontario

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Canadian American Law Enforcement Organization	Fait partie du mandat de renseignement; collaboration permanente et partage des renseignements.	Membre permanent; Conférence annuelle; réunions mensuelles – alternent entre les États-Unis et le Canada	Service ontarien de renseignements sur la criminalité; Service canadien de renseignements criminels; ministères et organismes fédéraux (Gendarmerie royale du Canada, Service canadien du renseignement de sécurité, Agence des services frontaliers du Canada, Citoyenneté et Immigration Canada)	Bureau des renseignements, Police provinciale de l'Ontario
Les autorités de police travaillant ensemble pour lutter contre le télémarketing frauduleux transfrontalier	Protocole d'entente signé en mai 2000 entre le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises, le service de police de Toronto, le Bureau de la concurrence et la US Federal Trade Commission. Signé plus tard par les US Postal Inspection Service (USPIS), la Police provinciale de l'Ontario et l'Attorney General pour l'État de l'Ohio.	Enquêtes continues; des réunions stratégiques ont lieu chaque trimestre avec tous les partenaires présents.	Industrie Canada, Bureau de la concurrence; Police provinciale de l'Ontario; Anti-Rackets and Phonebusters	Sous-ministre adjoint, ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Niagara Bi-National Chambers' Initiative	Première réunion en juin 2003. Cette initiative donnait suite aux recommandations de la Niagara Bi-National Economic Roundtable, une initiative locale qui a recommandé la mobilisation des entreprises transfrontalières régionales et la participation des dirigeants institutionnels et communautaires pour pousser la coopération économique régionale.	Initiative des chambres de commerce des régions de Hamilton, de Halton et de Niagara (de l'Ontario et de Buffalo), ainsi que des régions de Rochester et de Niagara (État de New York)	Consul général du Canada à Buffalo; Niagara Economic and Tourism Corporation; Développement économique de la Ville de Hamilton; Halton Region Business Development; Chambre de commerce de Hamilton; McMaster University	Directeur, Direction du développement économique urbain, ministère du Développement économique et du Commerce, de l'Ontario
Commission des Grands Lacs	Le ministère de l'Environnement de l'Ontario est membre associé de la Commission depuis 1999; la Commission a ses bureaux aux États-Unis.	Réunions semestrielles multilatérales; les enjeux clés sont la qualité et la quantité des ressources hydriques pour les États des Grands Lacs.	Ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario; ministère des Richesses naturelles de l'Ontario; ministère des Transports de l'Ontario; ministère de l'Environnement du Québec; ministère des Transports du Québec	Directeur, Bureau de liaison en matière d'environnement, ministère de l'Environnement, de l'Ontario
Commission mixte internationale, Conseil consultatif international de la qualité de l'air	Le ministère de l'Environnement de l'Ontario est membre de la Commission et du Conseil consultatif fondé en 1966.	Réunion multilatérale tous les deux mois	Environnement Canada; ministère de l'Environnement du Nouveau-Brunswick	Directeur, Direction de la surveillance et du compte rendu environnemental, ministère de l'Environnement de l'Ontario

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et US Securities and Exchange Commission (sur la réglementation du marché financier)	Protocole d'entente, collaboration permanente; gestion des crises à court terme; meilleure surveillance des opérations transfrontalières sur les valeurs mobilières; partage des renseignements	Échange de renseignements; consultation; réunions spéciales; contact permanent	Commissions des valeurs mobilières des autres provinces et des territoires du Canada	Président, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Council of Securities Regulators of the Americas (COSRA) (sur la réglementation des valeurs mobilières)	Adhésion au Conseil afin d'améliorer la surveillance des opérations transfrontalières sur les valeurs mobilières, d'élaborer des objectifs/principes communs et de partager les renseignements	Consultation; réunions multilatérales; contacts réguliers	Commissions des valeurs mobilières de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec	Président, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
New York Stock Exchange (NYSE) et National Association of Securities Dealers (NASDAQ) (sur la surveillance et la réglementation du marché boursier)	Collaboration permanente; gestion conjointe des crises à court terme; meilleure surveillance des opérations transfrontalières sur les valeurs mobilières	Échange de renseignements; consultation; réunions spéciales; contact régulier	Commissions des valeurs mobilières et du commerce à terme des marchandises dans d'autres provinces/territoires du Canada	Président, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Collaboration sectorielle bilatérale				
États de l'Illinois, de New York, du Minnesota, du Wisconsin, de l'Indiana, de l'Ohio, de la Pennsylvanie et du Michigan	Comparaisons intergouvernementales pour la défense des intérêts et l'élaboration des politiques et des lois	Réunions occasionnelles; réunions sur le développement du commerce et de l'investissement	Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada; consulat du Canada approprié	Bureau des relations internationales et du protocole, ministère des Affaires intergouvernementales de l'Ontario

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle bilatérale				
Windsor Tunnel Construction Committee	Partager des renseignements concernant la réglementation de la santé et de la sécurité; fournir des conseils sur la santé et la sécurité et des directives sur les procédures pour le projet de construction du tunnel	Se réunit deux ou trois fois par année; Comité permanent puisque la construction du tunnel va durer deux ou trois ans	Ministère du Travail de l'Ontario; les constructeurs du tunnel comprennent des représentants de l'État du Michigan.	Coordonnateur régional du programme, Région de l'Ouest
Administration / collaboration entre l'Ontario et le Minnesota au sujet de l'accord de co-propriété relatif aux ponts internationaux pour : 1. Rivière Pigeon (Thunder Bay) 2. Rainy River/Baudette	Copropriété du pont, l'accord couvrant l'entretien et la réhabilitation	Téléphone, télécopieur et courriel	Non-applicable	Directeur régional, Région du nord-ouest, ministère des Transports de l'Ontario

III) OBSERVATIONS

L'Ontario établit des contacts avec les institutions américaines de façon décentralisée et à divers niveaux, depuis le premier ministre jusqu'aux fonctionnaires.

Le premier ministre et les ministres

Le premier ministre de l'Ontario effectue en moyenne deux ou trois visites par année aux États-Unis, de façon disproportionnée à New York et au Michigan, afin de rencontrer ses homologues et, depuis 1991, l'Ontario est un membre associé du Council of Great Lakes Governors (CGLG); le premier ministre de l'Ontario participe invariablement aux réunions (généralement) annuelles du conseil, où il rencontre parfois jusqu'à huit de ses homologues des États des Grands Lacs. De plus, le premier ministre reçoit les gouverneurs américains en Ontario au moins deux fois par année. Conformément à la déclaration faite à la Conférence annuelle des premiers ministres, à Charlottetown en juillet 2003, l'Ontario intensifiera ses échanges avec la National Governors' Association (NGA).

Les ministres de l'Ontario voyagent aussi périodiquement aux États-Unis. Bien plus souvent que le premier ministre, ils visitent Washington où, invariablement, ils vont voir de hauts fonctionnaires américains et, parfois, des membres du Congrès. Le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario (MDEC) – responsable de la promotion des échanges et de l'attraction des investissements – se rend aux États-Unis trois ou quatre fois par année, en moyenne, afin de rencontrer des homologues et, parfois, des législateurs.

Les législateurs

L'Assemblée législative de l'Ontario est membre de la Midwestern Legislative Conference et du Comité international du Council of State Governments, qui offre un lien législatif direct avec les législatures des États. L'objectif consiste à favoriser le développement de la coopération interparlementaire et à promouvoir la compréhension parmi les législateurs en Ontario et dans les États américains.

Les membres de l'Assemblée législative de l'Ontario participent chaque année à la Midwestern Legislative Conference (MLC) et au Comité international du Council of State Governments. Des délégations dirigées par le Président permettent aux membres de tous les partis de la Chambre de participer également.

Le Midwest-Canada Relations Committee de la MLC offre une tribune de discussion et aborde les questions d'intérêt commun des gouvernements des deux côtés de la frontière. En 1997, on a mis sur pied le Programme des visites afin de permettre aux législateurs des États et des provinces de mieux comprendre leurs processus parlementaires et législatifs mutuels.

La gestion de tous ces programmes interparlementaires relève du Président de l'Assemblée législative.

Les fonctionnaires

Quelques sous-ministres établissent et entretiennent un contact permanent avec des homologues américains, particulièrement dans les États des Grands Lacs. D'autres représentants établissent un contact spécial (lors de conférences; de manière ponctuelle, dans le contexte d'un dossier particulier, etc.). Les représentants du ministère du Développement économique et du Commerce sont à l'origine d'environ un tiers des voyages internationaux effectués par les membres de la fonction publique de l'Ontario. Des fonctionnaires d'autres organismes participent à divers groupes de travail binationaux et maintiennent un contact permanent dans d'autres contextes.

Les ententes et protocoles d'entente

Bien que la plupart des interactions avec des représentants américains aient lieu en dehors du contexte des accords juridiques ou des protocoles d'entente, l'Ontario a 125 accords/protocoles d'entente en vigueur avec les États-Unis (parmi les 231 conclus avec des États étrangers). Quarante-sept de ces accords ont été conclus avec des gouvernements des Grands Lacs, la majorité avec des États, et concernent l'exécution réciproque des ordonnances relatives aux pensions alimentaires ou l'immatriculation des véhicules. Les autres principaux accords actifs conclus entre l'Ontario et les autorités américaines portent sur les ressources naturelles (11 accords), l'environnement (10 accords) et les finances/investissements (3 accords).

Liens utiles

www.mia.gov.on.ca/mia-main.htm (Ministère des Affaires intergouvernementales)

www.ontla.on.ca/index.htm (Assemblée législative de l'Ontario)

www.csg.org (Council of State Governments)

www.csgmidwest.org (CSG Midwest Legislative Conference)

www.nga.org (National Governors' Association)

www.cglg.org (Council of Great Lakes Governors)

www.negc.org (New England Governors' Conference)

I) SURVOL

- Frontières avec les États-Unis : Maine, New Hampshire, Vermont, New York
- Bureaux aux États-Unis : Le ministère des Relations internationales du Québec maintient la plus importante représentation provinciale canadienne aux États-Unis avec sept missions, dont une délégation générale à New York; trois délégations à Boston, à Chicago et à Los Angeles; deux bureaux à Atlanta et à Miami; et un Office du tourisme à Washington, D.C. Au total, en 2003, 70 membres du personnel se trouvaient aux États-Unis (20 employés permanents et 50 recrutés sur place).
- Commerce avec les États-Unis : Ce sont les plus importants partenaires commerciaux du Québec : en 2003, la province a enregistré un total de 54 milliards de dollars en exportations et de 23 milliards de dollars en importations. Les États de New York et de la Nouvelle-Angleterre sont les deux plus importants partenaires commerciaux du Québec aux États-Unis. Les produits québécois exportés vers les États-Unis sont : les aéronefs (10 %); l'aluminium (7 %); le papier journal et le papier d'impression (5 %); le bois d'œuvre; les automobiles et la machinerie; les produits électroniques et multimédias; et l'électricité.
- Coordination gouvernementale : le ministère des Relations internationales (MRI) planifie, organise et coordonne les relations entre le Québec et les États-Unis, mais plusieurs autres ministères responsables participent également aux relations bilatérales avec des États américains (Vermont, New York) et des organismes transfrontaliers pour les questions sectorielles.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC); six États de la Nouvelle-Angleterre et cinq provinces de l'Est du Canada	Membre régulier depuis 1973; la collaboration permanente appuie le travail de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada	Conférence annuelle pour aborder les questions transfrontalières et d'autres sujets d'intérêt commun; réunions des représentants des États et des provinces, conférences téléphoniques, courriels; collaboration permanente au sein de trois comités et de plusieurs groupes de travail	Secrétariat du Conseil des premiers ministres de l'Atlantique (CPMA); membres : Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard	Secrétariat – Conférence des premiers ministres de l'Est du Canada

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Conseil des gouverneurs des Grands Lacs	Membre associé depuis 1998; Annexe de la Charte des Grands Lacs, juin 2001	Coordination annuelle; la conférence aborde les questions transfrontalières régionales concernant l'environnement et les ressources hydriques; participation à des groupes de travail	Le gouvernement de l'Ontario est également membre associé.	Ministère des Relations internationales du Québec
Commission des Grands Lacs, organisme binational et étatique/provincial fondé en 1955	Statut de commissaire associé depuis la déclaration d'association de 1999	Conférence annuelle; participation à des groupes de travail techniques; la Commission se concentre sur la collaboration scientifique et technique.	L'Ontario est également membre associé; Gouvernement du Canada (membre à part entière); autres observateurs : Commission des pêcheries des Grands Lacs; Commission mixte internationale; Chippewa/Ottawa Resource Authority	Ministère des Relations internationales du Québec
Collaboration sectorielle multilatérale				
Northeast Regional Homeland Security Directors Meeting	Compétence provinciale en matière de sécurité publique	Réunions régulières et collaboration permanente avec les États américains voisins relativement aux questions de sécurité publique	Ministère de la Sécurité publique de l'Ontario; Police provinciale de l'Ontario; Gendarmerie royale du Canada	Ministère de la Sécurité publique du Québec

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Comités des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada sur l'environnement, l'énergie (CINE), le commerce et la mondialisation	Participation aux comités des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada	Réunions régulières des représentants des États et des provinces, conférences téléphoniques, courriels	Membres du Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	Ministère de l'Environnement; ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs; ministère du Développement économique et régional et de la Recherche; ministère des Transports; et ministère de la Sécurité publique du Québec
Northeast Association of State Transportation Officials (NASTO) et Coalition des transports à la frontière de l'Est (CTFE)	Compétence provinciale en matière de transport	Conférences annuelles et réunions régulières; collaboration multilatérale officielle et permanente pour le partage des renseignements	Transports Canada; Agence des services frontaliers du Canada; Citoyenneté et Immigration Canada	Transports Québec
Environmental Council of the States (ECOS) Organisation non gouvernementale pour l'environnement fondée en 1993 et composée de commissaires à l'environnement des territoires et des États américains	Environnement Québec est un observateur au Conseil.	Réunions annuelles vers la fin de l'été/le début de l'automne; réseautage : groupes de travail et groupes de discussion en ligne	Environnement Canada	Environnement Québec

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Comité directeur sur le changement climatique (2001)	Plan d'action sur le changement climatique adopté par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada en 2001. Le Comité directeur a été mis sur pied pour mettre en œuvre le plan d'action.	Interaction multilatérale entre les représentants des États et des provinces; collaboration officielle : le Comité directeur se réunit deux ou trois fois par année. Également échange de renseignements par le biais de conférences téléphoniques et de courriels	Les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve-et-Labrador et du Québec, Consortium Ouranos et Environnement Canada	Environnement Québec
Collaboration sectorielle bilatérale				
Sommet économique Québec-New York	Responsabilité et compétence provinciales en matière de relations économiques essentielles ou d'intérêts stratégiques	Contacts bilatéraux avec les organes exécutif et législatif du gouvernement (missions commerciales et visites par des équipes dirigées par des premiers ministres et gouverneurs)	Comprend également les chambres de commerce et le secteur privé des deux territoires	Ministère des Relations internationales; ministère du Développement économique et régional et Recherche du Québec
Quebec/Vermont Bilateral Cooperation Agreements (2003)	Responsabilité et compétence provinciales en matière de relations économiques essentielles ou d'intérêts stratégiques	Contacts bilatéraux avec les organes exécutif et législatif du gouvernement touchant également des intervenants du secteur privé et les administrations municipales	Participation aux travaux des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada	Ministère des Relations internationales; ministère du Développement économique et régional et Recherche du Québec

III) OBSERVATIONS

Accords provinciaux-étatiques

Le Québec a plus de 200 accords et ententes avec les gouvernements, les villes ou les organismes publics des États américains. Ces accords portent sur la sécurité, le transport, la culture, le développement économique, le tourisme, l'environnement et l'éducation.

Promotion des échanges commerciaux

Les premiers ministres du Québec effectuent souvent des missions commerciales aux États-Unis afin de promouvoir le commerce et le tourisme et d'attirer des investisseurs américains dans la province. Parmi les récentes tribunes au cours desquelles des allocutions ont été prononcées, il convient de mentionner la Foreign Policy Association dont le siège social est situé à New York, le Los Angeles World Affairs Council, l'Institute of World Affairs (Milwaukee, Wisconsin), la Metro Hartford Regional Economic Alliance (Connecticut) et la Global City Regions Conference (Californie).

Promotion de la culture

Le Québec cultive activement la collaboration culturelle et universitaire avec les États-Unis. Il appuie les programmes d'études québécoises aux États-Unis en offrant une aide financière au Conseil américain des études québécoises (CAEQ), à l'Association des études canadiennes aux États-Unis (ACSUS) et aux centres de recherche universitaires. Au Québec, le ministère des Relations internationales appuie les chaires d'études américaines dans trois universités (Université de Montréal, Université du Québec à Montréal et Université Laval). Il appuie également le développement des marchés américains pour les artistes et les industries culturelles du Québec.

Les parlementaires du Québec participent aussi à l'Assemblée des parlementaires de la Francophonie (APF), une association composée de parlementaires francophones provenant des quatre coins du globe, aux côtés d'homologues de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Angleterre et de la Louisiane (qui partagent des racines culturelles françaises et acadiennes).

Liens utiles

www.mri.gouv.qc.ca (Ministère des Relations internationales du Québec)

www.assnat.qc.ca/fra/associations/index.html (Les relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale du Québec)

www.regionamerique-apf.org (Assemblée parlementaire de la Francophonie)

www.acqs.org (American Council for Québec Studies)

www.cglg.org (Council of Great Lakes Governors)

www.councilofthefederation.ca (Council of the Federation)

I) SURVOL

- Frontières avec les États-Unis : Montana et Dakota du Nord
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : Les États-Unis sont le plus gros partenaire commercial de la Saskatchewan. En 2002, la province a expédié près de 7 milliards de dollars de marchandises de l'autre côté de la frontière et en a importé pour 3,74 milliards. Les principales exportations comprennent le pétrole brut et les produits pétroliers, les engrais minéraux ou chimiques, le bois, les machines agricoles et le papier.
- Coordination gouvernementale: Department of Government Relations and Aboriginal Affairs; le sous-ministre adjoint est le responsable de la politique commerciale et des relations internationales. La petite direction des relations internationales assume la coordination et la consultation stratégiques interministérielles ainsi que la gestion des accords et des arrangements multi-sectoriels que le gouvernement de la province et les États-Unis ou d'autres pays ont négociés. La coordination des projets d'expansion du commerce est assurée par le partenariat sur le commerce et les exportations de la Saskatchewan (Saskatchewan Trade and Export Partnership [STEP]) – un partenariat formé du gouvernement provincial et d'exportateurs privés. Le développement de l'investissement est coordonné par le Department of Industry and Resources et par la Crown Investments Corporation de la Saskatchewan.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Réunion de la Western Governors' Association et de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest	Occasion d'échanges entre hauts fonctionnaires sur des dossiers d'intérêt commun	Réunion annuelle à laquelle participent sept premiers ministres et 18 gouverneurs de l'Ouest	Provinces de l'Ouest; consulats et ambassade du Canada à Washington	Agent international, Saskatchewan Government Relations and Aboriginal Affairs
Midwest Legislative Conference	Échange d'informations entre les États et les provinces de la région; tribune pour défendre les intérêts de la Saskatchewan grâce à la présence des législateurs aux comités de la Conférence	Réunion annuelle à laquelle participent les législateurs de 11 États du Midwest et de trois provinces	Gouvernements de l'Ontario et du Manitoba; consulats canadiens; Speaker's Office; Saskatchewan Legislative Assembly	Agent international, Saskatchewan Government Relations and Aboriginal Affairs

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Groupe consultatif étatique-provincial au sein du Comité consultatif Canada-É.-U. sur l'agriculture	Tribune sur les questions et préoccupations communes, résolution informelle des conflits et détermination des enjeux majeurs pour le Comité consultatif Canada – É.-U. sur l'agriculture (fédéral)	Réunion annuelle d'étude des questions relatives à l'agriculture	Ministères provinciaux de l'agriculture; consulats et ambassade du Canada à Washington; Agriculture et Agroalimentaire Canada	Analyste de la politique commerciale, Saskatchewan Agriculture, Food and Rural Revitalization
Accord tripartite sur l'agriculture	Améliore la compréhension mutuelle et favorise la coopération multilatérale sur les questions relatives à l'agriculture et à l'alimentation	Réunion annuelle des ministres provinciaux de l'agriculture; National Association of Department of States of Agriculture (NASDA); secrétaires de l'agriculture des États mexicains	Ministères provinciaux de l'agriculture; consulats et ambassade du Canada à Washington; Agriculture et Agroalimentaire Canada	Analyste de la politique commerciale, Saskatchewan Agriculture, Food and Rural Revitalization
Western Interstate Energy Board (WIEB)	Cet organe administratif de la Western Interstate Nuclear Compact vise à favoriser la coopération entre les États et le gouvernement américains sur les questions d'énergie.	Réunion deux fois par an sur les questions relatives à la production et au transport de l'électricité dans le réseau Western Interconnection	Fonctionnaires de l'énergie des gouvernements de l'Alberta et de la Colombie-Britannique	Directeur adjoint, Environmental Economics, Saskatchewan Industry and Resources
Canada/US Fire Fighting Arrangement	Partage de ressources humaines et matérielles; Accord en vigueur depuis 1982	Échange de pompiers en cas de conflagration majeure	Collaboration ponctuelle avec tous les services d'incendie des provinces et des territoires du Canada	Directeur intérimaire, Fire Management and Forest Protection Branch, Saskatchewan Environment
Accord de surveillance bilatérale de la rivière Poplar	Échange d'informations et de données sur la qualité de l'eau et les débits, et surveillance de la qualité de l'air dans le bassin de la rivière Poplar	Tribune annuelle	Environnement Canada; Commission mixte internationale Canada	V.-p. – Operations, Saskatchewan Watershed Authority; Gestionnaire, Environmental Protection Grasslands EcoRegion, Saskatchewan Environment

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Conseil international de contrôle de la rivière Souris	Administre les mesures du partage des eaux de l'Accord Canada-É.-U. de 1989 sur l'approvisionnement en eau et la défense contre les inondations du bassin de la rivière Souris	Conseil de la Commission mixte internationale dont les membres canadiens et américains se réunissent au moins deux fois par année	Environnement Canada; Affaires étrangères Canada; Bureau canadien de la Commission mixte internationale	V.-p. – Operations, Saskatchewan Watershed Authority
Commission mixte internationale – Agent agréé	Administration de l'ordonnance de 1921 concernant les rivières St. Mary et Milk du Traité des eaux limitrophes sur le partage de l'eau entre le Canada et les États-Unis	Correspondance électronique et réunions occasionnelles	Environnement Canada (agent agréé)	V.-p. – Operations, Saskatchewan Watershed Authority
Lettre d'intention engageant la Saskatchewan, le Manitoba, l'Iowa, le Minnesota, le Nebraska, le Dakota du Sud, le Dakota du Nord et la Northern Great Plains Inc. (NGP)	Collaboration à l'égard de dossiers régionaux semblables en matière de transport et d'économie; la Saskatchewan collabore officieusement avec le groupe depuis 1999 et officiellement depuis 2002.	La Northern Great Plains est une organisation sans but lucratif qui se consacre à améliorer la situation économique des collectivités de la région des grandes plaines du Nord; la Saskatchewan participe à certains projets et études.	Province du Manitoba	Sous-ministre adjoint (SMA), Industry Development, Saskatchewan Industry and Resources
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	Plan de gestion tripartite qui appuie les partenariats en matière de préservation des habitats	La Saskatchewan siège au comité canadien de planification.	Responsables de l'environnement des provinces de l'Ouest	Directeur, Fish and Wildlife Branch, Department of the Environment

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Normes sur le transport de l'ALENA Sous-comité sur le transport routier	La Saskatchewan représente les provinces de l'Ouest au sous-comité. Elle utilise ce moyen pour aborder les problèmes du poids et de la taille des véhicules, de la traversée des frontières, y compris la technologie, et de l'harmonisation des normes.	Réunion semestrielle sur les questions relatives au transport transfrontalier entre les provinces et les états limitrophes	Responsables des transports des provinces de l'Ouest	SMA, Policy, Highways and Transportation
Transportation Border Working Group	Transports Canada et la U.S. Federal Highway Administration	Étude des questions du passage de la frontière dans le but de faciliter la circulation nord-sud des marchandises	Transports Canada et responsables provinciaux des transports	SMA, Policy, Highways and Transportation
Relations bilatérales				
Accord intergouvernemental Saskatchewan-Montana	Occasion pour les gouvernements et les secteurs concernés d'étudier les problèmes communs et de les régler	Réunion annuelle entre le lieutenant gouverneur du Montana et le ministre des relations gouvernementales de la Saskatchewan	Aucun	Agent international, Saskatchewan Government Relations and Aboriginal Affairs
Protocole d'entente entre la Saskatchewan et le Dakota du Nord sur l'échange de renseignements et de services géologiques	Partage de renseignements et de pratiques exemplaires depuis 1994	Conférences deux fois par an de hauts fonctionnaires sur la géologie et le rendement des puits	Aucun	Directeur exécutif, Exploration and Geological Services, Saskatchewan Industry and Resources

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Accord de coopération avec le département de l'expansion économique du Texas	Promotion du commerce international des produits, des services et des technologies du Texas et de la Saskatchewan; en vigueur depuis novembre 2001	Promouvoir le commerce et les relations commerciales entre la Saskatchewan et le Texas, et échanger des renseignements courants sur les grands dossiers économiques et les questions relatives aux échanges commerciaux	Consulat canadien à Dallas, Texas	Directeur, Trade Development, US/Canada, Saskatchewan Trade and Export Partnership Inc.
Accord de coopération avec le Minnesota Trade Office	Promotion du commerce international des produits, des services et des technologies du Minnesota et de la Saskatchewan; en vigueur depuis septembre 2000.	Promouvoir le commerce et les relations commerciales entre la Saskatchewan et le Minnesota, et échanger des renseignements courants sur les grands dossiers économiques et les questions relatives aux échanges commerciaux	Consulat canadien à Minneapolis (MN)	Directeur, Trade Development, US/Canada; Saskatchewan Trade and Export Partnership Inc.
Department of Transportation du Dakota du Nord	Coordination des réseaux routiers de part et d'autre de la frontière	Selon le besoin pour des projets et des dossiers particuliers	Aucun; responsables des transports du Manitoba et de l'Alberta, indirectement	SMA, Operations, Saskatchewan Highways and Transportation
Department of Transportation du Montana	Coordination des réseaux routiers de part et d'autre de la frontière	Selon le besoin pour des projets et des dossiers particuliers	Aucun; responsables des transports du Manitoba et de l'Alberta, indirectement	SMA, Operations, Saskatchewan Highways and Transportation

III) OBSERVATIONS

Comme on le constate, les relations que la Saskatchewan entretient avec les États-Unis sont à la fois de nature officielle et informelle, de couverture bilatérale et régionale, de portée sectorielle et multisectorielle, et d'orientation réglementaire et directive.

En vertu de la *Government Organization Act* de la Saskatchewan, tous les ministres de la province sont autorisés à conclure des accords internationaux et à participer à des initiatives internationales ou à entretenir des relations internationales, en conformité avec leur mandat respectif. Toujours en vertu de cette loi, les ministères et organismes provinciaux doivent consulter l'International Relations Branch du Department of Government Relations and Aboriginal Affairs à propos de la conduite de leurs relations internationales même si la direction n'a aucun pouvoir de décision ou de réglementation à cet égard.

Premier ministre et ministres

La Saskatchewan exploite divers mécanismes intergouvernementaux pour faciliter la défense de ses intérêts et l'échange de renseignements avec les gouverneurs et certains hauts fonctionnaires des États américains et de leurs organisations régionales. Ces mécanismes ont été mis au point dans le but de satisfaire les intérêts régionaux et bilatéraux de la Saskatchewan aux États-Unis. Les plus importants sont la Western Governors' Association, l'accord intergouvernemental Saskatchewan-Montana et le Groupe consultatif Canada-États-Unis sur l'agriculture.

Le premier ministre ou le ministre des Finances rencontrent une fois par année des représentants du monde de la finance à New York. Le premier ministre et d'autres ministres responsables dirigent des missions spécifiques ou des missions de promotion du commerce et de l'investissement aux États-Unis.

Législateurs

Les législateurs de la Saskatchewan collaborent avec leurs homologues américains grâce à deux principaux moyens. Le premier, la Midwestern Legislative Conference (MLC), est un organe régional du National Council of State Governments. En plus de réunions périodiques, cette association de législateurs américains soutient des comités qui étudient des dossiers d'intérêt régional comme l'agriculture, l'expansion économique, la santé, la liaison ferroviaire grande vitesse et les relations avec le Canada. La participation dans ces organisations régionales fournit à la Saskatchewan une occasion de défendre ses intérêts et accroît la compréhension mutuelle entre les États et les provinces des Grandes Plaines. Le second moyen est l'accord de jumelage avec la législature du Dakota du Nord qui facilite les échanges de législateurs. Des démarches ont actuellement lieu auprès du Montana pour conclure un accord de même nature. Les échanges avec les autres États bénéficient de la participation de la Saskatchewan à la MLC.

Fonctionnaires

Des relations officielles et officieuses s'établissent entre les fonctionnaires de la Saskatchewan et leurs homologues des administrations des États en réponse à leur intérêt commun pour la coordination transfrontalière des questions d'ordre pratique et par une participation commune à des associations professionnelles et aux comités et groupes de travail des provinces et des États.

Liens utiles

www.gov.sk.ca (Gouvernement de la Saskatchewan)

www.graa.gov.sk.ca (Saskatchewan Government Relations and Aboriginal Affairs)

www.westgov.org (Western Governors' Association and Western Premiers' Conference)

www.csgmidwest.org (Midwest Legislative Conference)

www.nasda-hq.org/Accord (Accord trinational sur l'agriculture)

I) SURVOL

- Frontière(s) avec les États-Unis : Aucune
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : Environ 5,6 milliards de dollars en exportations en 2002 (75 % des exportations totales de Terre-Neuve-et-Labrador [T.-N.-L.]); surtout du pétrole brut et raffiné (56 % des exportations vers les É.-U.), du papier journal (10 %), des produits du poisson (9 %), du minerai de fer et de l'électricité. Environ 20 % des exportations de T.-N.-L. vont vers la Nouvelle-Angleterre.
- Coordination gouvernementale: ministères et organismes responsables, sauf si un ministre est tenu d'intervenir. Le chef des affaires intergouvernementales (premier ministre de T.-N.-L.) est habituellement informé de la raison de la participation d'un ministre, toutefois les modalités de cette participation et le soutien relèvent du ministère responsable. L'Intergovernmental Affairs Secretariat prépare, en consultation avec les ministères responsables, les documents d'information nécessaires.

II) Principales voies de collaboration

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada à laquelle participent six États de la Nouvelle-Angleterre et cinq provinces de l'Est du Canada	Échange annuel qui dure depuis une trentaine d'années entre T.-N.-L. et les États-Unis; l'Intergovernmental Affairs Secretariat coordonne et appuie les travaux de la conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada	Conférence annuelle multilatérale sur des dossiers frontaliers d'intérêt commun; rencontres multilatérales informelles de fonctionnaires américains et provinciaux, conférences téléphoniques, correspondance électronique; collaboration permanente à trois comités : commerce et mondialisation; environnement; Comité international du Nord-Est sur l'énergie	Conférence des premiers ministres de l'Est du Canada : Québec et trois autres membres du Conseil des premiers ministres de l'Atlantique : Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard	Intergovernmental Affairs Secretariat, T.-N.-L.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Accord international de la taxe sur le carburant (AITC)	1983, Accord visant à simplifier la déclaration des taxes sur le carburant par les transporteurs routiers des territoires concernés; les provinces et les États concernés sont signataires de l'accord.	Interaction multilatérale entre les administrations. Le conseil se réunit une fois par année et des sous-comités sont créés pour étudier certains dossiers de travail. La majorité des échanges bilatéraux se font entre les administrations et l'organisme responsable de l'Accord.	Toutes les provinces et territoires canadiens sauf le Yukon et le Nunavut sont signataires de l'Accord.	Directeur exécutif de l'Accord en Arizona (É.-U.); Department of Finance, T.-N.-L.
Sous-comité des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada sur le changement climatique	Sous-comité des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada; participation depuis au moins 15 ans	Multilatérale; 3 à 4 réunions annuelles	Secrétariat des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada	Department of Environment, T.-N.-L.
Comité permanent des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada sur le commerce et la mondialisation	Sous-comité des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada	Au moins deux réunions par année	Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	Department of Industry, Trade and Rural Development, T.-N.-L.

III) OBSERVATIONS

Généralités

Terre-Neuve-et-Labrador a toujours bénéficié d'une relation de coopération avec les États-Unis dans le domaine des affaires commerciales et militaires. Cette coopération s'est étendue dernièrement à l'énergie et au resserrement des liens commerciaux. Les relations de T.-N.-L. avec les États-Unis se font à tous les niveaux, selon la nature du dossier. Des fonctionnaires provinciaux, comme les responsables de l'application de la loi et des représentants commerciaux, traitent avec leurs homologues américains chaque fois que la situation et les circonstances l'exigent. Étant donné que la province fait de l'exploration pétrolière en haute mer, elle envoie des fonctionnaires et des ministres aux conférences, symposiums et salons professionnels importants sur le pétrole et le gaz naturel qui se tiennent partout dans le monde.

Les tribunes multilatérales qui réunissent les administrations des États américains et du Canada atlantique, comme la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC) et les missions d'Équipe Canada, constituent des voies régulières d'échange avec les États-Unis. Lors de leurs réunions annuelles, les gouverneurs et les premiers ministres concernés examinent des questions communes ou les confient à des comités, sous-comités et groupes de travail spéciaux.

Promotion du commerce et des investissements

Dans sa stratégie de relance de l'emploi et de croissance économique appelée *Renewal Strategy for Jobs and Growth*, le gouvernement de T.-N.-L. souligne à quel point il est important pour la province de développer le commerce et les exportations si elle veut créer des emplois et diversifier l'économie de la province. Le Department of Industry, Trade and Rural Development a développé un programme qui fait la promotion des échanges commerciaux avec la Nouvelle-Angleterre. Entre la date de son lancement en 1999 et 2002, il y a eu neuf missions commerciales en Nouvelle-Angleterre qui ont permis à une cinquantaine d'entreprises de T.-N.-L. de se faire connaître sur ce marché. Le même ministère a également dirigé plusieurs délégations à des salons professionnels aux États-Unis, y compris le New Orleans International Workboat Show, le plus gros salon sur l'industrie maritime en Amérique du Nord (inauguré en 1991). Le Department of Tourism, Culture and Recreation de T.-N.-L. coordonne les activités de marketing et de promotion du tourisme aux États-Unis. Cela comprend, entre autres, la participation à des événements spéciaux comme le Cabot 500, qui a permis d'établir des liens directs avec les villes de New York et de Boston.

Collaboration fédérale-provinciale

L'Intergovernmental Affairs Secretariat utilise, à l'occasion, les services d'Affaires étrangères Canada (AEC), de Commerce international Canada (CICan) et des consulats canadiens aux États-Unis pour obtenir des mémoires non classifiés sur le commerce et la politique. Par souci de politesse, le gouvernement provincial informe toujours ces ministères ou le consulat concerné de la présence d'un membre de son conseil des ministres aux réunions ou aux événements qui se tiennent dans un pays étranger ou un État américain. Le gouvernement de T.-N.-L. participe aux missions commerciales aux États-Unis qu'organise Équipe Canada Atlantique. C'est l'équipe commerciale Trade Team Newfoundland and Labrador (TTNL), un partenariat de ministères et d'organismes fédéraux et provinciaux, qui coordonne ces missions commerciales. La première mission d'Équipe Canada Atlantique, en mai 2002 à destination de la ville de New York et de trois États américains, notamment New York, le New Jersey et le Connecticut, a été le résultat de la coopération entre l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), les quatre provinces de l'Atlantique, AEC/CICan, Industrie Canada et les Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC).

Liens utiles

www.gov.nf.ca (Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador)

www.gov.nf.ca/exec/iga/iga-ovr.htm (Intergovernmental Affairs Secretariat)

www.necg.org/premiers.html (Conférence des Gouverneurs de la Nouvelle Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada)

www.newenglandbusiness.ca/profile/marketoverview.asp (Aperçu du marché de la Nouvelle-Angleterre)

I) SURVOL

- Frontière avec les États-Unis : La mer de Beaufort est une frontière commune.
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : 63 321 088 \$ en exportations en 2003 (5 % du total des exportations des Territoires du Nord-Ouest), principalement des minéraux, dont des diamants, du tungstène et des hydrocarbures, ainsi que des pièces d'aéronef et des produits commerciaux de la pêche et de la faune. Ce chiffre ne comprend pas les livraisons de gaz naturel en route vers les États-Unis qui passent par Fort Nelson. Les importations américaines se sont chiffrées à 3,3 millions de dollars en 2003. Elles étaient principalement composées d'avions, ainsi que de pièces d'aéronefs.
- Coordination gouvernementale : Relations officielles limitées avec les États-Unis. Les relations sont surtout gérées par les ministères responsables au niveau administratif. Le principal organisme de coordination est l'Intergovernmental Affairs and Strategic Planning Division, du Department of Executive. L'Investment and Economic Analysis Division du Department of Resources, Wildlife and Economic Development est le principal contact dans le cadre du Canada-United-States Advocacy Project.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Western Governors' Association et Conférence des premiers ministres de l'Ouest	Résolution de 1999 par la Conférence des premiers ministres de l'Ouest visant à organiser des réunions conjointes annuelles avec la Western Governors' Association	Les réunions conjointes annuelles alternent entre la Western Governors' Association des États-Unis et la Conférence des premiers ministres de l'Ouest du Canada depuis 1999.	Membres de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest : l'Alberta, le Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, le Yukon, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan	Intergovernmental Affairs and Strategic Planning, Department of Executive, T.N.-O.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Council of Western Attorneys General	Entente/collaboration régionale continue entre les provinces/territoires de l'Ouest du Canada et 10 États des États-Unis	Réunions semestrielles des procureurs généraux et des cadres supérieurs de la fonction publique	L'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Yukon sont également membres.	Department of Justice, T.N.-O.
Le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie (GTNAE), créé en 2001 en collaboration avec le Canada, le Mexique et les États-Unis, à l'échelon des ministres	La Minerals, Oil and Gas Division des Territoires du Nord-Ouest est membre du groupe consultatif du Groupe de travail.	La Division interagit avec le Department of State et les Departments of State and Energy des États-Unis pour ce qui est des questions énergétiques, dont les prévisions énergétiques, les questions relatives aux pipelines et l'élaboration des politiques continentales sur l'énergie.	Du côté canadien, l'organisme tripartite est dirigé par des représentants de Ressources naturelles Canada.	Department of Resources, Wildlife and Economic Development, Minerals, Oil and Gas Division, T.N.-O.
Underwriters Laboratories Inc.	Underwriters Laboratories Inc. (UL) est un organisme d'attestation de la sécurité des produits, autonome et sans but lucratif.	Participation continue à l'élaboration et à la révision des normes citées; participation continue à l'harmonisation des normes d'UL et des Laboratoires des assureurs du Canada (ULC); surveillance continue des produits piratés lancés sur le marché	L'Office of the Fire Marshal des T.N.-O. participe activement au Conseil consultatif et est membre des Laboratoires des assureurs du Canada, une filiale de l'UL. Les normes des Laboratoires des assureurs du Canada sont également adoptées en vertu de la <i>Loi sur la prévention des incendies</i> et du règlement afférent des Territoires du Nord-Ouest.	Department of Municipal and Community Affairs; Office of the Fire Marshal, T.N.-O.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
National Fire Protection Association	La mission de l'Association, une association internationale sans but lucratif, consiste à réduire le fardeau mondial des conséquences des incendies et des autres risques sur la qualité de la vie, en assurant la diffusion et la promotion de codes et de normes scientifiques adoptés par consensus, de documents de recherche et de services de formation et d'information.	Réunion annuelle entre les commissaires aux incendies des États et des provinces; participation continue à l'élaboration et à la révision des normes citées; utilisation et promotion des programmes de gestion des risques et de sécurité contre les incendies	Les normes de la National Fire Protection Association sont également adoptées en vertu de la <i>Loi sur la prévention des incendies et du Règlement afférent</i> des T.N.-O.	Department of Municipal and Community Affairs; Office of the Fire Marshal, T.N.-O.
National Interagency Fire Center (NIFC)	Entente de 1995 du Centre interservices des feux de forêt du Canada avec les États-Unis pour le partage des ressources en vertu de l'Accord bilatéral Canada/États-Unis sur la lutte contre les incendies de forêt	Réunion annuelle du Conseil d'administration, incluant les homologues américains du National Interagency Fire Center – exercices conjoints d'évacuation, sur demande, et exercices d'entraînement annuels	Toutes les provinces et tous les territoires sont membres du Centre interservices des feux de forêt du Canada, une société sans but lucratif créée en 1982 par les provinces et co-financée par le gouvernement fédéral (1/3).	Department of Resources, Wildlife and Economic Development, T.N.-O.
Interior West Fire Council	Entente entre les États du Midwest (États-Unis), les provinces de l'Ouest et les T.N.-O. sur le partage de la science et de la technologie dans le cadre de forums annuels	Réunions annuelles alternant entre les organismes partenaires afin de partager les recherches, l'information et la technologie	Alberta; Saskatchewan; T.N.-O.; Idaho; Montana; Dakota du Nord et du Sud; Nebraska; Utah; Wyoming; Colorado; le financement se fait sur la base des propres coûts de l'organisme.	Department of Resources, Wildlife and Economic Development, Forest Management Division, T.N.-O.

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Tripartite Agreement on Wildland Fire Science Research	Protocole entre le Canada, les États-Unis et l'Australie permettant une collaboration et un partage des recherches et de l'information	Coopération internationale en matière de recherche, comme l'Expérience internationale de modélisation des feux de cimes à Fort Providence	Service canadien des forêts au nom de toutes les provinces et de tous les territoires	Department of Resources, Wildlife and Economic Development, Forest Management Division, T.N.-O.
Northwest Wildland Fire Protection Agreement (Northwest Compact)	Entente entre les provinces de l'Ouest et les États du nord-ouest en accord avec la Public Law (États-Unis)	Réunions annuelles alternant entre les organismes partenaires. Partage des ressources de gestion des incendies pour les interventions contre les incendies de végétation. Véhicule pour donner suite aux engagements envers la coordination de la lutte contre les feux de forêts pris par les membres de la Western Governors' Association et la Conférence des premiers ministres de l'Ouest	Alberta; Colombie-Britannique; Yukon; Alaska; Oregon; Washington; Montana; Idaho. Les Territoires du Nord-Ouest ont montré un intérêt envers Compact.	Department of Resources, Wildlife and Economic Development, Forest Management Division, T.N.-O.

III) OBSERVATIONS

Généralités

L'interaction officielle entre les Territoires du Nord-Ouest et les États-Unis est limitée. Le Department of Resources, Wildlife and Economic Development est celui qui traite le plus directement avec les États-Unis. Les Territoires du Nord-Ouest interagissent avec les États-Unis principalement par le biais d'organismes multilatéraux, comme les réunions conjointes annuelles de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest et de la Western Governors' Association depuis 1999, ou par l'adhésion à des organismes sectoriels comme le Centre interservices des feux de forêt du Canada (CIFFC).

Rôle du secteur minier

Compte tenu du rôle clé des minéraux dans l'économie des T.N.-O., la Diamond Division du Department of Resources, Wildlife and Economic Development participe activement à la promotion des diamants du Canada aux États-Unis. Elle maintient un contact avec des organismes gouvernementaux des États-Unis en partageant l'information et en présentant des séances d'information sur les diamants au personnel de l'Ambassade des États-Unis en visite à Yellowknife et à Ottawa. Le Ministère s'occupe également de promouvoir les diamants aux États-Unis et de les mettre en marché par le biais des consulats du Canada et des foires commerciales. Plusieurs entreprises américaines œuvrent au sein de l'industrie des diamants dans les Territoires du Nord-Ouest dans le cadre de co-entreprises ou d'alliances stratégiques avec des entreprises du nord. Le Gemological Institute of America (GIA) s'associe au Collège Aurora pour offrir des programmes de formation sur les diamants. L'Investment and Economic Analysis Division est chargée de promouvoir les débouchés commerciaux pour les entreprises du Nord et d'attirer des investissements directs des États-Unis.

La Minerals, Oil and Gas Division a travaillé avec des États américains producteurs de gaz afin d'articuler une opposition au projet de subvention de prix-plancher pour le gaz de l'Alaska. La Division, ainsi que le ministre et le premier ministre, ont assisté à des réunions avec des membres et des représentants du Congrès afin d'appuyer le dossier contre la subvention. La Division a fait une présentation au Senate Natural Resource Committee à ce sujet.

Relations informelles

Des relations officieuses unissent les Territoires du Nord-Ouest et les États-Unis dans le contexte de la collaboration scientifique et des arrangements administratifs. Il y a, par exemple, la collaboration avec le Gemological Institute of America (GIA), l'American Gem Society (AGS) et l'Association of Boards of Certification (ABC), située en Iowa, pour ce qui est des questions de formation, de certification et d'harmonisation des codes techniques. De plus, les Territoires du Nord-Ouest sont membres de la North American Securities Administrators et de l'International Association of Commercial Administrators.

Liens utiles

www.gov.nt.ca (Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest)

www.gov.nt.ca/research/departments/index.html (Intergovernmental Affairs and Strategic Planning)

www.gov.nt.ca/RWED/index.html (Department of Resources, Wildlife and Economic Development)

www.westgov.org (Western Governors' Association)

I) SURVOL

- Frontière avec les États-Unis : Alaska
- Bureau(x) aux États-Unis : Aucun
- Commerce avec les États-Unis : 4 millions de dollars en exportations en 2001 (99,3 % du total des exportations du territoire, dont 66 % est destiné à l'Alaska limitrophe). Les exportations vers les États-Unis comprennent le bois et les produits du bois (26 %); les minéraux et les produits miniers (20 %); les véhicules automobiles (13 %); les meubles et les bâtiments préfabriqués (13 %); l'équipement; et les produits d'origine animale. De plus, les importations se sont chiffrées à 68,3 millions de dollars en 2003, principalement concentrées sur le poisson, le pétrole et la machinerie.
- Coordination gouvernementale: coordination directe par le ministère du Conseil exécutif par l'entremise de la Division des relations intergouvernementales (RIG) dont la fonction consiste, entre autres, à favoriser des relations efficaces et à promouvoir les intérêts du Yukon auprès du gouvernement fédéral, des autres provinces et territoires et des gouvernements de la zone circumpolaire, tel celui de l'État de l'Alaska. Bien que la Division des relations intergouvernementales (ministère du Conseil exécutif) soit responsable des relations globales entre les gouvernements de l'Alaska et du Yukon, les ministères du gouvernement du Yukon travaillent directement avec leurs homologues alaskiens aux dossiers qui les concernent. L'Assemblée législative du Yukon s'emploie à consolider les relations avec l'Alaskan State Congress. Le Bureau d'Ottawa du gouvernement du Yukon travaille directement avec les représentants alaskiens et ceux de la délégation du Congrès alaskienne à des dossiers particuliers, tels que l'énergie et les transports.

II) PRINCIPALES VOIES DE COLLABORATION

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Réunion conjointe de la Western Governors' Association et de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest (depuis 1999)	Résolution de 1999 par la Conférence des premiers ministres de l'Ouest visant à organiser des réunions conjointes annuelles avec les membres de la Western Governors' Association	Les réunions conjointes annuelles alternent entre les États-Unis et le Canada et abordent les dossiers transfrontaliers.	Membres de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest : l'Alberta, le Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et la Saskatchewan	Directeur, Relations intergouvernementales, ministère du Conseil exécutif, Yukon

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration non sectorielle multilatérale				
Pacific North West Economic Region (PNWER)	Entente signée le 1 ^{er} avril 1996; collaboration permanente	Réunions multilatérales annuelles des premiers ministres et des gouverneurs; réunions des représentants pendant l'année; conférences téléphoniques	Ambassadeur aux États-Unis et consuls généraux dans les États de l'Ouest; Colombie-Britannique; Alberta	Sous-ministre du Développement économique et député à l'Assemblée législative, Yukon
Forum nordique	Organisme international à but non lucratif composé des gouvernements régionaux de 10 pays nordiques.	Réunions multilatérales annuelles des ministres; réunions des représentants pendant l'année, conférences téléphoniques.	Aucune	Relations intergouvernementales
Collaboration sectorielle multilatérale				
Council of Western Attorneys General (trois provinces, deux territoires et 10 États américains)	Collaboration permanente au niveau régional	Réunions semestrielles des procureurs généraux et des hauts fonctionnaires	L'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest sont aussi membres	Ministère de la Justice du Yukon
National Interagency Fire Center	Entente de 1995 du Centre interservices des feux de forêt du Canada avec les États-Unis sur la lutte contre les incendies de forêt	Réunion annuelle du Conseil d'administration, incluant les homologues américains du National Interagency Fire Center – exercices conjoints d'évacuation, sur demande, et exercices d'entraînement annuels	Toutes les provinces et tous les territoires sont membres du Centre interservices des feux de forêt du Canada, une société sans but lucratif créée en 1982 par les provinces et co-financée par le gouvernement fédéral (1/3)	Bureau des mesures d'urgence et Services de protection, Services aux collectivités, Gouvernement du Yukon
Association internationale des agences du poisson et de la faune sauvage (IAFWA)	ONG située à Washington, D.C. créée en 1902; coordination permanente d'agences d'États / provinciales / territoriales de gestion du poisson et de la faune sauvage	Réunions multilatérales semestrielles, comités de travail	La plupart des provinces/territoires canadiens sont membres.	Directeur des ressources halieutiques et fauniques, Yukon

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration sectorielle multilatérale				
Pacific Northwest Management Agreement	Collaboration permanente et entente officielle conclue le 1 ^{er} avril 1996 par la Western Governors' Association et la Conférence des premiers ministres de l'Ouest sur une assistance mutuelle en cas d'urgence, y compris les attaques ennemies, signée par l'Idaho, l'Oregon et Washington du côté américain.	Réunions peu fréquentes (la dernière a été tenue il y a deux ans). Les activités de recherche et de sauvetage peuvent relever de cette entente.	Organisations des mesures d'urgence de l'Alaska, du Yukon et de la Colombie-Britannique	Bureau des mesures d'urgence, Services de protection, Services aux collectivités, Gouvernement du Yukon
Northwest Wildland Fire Compact	Accord d'aide mutuelle en cas d'incendie de forêt conclu le 12 novembre 1998 entre le Yukon, l'Alaska, la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'État de Washington, l'Oregon, l'Idaho et le Montana	Partage rapide des ressources en sécurité incendie et échange de personnel et d'équipement en dehors des processus du Centre interservices des feux de forêt du Canada; se réunit une fois par année pour échanger des protocoles.	Le Centre interservices des feux de forêt du Canada n'est pas concerné	Gestion des feux de forêt, Services aux collectivités Gouvernement du Yukon
Collaboration bilatérale				
Assemblée législative du Yukon et Alaska State Legislature	Collaboration permanente entre les deux législatures pour une compréhension mutuelle et pour l'échange de bonnes pratiques de régie; les présidents de l'Assemblée législative du Yukon, de l'Alaska House of Representatives et de l'Alaska Senate participent.	Échange législatif annuel entre les représentants élus des deux instances au printemps, en alternance chaque année, depuis 1980	Participation occasionnelle des législateurs de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest à certaines réunions	Greffier de l'Assemblée législative du Yukon

Institution ou entente	Base du mandat	Nature de l'interaction	Collaborateurs canadiens	Contact pour la province
Collaboration bilatérale				
Alaska-Yukon Intergovernmental Relations Accord	Cabinet du premier ministre ou Relations intergouvernementales	Réunions et conférences téléphoniques avec les représentants du bureau du gouverneur de l'Alaska	Aucune	Relations intergouvernementales, Yukon
Partage des fréquences pour les véhicules d'urgence – Yukon et Skagway, Alaska	Entente officielle entre le Yukon et Skagway visant le partage des mêmes radiofréquences pour les véhicules d'urgence, y compris les ambulances, les véhicules de lutte contre les incendies et les voitures de police	Interactions ad hoc, surtout au niveau opérationnel entre le personnel des services d'urgences des parties	Industrie Canada a participé pour donner la permission de partager les fréquences	Bureau des mesures d'urgence Services de protection, Services aux collectivités Gouvernement du Yukon
Administration du projet Shakwak	Entente trilatérale entre le ministère de la Voirie et des Travaux publics du Yukon, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et la Federal Highway Administration	Conférences téléphoniques et courriels réguliers; réunions bimestrielles	Travaux publics et Services gouvernementaux; Affaires étrangères (ambassade à Washington)	Ingénierie des transports, ministère de la Voirie et des Travaux publics, Yukon
International Porcupine Caribou Board	Collaboration dans la gestion internationale des troupeaux	Réunions périodiques. La dernière a eu lieu en 2000.	Environnement Canada, les T.N.-O. et le Yukon sont représentés.	Directeur des ressources halieutiques et fauniques; ministère de l'Environnement Yukon
40-mile Caribou Herd	Élaboré un plan de gestion de la faune avec l'Alaska	Réunions périodiques	Aucune	Directeur des ressources halieutiques et fauniques; ministère de l'Environnement, Yukon

III) OBSERVATIONS

Généralités

Le Yukon travaille en collaboration avec les gouvernements des États dans le cadre de tribunes multilatérales et bilatérales. Au niveau intergouvernemental binational, le Yukon participe aux réunions de la Western Governors' Association (WGA) et de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest (CPMO) et de la Pacific Northwest Economic Region (PNWER). Cependant, bien que les représentants du Yukon aient travaillé au dossier de la WGA et de la CPMO depuis le début de la tenue de réunions combinées en 1999, les premiers ministres du Yukon ont tendance à assister aux réunions aux États-Unis que dans la mesure où les dossiers à l'ordre du jour concernent directement le Yukon. Au niveau multilatéral international, le Yukon participe au Forum nordique et au Conseil de l'Arctique.

Relations entre le Yukon et l'Alaska

Le Yukon entretient des relations de longue date avec l'Alaska aux niveaux politique et bureaucratique, qui est de loin son principal partenaire commercial. Les relations entre les gouvernements du Yukon et de l'Alaska sont régies par une entente intergouvernementale entre le ministère du Conseil Exécutif et le Governor's Office, respectivement. La présente entente a été renouvelée en 2003. L'interaction est assez fréquente au niveau intergouvernemental. Les représentants des RIG travaillent avec les représentants du Governor's Office pour organiser des réunions entre le premier ministre et le gouverneur et pour exécuter généralement les modalités de l'entente Yukon-Alaska.

Généralement, l'interaction entre les ministères du Yukon et leurs homologues américains se produit surtout au niveau des représentants. Par exemple, les solides relations qui se sont tissées entre les représentants du ministère de la Voirie et des Travaux publics et les représentants de l'Alaskan Transportation Commission sont issues du travail conjoint aux projets routiers intergouvernementaux, tel le projet Shakwak. De même, les représentants du ministère de l'Environnement du Yukon travaillent avec les représentants alaskiens à un vaste éventail de dossiers de gestion de la faune.

Des relations informelles avec les homologues américains se créent également par le biais de la participation commune des représentants des deux côtés de la frontière à des exercices de formation transfrontières et du partage des ressources et de l'information (exercice d'intervention en cas de déversement canado-américain avec la US Coast Guard, le Centre interservices des feux de forêt du Canada et la US Fire Administration); équipes intergouvernementales conjointes chargées de l'application de la loi (US-Canada Park Borderlands Group; Midwestern Wildlife Law Enforcement Association); collaboration scientifique et de recherche (Université de l'Alaska et le ministère de l'Environnement du Yukon, Ressources hydriques); initiatives de conservation de la faune (équipe de rétablissement du caribou de Chisana, Western Association of Fish and Wildlife Agencies, etc.).

L'Assemblée législative du Yukon et celle de l'Alaska se réunissent annuellement, et le lieu de la réunion alterne chaque année entre les deux instances.

Liens utiles

www.gov.yk.ca (Gouvernement du Yukon)

www.gov.yk.ca/depts/eco (Gouvernement du Yukon, Conseil exécutif)

www.yukonweb.com/community/yukon-news (Yukon News)

www.iafwa.org (Association internationale des agences du poisson et de la faune sauvage)

www.for.gov.bc.ca/Protect/NWCompact (Northwest COMPACT)

